



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

LES  
DONNÉES



# Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

Bilan 2023  
Perspectives 2024



# Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles

.....  
**Bilan 2023 / Perspectives 2024**



# Sommaire

<b>Préambule méthodologique</b>	p. 5
<b>Viandes rouges</b>	
Gros bovins	p. 9
Veaux	p. 41
Ovins-caprins	p. 49
<b>Viandes blanches</b>	
Porc	p. 75
Volailles de chair	p. 105
Œufs	p. 131
<b>Laits</b>	
Vache	p. 143
Brebis	p. 185
Chèvre	p. 197
<b>Annexes</b>	p. 211



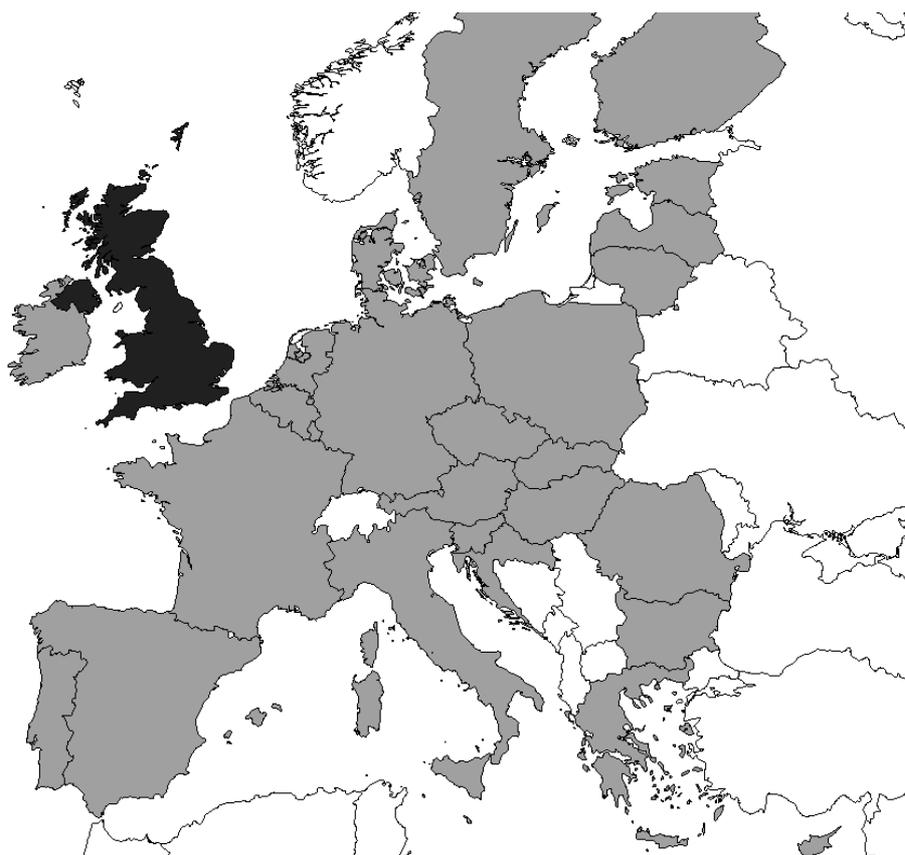
## Préambule méthodologique

Ce bilan sur les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles traite les données de l'année 2023, avec un historique sur quatre ans (2020-2023).

Jusqu'en 2019, le périmètre de l'Union européenne inclut le Royaume-Uni au même titre que les autres Etats membres de l'Union européenne, y compris au niveau des échanges (UE à 28). L'année 2020 prend en compte le nouveau périmètre à 27, le Royaume-Uni étant sorti de l'Union européenne au 31 janvier 2020.

Néanmoins, afin de pouvoir faire des comparaisons sur des bases communes, les données pour le périmètre de l'Union européenne à 27 sont présentées, le cas échéant, sur 2019 (et éventuellement 2018).

Périmètre de l'Union européenne à 27 (gris clair), hors Royaume-Uni (noir)







**VIANDES  
ROUGES**



# Le marché des gros bovins en France

## › Broutards : des cotations qui ont retrouvé une dynamique saisonnière au 4<sup>e</sup> trimestre

En 2023, les naissances de veaux allaitants ont poursuivi leur déclin, enregistrant un recul de 3,4 % par rapport à 2022, soit un total de 2,85 millions de nouveau-nés de mère allaitante, selon les données de la BDNI. De manière similaire, les naissances de veaux de types croisés, s'élevant à 1,25 millions de têtes, ont accusé un repli de 3,8 %, rompant alors avec la tendance haussière observée jusqu'en 2022. Cette diminution a conduit à une contraction nette de 3,5 % des naissances de veaux croisés et allaitants par rapport à 2022.

Cette baisse des naissances s'inscrit dans la continuité du phénomène de décapitalisation structurelle du cheptel allaitant depuis 2016, exerçant une pression continue sur les disponibilités en broutards au fil des années. Cependant, en 2023, les effectifs de mâles de race allaitante âgés de 6 à 16 mois ont légèrement augmenté (+ 0,4 %), par rapport à l'année 2022 qui avait enregistré des niveaux historiquement bas. Au sein de cette catégorie, les mâles limousins ont augmenté de 1,3 % par rapport à 2022, tandis qu'un recul a été observé pour les mâles charolais, enregistrant une baisse de 2,1 % par rapport à 2022.

Au cours du premier semestre 2023, la pénurie d'offre a trouvé un écho favorable dans une demande persistante, aussi bien sur le marché intérieur français que sur le marché international, soutenant ainsi les cours des animaux mâles destinés à l'engraissement. Avec l'arrivée de l'été, les cotations ont suivi la tendance saisonnière à la baisse, pour ensuite amorcer une reprise à la hausse à la fin du mois d'août. La pression exercée par la demande provenant de l'Italie et de l'Algérie, confrontée à des approvisionnements limités, a contribué à une forte augmentation des cours au neuvième mois de l'année.

Cependant, dès mi-septembre, l'émergence de la Maladie Hémorragique Épizootique (MHE) dans le Sud-Ouest de la France, et la fermeture des frontières qui en a résulté à partir de la semaine 39 (fin septembre) ont rompu cette dynamique haussière des cours. Bien que les frontières avec l'Espagne et l'Italie se soient rouvertes rapidement aux broutards français, l'excédent d'animaux, valorisés à un prix plus élevé et destinés au marché algérien fermé, a entraîné une baisse des cours. Ces cours ont suivi jusqu'en décembre, une trajectoire baissière en dents de scie, accentuée par la hausse automnale des effectifs. La cotation du mâle Charolais U de 450 kg vif a débuté en semaine 1 à 3,34 €/kg et a atteint 3,51 €/kg fin juin, enregistrant ainsi une progression de 38 cts (soit + 12,4 %) au premier semestre 2023 par rapport à 2022. À la fin du troisième trimestre, cette cotation s'établissait à 3,47 €/kg, puis a diminué pour atteindre 3,26 €/kg en semaine 52. Malgré cette baisse en fin d'année, la cotation annuelle du mâle Charolais U de 450 kg est restée en moyenne supérieure de 22 cts à celle de 2022 (soit + 6,9 %). Le cours du Charolais U de 350 kg a suivi une trajectoire similaire, avec une tendance haussière au premier semestre et des baisses intermittentes au cours de la seconde moitié de l'année. Débutant à 3,39 €/kg en semaine 1, la cotation a progressé jusqu'à 3,62 €/kg fin juin, avant de subir une baisse saisonnière estivale, puis d'être perturbée par la MHE et la baisse saisonnière des cours en automne. En semaine 50, le cours s'est établi à 3,32 €/kg, représentant une hausse moyenne de la cotation sur un an de 17 cts (soit + 5,2 %) par rapport à 2022.

Du côté des femelles, la demande italienne pour les laitonnnes a été porteuse au cours du second semestre 2023, tandis que l'offre est demeurée limitée, entraînant ainsi une hausse des cotations. Ainsi, le cours de la Charolaise U de 270 kg a débuté l'année à 3,25 €/kg et a augmenté jusqu'en été avant d'entamer une baisse saisonnière. À partir de fin août, la demande italienne s'est

renforcée, entraînant une hausse des cours. En semaine 50, cette femelle était cotée à 3,39 €/kg, enregistrant une augmentation de 23 cts (+ 7,5 %) sur l'année 2023 par rapport à 2022 (figure 1-9).

En raison de l'offre limitée de broutards, les disponibilités à l'exportation ont également diminué, participant à une baisse des envois de broutards de 7,4 % au regard de 2022, situant ceux-ci à 994 500 têtes

Plus spécifiquement, les expéditions vers le marché italien, représentant 82,8 % des animaux exportés, ont enregistré un recul de 5,1 % par rapport à 2022, soit une baisse de 43 900 têtes. En revanche, les exportations vers l'Espagne ont augmenté en raison de l'épisode de sécheresse au printemps, incitant à l'importation d'animaux plus lourds pour limiter la durée d'engraissement et ainsi les coûts de l'aliment acheté (+ 26,0 % par rapport à 2022, soit 22 600 têtes). Cette tendance à la baisse des envois de broutards s'est également manifestée chez les autres partenaires de la France au sein de l'Union européenne à l'exception de la Grèce, où les exportations ont progressé de 25,3 %, représentant une augmentation de 2 000 têtes par rapport à 2022. L'Allemagne a enregistré une diminution de 2 000 têtes (- 28,9 %), et les Pays-Bas ont connu une baisse de 4 800 têtes (- 43,4 %). Dans l'ensemble, les exportations françaises de broutards vers l'Union européenne ont diminué de 2,1 % en 2023 par rapport à 2022 (- 21 300 têtes). (figure 1-7).

Du côté des pays tiers, l'Algérie, qui représentait le 3<sup>e</sup> marché d'exportation des broutards français avec 6,5 % des effectifs en 2022, ne représente plus, en 2023, que 1,1 % des envois, soit 10 800 têtes. Après une fin d'année 2022 dynamique et un premier trimestre 2023 suivant la même tendance, les exportations vers l'Algérie se sont interrompues à partir d'avril, avant de reprendre de manière plus vive en septembre. Cependant, en raison de la MHE, seulement une partie des animaux achetés a pu être envoyée avant la fermeture des frontières fin septembre. Ainsi, au cours de l'année 2023, les envois ont chuté de 84,4 %, soit 58 400 têtes. Dans l'ensemble, les exportations françaises de broutards vers les pays tiers ont enregistré une baisse significative de 73,6 % par rapport à 2022 (- 57 700 têtes).

### › Vaches : le contexte inflationniste plombe la demande en vaches de réformes

Depuis 2015 et la fin des quotas laitiers, le cheptel français de vaches laitières n'a cessé de décroître, une tendance qui s'est poursuivie en 2023 avec un recul des effectifs de 3,0 % par rapport à 2022, selon l'enquête de mai du SSP. Du côté du cheptel allaitant, la baisse des effectifs a également persisté, réduisant le nombre de têtes de 2,6 % par rapport à 2022 (figure 1-3).

La production, a quant à elle été caractérisée par un manque d'offre déjà existant depuis quelques années, et par une demande en recul, notamment pour les vaches laitières de réformes, dans un contexte inflationniste et d'un marché perméable aux importations.

En effet, en 2023, le marché a continué de souffrir du manque de disponibilité, en lien avec la baisse du cheptel laitier et allaitant, accentué en été par la bonne pousse de l'herbe qui a limité la sortie des vaches de réformes. Les tensions dans l'approvisionnement des vaches laitières se sont toutefois apaisées avec une hausse saisonnière des effectifs en automne.

En ce qui concerne la demande, le contexte inflationniste a restreint la demande en viande bovine en France et en Europe. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2023, les abattages de vaches laitières ont reculé de 56 000 têtes (- 6,8 %) et de 15 700 tec (- 6,1 %) par rapport à 2022. Parallèlement, les abattages de vaches allaitantes ont également enregistré un recul de 7,7 % en têtes (- 58 000 têtes) et de 7,2 % en tec (- 22 400 tec). Globalement, en 2023, les abattages de vaches ont connu une baisse de 7,3 % en têtes et de 6,7 % en tec par rapport à l'année précédente (figure 1-4).

Du côté des cotations, l'inflation, qui s'est accélérée courant 2022 et s'est maintenue en 2023, a pénalisé la demande en viande. Cette dernière s'est donc progressivement érodée, en particulier pour les vaches françaises de moins bonne conformation, qui ont dû faire face à une perte de compétitivité prix sur le marché européen, et à une pression des importations. Ainsi, les cours des vaches françaises de moins bonne conformation ont progressivement décroché à partir du deuxième trimestre 2023, passant alors en dessous du niveau de 2022 à partir de mai. Ce décrochage de la cotation a été amplifié en fin d'année par une hausse des effectifs des vaches laitières réformées, s'inscrivant dans une dynamique saisonnière.

Ainsi, au regard de 2022, la cotation de la vache O3 a progressé de 9 cts sur l'année 2023 (soit + 1,8 %). Cependant, la dynamique est à nuancer, car cette hausse est portée par l'augmentation des cotations au cours du premier trimestre. Pendant cette période, le cours a été en moyenne 80 cts au-dessus de celui de 2022 et s'établissait à 4,22 €/kg en semaine 13, avant de s'éroder et de terminer l'année à 4,22 €/kg. Au cours des trois derniers trimestres, les cours sont en moyenne en dessous de 2022 de 3,0 % (soit - 16 cts). Suivant la même évolution, la cotation de la vache P3 a diminué de 1,0 % par rapport à 2022. Le cours a enregistré une progression de 72 cts au premier trimestre par rapport à 2022 (soit + 18,2 %), passant de 4,60 €/kg en semaine 1 à 4,81 €/kg fin mars. Ensuite, un décrochage plus important a été initié, entraînant une baisse de 6,2 % par rapport à 2022 sur les trois autres trimestres de 2023, soit une diminution moyenne de 29 centimes par rapport à 2022.

Les vaches de meilleure conformation ont bénéficié d'un repli de l'offre plus important que le retrait de la demande, soutenant globalement un équilibre des cotations autour du niveau de 2022. Le premier trimestre a été marqué par des cours haussiers bien au-dessus de ceux de 2022, suivis d'une légère baisse le reste de l'année, avec des cours fluctuant autour du niveau de 2022. Sur l'ensemble de l'année, le cours de la vache R3 a connu une hausse moyenne de 31 cts par rapport à 2022 (soit + 6,3 %) (figure 1-9).

### › Mâles : les tensions sur l'approvisionnement permettent de maintenir les cours

En 2023, les mises à l'engraissement en France ont affiché une dynamique accrue par rapport à 2022, année marquée par une pénurie résultant de la sortie anticipée des animaux au second semestre 2021. Ainsi, en 2023, le cheptel de bovins mâles de races allaitantes de 18 à 24 mois, correspondant aux jeunes bovins en fin d'engraissement, affichait une hausse de 2,5 % par rapport à 2022. Cette augmentation des effectifs a été constante tout au long de l'année, à l'exception du mois de mars. En ce qui concerne les jeunes bovins de races laitières, les stocks ont reculé de 6,5 % par rapport à 2022. Cette baisse est structurelle et liée à la spécialisation des exploitations laitières qui ont abandonné progressivement, depuis 2015, l'engraissement des jeunes bovins en complément de l'atelier lait.

Ainsi avec une offre qui demeure tout de même limitée, les effectifs abattus de jeunes bovins, toutes races confondues, ont légèrement reculé par rapport au niveau bas de 2022 (- 0,2 % soit - 1 800 têtes). D'autre part, le poids moyen à l'abattage a été supérieur de 0,8 % à celui de 2022 (+ 3,3 kg/tête), permettant d'enregistrer des volumes d'abattages légèrement au-dessus de 2022 (+ 0,6 %, soit + 2 000 tec) (figure 1-4).

Le marché du jeune bovin a été soumis à des tensions d'approvisionnement, tant sur le marché français qu'europpéen, avec une demande en retrait, en particulier en Allemagne. Une offre modeste a soutenu la hausse des cours au premier trimestre, et à l'arrivée du printemps, dans le sillage des prix européens, les jeunes bovins ont entamé leur baisse saisonnière. En septembre, les cours ont amorcé leur reprise saisonnière, suivant les prix italiens, en réponse à une demande en

viande plus forte avec l'arrivée de températures automnales plus fraîches. Cependant, cette reprise des cours a été plus contenue sur certaines semaines en raison d'une demande qui a été pénalisée par le contexte inflationniste.

Le cours du jeune bovin U3 a débuté l'année 2023 à 5,43 €/kg et s'est clôturé à 5,37 €/kg. Quant au jeune bovin R3, il a commencé à 5,34 €/kg et a terminé l'année à 5,23 €/kg. Ainsi, sur l'ensemble de l'année 2023, la cotation du jeune bovin U3 et celle du jeune bovin R3 ont enregistré une progression moyenne de 4,2 % par rapport à 2022 (figure 1-9).

En ce qui concerne les échanges, les exportations de jeunes bovins (bovins de plus de 300 kg destinés à la boucherie) ont enregistré un recul de 10,1 % (soit - 3 300 têtes) au regard de 2022. Cette diminution concerne les envois vers l'Union européenne (- 15,3 %, soit - 4 300 têtes), tandis que les exportations vers les pays tiers ont connu une progression (+ 27,3 %, soit + 1 100 têtes). En 2023, au sein de l'Union européenne, l'ensemble des principaux partenaires ont été touchés par l'inflation, en particulier l'Allemagne, qui a redirigé ses animaux vers l'export, notamment vers des débouchés français comme l'Italie. Ainsi, les envois vers l'Italie ont diminué de 1 600 têtes, ceux vers la Belgique de 2 900 têtes, et ceux vers l'Allemagne de 1 500 têtes, représentant un retrait quasi-total (- 95,0 %) de la demande allemande. Du côté des pays tiers, les envois ont été soutenus par les importations algériennes qui ont repris après une année 2022 quasi nulle. Cette hausse de 2 600 têtes a compensé une baisse de 1 400 têtes vers le Liban (figure 1-6).

### › Des charges de production qui connaissent une détente mais demeurent élevées

La hausse des cours des animaux entrée abattoir doit être examinée dans le contexte des coûts de production durablement élevés. En effet, au cours du second semestre 2021, la reprise économique post Covid-19, puis le conflit en Ukraine, ont entraîné une augmentation significative des prix des matières premières agricoles et industrielles, exerçant une pression à la hausse sur les coûts des aliments, de l'énergie et des engrais. En 2023, bien que l'inflation montre des signes d'atténuation sur certains postes, elle demeure présente à un niveau élevé.

En janvier 2023, l'indice IPAMPA viande bovine a débuté l'année à 139,5 points et l'a clôturée à 131,7 points, en décembre. Ainsi, en moyenne sur 12 mois, l'indice s'est quasiment stabilisé au niveau de 2022 (- 0,2 %). Ce léger reflux a été porté par les baisses des composantes "engrais et amendements" et "énergie", représentant ensemble 15,9 % des charges, avec des diminutions respectives de - 24,6 % et - 5,8 %. En revanche, la composante "matériels" (représentant 21,1 % des charges de production) a progressé de 7,3 % sur la même période, alors que la composante "aliments achetés" (représentant 18,3 % des charges de production), n'a, en moyenne, que très peu progressé (+ 0,8 %).

### › Commerce de viande bovine : retrait de la demande en France et en Europe

Le solde des échanges de viande bovine est resté déficitaire en 2023, s'élevant à 148 900 tec. Ce déficit s'est accentué de 3 700 tec par rapport à l'année 2022. Cette détérioration s'explique par une demande européenne en baisse, marquée par l'inflation, une perte de compétitivité des animaux français sur le marché européen, ainsi que par une production limitée en viande bovine. Les exportations et les importations ont toutes deux reculé, avec une baisse de 11,3 % (- 27 297 tec) pour les exportations et de 6,1 % (- 23 628 tec) pour les importations (figure 1-8).

Les exportations de viande bovine, s'élevant à 214 400 tec, se sont réparties en 2023 entre 79,6 % de viande fraîche ou réfrigérée, 13,6 % de viande congelée et 6,6 % de viande transformée. Sur l'année, les exportations de viande fraîche ou réfrigérée ont diminué de 9,9 % par rapport à 2022

(- 18 787 tec). Cette baisse a touché des marchés clés tels que l'Italie (- 6,3 %, soit - 3 424 tec) et l'Allemagne (- 6,2 %, soit - 2 418 tec), à l'exception de la Grèce où les envois se sont quasiment stabilisés (+ 0,6 %, soit + 200 tec).

En ce qui concerne la viande congelée, les exportations vers les pays de l'Union européenne ont diminué de 3,2 % (- 865 tec) par rapport à 2022, avec des replis significatifs vers des destinations telles que la Suède (- 37,5 %, soit - 391 tec), l'Italie (- 29,1 %, soit - 463 tec), le Portugal (- 43,2 %, soit - 333 tec), mais une augmentation des envois vers l'Allemagne (+ 27,5 %, soit + 426 tec) et la Belgique (+ 7,7 %, soit + 469 tec). Au total, les exportations de viande congelée ont enregistré un repli de 6,6 % (- 2 070 tec) comparées à 2022, une tendance baissière qui s'est également accentuée pour les exportations de viande transformée (- 30,8 %, soit - 6 441 tec). Il convient de noter que l'augmentation des exportations vers les Pays-Bas pour tous les types de viandes depuis 2020 doit être interprétée avec prudence en raison de l'effet « Brexit ». Plus précisément, une partie de ces envois pourrait représenter une réexportation de marchandises britanniques, notamment pour la viande fraîche, dont les exportations vers les Pays-Bas suivent la même tendance que les importations françaises en provenance du Royaume-Uni pour ce type de viande. En 2023, la France a importé 30 033 tec de viande fraîche du Royaume-Uni (- 17,5 % par rapport à 2022, + 260,1 % par rapport à 2020) et a exporté vers les Pays-Bas 21 513 tec de viande fraîche (- 31,9 % par rapport à 2022, + 193,9 % par rapport à 2020).

En 2023, les importations françaises de viande bovine ont connu une nette baisse en raison du recul de la consommation de viande. Cette diminution au regard de 2022, a touché principalement la viande congelée (- 12,3 %, soit - 14 215 tec), puis la viande fraîche (- 3,2 %, soit - 7 654 tec) et enfin la viande transformée (- 6,2 %, soit - 1 759 tec). Parmi les principaux fournisseurs, tous types de viande confondus, les Pays-Bas demeurent en tête (- 5,4 %, soit - 4 910 tec), suivis de l'Irlande (- 0,9 %, soit - 637 tec), du Royaume-Uni (- 17,9 %, soit - 9 584 tec) et de l'Allemagne (- 4,1 %, soit - 1 774 tec).

En 2023, le solde de la balance commerciale de la filière viande bovine s'est détérioré, tout en restant positif (figure 1-5). En effet, bien que les prix des produits du secteur de la viande bovine aient continué à augmenter en France et chez les principaux partenaires commerciaux, les volumes échangés ont quant à eux diminué. Ainsi, les exportations en valeur ont reculé de 3,9 % en 2023 (- 111,1 M€), avec un repli de 0,9 % pour les animaux vivants (- 13,2 M€), et une baisse de 7,3 % pour les viandes fraîches, congelées ou transformées (- 97,9 M€). Les importations, en valeur, ont quant à elles reculé de 4,3 % par rapport à 2022 (- 97,7 M€), un repli atténué par une hausse de 3,3 % de la valeur des importations d'animaux vivants (+ 1,4 M€). Ainsi, le solde de la balance commerciale du secteur bovin s'est dégradé de 2,1 % par rapport à l'année précédente (- 13,5 M€), passant d'un excédent de 634,1 M€ en 2022 à un excédent de 620,6 M€ en 2023.

### › La consommation a fléchi face à la persistance de l'inflation

En 2022, la consommation française apparente de viande bovine avait fait preuve de résilience face à la hausse des prix. Mais en 2023, celle-ci enregistre un repli de 3,7 % dans un contexte inflationniste plus lourd (figure 1-11). Depuis la fin de 2021, une hausse durable des prix, initialement observée au niveau du secteur primaire (énergie, matières premières, etc.), s'est progressivement répercutée sur le consommateur, en contraignant ses principaux postes de dépenses (alimentation, logement). En 2023, l'inflation générale s'est poursuivie, et a été principalement dirigée par la hausse des prix alimentaires.

Entre janvier et décembre 2023, l'indice des prix à la consommation "bœuf et veau", établi par l'Insee sur la base 2015, a enregistré une hausse de 7,8 % par rapport à la même période de 2022. Cette augmentation des prix s'est manifestée notamment dans les divers circuits de distribution

de viande bovine. Selon le panel consommateur Kantar Worldpanel, le prix moyen de la viande bovine a connu une augmentation notable pour les produits élaborés. En effet, en 2023, le prix moyen de la viande de bœuf hors élaborés a progressé de 2,3 % par rapport à 2022, tandis que celui de la viande hachée fraîche a enregistré une hausse de 11,1 % (figure 1-10). Plus globalement, en 2023, le prix moyen de la viande bovine, dont élaborés, se situait à 15,95 €/kg, soit une progression de 5,7 % au regard de 2022.

Cette hausse généralisée des prix a exercé une pression sur le pouvoir d'achat des ménages français, qui avaient déjà ajusté leurs habitudes d'achat en 2022 en réduisant significativement leurs achats de viande hors élaborés, réputée plus chère. En 2023, c'est la viande hachée fraîche qui semble avoir été particulièrement affectée, avec un prix moyen atteignant 14,62 €/kg. Ainsi, selon le panel consommateur Kantar Worldpanel, en 2023, les ménages ont réduit 12,9 % leurs achats de viande hachée fraîche par rapport à 2022, et dans une moindre mesure, leurs approvisionnements en viande de bœuf hors élaboré (- 2,9 %). Au global, les achats de viande bovine, dont élaborés, ont reculé de 2,3 % par rapport à 2022.

### › Prévisions 2024

En 2024, la diminution anticipée des effectifs dans les cheptels laitiers et allaitants devrait persister à un rythme légèrement plus lent, entraînant ainsi une nouvelle contraction de la disponibilité de bovins pour la production de viande bovine.

Plus en détails, les abattages de vaches, devraient à nouveau baisser en 2024, mais de manière plus modérée en raison du ralentissement de la baisse du cheptel. Également, le repli structurel des productions de bœufs et de veaux, couplé à une consommation en déclin et à des défis de production dus à la conjoncture économique, devrait également se prolonger. En effet, l'augmentation des coûts de construction et les taux d'intérêt élevés risquent de restreindre de nouveaux investissements pour la production.

Cependant, le dynamisme de l'engraissement de jeunes bovins en France, conjuguée à une hausse du disponible d'effectifs à sortir en 2024, pourraient ouvrir la voie à une hausse de la production de jeunes bovins. En conséquence, les disponibilités à l'exportation des brouillards enregistreraient une nouvelle baisse en 2024. La production de génisses, dont les effectifs ont été également renforcés en cette fin d'année 2023, devrait se stabiliser, voire augmenter.

Du côté de la demande, le signe d'une baisse de l'inflation et d'une augmentation des salaires, conjugué à l'afflux de touristes supplémentaires durant les JO de Paris 2024, pourrait stabiliser, voire légèrement stimuler la consommation française. Cependant, la compétitivité sur le marché international demeurant un défi, les importations pourraient augmenter pour répondre à la demande intérieure, tandis que les exportations pourraient rester en retrait.

## 1-1 Bilan dans le secteur des gros bovins finis

	2022		2023		% 23/22	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
<b>Abattages contrôlés GB</b>	<b>3 160,1</b>	<b>1 200,6</b>	<b>3 007,4</b>	<b>1 151,3</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,1</b>
<b>Abattages contrôlés totaux (1)</b>	<b>4 279,1</b>	<b>1 364,9</b>	<b>4 059,1</b>	<b>1 305,4</b>	<b>-6,0</b>	<b>-6,2</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
<b>Animaux vivants (2)</b>						
Exportations	32,4	7,2	29,1	5,8	-10,1	-18,6
Importations	2,8	0,7	2,0	0,4	-27,9	-42,0
<b>SOLDE</b>	<b>29,6</b>	<b>6,5</b>	<b>27,1</b>	<b>5,4</b>	<b>-8,4</b>	<b>-16,0</b>
<b>Production contrôlée</b>	<b>3 189,7</b>	<b>1 207,1</b>	<b>3 034,5</b>	<b>1 156,7</b>	<b>-4,9</b>	<b>-4,2</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
<b>Viande et conserves (1)</b>						
<b>Exportations</b>		<b>241,7</b>		<b>214,4</b>		<b>-11,3</b>
Viande fraîche		189,5		170,7		-9,9
Viande congelée		31,3		29,2		-6,6
Conserves		20,9		14,5		-30,8
<b>Importations</b>		<b>387,0</b>		<b>363,4</b>		<b>-6,1</b>
Viande fraîche		243,0		235,3		-3,2
Viande congelée		115,4		101,2		-12,3
Conserves		28,6		26,9		-6,0
<b>SOLDE</b>		<b>-145,3</b>		<b>-149,0</b>		<b>+2,6</b>
<b>Consommation contrôlée (1)</b>		<b>1 510,2</b>		<b>1 454,4</b>		<b>-3,7</b>
<b>Auto-apvisionnement (%) (3)</b>		<b>90,6</b>		<b>89,9</b>		<b>-0,8</b>

(1) Y compris veaux.

(2) Animaux de plus de 300 kg vif destinés à la boucherie

(3) L'auto-apvisionnement est défini comme le ratio de la production sur la consommation.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

## 1-2 Prévisions 2024

1 000 tec	2021	2022	2023	2024**	% 24**/23
Jeunes bovins	372,1	354,2	356,2	358,3	0,6
Bœufs	57,9	52,0	46,1	42,9	-7,0
Femelles	822,1	794,4	749	734,0	-2,0
<b>Gros Bovins</b>	<b>1 252,1</b>	<b>1 200,6</b>	<b>1 151,3</b>	<b>1 135,2</b>	<b>-1,4</b>

\*\*Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP

1 000 tec	2021	2022	2023	2024**	% 24**/23
Production de gros bovins finis	1 260,0	1 207,1	1 156,7	1 137	-1,7
<i>Production totale (dont veaux)</i>	<i>1 433,7</i>	<i>1 368,1</i>	<i>1 307,6</i>	<i>1 281</i>	<i>-2,0</i>
Abattages de gros bovins finis	1 252,1	1 200,6	1 151,3	1 135	-1,4
<i>Abattages totaux (dont veaux)</i>	<i>1 430,1</i>	<i>1 364,9</i>	<i>1 305,4</i>	<i>1 282</i>	<i>-1,8</i>
Exportations viandes (1)	247,4	241,7	214,4	210	-2,0
Importations viandes (1)	318,7	387,0	363,4	383	5,5
Consommation (1)	1 501,4	1 510,2	1 454,4	1 455	0,0
Dont : Consommation de viande bovine française	1 182,7	1 123,2	1 091,0	1 072	-1,8

\*\*Prévisions (1) viande de veau incluse

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

### 1-3 Cheptel bovin

#### 1-3-1 Enquêtes de mai

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Total Vaches</b>	<b>7 546</b>	<b>7 442</b>	<b>7 315</b>	<b>7 159</b>	<b>6 960</b>	<b>-2,8</b>
Vaches laitières	3 471	3 403	3 331	3 266	3 167	-3,0
Vaches allaitantes	4 075	4 039	3 984	3 893	3 793	-2,6
<b>Bovins de moins d'1 an</b>	<b>5 227</b>	<b>5 144</b>	<b>5 134</b>	<b>4 949</b>	<b>4 838</b>	<b>-2,2</b>
Bovins maigres de moins de 1 an	4 762	4 635	4 597	4 408	4 324	-1,9
<i>Femelles</i>	2 858	2 782	2 788	2 693	2 621	-2,7
<i>Mâles</i>	1 904	1 853	1 808	1 716	1 703	-0,7
Bovins finis de moins de 1 an	465	509	537	540	514	-5,0
<b>Bovins de 1 à 2 ans</b>	<b>3 229</b>	<b>3 249</b>	<b>3 158</b>	<b>3 144</b>	<b>3 077</b>	<b>-2,2</b>
Génisses maigres	2 006	1 968	1 917	1 914	1 841	-3,8
Génisses finies	402	429	418	417	424	1,5
Mâles	821	851	823	813	812	-0,2
<b>Bovins de 2 ans ou plus</b>	<b>2 468</b>	<b>2 365</b>	<b>2 256</b>	<b>2 163</b>	<b>2 164</b>	<b>0,1</b>
Femelles maigres	1 598	1 652	1 570	1 503	1 501	-0,2
Femelles finies	476	322	306	293	300	2,6
Mâles	395	391	380	367	363	-1,1
<b>TOTAL BOVINS</b>	<b>18 470</b>	<b>18 200</b>	<b>17 863</b>	<b>17 416</b>	<b>17 039</b>	<b>-2,2</b>

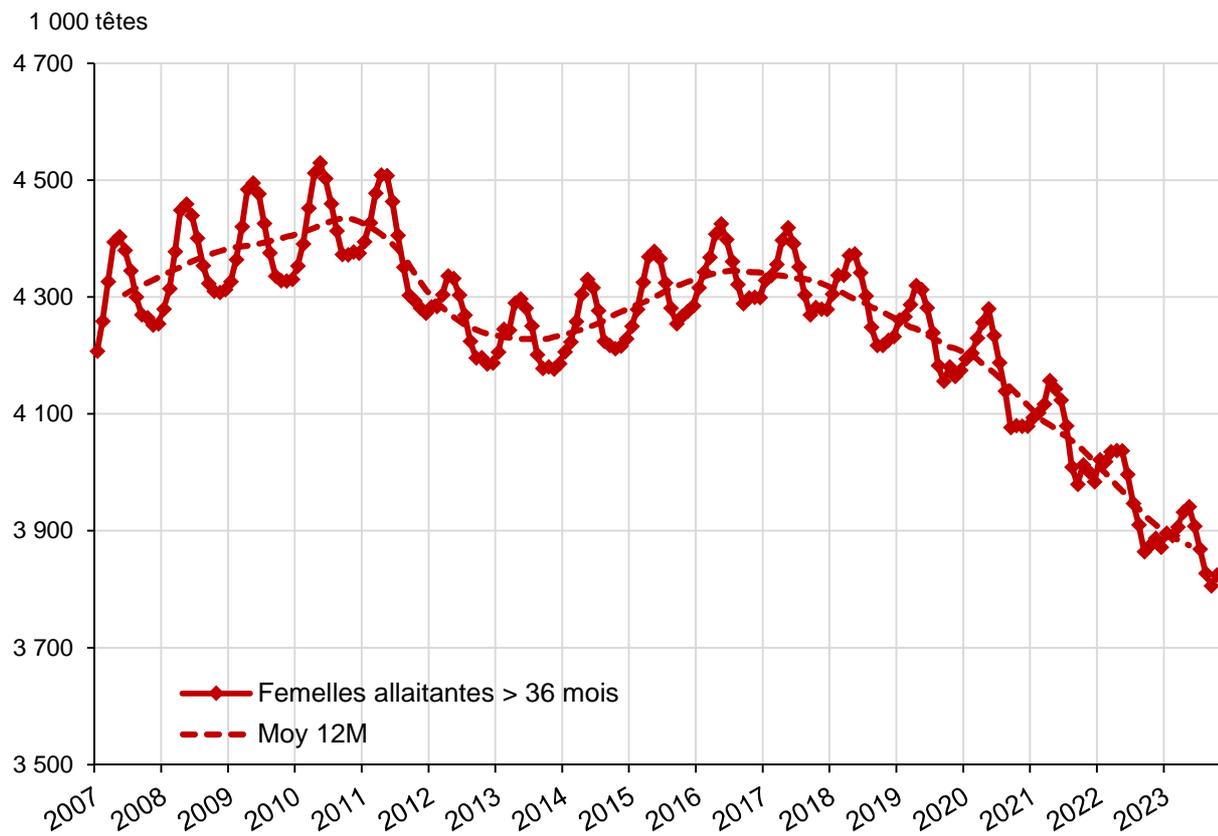
Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

#### 1-3-2 Effectifs régionaux des femelles allaitantes de + 36 mois au 1<sup>er</sup> avril

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22	% 23/19
<b>Auvergne-Rhône-Alpes</b>	705	691	683	693	681	<b>-1,8</b>	<b>-3,4</b>
<b>Bourgogne-Franche-Comté</b>	537	530	513	521	512	<b>-1,8</b>	<b>-4,6</b>
<b>Bretagne</b>	137	138	135	138	138	<b>-0,6</b>	<b>0,1</b>
<b>Centre</b>	204	201	196	198	193	<b>-2,2</b>	<b>-5,0</b>
<b>Corse</b>	32	31	29	27	24	<b>-12,4</b>	<b>-26,4</b>
<b>Grand-Est</b>	297	295	285	288	283	<b>-1,6</b>	<b>-4,7</b>
<b>Hauts-de-France</b>	165	164	159	159	158	<b>-1,0</b>	<b>-4,7</b>
<b>Ile-de-France</b>	6	6	6	6	6	<b>-1,9</b>	<b>-4,5</b>
<b>Normandie</b>	268	266	260	268	268	<b>-0,1</b>	<b>0,0</b>
<b>Nouvelle-Aquitaine</b>	908	894	872	878	846	<b>-3,6</b>	<b>-6,8</b>
<b>Occitanie</b>	537	534	525	533	511	<b>-4,2</b>	<b>-4,9</b>
<b>Pays de la Loire</b>	437	423	408	404	391	<b>-3,4</b>	<b>-10,5</b>
<b>Provence-Alpes-Côte-d'Azur</b>	20	21	21	25	25	<b>-1,3</b>	<b>23,6</b>

Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

### 1-3-3 Évolution du cheptel femelles allaitantes de plus de 36 mois



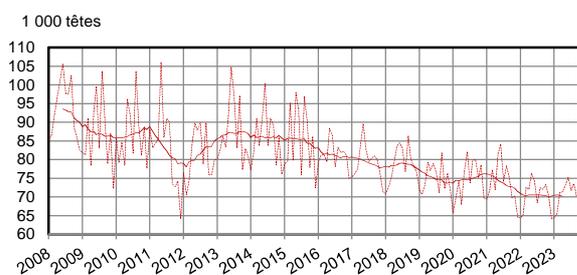
Source : FranceAgriMer d'après SSP, d'après la BDNI

## 1-4 Abattages contrôlés de gros bovins

	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Abattages (1 000 têtes)						
Vaches	1 651,4	1 650,2	1 633,6	1 568,4	1 454,4	-7,3
Génisses	607,8	612,7	620,4	614,4	591,0	-3,8
Jeunes Bovins	902,1	894,4	889,0	846,6	844,8	-0,2
Bœufs	142,6	144,4	144,3	130,8	117,2	-10,4
<b>TOTAL</b>	<b>3 303,9</b>	<b>3 301,7</b>	<b>3 287,2</b>	<b>3 160,1</b>	<b>3 007,4</b>	<b>-4,8</b>
Abattages (1 000 tec)						
Vaches	597,9	602,7	596,3	571,1	533,0	-6,7
Génisses	219,8	224,4	225,8	223,3	216,0	-3,3
Jeunes Bovins	374,7	376,7	372,1	354,2	356,2	0,6
Bœufs	56,0	57,8	57,9	52,0	46,1	-11,3
<b>TOTAL</b>	<b>1 248,3</b>	<b>1 261,6</b>	<b>1 252,1</b>	<b>1 200,6</b>	<b>1 151,3</b>	<b>-4,1</b>
Poids moyens (kg / tête)						
Vaches	362,0	365,2	365,0	364,1	366,5	0,6
Génisses	361,6	366,3	363,9	363,5	365,5	0,5
Jeunes Bovins	415,4	421,2	418,6	418,4	421,6	0,8
Bœufs	392,4	400,3	401,0	397,6	393,3	-1,1
<b>Ensemble gros bovins</b>	<b>377,8</b>	<b>382,1</b>	<b>380,9</b>	<b>379,9</b>	<b>382,8</b>	<b>0,8</b>

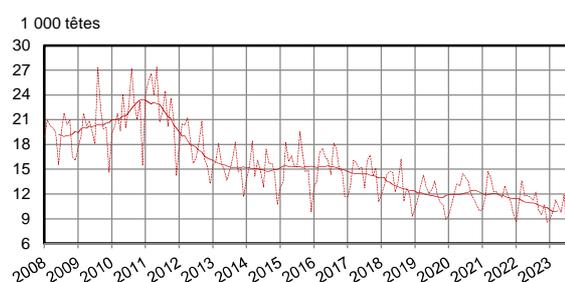
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de jeunes bovins



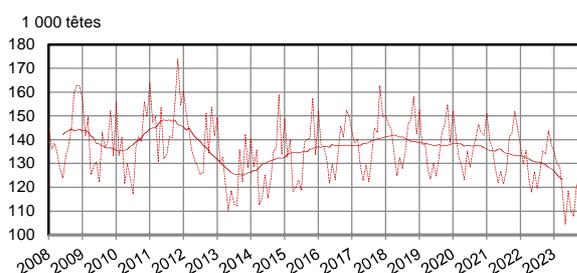
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de bœufs



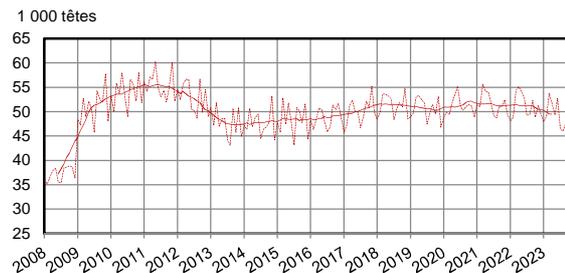
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de vaches



Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Abattages de génisses



Source : FranceAgriMer d'après SSP

### 1-5 Bilan financier du commerce extérieur français dans le secteur bovin

Millions d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>2 365,9</b>	<b>2 273,7</b>	<b>2 451,8</b>	<b>2 883,1</b>	<b>2 772,0</b>	<b>-3,9</b>
<i>Animaux vivants</i>	1 376,4	1 328,0	1 347,7	1 534,7	1 521,5	-0,9
<i>Gros bovins</i>	1 096,6	1 088,8	1 114,7	1 286,0	1 290,6	0,4
<i>Veaux</i>	279,8	239,2	233,1	248,6	230,9	-7,1
<i>Viandes fraîches</i>	869,1	809,4	911,3	1 092,1	1 028,7	-5,8
<i>Viandes congelées</i>	56,7	57,2	98,6	137,2	132,4	-3,5
<i>Viandes transformées</i>	63,7	79,1	94,3	119,1	89,4	-25,0
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>1 505,4</b>	<b>1 247,9</b>	<b>1 528,3</b>	<b>2 249,1</b>	<b>2 151,4</b>	<b>-4,3</b>
<i>Animaux vivants</i>	54,4	51,0	46,9	42,4	43,8	3,3
<i>Gros bovins</i>	10,0	12,5	8,8	9,2	5,8	-36,8
<i>Veaux</i>	44,4	38,6	38,1	33,2	38,0	14,4
<i>Viandes fraîches</i>	1 034,2	830,6	1 047,8	1 495,3	1 466,3	-1,9
<i>Viandes congelées</i>	288,6	238,3	280,7	512,3	447,1	-12,7
<i>Viandes transformées</i>	128,3	128,0	152,8	199,0	194,3	-2,4
<b>SOLDE</b>	<b>+860,4</b>	<b>+1025,8</b>	<b>+923,5</b>	<b>+634,1</b>	<b>+620,6</b>	<b>-2,1</b>

Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 1-6 Commerce extérieur des bovins vivants de + 300 kg destinés à la boucherie

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations totales</b>	<b>43,3</b>	<b>38,9</b>	<b>38,6</b>	<b>32,4</b>	<b>29,1</b>	<b>-10,1</b>
Union européenne à 28	39,0					
Union européenne à 27		34,2	33,2	28,5	24,1	-15,3
<i>Italie</i>	22,0	21,1	17,0	17,1	15,5	-9,2
<i>Belgique</i>	11,4	7,2	6,1	5,2	2,3	-55,9
<i>Allemagne</i>	3,0	1,2	1,1	1,6	0,1	-95,0
<i>Pays-Bas</i>	2,4	2,1	2,0	0,6	0,2	-61,5
Pays tiers	4,3					
Pays tiers + UK		4,8	7,6	3,9	5,0	27,3
<i>Algérie</i>	2,7	1,6	3,4	0,9	3,5	297,9
<i>Suisse</i>	1,5	1,5	1,5	1,6	1,5	-8,1
<i>Liban</i>	0,0	1,6	2,3	1,4	0,0	-100,0
<b>Importations totales</b>	<b>2,3</b>	<b>3,7</b>	<b>3,6</b>	<b>2,8</b>	<b>2,0</b>	<b>-27,9</b>
Union européenne à 28	2,3					
Union européenne à 27		3,7	3,6	2,0	2,0	0,0
<i>Espagne</i>	0,2	0,5	1,0	1,2	0,9	-25,7
<i>Belgique</i>	1,6	1,6	1,4	0,8	1,1	35,9
Pays tiers	0,0	0,0	0,0	0,8	0,0	-100,0
<b>SOLDE</b>	<b>+41,0</b>	<b>+35,2</b>	<b>+35,0</b>	<b>+29,6</b>	<b>+27,1</b>	<b>-8,4</b>

Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 1-7 Commerce extérieur des bovins vivants de plus de 160 kg destinés à l'engraissement

1 000 têtes	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations totales</b>	<b>1 154,5</b>	<b>1 160,8</b>	<b>1 134,1</b>	<b>1 133,2</b>	<b>1 073,6</b>	<b>994,5</b>	<b>-7,4</b>
Union européenne 28	1 102,9	1 087,3					
Union européenne 27			1 067,5	1 133,2	995,1	973,8	-2,1
<i>Italie</i>	895,1	900,3	907,2	911,1	867,9	823,9	-5,1
<i>Espagne</i>	183,3	160,9	132,4	120,8	87,0	109,6	26,0
<i>Pays-Bas</i>	8,7	10,3	9,6	12,2	11,0	6,2	-43,4
<i>Grèce</i>	4,5	5,7	7,2	7,9	7,8	9,8	25,3
<i>Allemagne</i>	4,3	4,1	6,2	9,5	7,0	5,0	-28,9
<i>Belgique</i>	2,9	3,1	2,3	3,7	10,4	5,2	-50,0
Pays tiers	52	74					
Pays tiers + UK			67	0	78	21	-73,6
<i>Algérie</i>	34,2	59,2	48,4	40,8	69,3	10,8	-84,4
<i>Tunisie</i>	5,5	9,8	6,9	2,9	6,8	5,6	-17,8
<b>Importations totales</b>	<b>3,2</b>	<b>4,8</b>	<b>5,0</b>	<b>1,2</b>	<b>1,6</b>	<b>1,6</b>	<b>-0,6</b>
Union européenne 28	3,2	4,7					
Union européenne 27			5,0	1,2	1,6	1,6	-0,1
<i>Espagne</i>	2,4	1,7	1,4	0,5	0,2	1,0	439,3
<i>Belgique</i>	0,3	0,2	0,4	0,4	0,3	0,3	34,0
<i>Allemagne</i>	0,0	0,1	0,8	0,0	0,2	0,1	-54,0
<b>SOLDE</b>	<b>+1151,2</b>	<b>+1156,0</b>	<b>+1129,1</b>	<b>+1132,0</b>	<b>+1072,0</b>	<b>+993,0</b>	<b>-5,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après douane française

**1-8 Échanges de viande bovine (gros bovins + veaux)**

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>VIANDE FRAICHE</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>192,6</b>	<b>182,6</b>	<b>192,3</b>	<b>189,5</b>	<b>170,7</b>	<b>-9,9</b>
Union européenne 28	184,7					
Union européenne 27		174,7	183,0	183,0	162,8	-11,0
<i>Italie</i>	66,4	62,8	58,5	54,7	51,2	-6,3
<i>Allemagne</i>	42,0	43,3	42,9	38,8	36,3	-6,2
<i>Grèce</i>	44,1	39,5	37,5	33,0	33,2	0,6
<i>Pays-Bas</i>	6,8	7,3	16,9	31,6	21,5	-31,9
Pays tiers	7,9					
Pays tiers + UK		7,9	9,3	6,5	7,9	21,7
<i>Israël</i>	3,0	3,2	4,2	3,2	2,4	-25,8
<b>Importations totales</b>	<b>221,5</b>	<b>177,5</b>	<b>202,0</b>	<b>243,0</b>	<b>235,3</b>	<b>-3,2</b>
Union européenne 28	219,5					
Union européenne 27		166,8	179,1	196,0	196,5	0,3
<i>Pays-Bas</i>	71,9	57,7	65,4	74,9	73,0	-2,5
<i>Irlande</i>	37,2	30,7	35,2	39,6	39,1	-1,4
<i>Belgique</i>	30,0	29,8	25,4	22,1	23,8	7,7
<i>Allemagne</i>	34,0	22,9	22,5	22,6	23,3	3,2
Pays tiers	1,9					
Pays tiers + UK		10,8	22,9	47,0	38,8	-17,5
<i>Royaume-uni</i>		9,4	21,4	44,7	30,0	-32,9
<b>Solde</b>	<b>-28,8</b>	<b>+5,0</b>	<b>-9,7</b>	<b>-53,5</b>	<b>-64,6</b>	<b>20,8</b>
<b>VIANDE CONGELÉE</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>20,3</b>	<b>21,5</b>	<b>33,6</b>	<b>31,3</b>	<b>29,2</b>	<b>-6,6</b>
Union européenne 28	15,7					
Union européenne 27		14,4	26,6	26,8	25,9	-3,2
<i>Belgique</i>	6,4	5,5	6,7	6,1	6,6	7,7
<i>Allemagne</i>	1,4	2,5	2,0	1,6	2,0	27,5
<i>Pays-Bas</i>	1,0	1,0	9,1	11,5	11,8	2,1
Pays tiers	4,6					
Pays tiers + UK		7,2	7,0	4,5	3,3	-26,6
<i>Hong Kong</i>	0,8	1,2	1,0	0,1	0,6	637,2
<i>Israël</i>	0,2	1,0	0,1	0,2	0,1	-39,9
<i>Chine</i>	0,6	0,7	0,5	0,5	0,2	-62,0
<b>Importations totales</b>	<b>97,2</b>	<b>84,8</b>	<b>89,9</b>	<b>115,4</b>	<b>101,2</b>	<b>-12,3</b>
Union européenne 28	94,8					
Union européenne 27		79,0	82,3	104,1	92,4	-11,3
<i>Irlande</i>	22,0	20,9	19,5	23,9	24,6	2,9
<i>Pologne</i>	17,3	17,3	19,1	24,0	20,6	-14,1
<i>Allemagne</i>	19,4	13,7	11,8	18,4	16,1	-12,1
<i>Pays-Bas</i>	11,4	11,3	12,8	15,5	12,6	-18,7
<i>Italie</i>	7,6	6,1	7,6	7,7	6,1	-20,7
Pays tiers	2,4					
Pays tiers + UK		5,8	7,6	11,3	8,8	-22,1
<b>Solde</b>	<b>-76,9</b>	<b>-63,2</b>	<b>-56,3</b>	<b>-84,1</b>	<b>-71,9</b>	<b>-14,4</b>

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>VIANDE TRANSFORMÉE</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>15,3</b>	<b>18,7</b>	<b>21,5</b>	<b>20,9</b>	<b>14,5</b>	<b>-30,8</b>
Union européenne 28	10,2					
Union européenne 27		8,7	11,6	12,1	7,6	-37,5
Pays tiers	5,2					
Pays tiers + UK		10,0	9,8	8,8	6,9	-21,6
<b>Importations totales</b>	<b>21,8</b>	<b>21,5</b>	<b>26,7</b>	<b>28,6</b>	<b>26,8</b>	<b>-6,2</b>
Union européenne 28	15,8					
Union européenne 27		16,2	19,8	22,1	21,7	-1,7
Pays tiers	6,1					
Pays tiers + UK		5,3	7,0	6,5	5,1	-21,2
<b>Solde</b>	<b>-6,5</b>	<b>-2,8</b>	<b>-5,3</b>	<b>-7,7</b>	<b>-12,4</b>	<b>61,0</b>
<b>EXPORTATIONS</b>	<b>228,2</b>	<b>222,8</b>	<b>247,4</b>	<b>241,7</b>	<b>214,4</b>	<b>-11,3</b>
<b>IMPORTATIONS</b>	<b>340,5</b>	<b>283,8</b>	<b>318,7</b>	<b>387,0</b>	<b>363,3</b>	<b>-6,1</b>
<b>SOLDE</b>	<b>-112,2</b>	<b>-61,0</b>	<b>-71,3</b>	<b>-145,2</b>	<b>-148,9</b>	<b>+2,5</b>

Source : FranceAgriMer d'après douane française

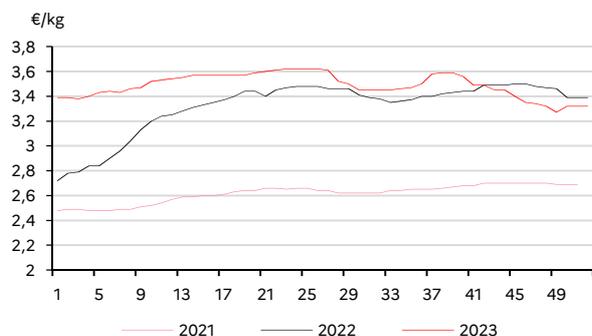
## 1-9 Évolution annuelle des cotations des gros bovins

	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Animaux maigres (6-12 mois) en €/kg vif</b>						
Mâle Limousin U -350 kg	2,71	2,61	2,59	3,22	3,55	10,1
Mâle Charolais U -350 kg	2,71	2,63	2,62	3,32	3,49	5,1
Mâle Croisé R -300 kg	2,61	2,47	2,42	2,98	3,15	5,7
Femelle Charolais U - 270 kg	2,63	2,56	2,64	3,07	3,30	7,5
<b>Gros bovins entrée abattoir (€/kg carcasse)</b>						
Prix moyen pondéré	3,56	3,54	3,81	4,97	5,19	4,4
Bœufs O3	3,23	3,13	3,38	4,73	4,87	3,0
Bœufs R3	3,67	3,69	3,86	5,02	5,35	6,6
Jeunes Bovins U3	3,98	3,86	4,09	5,15	5,37	4,2
Jeunes Bovins R3	3,80	3,69	3,92	5,03	5,24	4,2
Génisses U3	4,49	4,54	4,75	5,45	5,85	7,3
Génisses R3	3,93	4,02	4,22	5,14	5,48	6,6
Vaches R3	3,79	3,89	4,12	5,11	5,43	6,3
Vaches O3	3,16	3,06	3,34	4,70	4,79	1,8

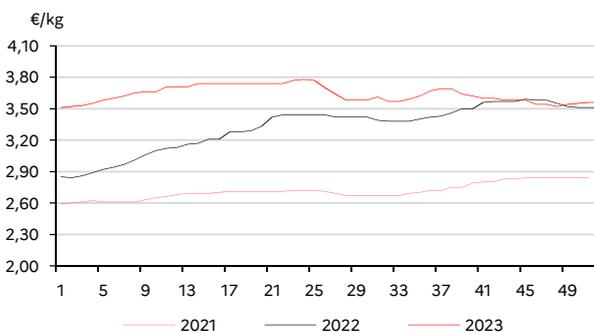
Source : FranceAgriMer

Remarque : Le mode de calcul des cotations entrée abattoir a été modifié à partir d'août 2022.

### Cotation mâle charolais U 6/12 mois 350kg

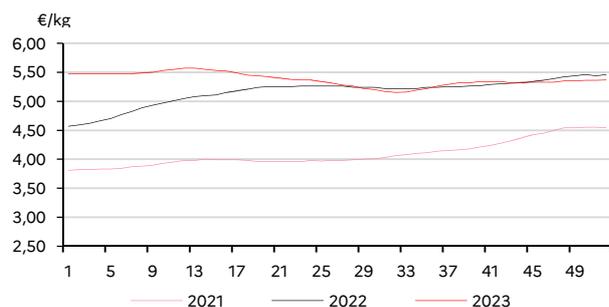


### Cotation mâle limousin U 6/12 mois 300kg



Source : FranceAgriMer

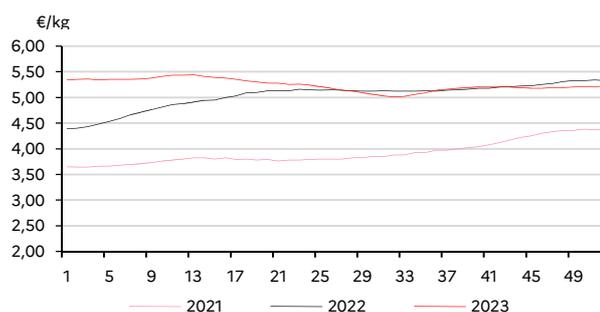
### Cotation du jeune bovin U3



Source : FranceAgriMer

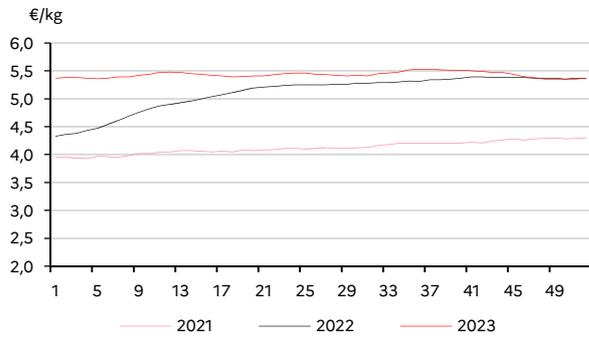
Source : FranceAgriMer

### Cotation du jeune bovin R3



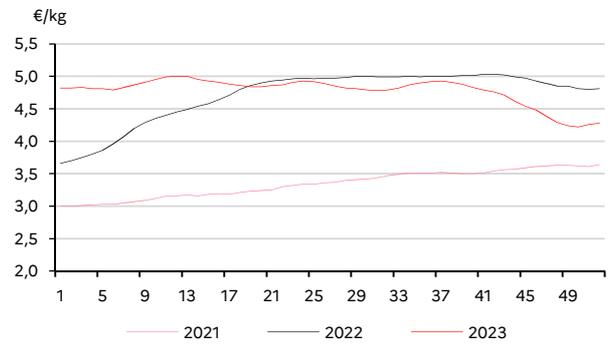
Source : FranceAgriMer

### Cotation de la vache R3



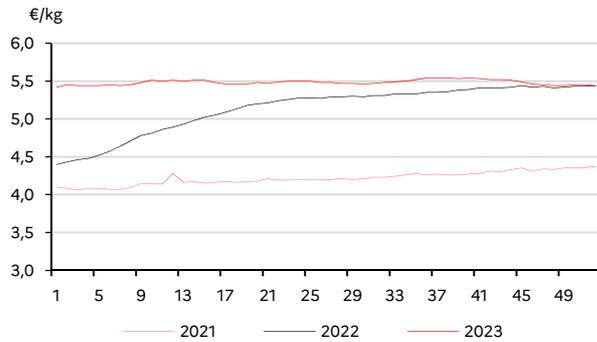
Source : FranceAgriMer

### Cotation de la vache O3



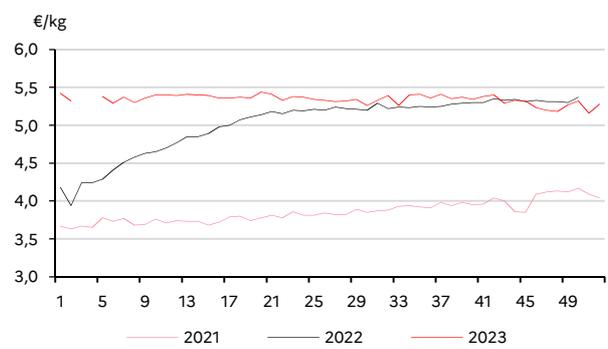
Source : FranceAgriMer

### Cotation de la génisse R3



Source : FranceAgriMer

### Cotation du bœuf R3



Source : FranceAgriMer

**1-10 Prix au détail de la viande bovine (tous circuits)**

€/kg	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Viande de bœuf non élaborée*</b>	14,90	15,25	15,51	17,18	17,57	<b>2,3</b>
dont à griller	17,08	17,50	17,70	19,31	19,43	<b>0,6</b>
dont à bouillir	8,90	9,40	9,38	10,61	11,81	<b>11,3</b>
<b>Viande de bœuf hachée (frais)</b>	11,31	11,58	11,82	13,16	14,62	<b>11,1</b>

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

\*hors abats et gros achats

**1-11 Consommation de viande bovine (dont veau)**

	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22	%23/19
<b>Consommation par bilan</b> 1 000 tec	1 544,4	1 501,0	1 501,4	1 510,2	1 454,4	<b>-3,7</b>	<b>-5,8</b>
<b>Consommation par habitant</b> (Kgec/hab)	23,0	22,2	22,2	22,3	21,4	<b>-4,0</b>	<b>-6,9</b>

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Note : la consommation indiquée dans ce tableau correspond aux abattages de gros bovins et veaux soustraits des échanges de viandes bovine et vitelline.

## Le marché des gros bovins dans l'Union européenne

### › Femelles : la demande, marquée par l'inflation, a décliné plus vite que l'offre

La tendance au déclin du cheptel bovin européen, amorcée en 2016, a persisté en 2023, bien que le rythme de contraction ait ralenti au regard de 2022. Selon les données de l'enquête cheptel de décembre de la Commission européenne, le cheptel bovin européen a amorcé l'année 2023 avec 30,5 millions de vaches, représentant un recul de 240 000 têtes par rapport à l'année antérieure (- 0,8 %) (figure 1-13). Plus précisément, le cheptel de vaches laitières s'établissait à 20,1 millions de têtes, correspondant à un retrait de 0,6 % (- 130 000 têtes), et le cheptel de vaches allaitantes diminuait à 10,4 millions de têtes, enregistrant un retrait de 1,0 % (- 109 000 têtes).

Ce ralentissement de la baisse du cheptel européen est attribuable à un recul du cheptel laitier de moindre ampleur, moitié moins de celle observée en 2022, et qui peut être relié au prix élevé du lait sur le premier semestre 2023. En effet, en 2022, les prix du lait au sein de l'Union européenne, avaient fortement augmenté ; cette hausse a pu inciter certains éleveurs européens à retenir davantage leurs vaches pour la production de lait. En France, le cheptel a connu une baisse significative (- 2,7 % soit - 91 000 têtes), de même qu'en Croatie (- 22,5 % soit - 23 000 têtes) ou qu'en Allemagne (- 0,6 % soit - 23 000 têtes). À l'inverse, les Pays-Bas, ont enregistré une hausse de leur cheptel de vaches laitières (+ 16 000 têtes, soit + 1,0 %), à l'instar de l'Italie, dont le cheptel a progressé de 20 000 têtes par rapport à 2022 (+ 1,1 %) (figure 1-15).

En ce qui concerne le cheptel de vaches allaitantes, la Pologne a connu la baisse la plus considérable, avec un repli de ses effectifs de 119 200 têtes, représentant un recul de 47,0 %. Dans une dynamique baissière, le cheptel français de vaches allaitantes, premier cheptel européen en matière d'effectifs, a reculé de 93 000 têtes (- 2,4 %), tandis que le cheptel italien a été renforcé avec 135 000 vaches supplémentaires par rapport à 2022 (+ 38,6 %) (figure 1-15).

En 2023, le nombre de vaches abattues au sein de l'Union européenne a atteint 6,2 millions de têtes, marquant une baisse de 3,6 % par rapport à 2022 (- 229 000 têtes). Cette contraction des effectifs s'accompagne d'un amaigrissement des vaches de 1,5 kg (- 0,5 %), portant le poids moyen des carcasses de celles-ci à 316,5 kg. En conséquence, les volumes de production ont décliné de 4,0 % (- 81 000 tec), atteignant ainsi 2,0 millions tec. Cette diminution de poids n'est pas vérifiée pour l'ensemble des États membres, et a été principalement soutenue par une forte chute du poids des vaches abattues en Italie (- 9,6 % soit - 27,3 kg), et dans une moindre mesure en Pologne (- 1,4 % soit - 4,1 kg), en Irlande (- 1,9 % soit - 5,8 kg) et en Grèce (- 5,8 % soit - 14,8 kg). Cette réduction de poids est concomitante à la sécheresse sévère qui a touché le Sud de l'Europe au cours du premier semestre 2023. Les coûts toujours hauts de l'alimentation ont ainsi pu altérer la finition des animaux. D'autre part, l'évolution de la production est disparate d'un État membre à l'autre. Ainsi, par rapport à 2022, l'Italie a enregistré une diminution significative de ses abattages de vaches (- 39 800 tec, soit - 23,3 %), tout comme l'Espagne (- 10 000 tec, soit - 8,4 %) et la France (- 36 600 tec, soit - 6,4 %). En revanche, les Pays-Bas ont observé une augmentation substantielle de leur production par rapport à l'année précédente (+ 15 700 tec, soit + 11,6 %). Cette hausse peut être mise en perspective avec l'évolution du prix du lait néerlandais, qui a plus rapidement reculé en 2023, favorisant plutôt le départ des vaches. Dans une moindre mesure, la Belgique a également augmenté ses abattages (+ 2 500 tec, soit + 2,2 %), à l'image de la République tchèque (+ 1 900 tec, soit + 6,8 %) (voir figures 1-16 et 1-18).

Cette baisse de la production de viande bovine sur le marché européen a permis de soutenir les cotations des vaches au cours du premier trimestre 2023, les maintenant au-dessus de celles de

2022. Néanmoins, face à la pression inflationniste, la demande a fléchi, entraînant une baisse des cotations au cours des trois trimestres suivants. Ainsi, la vache O3 a débuté l'année à 4,24€/kg pour se fixer à 4,35 €/kg à la fin du premier trimestre, affichant en moyenne un cours supérieur de 33 cts (+ 8,4 %) à celui de 2022. Le reste de l'année a été caractérisé par une baisse continue des cours, atteignant 3,82 €/kg en semaine 52. Ainsi, en 2023, les cours de la vache de type O3 ont régressé de 4,1 % par rapport à 2022, correspondant à une diminution de 17 centimes (figure 1-25).

### › Jeunes bovins : malgré une demande fluctuante, les cours se sont stabilisés

En 2023, au sein d'une Union européenne privilégiant la consommation de viandes issues d'animaux mâles, les cours ont retrouvé une dynamique saisonnière observée avant 2021. Effectivement, le printemps a marqué le début de la baisse saisonnière des cotations qui s'est poursuivie pendant l'été, dans un contexte inflationniste qui a nui à la demande européenne. À la mi-août, les cours sont repartis à la hausse, mais de manière relativement limitée du fait d'une demande européenne toujours en berne. Néanmoins, la demande plus dynamique à l'approche des festivités de fin d'année a soutenu une progression des cotations à compter de novembre. À la fin du premier trimestre, les cotations sont passées en dessous de leur niveau de 2022. Ainsi, sur le premier trimestre 2023, la cotation moyenne du JBR3 a progressé de 37 cts (+ 7,9 %) comparée à 2022, passant de 5,21 €/kg en semaine 1, à 5,16 €/kg fin mars. La cotation a achevé l'année à 4,97 €/kg, menant à un cours moyen de 4,95 €/kg en 2023, stable par rapport à 2022 (figure 1-26).

En 2023, ce retrait de la demande, qui a en partie neutralisé la progression des cours, a été concomitante à une réduction déjà existante de la production. À l'échelle de l'Union européenne, les abattages de jeunes bovins se sont repliés, à 7,2 millions de têtes, soit un retrait notable de 276 600 têtes (- 3,7 %) par rapport à 2022. La baisse des effectifs abattus s'est accompagnée d'une légère perte du poids carcasse moyen par JB de 0,2 kg (- 0,1 %), portant celui-ci à 339,8 kg. En conséquence, le volume de production a reculé de 3,8 % (- 95 500 tec), s'établissant à 2,5 millions de tec (voir figure 1-19). Ce repli de production a été observée dans la majorité des États membres, mais tout comme les vaches, la baisse a été plus prononcée en Italie, où les abattages ont reculé de 15,6 %, soit - 47 700 tec, ainsi qu'en Espagne, où les volumes abattus ont diminué de 5,6 %, soit - 26 500 tec.

### › Commerce de viande : les échanges ont ralenti au sein de l'Union et avec l'extérieur

Les échanges de viande bovine entre les États membres de l'Union européenne, s'élevant à 2,3 millions de tec, ont diminué de 3,1 % vis-à-vis de 2022 (- 73 900 tec). Les exportations vers les pays tiers, atteignant 562 400 tec, ont quant à eux diminué de 1,3 % (- 7 700 tec). Les importations extra-communautaires, totalisant 356 500 tec, ont également connu une contraction de 7,0 % (- 26 800 tec).

En ce qui concerne les échanges intracommunautaires, certains pays tels que l'Italie et l'Espagne, confrontés à une baisse notable de leur production, ont augmenté significativement leur approvisionnement sur le marché européen, de respectivement + 19 900 tec (soit + 5,8 %) et + 14 700 tec (soit + 11,7 %). En revanche, l'Allemagne, qui a légèrement augmenté sa production, a fait face à un repli important de sa demande intérieure en viande bovine. Ainsi, le pays a réduit ses approvisionnements au sein du marché commun de 65 302 tec, marquant un recul de 17,3 %.

Du côté des exportations en dehors de l'Union européenne, l'Allemagne a connu le plus fort repli de ses exportations vers les pays tiers, avec une diminution de 12 700 tec par rapport à 2022 (soit - 40,5 %), à l'instar des Pays-Bas et de l'Espagne, qui ont enregistré respectivement un recul de 10 000 tec (soit - 18,0 %) et de 4 400 tec (soit - 17,1 %). Cette baisse globale a été particulièrement observée sur les envois à destination du Japon (- 8 270 tec, soit - 55,7 %), des Philippines (- 11 500 tec, soit - 49,0 %), ou encore de la Suisse (- 5 860 tec, soit - 25,5 %). Cependant, ce repli des volumes exportés a été quasiment compensé par une demande turque particulièrement dynamique (+ 41 770 tec) (figure 1-25).

Au sujet des importations, parmi les États membres, et comparés à 2022, la France et l'Irlande ont davantage réduit leurs approvisionnements en dehors du marché unique, de respectivement 13 000 tec (- 20,1 %), et 11 400 tec (- 25,7 %). Du côté des pays tiers, le Royaume-Uni, en tant que principal fournisseur de viande bovine de l'Union européenne, a diminué ses envois de 21 370 tec, soit une baisse de 18,3 % au regard de 2022. Les importations depuis l'Argentine ont pris du volume (+ 3 400 tec, soit + 4,7 %), à l'image de celle provenant de l'Uruguay (+ 1 074 tec, soit + 2,6 %) ou encore de la Namibie (+ 2 150 tec, soit + 37,0 %) (figures 1-24, 1-25-1, 1-25-2).

### › **Consommation (calculée par bilan) : les prix ont fait fléchir la demande**

La consommation de viande bovine a continué d'évoluer à la baisse dans un contexte inflationniste, qui avait été provoqué par la hausse des coûts des matières premières et de l'énergie, après la reprise post-Covid-19 et la guerre en Ukraine courant 2022. En 2023, l'inflation dans l'UE a continué de progresser, et son niveau a été principalement soutenu par la hausse des prix alimentaires. Ainsi, l'Indice des Prix à la Consommation Harmonisé (IPCH) a enregistré une augmentation de 6,4 % par rapport à 2022, débutant l'année à 123,4 points et la terminant à 127,43 points. L'IPCH européen "bœuf et veau" a également connu une progression notable, débutant l'année 2022 à 125,9 points pour atteindre 129,3 points en décembre, soit une augmentation de 7,4 % sur 12 mois par rapport à 2022. Cependant, l'évolution des prix à la consommation de viande bovine varie d'un pays à l'autre. En Espagne et en France, où l'inflation s'est située dans la moyenne européenne, l'IPCH "bœuf et veau" a progressé respectivement de 8,6 % et de 7,8 % par rapport à 2022. En revanche, les ménages allemands et néerlandais ont continué à faire face à un indice de prix à la consommation de la viande bovine plus élevé, mais accompagnée d'une inflation plus modérée, de 5,5 % pour les premiers et de 5,3 % pour les seconds (voir figure 1-29).

Dans ce contexte de pouvoir d'achat contraint, la consommation de viande bovine estimée par bilan au sein de l'Union européenne a connu une baisse significative par rapport à 2022 (- 4,3 %, soit - 280 000 tec). Et alors qu'en 2022, l'évolution du niveau de consommation était hétérogène et conditionnée par le niveau d'inflation de chaque pays, en 2023, le retrait de la consommation a été prononcé pour l'essentiel des États membres. Ainsi, la forte hausse des prix de la viande bovine a entraîné une contraction de la demande européenne, se traduisant par un recul particulièrement marqué de la consommation en Italie (- 9,6 % soit - 94 520 tec), en Allemagne (- 5,1 % soit - 55 200 tec), et en France (- 3,3 % soit - 50 000 tec) (voir figures 1-30 et 1-31).

## 1-12 Bilan dans le secteur des gros bovins finis – Union européenne 27

1 000 tec	UE27			
	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Production indigène brute(2)</b>	<b>6 250,8</b>	<b>6 092,0</b>	<b>5 867,2</b>	<b>-3,7</b>
<b>Commerce extérieur animaux vivants (1)</b>				
Exportations	62,9	49,2	62,8	27,7
Importations	0,4	0,6	0,0	0,0
Solde	+62,5	+48,6	+62,8	29,2
<b>Abattages (2)</b>	<b>6 188,3</b>	<b>6 043,4</b>	<b>5 804,4</b>	<b>-4,0</b>
<b>Commerce extérieur viandes et conserves</b>				
Exportations	591,7	570,1	562,4	-1,3
Importations	323,9	383,3	356,5	-7,0
Solde	+267,8	+186,8	+205,9	10,2
<b>Consommation indigène brute (2)</b>	<b>5 920,5</b>	<b>5 856,7</b>	<b>5 598,5</b>	<b>-4,4</b>
<b>Auto-provisionnement (%) (2)</b>	<b>105,6</b>	<b>104,0</b>	<b>104,8</b>	<b>0,8</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

(1) Animaux vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie

(2) Hors veaux de boucherie

(3) Ratio de production sur consommation

### 1-13 Cheptel bovin dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	11 949	11 640	11 302	11 040	10 997	-0,4
Autriche	1 913	1 880	1 855	1 870	1 861	-0,5
Belgique	2 398	2 373	2 335	2 310	2 286	-1,1
Danemark	1 530	1 500	1 500	1 480	1 466	-0,9
Espagne	6 511	6 600	6 636	6 576	6 455	-1,8
France	18 613	18 173	17 816	17 330	16 986	-2,0
Irlande	6 593	6 560	6 529	6 649	6 552	-1,5
Italie	6 311	6 377	6 400	6 280	6 049	-3,7
Pays-Bas	3 690	3 721	3 691	3 705	3 751	1,2
Pologne	6 183	6 262	6 279	6 379	6 448	1,1
Rép. tchèque	1 365	1 367	1 340	1 359	1 390	2,3
Roumanie	1 977	1 923	1 875	1 827	1 834	0,4

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 1-14 Cheptel des animaux mâles de 1 à 2 ans dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	921	891	837	814	849	4,3
Autriche	163	165	156	161	166	3,1
Belgique	101	99	98	96	96	0,1
Danemark	28	26	25	24	23	-4,2
Espagne	251	259	257	363	215	-40,7
France	773	774	745	722	725	0,5
Irlande	814	779	752	805	815	1,2
Italie	549	556	555	542	556	2,6
Pays-Bas	45	46	45	49	49	0,0
Pologne	906	881	873	932	809	-13,2
Rép. tchèque	98	93	92	92	106	14,8
Roumanie	56	47	58	52	55	6,9

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 1-15 Cheptel de vaches dans l'Union européenne

- enquêtes de décembre -

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>VACHES LAITIÈRES</b>						
Allemagne	4 101	4 012	3 921	3 833	3 810	-0,6
Autriche	533	524	525	526	551	4,6
Belgique	529	538	538	537	544	1,2
Danemark	570	563	565	559	556	-0,5
Espagne	817	813	811	809	810	0,1
France	3 554	3 491	3 406	3 322	3 231	-2,7
Irlande	1 369	1 426	1 456	1 505	1 510	0,3
Italie	1 939	1 876	1 871	1 844	1 865	1,1
Pays-Bas	1 552	1 590	1 569	1 554	1 570	1,0
Pologne	2 214	2 167	2 126	2 035	2 037	0,1
Rép. tchèque	359	361	357	362	357	-1,6
Roumanie	1 158	1 139	1 122	1 082	1 076	-0,6
<b>VACHES ALLAITANTES</b>						
Allemagne	650	640	626	612	610	-0,3
Autriche	200	195	191	186	158	-15,0
Belgique	412	401	383	379	370	-2,6
Danemark	85	83	80	76	70	-7,9
Espagne	2 002	2 068	2 099	2 091	2 078	-0,6
France	4 095	4 014	3 974	3 882	3 790	-2,4
Irlande	982	957	923	890	862	-3,1
Italie	324	362	372	349	483	38,6
Pays-Bas	42	43	43	45	44	-2,2
Pologne	203	239	266	254	135	-47,0
Rép. tchèque	212	209	203	212	223	5,2
Roumanie	15	27	23	34	36	8,0

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 1-16 Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	1 078	1 043	1 026	943	949	0,7
Autriche	224	213	208	204	200	-2,1
Belgique	204	204	195	185	186	0,6
Danemark	94	122	122	119	118	-0,7
Espagne	461	660	704	720	681	-5,4
France	1 248	1 261	1 252	1 201	1 151	-4,1
Irlande	617	631	593	619	595	-3,8
Italie	688	659	668	668	543	-18,8
Pays-Bas	161	211	207	202	220	9,1
Portugal	70	91	95	96	91	-4,7
Pologne	558	557	553	539	513	-4,8
Rép. tchèque	72	72	72	68	70	2,8
Roumanie	32	31	35	35	31	-11,3
<b>UE 28</b>	<b>6 860</b>					
<b>UE 27</b>	<b>5 954</b>	<b>6 209</b>	<b>6 188</b>	<b>6 043</b>	<b>5 804</b>	<b>-4,0</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 1-17 Abattages contrôlés de gros bovins dans l'Union européenne

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Abattages de vaches</b>						
France	1 651	1 650	1 634	1 568	1 454	-7,3
Allemagne	1 216	1 106	1 119	1 008	1 010	0,2
Italie	545	526	562	603	512	-15,1
Pays-Bas	413	461	474	444	491	10,7
<b>Abattages de génisses</b>						
France	608	585	620	589	570	-3,2
Italie	622	648	650	667	604	-9,5
Irlande	586	610	564	583	567	-2,7
Allemagne	581	559	572	525	523	-0,2
<b>Abattages de jeunes bovins</b>						
Italie	885	913	946	915	817	-10,7
Allemagne	1 275	1 260	1 215	1 134	1 132	-0,2
France	902	921	917	873	872	-0,2
Espagne	733	1 563	1 655	1 656	1 550	-6,4
<b>Abattages de bœufs</b>						
Autriche	37	35	36	37	38	3,4
Irlande	638	698	677	715	695	-2,9
France	142	144	144	131	118	-9,8

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 1-18 Abattages contrôlés de vaches dans l'Union européenne

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	377	348	353	315	319	1,1
Autriche	67	59	63	60	59	-1,5
Belgique	131	129	122	114	117	2,2
Danemark	53	52	53	52	52	0,9
Espagne	104	96	110	119	109	-8,4
France	598	603	596	571	534	-6,4
Irlande	111	117	113	125	124	-1,4
Italie	170	159	164	171	131	-23,3
Pays-Bas	134	151	148	136	151	11,6
Pologne	151	147	154	154	142	-7,9
République tchèque	29	28	28	28	30	6,8
Roumanie	21	14	17	18	16	-13,3
<b>UE 28</b>	<b>3709</b>					
<b>UE 27</b>	<b>3248</b>	<b>3192</b>	<b>3613</b>	<b>3152</b>	<b>2960</b>	<b>-4,0</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 1-19 Abattages contrôlés de jeunes bovins dans l'Union européenne

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	512	504	481	451	452	0,2
Autriche	104	100	94	91	88	-3,4
Belgique	70	70	68	65	64	-1,8
Danemark	22	20	18	16	14	-10,4
Espagne	238	234	257	272	260	-4,5
France	375	363	359	343	347	1,1
Irlande	94	68	61	62	56	-9,8
Italie	315	305	307	298	244	-18,1
Pays-Bas	23	27	26	31	34	9,9
Pologne	326	328	312	298	291	-2,2
Rép. tchèque	37	37	37	34	33	-1,4
Roumanie	7	6	6	5	5	-3,9
<b>UE 28</b>	<b>2 383</b>					
<b>UE 27</b>		<b>2 316</b>	<b>2 277</b>	<b>2 206</b>	<b>2 124</b>	<b>-3,7</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 1-20 Échanges intra-UE de viande bovine fraîche en 2022

1 000 tec

vers/de	FR	NL	DE	IT	DK	ES	BE	PT	GR	HU	PL	UE 27
France		7	2	1	0	1	2	0	0	0	1	20
Pays-Bas	1		7	2	0	2	4	0	0	1	4	28
Allemagne	4	9		1	2	0	2	0	0	0	5	29
Italie	6	5	3		1	4	1	0	0	0	7	31
Danemark	0	2	3	0		0	0	0	0	0	1	8
Espagne	0	2	1	1	1		0	1		0	2	8
Belgique	1	2	0	0	0	0		0	0	0	0	5
Portugal	0	2	0	0	0	7	0		0	0	1	11
Grèce	3	2	1	1	0	2	0	0		0	1	10
Hongrie	0	0	0	0	0		0		0		0	1
Pologne	0	0	1	0	0	0	0			0		2
<b>UE27</b>	<b>15</b>	<b>28</b>	<b>19</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>17</b>	<b>9</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>24</b>	<b>1 755</b>

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 1-21 Échanges intra-UE de bovins vivants de plus de 300 kg destinés à la boucherie en 2022

Listés par ordre décroissant des pays importateurs

1 000 têtes

vers\de	FR	NL	DE	SI	ES	BE	SK	AT	CZ	HU	PL	HR	UE 27
Italie	100	4	0	20	10	0	0	0	0	4	1	21	163
Autriche			1	12			6		39	18		2	77
Pologne	0	0					21		3	25		1	67
Pays-Bas	1		6	0	0	8	0	0	0	0	0	0	16
Allemagne	2	1				1	0	0	22	0			30
Espagne	6									0	0		13
Lituanie											0		16
Croatie							8		1	5			15
Tchéquie							1	0		0			1
Slovaquie				0					0	1			1
Belgique	19	0	81		0								101
France		0			1	1			0				2
<b>UE 27</b>	<b>130</b>	<b>6</b>	<b>90</b>	<b>33</b>	<b>12</b>	<b>10</b>	<b>37</b>	<b>1</b>	<b>66</b>	<b>54</b>	<b>3</b>	<b>25</b>	<b>515</b>

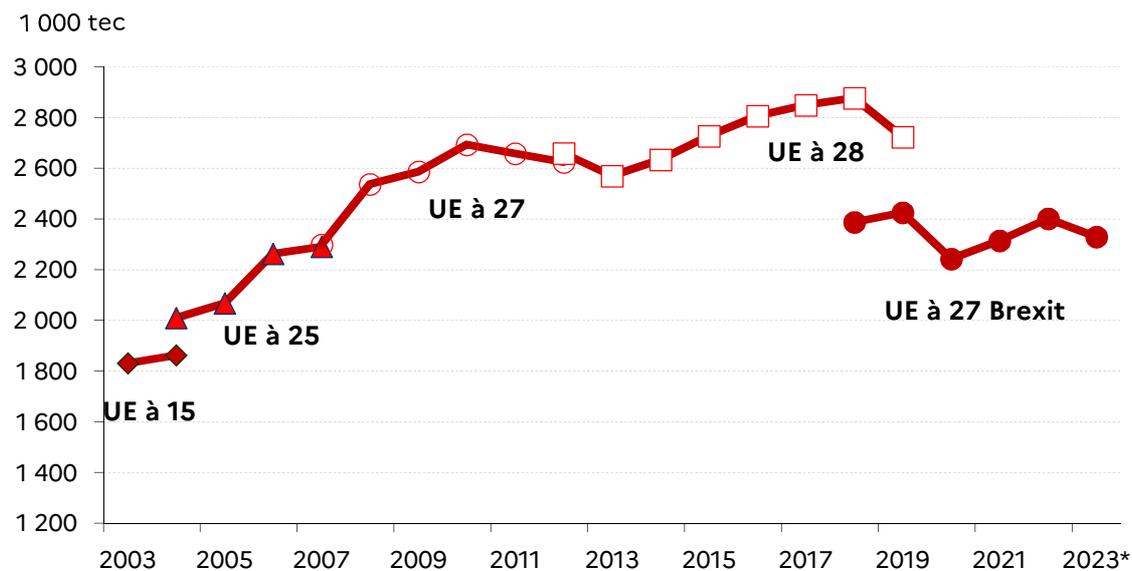
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

Remarque : Source Eurostat d'après douane de chaque État membre. De fortes incohérences sont constatées entre les volumes déclarés exportés par un État membre et ceux déclarés importés par le pays destinataire. Les éléments qui figurent dans ce tableau ont été réalisés en recoupant plusieurs sources et sont donc à utiliser avec beaucoup de précautions. Tableau construit à partir des importations.

Lecture : les lignes correspondent aux importations et les colonnes aux pays exportateurs. Par exemple, la première cellule indique que l'Italie a importé 100 000 bovins depuis la France.

Codes pays : AT : Autriche, BE : Belgique, CZ : République tchèque, DE ou All. : Allemagne, ES : Espagne, HU : Hongrie, HR : Croatie, IE : Irlande, IT : Italie, NL : Pays-Bas, PL : Pologne, SK : Slovaquie, SL : Slovénie

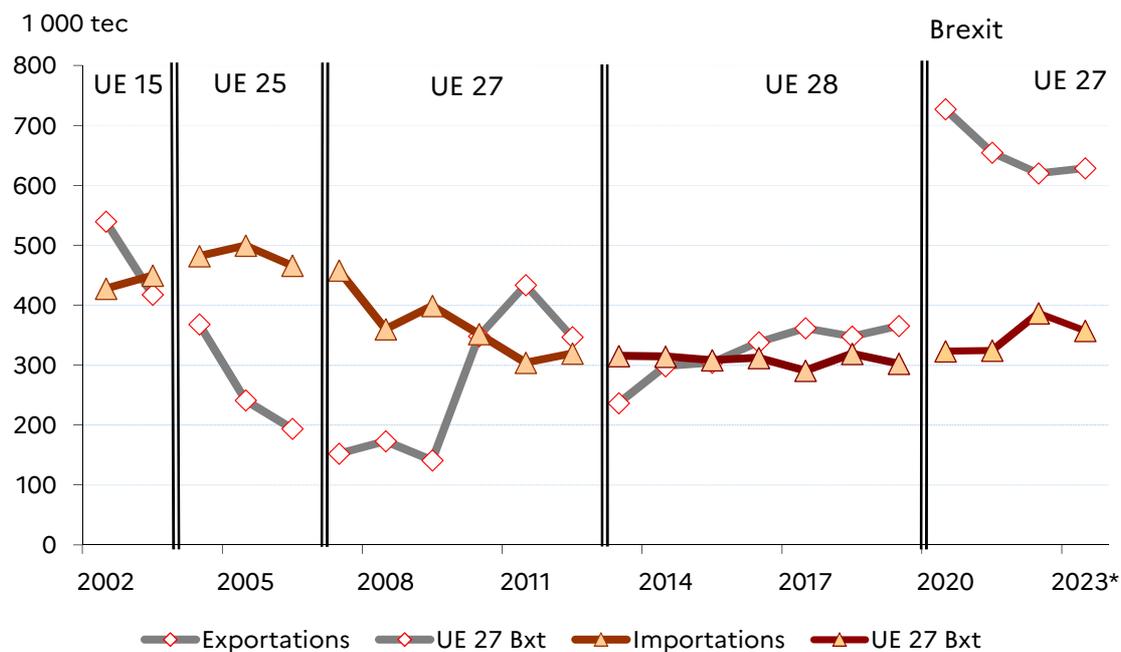
### 1-22 Échanges intra-UE de viande bovine



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

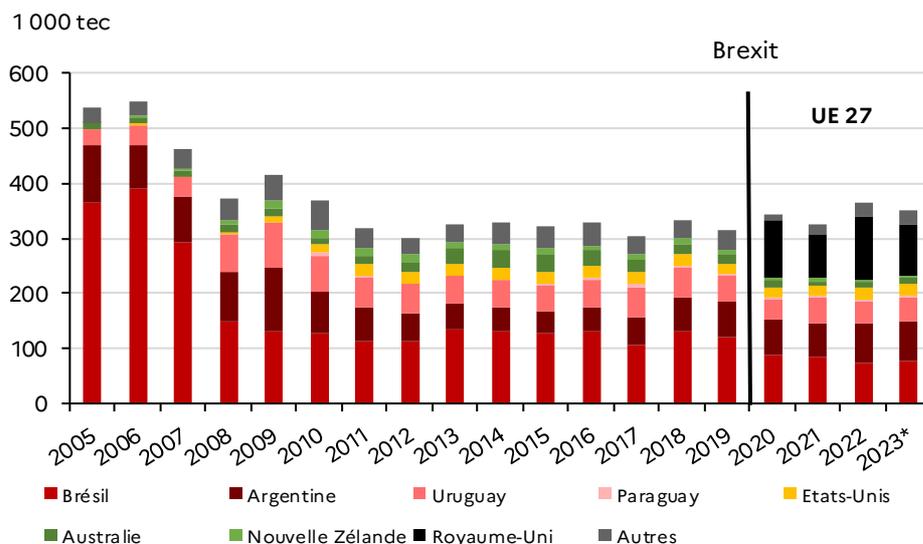
### 1-23 Commerce extérieur de l'Union européenne – total bovins vifs et viande bovine



\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

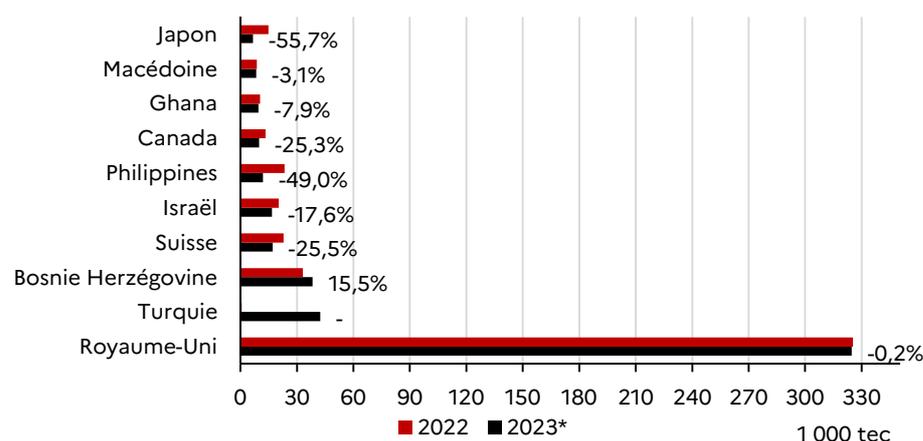
### 1-24 Importations mondiales de viande bovine par l'UE à 28 puis 27 et répartition par origine



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

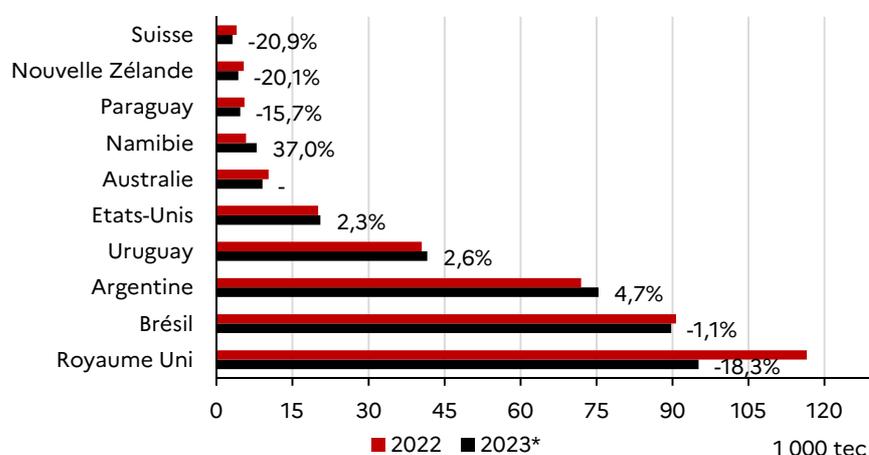
### 1-25-1 Principaux pays tiers exportant de la viande bovine vers l'Union européenne



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 1-25-2 Principaux pays tiers important de la viande bovine depuis l'Union européenne



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 1-26 Prix des gros bovins dans l'Union européenne

€/100 kg net	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	322,4	310,4	369,4	480,8	445,1	-7,4
Autriche	331,5	323,9	364,2	439,2	446,3	1,6
Belgique	282,2	262,4	286,9	403,8	398,3	-1,4
Danemark	305,2	299,3	327,0	449,5	426,2	-5,2
Espagne	357,2	332,7	360,6	464,0	497,3	7,2
France	348,5	350,3	375,5	488,9	512,1	4,8
Irlande	336,6	339,6	387,2	458,6	476,0	3,8
Italie	381,5	370,2	390,7	480,6	501,2	4,3
Pays-Bas	286,2	266,5	325,9	453,7	408,9	-9,9
Hongrie	211,0	190,0	186,0	210,2	206,8	-1,6
Pologne	282,0	273,1	330,5	453,4	445,3	-1,8
République tchèque	276,4	257,9	287,0	374,0	385,3	3,0
<b>Union européenne</b>	<b>335,1</b>	<b>327,2</b>	<b>365,3</b>	<b>459,1</b>	<b>464,7</b>	<b>1,2</b>

\*En 2019, les données concernent l'Union européenne à 28, y compris les prix du Royaume-Uni. À partir de 2020, les prix sont basés sur l'Union européenne à 27.

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### 1-27 Prix des gros bovins dans l'Union européenne

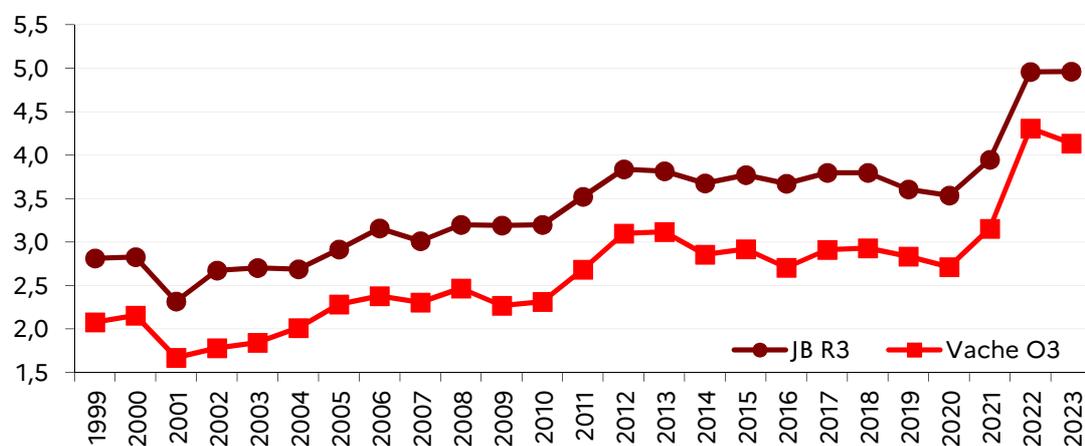
€/100 kg net	1er trimestre	2e trimestre	3e trimestre	4e trimestre	Année
2020	334,8	320,1	327,7	326,9	327,4
2021	340,1	355,4	368,5	393,1	365,3
2022	430,7	471,8	467,0	467,4	459,1
<b>2023</b>	<b>480,0</b>	<b>475,5</b>	<b>453,1</b>	<b>452,2</b>	<b>460,1</b>
<b>%23/22</b>	<b>11,4</b>	<b>0,8</b>	<b>-3,0</b>	<b>-3,3</b>	<b>0,2</b>
% 20/19	-1,7	-6,1	-0,8	-0,8	-2,3
% 21/20	1,6	11,0	12,5	20,3	11,6
%22/21	26,6	32,8	26,7	18,9	25,7

\* Union européenne à 27 à partir de février 2020

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### 1-28 Évolution des prix du jeune bovin R3 et de la vache O3 dans l'Union européenne

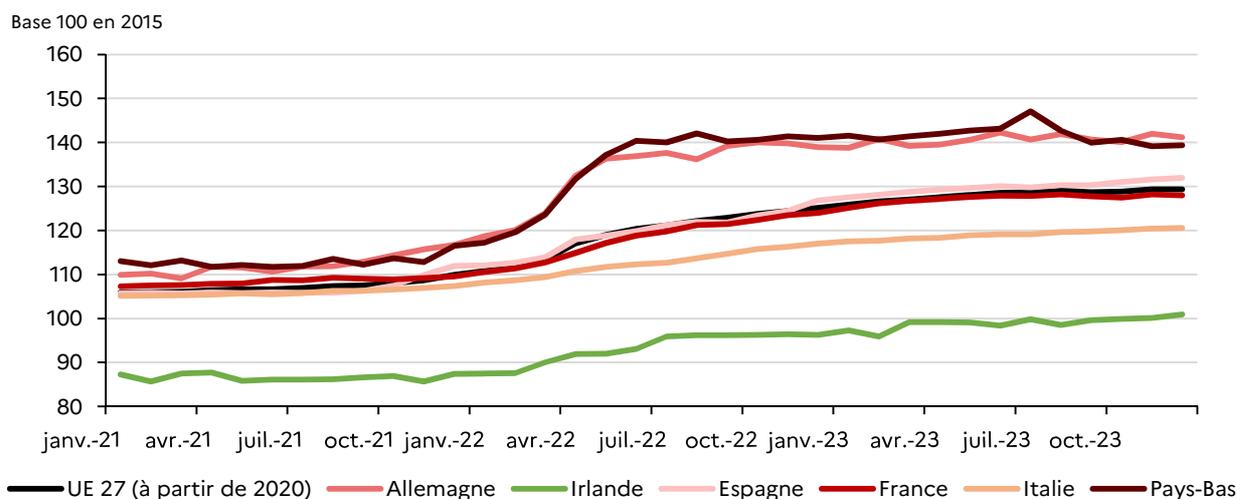
€/ kg net



\* Moyenne calculée sur les prix de l'UE à 27

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 1-29 Indice des prix à la consommation harmonisée "bœuf et veau" au sein de l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 1-30 Consommation indigène brute (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	1 221	1 223	1 172	1 090	1 035	-5,1
Autriche	165	155	146	148	126	-14,8
Belgique	194	191	178	178	175	-1,4
Danemark	118	148	145	135	134	-1,4
Espagne	421	579	653	622	605	-2,8
France	1 544	1 501	1 499	1 510	1 460	-3,3
Irlande	83	105	123	121	98	-18,5
Italie	1 052	976	963	980	885	-9,6
Pays-Bas	259	310	298	302	303	0,2
Pologne	127	119	116	109	47	-56,8
Rép. tchèque	114	108	112	107	106	-1,1
Roumanie	48	51	55	48	43	-11,3
<b>UE 28</b>	<b>7 364</b>					
<b>UE 27</b>	<b>6 607</b>	<b>6 489</b>	<b>6 534</b>	<b>6 456</b>	<b>6 177</b>	<b>-4,3</b>

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 1-31 Consommation individuelle (gros bovins + veaux) dans l'Union européenne

kgec/hab/an	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	14,7	14,7	14,1	13,1	12,3	-6,3
Autriche	18,7	17,4	16,4	16,5	13,8	-16,0
Belgique	16,9	16,5	15,4	15,3	14,9	-2,4
Danemark	20,4	25,5	24,9	23,1	22,5	-2,3
Espagne	9,0	12,2	13,8	13,1	12,6	-4,1
France	23,0	22,3	22,2	22,3	21,4	-3,6
Irlande	16,9	21,1	24,6	23,9	18,9	-20,6
Italie	17,6	16,4	16,2	16,6	15,0	-9,4
Pays-Bas	15,0	17,8	17,1	17,2	17,0	-1,0
Pologne	3,3	3,1	3,1	2,9	1,3	-55,8
Rép. tchèque	10,7	10,1	10,5	10,2	9,8	-3,9
Roumanie	2,5	2,6	2,9	2,5	2,2	-11,3
<b>UE 28</b>	<b>14,4</b>					
<b>UE 27</b>	<b>14,8</b>	<b>15,1</b>	<b>14,6</b>	<b>14,4</b>	<b>13,8</b>	<b>-4,7</b>

Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## Le marché du veau en France

### › Premier recul des naissances de veaux de types croisés depuis une décennie

En 2023, les naissances de veaux ont reflué de 3,3 % par rapport à l'année précédente ; une tendance baissière qui a notamment été accentuée par un recul des naissances de veaux de type croisé. En effet, rompant avec la tendance de ces dix dernières années, au cours desquelles cette catégorie affichait une croissance soutenue, l'année 2023 a témoigné d'un repli notable de 3,8 % par rapport à 2022, réduisant les effectifs de 1 301 000 à 1 252 000 nouveau-nés.

En ce qui concerne les veaux de races laitières, le décompte des naissances en 2023 s'est établi à 2 083 200, enregistrant un déclin de 2,8 % par rapport à 2022 (- 61 100 têtes). Poursuivant cette même évolution, les naissances de veaux de races allaitantes ont également connu une diminution, passant de 2 955 400 à 2 854 000 nouveau-nés en 2023, marquant un repli de 3,4 % par rapport à 2022 (- 101 000 têtes) (figure 1-34).

### › Veaux nourrissons : première baisse des exportations depuis 2014

La tendance à la baisse des naissances n'a pas altéré le déséquilibre persistant entre l'offre et la demande sur le segment des veaux nourrissons laitiers, révélant des disponibilités structurellement excédentaires par rapport à leur valorisation sur le marché français tant en matière de capacité d'engraissement, d'abattage et de consommation. Ce surplus d'offre sur le marché français a maintenu la compétitivité des veaux laitiers français, notamment à destination du marché de l'engraissement espagnol.

Au cours du premier semestre 2023, le manque de disponibilités a maintenu les cours à un niveau supérieur à ceux observés au cours des années antérieures. Par la suite, après une hausse saisonnière des cotations en juillet, celles-ci ont subi un repli en août, qui s'est prolongé à l'automne avec l'accroissement saisonnier de l'offre. Ainsi, en semaine 1 de 2023, la cotation du veau mâle laitier de 45-50 kg s'établissait à 59,20 €/tête pour atteindre 119,81 €/tête fin juin, traduisant une hausse de 15,8 €/tête sur cette période par rapport à 2022 (soit + 20,0 %). Par la suite, les cours ont amorcé un reflux, entamant leur période de baisse saisonnière. Ainsi, le cours du veau mâle standard laitier de 45-50 kg a clôturé l'année à 52,26 €/tête, se positionnant en dessous du niveau de 2022 (en moyenne - 1,48 €/tête soit - 3,0 % entre les semaines 27 et 52). Dans l'ensemble, les cotations ont enregistré une progression de 9,0 % au cours de l'année 2023 (soit + 6,7 €/tête au regard de 2022) (voir figure 1-37).

En ce qui concerne les échanges commerciaux des veaux nourrissons, le solde excédentaire a connu une légère baisse par rapport à 2022 (- 0,7 %), passant de 370 100 à 367 400 têtes. Ce repli est attribuable à la diminution des envois vers l'Espagne qui a enregistré son premier recul depuis 2014 (- 5,3 % au regard de 2022, soit - 18 000 têtes). L'Espagne, premier acheteur de veaux nourrissons français avec une part de marché de 87,2 %, a été confrontée à une sécheresse sévère au printemps 2023, entraînant une hausse des coûts de production et limitant ainsi les achats des engraisseurs espagnols durant cette période. Les envois à destination de l'Italie ont connu une légère hausse de 0,9 % par rapport à l'année précédente (soit + 100 têtes). Avec l'Espagne, ces deux pays ont concentré 95,9 % des veaux nourrissons laitiers exportés par la France. Toutefois, cette baisse du débouché espagnole, a été partiellement compensée par la hausse des envois vers les Pays-Bas (+ 8 200 têtes). Ainsi, au global, les exportations ont accusé un repli de 2,3 % par rapport à 2022 (soit - 8 600 têtes).

En ce qui concerne les importations, les volumes ont enregistré une baisse notable de 71,7 % par rapport à 2022, passant de 8 100 têtes à 2 300 têtes. L'année 2023 s'est également démarquée par une absence totale d'approvisionnement en veaux nourrissons en provenance des Pays-Bas, d'Irlande et d'Espagne. Les importations depuis l'Allemagne ont observé un déclin significatif, marquant une baisse de 74,3 %, soit 3 000 têtes. En revanche, les importations depuis la Belgique ont connu une progression, passant de 100 à 1 400 têtes (voir Figure 1-36).

### › **Veaux de boucherie : la production demeure limitée**

En 2023, les abattages ont enregistré un recul significatif, avec un repli des effectifs abattus de 6,0 %, soit - 67 300 têtes vis-à-vis de 2022. En tonnage, la diminution de la production a été légèrement plus prononcée, caractérisée par une baisse du poids moyen annuel pour la seconde année consécutive, et après deux décennies de hausse constante (- 0,2 % par rapport à 2022, soit - 0,2 kg). Ainsi, le volume d'abattages a reculé de 6,2 %, soit - 10 200 tec, au regard de l'an passé (figure 1-35).

Cette diminution significative des volumes doit être mise en corrélation avec les contraintes de production constatées dans les ateliers d'intégration. En effet, au cours de l'année 2022, les capacités de production de la filière ont été restreintes par des arrêts d'activité de petits intégrateurs. Ainsi, d'après l'Idele, 140 ateliers produisant plus de 50 veaux par an ont été fermés, créant un déficit de 47 000 veaux.

Outre la disparition d'ateliers d'engraissement, cette diminution de la production doit être analysée à la lumière de la conjoncture difficile qui fait suite à la reprise économique post Covid-19 et les conséquences de la guerre en Ukraine, caractérisée par une montée en flèche des prix à la production, et à la consommation, et d'une instabilité géopolitique, qui a pu influencer les décisions relatives à l'intégration. En effet, en 2022, la filière a dû affronter une hausse significative des coûts de production, lesquels se sont maintenus à un niveau élevé en 2023. Ainsi, l'indice mensuel des prix d'achat des moyens de production, l'IPAMPA "aliments d'allaitement", a débuté 2023 à un niveau élevé de 157,9 points, puis a amorcé une détente progressive, aboutissant à 137,2 points en décembre. Ce reflux significatif, représente une baisse moyenne de l'indice de 18,5 % par rapport à 2022. En ce qui concerne l'IPAMPA "autres aliments pour veaux", l'indice est resté 2,9 % au-dessus de son niveau de 2022, malgré une baisse amorcée dès le deuxième trimestre 2023. Parallèlement, l'IPAMPA "gaz" a suivi une trajectoire fluctuante, avec une hausse au premier trimestre, une détente au second et au troisième, suivi d'une reprise au quatrième trimestre. Dans l'ensemble, sur l'année 2023, l'indice a affiché une légère hausse, soit + 0,4 %.

En parallèle à ces pressions sur les coûts de production, les ateliers d'engraissement doivent également adapter leur production en fonction de la demande de viande vitelline, laquelle a été nettement pénalisée par la hausse générale des prix.

En 2023, le marché des veaux gras a été marqué par des fluctuations importantes, caractérisée par une offre limitée et une demande instable. Au premier trimestre, la rareté des disponibilités face à la demande hivernale a permis une hausse des cours. Cependant, à l'arrivée du printemps, la demande moins ferme à cette période, a entraîné une baisse saisonnière plus marquée que celle constatée en 2022. Par la suite, les conditions météorologiques clémentes en septembre ont retardé la hausse saisonnière des cours, faute de demande. Au-delà des conditions météorologiques, l'inflation pesant sur les consommateurs a également exercé une pression négative sur la consommation, alourdissant ainsi la reprise saisonnière des cours.

En 2023, le prix moyen pondéré des veaux de boucherie était en moyenne supérieur de 5,2 % à celui de 2022 (+ 33 cts). La cotation a débuté l'année à 7,16 €/kg, et s'est établie en semaine 52 à 7,06 €/kg. À partir d'avril, les températures printanières et estivales plus douces, combinées à la

diminution de l'activité des restaurants collectifs pendant les vacances scolaires, ont conduit à une baisse saisonnière marquée des cours, jusqu'en semaine 33 (mi-août). Ainsi en semaine 14, la cotation a atteint 7,20 €/kg, puis a perdu en valeur jusqu'en semaine 33, où elle s'établissait à 6,32 €/kg (figures 1-37).

Au niveau des échanges commerciaux de veaux finis (80 – 300 kg), le solde en volume est resté déficitaire, s'aggravant de 2 600 têtes par rapport à 2022, soit une hausse du déficit de 11,4 %. Cette dégradation du solde est portée par des importations en hausse (+ 4,9 % soit + 1 700 têtes), face à un niveau d'exportations en recul (- 8,0 % soit - 900 têtes). Les importations de veaux finis en provenance des Pays-Bas ont connu un regain de 2 600 têtes par rapport à 2022 (soit + 244,3 %) (figure 1-36).

### › Consommation : la baisse des achats des ménages se poursuit

En 2023, l'inflation alimentaire a considérablement augmenté, enregistrant une hausse de 12,4 % par rapport à 2022. Cette hausse des prix, qui ne se limite pas à l'alimentation, impacte les principaux postes de dépenses des ménages, contraint leur pouvoir d'achat et influence ainsi leurs habitudes d'achat. Selon le panel consommateur Kantar WorldPanel, le prix moyen d'achat de la viande vitelline a augmenté de 5,2 % en 2023 par rapport à 2022, passant de 16,69 €/kg à 17,55 €/kg. Les morceaux moins chers, tels que ceux « à bouillir ou à braiser », ont connu une augmentation plus prononcée de 7,1 %, passant de 14,77 €/kg à 15,81 €/kg. Les produits « à rôtir, griller ou poêler » ont également enregistré une hausse notable de 3,9 % par rapport à 2022, atteignant 20,56 €/kg en 2023 (+ 76 cts/kg) (voir figure 1-38).

Face à ces augmentations constantes de prix, les ménages avaient déjà ajusté à la baisse leurs achats en 2022, une tendance qui s'est poursuivie en 2023 avec une diminution des achats de viande vitelline. En effet, les achats totaux de viande de veau, y compris les produits élaborés, ont reculé de 7,3 % par rapport à 2022. Cette baisse a également été observée pour les morceaux « à griller, rôtir ou poêler », avec une diminution de 8,7 % sur cette période. Les morceaux de viande « à bouillir braiser », ont quant à eux bénéficié d'un regain d'achat de la part des ménages (+ 1,1 %). En effet, malgré une inflation plus prononcée, les morceaux de cette catégorie ont maintenu des prix relativement moins élevés (15,8 €/kg) par rapport aux autres morceaux de veau, ce qui a pu susciter l'intérêt des ménages.

### › Prévisions 2024

Les tendances observées en 2023 pourraient se prolonger tout au long de l'année 2024. La production devrait ainsi continuer à décliner en raison des problèmes structurels rencontrés par les ateliers d'intégration, tels que les départs en retraites et l'attractivité de la filière, mais également la conjoncture qui limite les nouveaux investissements dans le secteur.

Du côté des consommateurs, l'anticipation d'une baisse des prix alimentaires pourrait aider à prévenir une forte diminution des achats des ménages, bien que l'érosion à long terme devrait persister (depuis 2019 : - 22,1 % des achats de viande vitelline y compris d'élaborés). Dans ce contexte de demande en retrait, les mises en place de veaux de boucherie devraient rester contenues, entraînant une baisse des abattages de veaux.

La baisse des naissances de veaux laitiers devrait également se poursuivre, mais à un rythme légèrement moins soutenu qu'en 2023, en raison d'une décélération du repli du cheptel laitier. Malgré ce recul, le marché français des veaux nourrissons demeurerait excédentaire. Une modération de l'offre face à une demande qui se stabilise pourrait contribuer à la stabilisation des cotations par rapport à celles de 2023.

### 1-32 Bilan dans le secteur du veau

	2022		2023		%23/22	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
<b>Abattages contrôlés</b>	<b>1 119,0</b>	<b>164,3</b>	<b>1 051,7</b>	<b>154,1</b>	<b>-6,0</b>	<b>-6,2</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
Veaux de moins de 80 kg						
Exportations	378,3		369,7		-2,3	
Importations	8,1		2,3		-71,7	
Solde	+370,1		+367,4			
Veaux de 80 à 300 kg destinés à la boucherie						
Exportations	11,6	1,5	10,7	1,4	-8,0	-7,0
Importations	34,7	4,7	36,4	4,6	4,9	-1,3
Solde	-23,1	-3,3	-25,8	-3,3		
<b>Production de veaux finis</b>	<b>1 095,8</b>	<b>161,0</b>	<b>1 025,9</b>	<b>150,8</b>	<b>-6,4</b>	<b>-6,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Normabev, douane française

### 1-33 Prévisions 2024

1 000 tec	2023	2024**	%24**/23
Production	150,8	144,1	-4,5%
Abattages	154,1	146,4	-5,0%
Importations veaux destinés à la boucherie	4,6	4,6	-1,0%

\*\*Prévisions

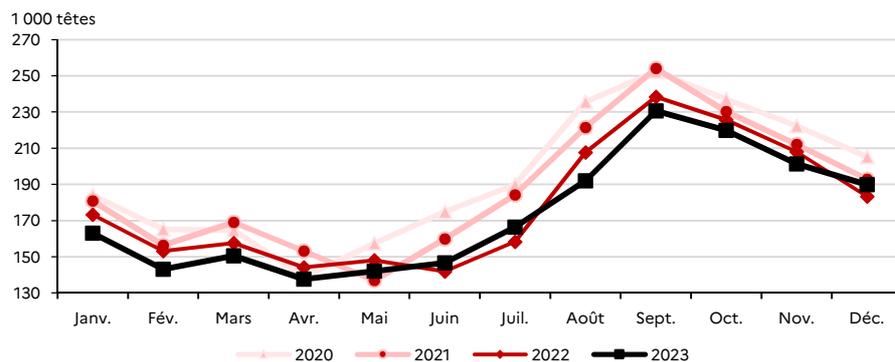
Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

### 1-34 Naissances de veaux

1 000 têtes	2018	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
Races allaitantes	3 258,7	3 064,1	3 095,1	3 019,0	2 955,4	2 854,4	-3,4
Races laitières	2 542,3	2 396,6	2 327,1	2 251,2	2 144,3	2 083,2	-2,8
Type racial croisé	1 155,4	1 189,9	1 242,1	1 279,6	1 301,0	1 251,9	-3,8
<b>TOTAL</b>	<b>6 956,3</b>	<b>6 650,5</b>	<b>6 664,4</b>	<b>6 549,9</b>	<b>6 400,7</b>	<b>6 189,5</b>	<b>-3,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

### Naissances de veaux laitiers en France



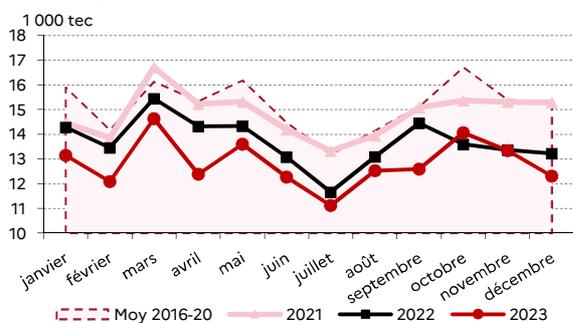
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

### 1-35 Abattages de veaux de boucherie

	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
1 000 têtes	1 257,6	1 210,5	1 199,8	1 119,0	1 051,7	-6,0
1 000 tec	183,8	178,4	178,0	164,3	154,1	-6,2
Poids moyen (kg/tête)	146,2	147,4	148,4	146,8	146,6	-1,1

Source : FranceAgriMer d'après Normabev

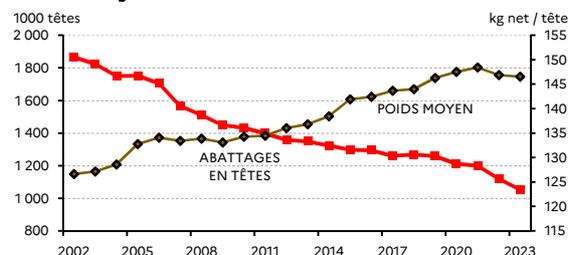
### Abattages contrôlés de veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après Normabev

### Effectifs de veaux de boucherie abattus

#### Poids moyen des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer d'après Normabev

### 1-36 Commerce extérieur de veaux

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>VEAUX DE MOINS DE 80 kg</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>294,9</b>	<b>325,1</b>	<b>350,9</b>	<b>378,3</b>	<b>369,7</b>	<b>-2,3</b>
Union européenne à 28	294,9					
Union européenne à 27		324,6	350,9	378,3	369,7	-2,3
<i>Espagne</i>	277,3	301,6	315,6	340,3	322,4	-5,3
<i>Italie</i>	17,6	22,0	33,1	31,9	32,0	0,4
Pays tiers	0,0					
Pays tiers + UK		0,4	0,0	0,0	0,0	-
<b>Importations totales</b>	<b>17,3</b>	<b>8,5</b>	<b>7,7</b>	<b>8,1</b>	<b>2,3</b>	<b>-71,7</b>
Union européenne à 28	17,3					
Union européenne à 27		8,5	7,7	8,1	2,3	-71,7
<i>Pays-Bas</i>	8,9	0,0	2,3	1,1	0,0	-100,0
<i>Irlande</i>	4,4	2,5	1,8	0,3	0,0	-100,0
<i>Espagne</i>	2,0	0,4	0,0	3,7	3,7	-
Pays tiers	0,0					
Pays tiers + UK		0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>SOLDE</b>	<b>+277,6</b>	<b>+316,6</b>	<b>+343,2</b>	<b>+370,1</b>	<b>+367,4</b>	<b>-0,7</b>
<b>VEAUX FINIS DE 80-300 kg</b>						
<b>Exportations totales</b>	<b>14,9</b>	<b>23,4</b>	<b>16,3</b>	<b>11,6</b>	<b>10,7</b>	<b>-8,0</b>
Union européenne à 28	13,5					
Union européenne à 27		12,8	8,4	9,7	9,4	-3,2
<i>Italie</i>	6,3	6,5	4,6	3,9	3,3	-14,2
<i>Belgique</i>	2,7	3,3	2,6	3,8	4,1	8,0
<i>Espagne</i>	4,2	2,9	0,9	1,3	0,7	-43,8
Pays tiers	1,4					
Pays tiers + UK		10,6	7,9	1,9	1,3	-32,8
<b>Importations totales</b>	<b>59,4</b>	<b>57,0</b>	<b>50,2</b>	<b>34,7</b>	<b>36,4</b>	<b>4,9</b>
Union européenne à 28	59,4					
Union européenne à 27		57,0	50,2	34,7	36,4	4,9
<i>Belgique</i>	51,1	50,8	38,8	32,1	32,2	0,2
<i>Allemagne</i>	0,4	1,7	1,9	1,3	0,3	-79,6
<i>Pays-Bas</i>	6,1	0,8	8,1	1,0	3,6	244,3
<i>Espagne</i>	1,7	0,2	0,0	0,0	0,0	
Pays tiers	0,0					
Pays tiers + UK		0,0	0,0	0,0	0,0	-
<b>SOLDE</b>	<b>-44,5</b>	<b>-33,6</b>	<b>-33,9</b>	<b>-23,1</b>	<b>-25,8</b>	<b>11,4</b>

Source : FranceAgriMer d'après douane française

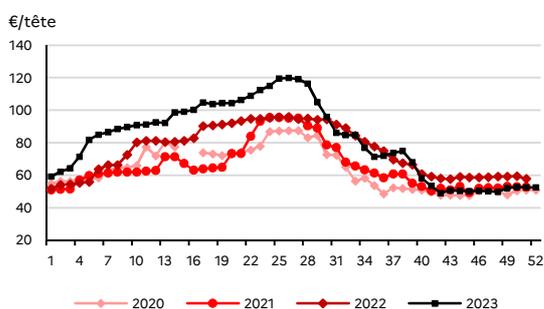
### 1-37 Prix à la production

	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Veaux de 8 jours en €/tête</b>						
Engraissement mâles 45-50 kg	72,2	63,5	64,8	75,2	81,6	<b>8,5</b>
Veaux mâles croisés laitiers R				209,3	245,1	<b>17,1</b>
Veaux mâles croisés mixtes R				291,7	326,0	<b>11,8</b>
Veaux mâles croisé légers	241,6	222,4	224,0			<b>**</b>
Prix moyen pondéré	103,8	101,2	102,8	129,2	144,7	<b>11,9</b>
<b>Veaux de boucherie en €/kg net</b>						
Prix moyen pondéré	5,4	5,3	5,7	6,5	6,8	<b>5,2</b>
<b>Veaux sous la mère en €/kg net</b>						
Prix moyen pondéré	8,3	8,6	8,5	8,8	9,4	<b>7,7</b>

\*\* Suite à la nouvelle grille de cotations des veaux mise en application au 1<sup>er</sup> Janvier 2022, les catégories de veaux suivies dans le rapport, ont été modifiées. Les veaux mâles croisés légers cesseront d'apparaître au profit des veaux mâles croisés laitiers R et des veaux mâles croisés mixtes R.

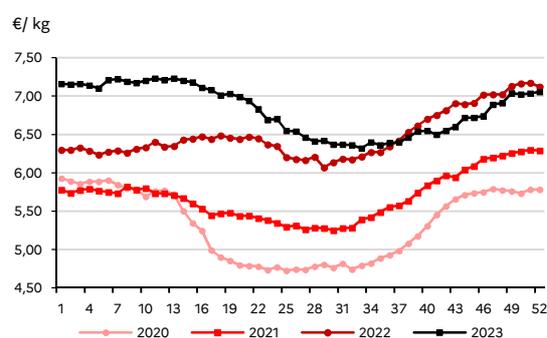
Source : FranceAgriMer

#### Cotation des veaux mâles laitiers de 8 jours à 4 semaines destinés à l'engraissement, 45-50 kg



Source : FranceAgriMer

#### Prix moyen pondéré des veaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

### 1-38 Prix moyen d'achats des ménages

€/kg	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
Viande fraîche (élaborés compris)	15,6	15,8	15,9	16,7	17,6	5,2
dont viande à griller	18,7	18,6	18,8	19,8	20,6	3,9
dont viande à bouillir	13,5	13,8	14,0	14,8	15,8	7,1

Source : Kantar World panel



# Le marché des ovins et des caprins en France

## › La production de viande ovine a nettement baissé en 2023

Selon les résultats de l'enquête SSP de novembre 2022, le cheptel reproducteur ovin a chuté de 5,9 % par rapport à l'année 2021 (figure 2-3), atteignant un total de 4,8 millions de têtes (soit 305 000 têtes de moins qu'en 2021). Cette diminution est constatée à la fois pour le cheptel laitier, avec une baisse de 4,8 %, et pour le cheptel allaitant, qui a connu une réduction de 6,4 % sur la même période (figure 2-3). Cette tendance est observée dans toutes les régions à l'exception de la Bretagne. Dans cette région, l'augmentation du cheptel reproducteur en 2022 a été portée essentiellement par l'accroissement du nombre de brebis laitières (+ 35 %), tandis que celui des brebis allaitantes a reculé de 2,2 %. Par ailleurs, en Occitanie, les effectifs de reproductrices ont baissé de 8,4 % par rapport à 2021, atteignant 1,5 million de têtes. Le cheptel reproducteur s'est également replié en Auvergne et en Nouvelle-Aquitaine respectivement de 9,7 % et 4,1 %, tandis que la baisse a été plus modérée en Provence-Alpes-Côte-D'azur (- 0,9 %). En effet, à la suite de la sécheresse de 2022 et de la hausse des coûts de production, les éleveurs ont accéléré les réformes de brebis moins productives, entraînant ainsi une diminution marquée du nombre de reproductrices laitières et allaitantes. Après cette vague de réformes observée en 2022 (+ 5,0 %), les abattages de brebis de réformes ont reculé de 6,8 % en 2023 par rapport à 2022.

Suivant la baisse du cheptel de reproductrices, la production d'agneaux, correspondant à la somme des agneaux abattus et exportés, a enregistré un recul de 8,3 % pour s'établir à 3,2 millions de têtes en 2023 (figure 2-4). Les abattages d'agneaux français ont été inférieurs de 7,2 % à leur niveau de l'année précédente. Enfin, les agneaux importés destinés à l'abattage, représentant 5 % des abattages français en 2023, ont chuté de 25,5 % (figure 2-4).

Dans le détail, sur les sept premiers mois de 2023, période pendant laquelle la demande a été soutenue par les fêtes religieuses, les effectifs d'agneaux abattus ont reculé de 9,4 % au regard de 2022 en lien avec la baisse de la demande à Pâques et pour l'Aïd-el-Kébir. D'août à décembre, les abattages ont également reculé de 6,1 % comparativement aux cinq derniers mois de 2022.

Au total la production de viande ovine a été de 74 018 tec, en baisse de 7,8 % par rapport à 2022 (figure 2-1) en raison d'une baisse des abattages à la fois d'agneaux et de brebis de réforme.

## › Le prix à la production est historiquement élevé

En 2023, la cotation de l'agneau lourd a débuté l'année bien au-dessus de son niveau des années précédentes. En effet, à 8,43 €/kg, en semaine 1, le prix à la production a été en hausse de 6,0 % (+ 49 centimes) par rapport à son niveau de 2022. La cotation a rapidement entamé sa baisse traditionnelle de début d'année jusqu'à la fin du mois de février.

Début mars, la cotation est repartie à la hausse à quelques semaines de Pâques. Sa progression a été favorisée par la baisse de l'offre. Pendant le weekend de Pâques, la cotation a atteint son pic à 8,55 €/kg avant d'entamer une lente baisse saisonnière, rejoignant la cotation de 2022 à compter du mois d'août après un léger rebond au moment de l'Aïd el-Kébir.

À l'automne, c'est l'offre réduite qui a permis à la cotation de se maintenir à des niveaux très élevés et d'atteindre une nouvelle valeur record de 8,93 €/kg en semaine 52 au moment des fêtes

de fin d'année. En moyenne, le prix moyen pondéré des agneaux de boucherie a atteint 8,26 €/kg (figure 2-10), en hausse de 3,8 % par rapport à 2022.

### › **Maintien des coûts élevés de production en 2023**

Les coûts de production sont restés à des niveaux élevés en 2023. Après une progression quasi continue jusqu'à janvier 2023, l'IPAMPA ovin viande a très lentement reflué jusqu'à juillet (- 7,3 points). À partir d'août, l'IPAMPA a très légèrement augmenté en lien avec la hausse des coûts de l'énergie (hausse des cours mondiaux, fin progressive du bouclier tarifaire). En ce qui concerne le poste des aliments achetés, la relative stabilité du marché mondial des céréales et les bonnes récoltes ont favorisé un repli des coûts de l'aliment acheté. En 2023, l'IPAMPA ovin viande a été stable en moyenne par rapport à l'an passé, après une nette hausse observée entre 2021 et 2022 (+ 18,4 %).

### › **Un net repli de la consommation de viande ovine**

Alors qu'elle s'était redressée en 2022, la consommation de viande ovine calculée par bilan est repartie à la baisse, - 4,3 % en 2023 pour s'établir à 148 600 tec (figure 2-1). Les fêtes de Pâques (début avril) et de l'Aïd el-Kébir (fin juin) ne semblent pas avoir amorti cette baisse de consommation. Pour les mois de mars-avril, la consommation cumulée a baissé de 2,1 % par rapport à 2022 et sur les 7 premiers mois de l'année, cette baisse a atteint 3,4 %. Sur la fin de l'année, cette tendance baissière s'est poursuivie.

Par ailleurs, en 2023, le recul de la consommation s'est accompagné par une baisse marquée de la production (- 7,8 %) tandis que les importations sont restées stables par rapport à 2022. Dans ce contexte, le taux d'autosuffisance de la France continue de se dégrader en 2023, passant de 51,7 % à 49,8 % (figure 2-1).

En 2023, les achats de viande ovine par les ménages ont baissé de 2,1 % portés par la baisse du nombre d'acheteurs (- 1,5 %), tandis que la fréquence d'achat est restée stable par rapport à l'année précédente. De mars à avril, la consommation à domicile de viande ovine a légèrement reculé, de 0,7 % comparée à 2022. Par ailleurs, le prix moyen s'est établi à 17,86 €/kg, supérieur de 46 centimes à son niveau de 2022 sur la même période. Cette hausse du prix moyen a contribué au repli de la consommation et à la réduction du nombre d'acheteurs de cette viande, dans un contexte de baisse du pouvoir d'achat lié à l'inflation.

### › **Les importations de viande ovine se sont maintenues en 2023**

Depuis janvier 2021, les importations de viande ovine britannique vers la France ont été en nette hausse. En effet, depuis le Brexit, la France est le point d'entrée de la viande ovine britannique avant d'être en grande partie réexportée au sein du marché européen. Ainsi, les volumes de viande ovine britannique consommés par le marché français sont estimés faute de pouvoir les suivre précisément.

En 2023, à près de 85 900 tec, les importations estimées destinées au marché français sont restées stables par rapport à 2022 (figure 2-1). Toutefois, cette évolution masque d'importantes disparités entre les différents pays fournisseurs. Les importations en provenance du Royaume-Uni ont augmenté de 11,5 %, atteignant 39 500 tec, malgré une baisse de la production britannique par rapport à l'an passé (- 1,7 %). Les importations depuis l'Espagne ont, quant à elles, enregistré une

forte baisse de 14,1 % pour la deuxième année consécutive. Cette diminution est en lien avec la baisse marquée de la production espagnole (- 9,5 %), résultant d'une réduction importante du cheptel ovin après une année 2022 marquée par la sécheresse et la hausse des coûts de production. Parallèlement, sur la même période, les importations depuis l'Irlande ont diminué de 7,2 % (17 500 tec), tout comme celles en provenance de la Nouvelle-Zélande (- 7,4 %, 10 070 tec).

Au global, en 2023, le Royaume-Uni est resté le premier fournisseur de viande ovine de France (46,0 % des importations), suivi par l'Irlande (20,4 %), la Nouvelle-Zélande (12,9 %), et l'Espagne (11,7 %).

### › la consommation de viande caprine est en repli pour la première fois depuis 6 ans

En 2023, à près de 5 900 tec, la production française de viande caprine a baissé de 6,3 % par rapport à 2022 en lien avec la baisse des abattages, tant pour les chevreaux (- 5,8 %) que pour les réformes (- 3,3 %) (figure 2-5). Sur la période mars-avril, les abattages de chevreaux ont reculé de 8,4 % par rapport à 2022. Sur 12 mois, à 2 064 tec, les expéditions de viande caprine ont augmenté de 7,6 % par rapport à 2022 et représenté 38,5 % de la production caprine totale. Les exportations de viande caprine ont augmenté de 5,3 % à destination du Portugal (48,2 % des volumes exportés) et ont baissé de 7,6 % vers l'Italie (23,4 %). De leur côté, les envois de caprins vivants ont augmenté de 9,3 % en 2023, portés par les exportations vers la Grèce qui ont été multipliées par 3 comparées à 2022. En revanche, les envois de caprins vifs à destination de l'Espagne ont chuté de 49,2 %.

Dans le même temps, alors qu'elle était en progression continue depuis 2017, la consommation de viande caprine a reculé pour la première fois en 2023, et s'est établie à 4 930 tec, inférieure de 12,8 % à son niveau de 2022. Sur la période mars-avril, elle a également reculé de 5,5 % comparée à 2022. Par ailleurs, à 3,73 €/kg de poids vif, la cotation des chevreaux a progressé de 3,6 % (+ 13 centimes/kg) par rapport à 2022 et a atteint un pic de 3,90 €/kg pendant le week-end pascal.

### › Perspectives 2024

De l'été 2022 au premier trimestre 2023, les éleveurs ovins ont procédé à un tri important des brebis reproductrices à la suite de la hausse des coûts de production et de la sécheresse de 2022. Sur le reste de l'année 2023, les réformes ont nettement reculé. Par conséquent, le cheptel devrait rester stable en 2024.

Par ailleurs, les conditions climatiques plus favorables en 2023 ont pu d'une part, améliorer la fertilité des animaux pénalisée par la sécheresse de 2022 et d'autre part, garnir les stocks hivernaux de fourrage. Associée au reflux progressif des coûts de l'aliment et au cours élevé de l'agneau, la production française devrait donc progresser légèrement en 2024.

Fortement pénalisée par les sécheresses successives en 2022 et 2023 et la hausse des coûts de production, la production ovine espagnole est à nouveau attendue à la baisse en 2024. Dans ce contexte, les exportations d'agneaux vifs de la France vers l'Espagne devraient être stables tandis que les importations d'agneaux vifs espagnols devraient continuer de baisser en 2024.

La consommation de viande ovine devrait poursuivre sa baisse structurelle. La légère progression de la production devrait réduire les besoins de viande ovine importée. Toutefois, pour la 3<sup>e</sup> année consécutive, Pâques (31 mars) et la fin du ramadan (10 avril) seront à nouveau très proches, mettant à nouveau au défi l'approvisionnement en viande ovine sur cette période.

## 2-1 Bilan du secteur ovin

	2022		2023		%23/22	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
<b>Production contrôlée</b>	<b>4 284,5</b>	<b>80,2</b>	<b>3 983,8</b>	<b>74,0</b>	<b>-7,0</b>	<b>-7,8</b>
<b>Commerce extérieur animaux vivants</b>						
Exportations	465,2	4,5	462,4	4,6	-0,6	2,1
Importations	240,4	3,5	211,4	3,5	-12,1	-0,8
Solde	224,7	1,0	251,0	1,1		
<b>Abattages contrôlés</b>	<b>4 059,7</b>	<b>79,3</b>	<b>3 732,8</b>	<b>72,9</b>	<b>-8,1</b>	<b>-8,0</b>
<b>Commerce extérieur viande</b>						
Exportations		9,8		10,2		3,9
Importations		85,8		85,9		0,0
Solde		-76,0		-75,7		
<b>Consommation contrôlée</b>		<b>155,3</b>		<b>148,6</b>		<b>-4,3</b>
Solde (production-consommation)		-75,1		-74,6		
Auto-provisionnement (%)		51,7		49,8		

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

## 2-2 Bilan prévisionnel – France

1 000 tec	2023	2024*	% 24*/23
Production ovine contrôlée	74,5	76,0	2,0
<i>dont production d'agneaux</i>	59,3	60,4	2,0
Importations (vif et viande)	89,4	86,7	-3,0
Exportations (vif et viande)	14,8	14,9	1,0
Consommation contrôlée	148,6	146,4	-1,5

\*Prévisions

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

### 2-3 Cheptel ovin et caprin français

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	2022	% 22/21
Brebis laitières	1 575	1 609	1 661	1 522	1 560	1 485	-4,8
Brebis viande	3 638	3 796	3 668	3 603	3 577	3 348	-6,4
<b>Total brebis (Total femelles saillies)</b>	<b>5 213</b>	<b>5 405</b>	<b>5 329</b>	<b>5 125</b>	<b>5 138</b>	<b>4 833</b>	<b>-5,9</b>
Autres ovins	1 664	1 761	1 776	1 874	1 857	1 764	-5,0
<b>TOTAL DES OVINS</b>	<b>6 877</b>	<b>7 166</b>	<b>7 105</b>	<b>6 999</b>	<b>6 995</b>	<b>6 597</b>	<b>-5,7</b>

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	2022	% 22/21
Chèvres	831	851	850	933	935	896	-4,2
Chevrettes saillies	208	207	208	245	240	221	-7,9
<b>Femelles saillies</b>	<b>1 039</b>	<b>1 058</b>	<b>1 058</b>	<b>1 178</b>	<b>1 175</b>	<b>1 117</b>	<b>-4,9</b>
Autres caprins	174	194	184	235	213	191	-10,3
Total caprins	1 213	1 252	1 242	1 413	1 387	1 307	-5,8

Source : FranceAgriMer d'après SSP

### 2-4 Abattages et production (ovins)

1 000 têtes	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Abattages Contrôlés (A)</b>							
Agneaux	3 643	3 626	3 608	3 661	3 508	3 217	-8,3
Brebis	575	556	530	527	553	516	-6,8
Total	4 219	4 182	4 137	4 188	4 061	3 733	-8,1
<b>Importations vifs (B)</b>							
Agneaux	184	149	213	289	215	160	-25,5
Brebis	20	17	15	12	25	51	104,2
Total	204	166	229	300	240	211	-12,0
<b>Abattages d'origine française (A-B)</b>							
Agneaux	3 460	3 477	3 394	3 372	3 292	3 057	-7,2
Brebis	555	538	514	516	528	465	-12,1
Total	4 015	4 015	3 909	3 888	3 821	3 521	-7,8
<b>Exportations vifs (C)</b>							
Agneaux	366	395	374	387	356	410	15,2
Brebis	48	57	83	67	109	52	-52,1
Total	414	451	457	454	465	462	-0,6
<b>Production contrôlée française (A-B+C)</b>							
Agneaux	3 826	3 872	3 768	3 760	3 648	3 467	-5,0
Brebis	603	595	598	583	638	517	-18,9
Total	4 428	4 467	4 366	4 342	4 286	3 984	-7,0

Importations de brebis estimées pour l'année 2023

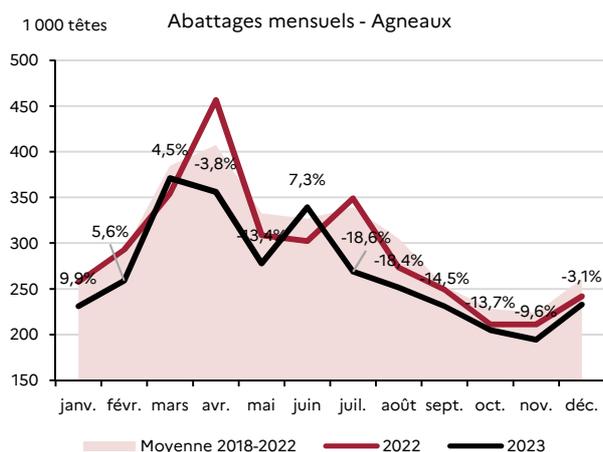
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

## 2-5 Abattages et production (caprins)

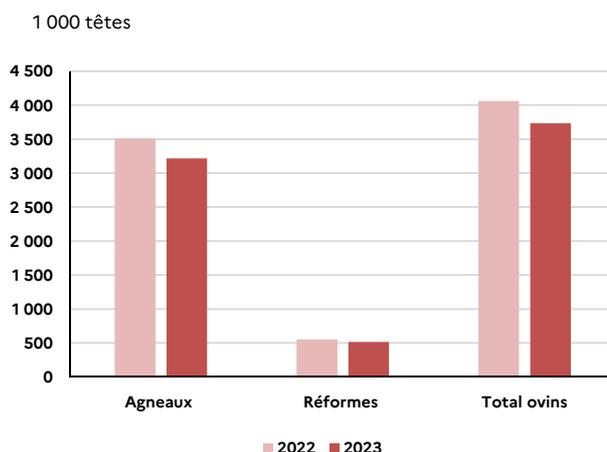
1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Abattages Contrôlés (A)</b>						
Chevreaux	560,7	533,6	510,1	504,1	474,7	-5,8
Caprins de réformes	135,4	135,0	142,2	148,4	143,5	-3,3
Total	696,1	668,6	652,3	652,5	626,1	-4,0
<b>Importations vifs (B)</b>						
Caprins	2,2	1,3	0,9	1,0	2,0	92,7
<b>Abattages d'origine française (A-B)</b>						
Caprins	693,9	667,3	651,3	651,4	624,1	-4,2
<b>Exportations vifs (C)</b>						
Caprins	7,1	9,0	3,9	5,0	5,5	9,3
<b>Production contrôlée française (A-B+C)</b>						
Total	701,0	676,4	655,3	656,4	629,6	-4,1

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

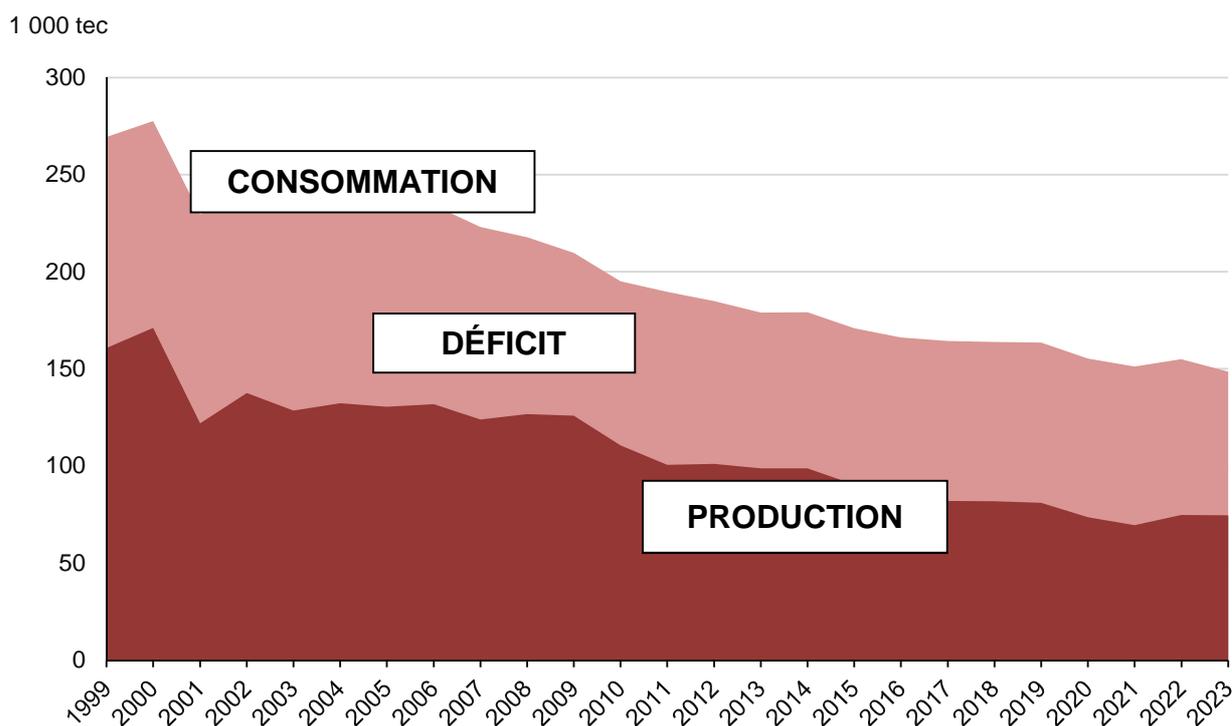
## 2-6 Abattages contrôlés C.V.J.A d'agneaux en France



## 2-7 Abattages contrôlés C.V.J.A d'ovins en France

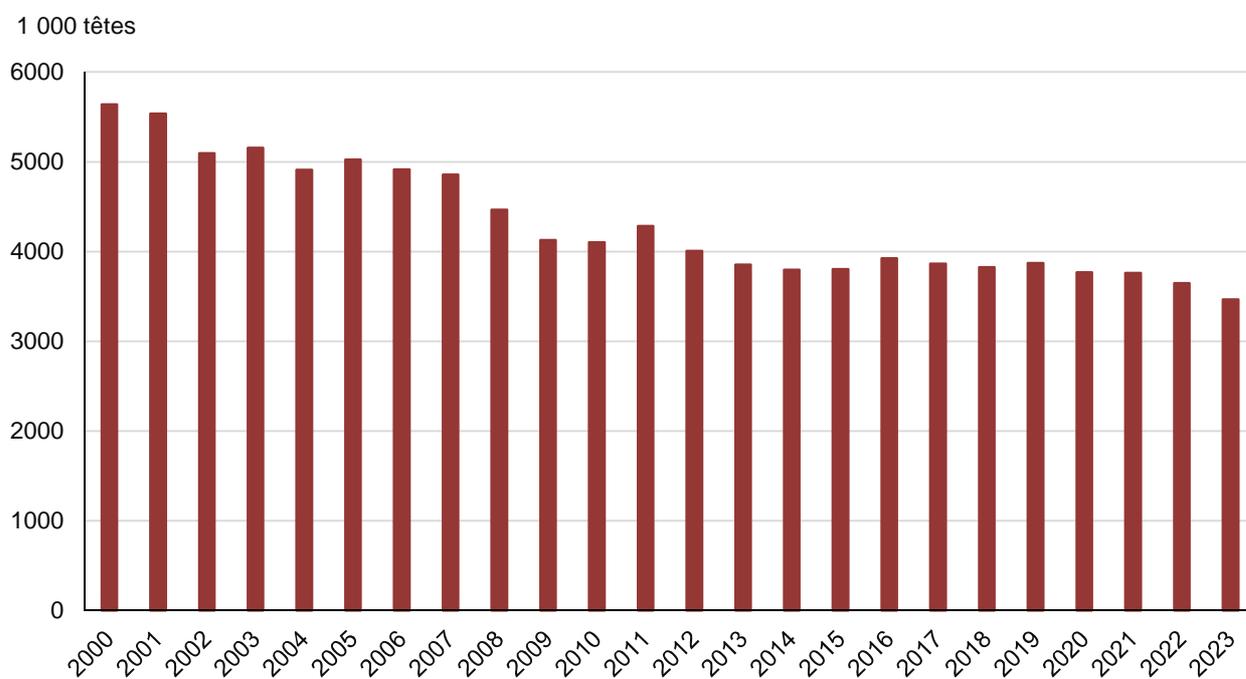


## 2-8 Production et consommation contrôlées françaises



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

## 2-9 Production indigène contrôlée d'agneaux



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

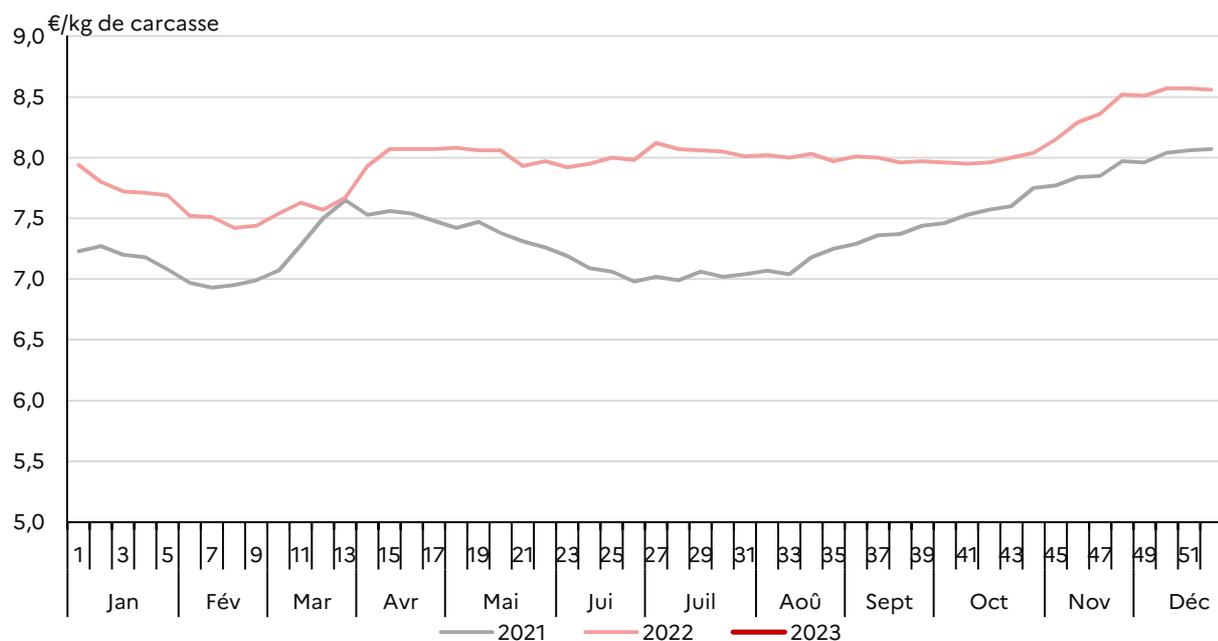
## 2-10 Les prix à la production

€/kg net	2018	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
Agneaux							
Prix moyen pondéré	6,30	6,17	6,74	7,37	7,96	8,26	3,8
PMP Rungis*	6,77	6,50	7,39	8,17	8,35	8,64	3,5

\*Cotation RNM

Source : FranceAgriMer

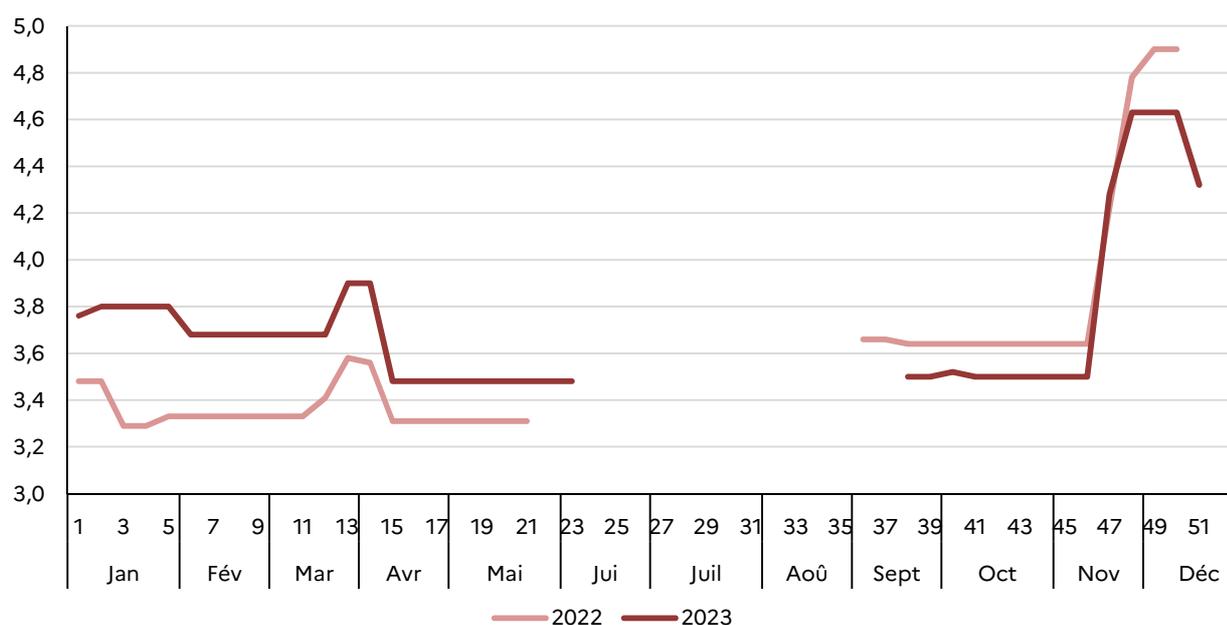
## 2-11 Prix moyen pondéré des agneaux de boucherie



Source : FranceAgriMer

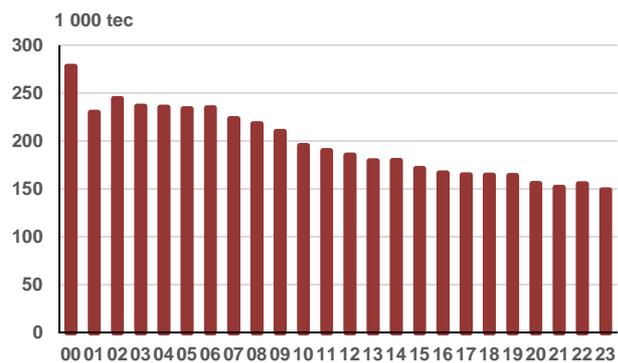
## 2-12 Prix moyen pondéré des chevreaux vifs

€/kg de poids vif



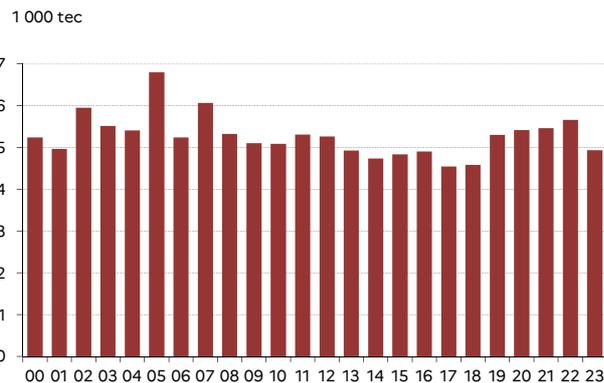
Source : FranceAgriMer

### 2-13 Consommation de viande ovine en milliers de tec (calculée par bilan)



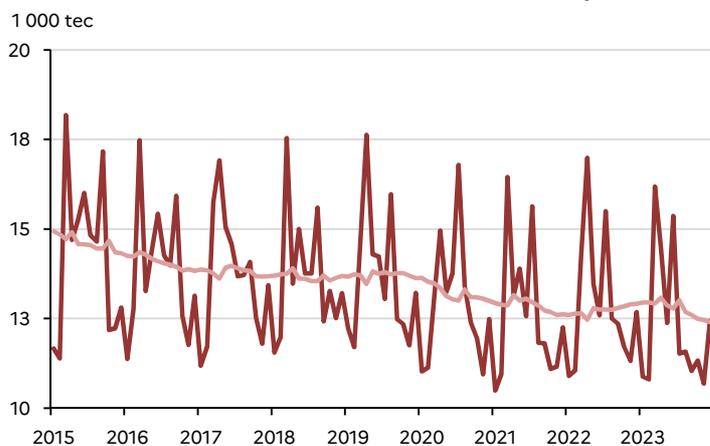
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

### 2-14 Consommation de viande caprine en milliers de tec (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

### 2-15 Consommation ovine contrôlée (calculée par bilan)



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française



# Le marché des ovins et des caprins dans l'Union européenne

## › Le cheptel ovin européen s'est replié en 2022

En 2021, le cheptel européen de brebis et agnelles saillies avait reculé de 2,6 % par rapport à 2020 (figure 2-17). Il a subi à nouveau une baisse similaire en 2022 (- 2,6 % par rapport à 2021).

L'Espagne, qui constitue toujours le premier cheptel ovin reproducteur de l'Union européenne avec près de 10,4 millions de têtes, n'est pas le seul État membre à enregistrer une baisse de son cheptel ovin en 2022 (- 3,9 %, - 420 000 têtes). Entre 2021 et 2022, avec 4,8 millions têtes, le cheptel reproducteur français a également connu un repli de 5,9 % (- 305 000 têtes), atteignant ainsi son niveau le plus bas jamais enregistré. L'Irlande et la Bulgarie sont également concernées par une réduction, avec des baisses respectives de leur cheptel de 1,2 % (- 32 000 têtes) et 8,2 % (- 86 000 têtes) par rapport à 2021.

À l'inverse, en Grèce et en Italie, le nombre de reproductrices a augmenté respectivement de 3,2 % (soit + 178 000 têtes) et 1,2 % (soit + 73 000 têtes), sans contrebalancer le net repli des cheptels espagnol, français et bulgare.

## › La production espagnole de viande ovine a nettement baissé en 2023

Affectée par la baisse importante du nombre de brebis reproductrices fin 2022 (420 000 têtes de moins qu'en 2021) (figure 2-17), à 107 900 tec, la production de viande ovine espagnole a chuté de 9,5 % par rapport à 2022. De plus, la sécheresse sévère qui a touché l'Espagne en 2023, a pénalisé la disponibilité des fourrages, provoquant une hausse de leur prix, ce qui a également affecté la production de viande ovine dans ce pays. Cette baisse de la production s'est manifestée par un recul important des effectifs d'agneaux abattus de 6,9 % ainsi que par une baisse marquée des abattages de réformes (- 14,3 %) comparés à 2022.

Dans le même temps, les exportations totales d'agneaux vifs espagnols ont diminué de 5,1 % (- 69 000 têtes) par rapport à 2022. Malgré l'ouverture du marché marocain en 2023 (231 200 têtes exportés) et la hausse des envois vers la Libye (+ 108 700 têtes) et l'Italie (+ 51 100 têtes), les exportations espagnoles d'agneaux vifs ont fortement chuté vers la Jordanie (- 254 000 têtes), le Portugal (- 67 000 têtes) et l'Arabie Saoudite (- 48 000 têtes) par rapport à 2022. Par conséquent, la part de ces destinations dans les exportations espagnoles de vifs a nettement diminué entre 2022 et 2023, passant de 59,9 % à 32,1 %.

Enfin, les exportations de viande ovine ont reculé de 6,8 % sous l'effet de la baisse de la demande française (- 15,8 % par rapport à 2022), tandis que les exportations vers l'Italie ont augmenté de 9,0 %

## › Une hausse de la production ovine irlandaise malgré la baisse du cheptel

Alors qu'il progressait depuis 2019, le cheptel reproducteur ovin irlandais a reculé de 1,2 % en 2022, atteignant 2,6 millions têtes. La production de viande ovine a en revanche progressé de 2,3 % par rapport à l'an passé, soutenue par une légère hausse des effectifs d'agneaux abattus (+ 0,8 %) et ce malgré une baisse des abattages de réformes de 8,0 %. En 2023, l'alourdissement des carcasses d'agneaux (+ 4,4 %) a conduit à une hausse des volumes de viande ovine produits.

Sur 12 mois, avec près de 69 800 tec, la production irlandaise de viande ovine est la plus élevée depuis 2006.

En 2023, l'augmentation de la production irlandaise n'a pas été accompagnée par une hausse des exportations de viande ovine. Sur 12 mois, les expéditions irlandaises ont reculé de 6,6 % par rapport à 2022. Selon Bord Bia, les exportations ont été évaluées à plus de 440 millions d'euros, soit une baisse de 7,0 % par rapport à 2022. Cette diminution intervient après une croissance annuelle ininterrompue depuis 2014 en raison de concurrents plus compétitifs. D'une part, les exportations britanniques de viande ovine ont été dynamiques en 2023 (+ 10,0 %). D'autre part, la production de viande ovine australienne a maintenu des prix à l'export plus agressifs.

### › En 2023, le prix à la production des ovins a augmenté partout en Europe sauf en Irlande et en Italie

En 2023, le prix à la production des agneaux a nettement progressé dans tous les pays de l'Union européenne à l'exception de l'Irlande (- 3,0 %) et de l'Italie (- 4,2 %) (figure 2-26).

En effet, la hausse de la production irlandaise couplée à une demande intérieure et extérieure faible, a lourdement pesé sur les cours des agneaux irlandais. Par ailleurs, au cours de l'année 2023, l'offre réduite a soutenu les cours des agneaux en France et en Espagne, enregistrant une progression respectivement de 3,5 % (+ 27,9 €/100 kg) et 8,5 % (61,3 €/100 kg). À noter toutefois que le prix moyen de l'agneau français reste le plus élevé en Europe avec 8,25 €/kg.

### › La consommation européenne de viande ovine et caprine calculée par bilan a diminué en 2023

En 2023, la consommation calculée par bilan de viande ovine et caprine a diminué de 2,5 % par rapport à 2022 (figure 2-25). La baisse de consommation a été plus marquée en Espagne et en Allemagne que dans le reste de l'Union européenne. Pour ces deux pays, la consommation de viande ovine et caprine a baissé respectivement de 12,6 % (soit - 11 000 tec) et 26,2 % (soit - 22 600 tec) par rapport à 2022. C'est également le cas pour la France (- 5,3 %, soit - 8 500 tec) et les Pays-Bas (- 15,9 %, soit - 2 900 tec). La hausse de consommation en Roumanie (+ 9,2 %, + 7 700 tec), en Italie (+ 12,0 %, + 6 100 tec), en Grèce (+ 5,8 %, 3 700 tec) et en Irlande (15,9 %, + 2 200 tec) n'a pas réussi à compenser cette baisse.

En 2023, à 597 100 tec, la production européenne de viande ovine et caprine a reculé de 4,2 % par rapport à 2022, favorisant ainsi les importations en provenance des pays tiers. Celles-ci ont augmenté de 3,0 % par rapport à 2022, soutenues principalement par l'augmentation des arrivées en provenance du Royaume-Uni (+ 8,7 %, + 6 800 tec), tandis les importations ont diminué depuis l'Australie (- 21,8 %, - 1 183 tec) et le Chili (- 28,9 %, - 428 tec). Parallèlement, à 69 500 tec, les importations de viande ovine néozélandaise ont été légèrement inférieures à leur niveau de 2022, mais nettement supérieures à celui de 2021 (+ 24,0 %). Par conséquent, la part des viandes ovine et caprine produites en Europe a représenté 88,1 % de la consommation totale dans l'Union européenne, en baisse de 1,7 % par rapport à 2022.

## 2-16 Bilan dans le secteur ovin-caprin dans l'Union européenne à 28 puis à 27

1 000 tec	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Production indigène (1)</b>	<b>919,6</b>	<b>958,4</b>	<b>627,5</b>	<b>626,4</b>	<b>623,3</b>	<b>597,1</b>	<b>-4,2%</b>
Exportations animaux vivants	47,0	59,6	57,9	51,0	51,6	52,4	1,4%
<b>Importations animaux vivants</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>3,7</b>	<b>3,2</b>	<b>3,2</b>	<b>2,9</b>	
<i>Solde</i>	<i>47,0</i>	<i>59,6</i>	<i>54,3</i>	<i>47,8</i>	<i>48,4</i>	<i>49,5</i>	
<b>Abattages (1)</b>	<b>872,6</b>	<b>898,8</b>	<b>573,2</b>	<b>578,6</b>	<b>575,0</b>	<b>547,6</b>	<b>-4,8%</b>
Exportations viandes	26,3	34,1	52,3	43,0	40,4	35,5	-12,3%
Importations viandes	154,5	122,8	143,4	132,6	161,1	165,9	3,0%
<i>Solde</i>	<i>-128,1</i>	<i>-88,6</i>	<i>-91,1</i>	<i>-89,6</i>	<i>-120,7</i>	<i>-130,4</i>	
<b>Variation de stocks</b>	nd	nd	nd	nd	nd	nd	
<b>Consommation indigène (1)</b>	<b>1 000,7</b>	<b>987,4</b>	<b>664,3</b>	<b>668,2</b>	<b>695,6</b>	<b>678,0</b>	<b>-2,5%</b>
Auto-provisionnement (%)	91,9	97,1	94,5	93,7	89,6	88,1	

\*Estimations

(1) La production et la consommation indigène sont calculées en prenant en compte les abattages totaux (abattages contrôlés + estimations des abattages hors abattoirs)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

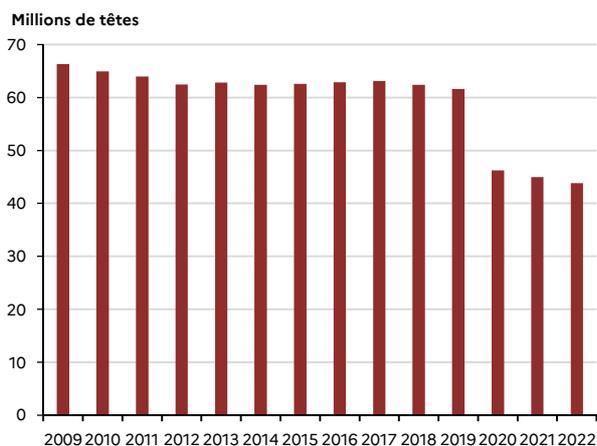
## 2-17 Cheptel de reproductrices (brebis mères et agnelles saillies) dans l'Union européenne - enquêtes de décembre

1 000 têtes	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	% 22/21
Allemagne	1 102	1 109	1 099	1 079	1 060	1 068	1 075	0,6
Autriche	226	242	242	241	235	240	234	-2,5
Espagne	11 496	11 514	11 392	11 047	11 081	10 815	10 395	-3,9
France	<b>5 355</b>	<b>5 213</b>	<b>5 405</b>	<b>5 329</b>	<b>5 125</b>	<b>5 138</b>	4 833	-5,9
Grèce	<b>6 662</b>	<b>6 713</b>	<b>6 775</b>	<b>6 505</b>	<b>5 828</b>	<b>5 491</b>	5 669	3,2
Irlande	<b>2 405</b>	<b>2 723</b>	<b>2 608</b>	<b>2 571</b>	<b>2 643</b>	<b>2 699</b>	2 666	-1,2
Italie	<b>6 315</b>	<b>6 272</b>	<b>6 188</b>	<b>6 087</b>	<b>6 110</b>	<b>5 867</b>	5 940	1,2
Pays-Bas	<b>574</b>	<b>556</b>	<b>628</b>	<b>638</b>	<b>595</b>	<b>609</b>	608	-0,2
Portugal	1 694	1 665	1 638	1 640	1 677	1 623	1 629	0,4
Suède	266	282	251	254	256	243	228	-6,2
Roumanie	8 388	8 454	8 594	8 870	8 812	8 765	8 879	1,3
<b>Bulgarie</b>	<b>1 173</b>	<b>1 151</b>	<b>1 170</b>	<b>1 131</b>	<b>1 148</b>	<b>1 053</b>	966	-8,2
<b>Hongrie</b>	<b>801</b>	<b>810</b>	<b>798</b>	<b>782</b>	<b>754</b>	<b>720</b>	693	-3,8

Les données pour la Belgique, le Luxembourg, la Finlande, Chypre, l'Estonie, la Pologne, la République tchèque et la Slovénie n'étant pas disponibles pour toute la période considérée

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

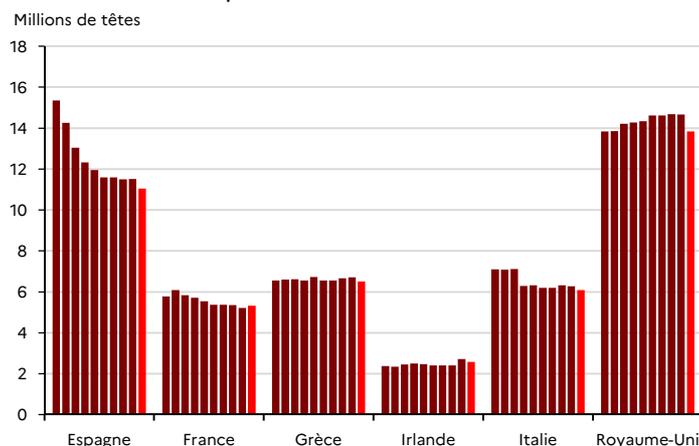
## 2-18 Le cheptel reproducteur ovin de l'Union européenne\* – enquêtes de décembre



\*UE à 27 à partir de 2020

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-19 Évolution du cheptel reproducteur ovin dans les principaux pays producteurs de 2010 à 2022 – enquêtes de décembre



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-20 Production indigène de viande ovine et caprine dans l'Union européenne

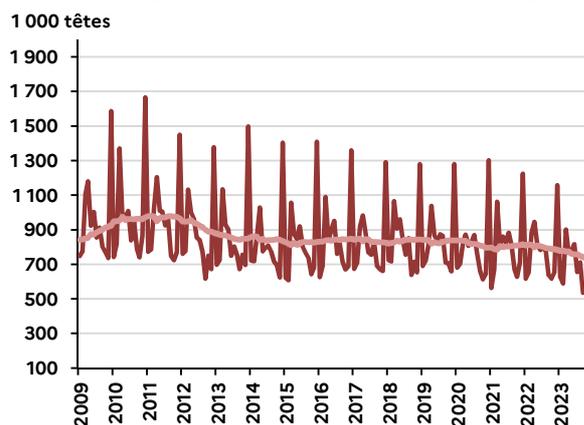
1 000 tec	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	%23*/22
Allemagne	35,8	31,8	32,1	32,9	37,1	29,6	28,2	27,4	-2,7
Autriche	7,6	8,0	7,7	8,1	7,4	7,5	7,2	7,7	6,0
Espagne	149,7	148,3	149,4	156,9	147,5	148,1	153,1	133,9	-12,6
France	89,5	88,5	88,2	89,1	87,9	88,0	86,6	80,2	-7,4
Grèce	71,4	67,3	66,6	67,4	61,7	65,2	63,7	60,4	-5,2
Irlande	61,0	67,2	68,5	65,9	63,1	60,5	65,3	67,3	3,0
Italie	21,3	23,8	23,4	22,7	19,6	23,7	21,7	20,0	-8,0
Pays-Bas	17,9	16,7	15,4	17,1	20,1	19,4	18,8	21,7	15,6
Portugal	18,9	16,8	20,5	22,1	19,4	20,6	21,5	20,9	-2,5
<b>UE 15</b>	<b>776</b>	<b>781</b>	<b>774</b>	<b>804</b>	<b>481</b>	<b>478</b>	<b>480</b>	<b>453</b>	<b>-5,7</b>
Bulgarie	9,6	7,6	8,2	10,1	10,3	8,5	8,4	7,1	-14,7
Roumanie	123,6	127,9	117,9	132,4	126,0	134,1	128,8	127,0	-1,4
Hongrie	7,1	7,5	7,7	9,1	6,6	6,4	6,0	5,8	-2,1
<b>NEM 13</b>	<b>154</b>	<b>156</b>	<b>148</b>	<b>167</b>	<b>151</b>	<b>158</b>	<b>153</b>	<b>148</b>	<b>-3,2</b>
<b>UE 28/27</b>	<b>924</b>	<b>931</b>	<b>920</b>	<b>958</b>	<b>627</b>	<b>626</b>	<b>623</b>	<b>597</b>	<b>-4,2</b>

\*Estimations

Le calcul de la production prend en compte des estimations d'abattages hors abattoirs déclarées par certains pays.

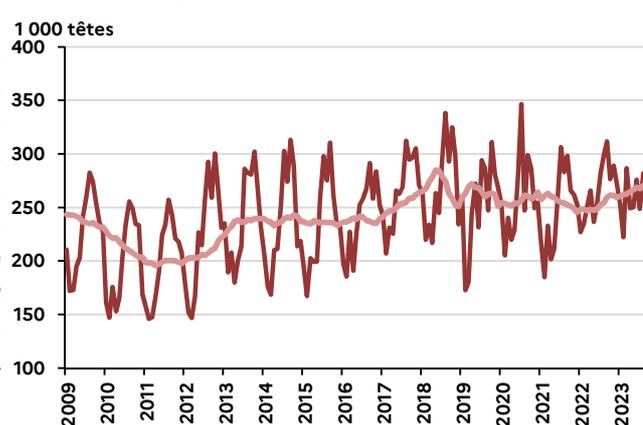
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-21 Abattages mensuels d'ovins en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-22 Abattages mensuels d'ovins en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

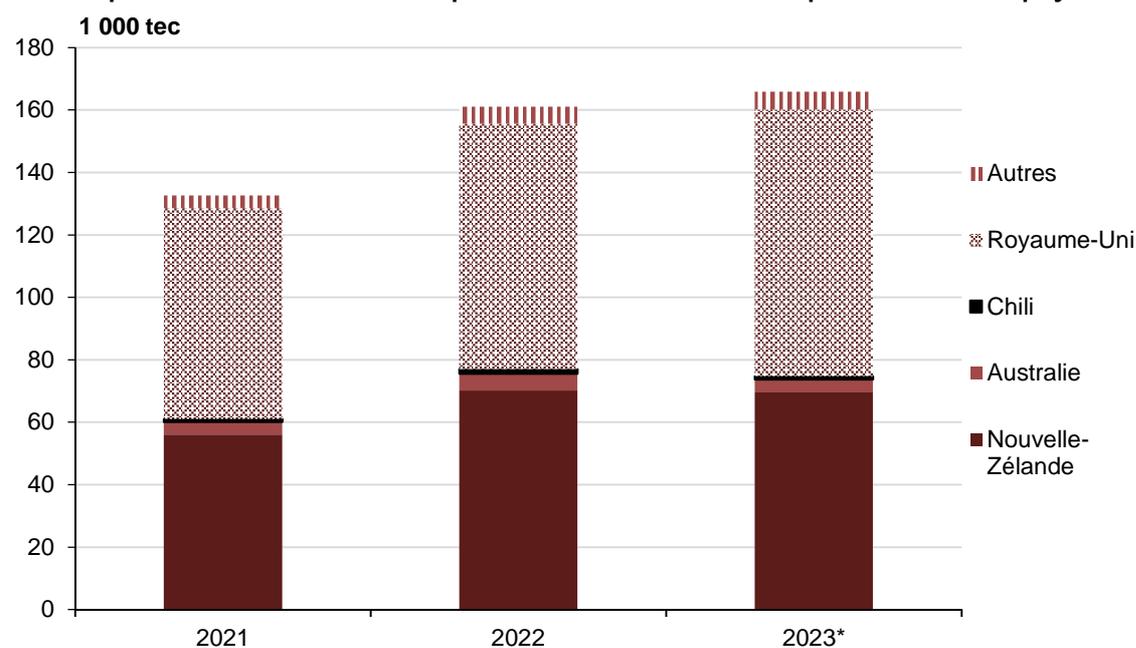
## 2-23 Importations de l'UE à 27 de viande ovine et caprine en provenance des pays tiers

1 000 tec	2021	2022	2023*	%23*/22
<b>Total pays tiers</b>	<b>132,6</b>	<b>161,1</b>	<b>165,9</b>	<b>3,0</b>
Nouvelle-Zélande	56,0	70,1	69,5	-0,9
Australie	4,1	5,4	4,2	-21,8
Chili	1,0	1,5	1,1	-28,9
Royaume-Uni	67,5	78,6	85,4	8,7
Autres	4,0	5,5	5,7	3,6

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-24 Importations de l'Union européenne de viande ovine en provenance des pays tiers



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-25 Consommation de viande ovine et caprine dans l'Union européenne, calculée par bilan

1 000 tec	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	%23*/22
Allemagne	79	74	79	76	86	64	-26,2
Espagne	94	92	87	82	87	76	-12,6
France	168	170	161	157	161	152	-5,3
Grèce	70	72	64	63	63	67	5,8
Irlande	15	12	10	13	14	16	15,9
Italie	56	56	47	49	51	57	12,0
Pays-Bas	21	20	19	15	18	15	-15,9
Portugal	25	25	22	23	24	22	-6,7
<b>UE 15*</b>	<b>892</b>	<b>876</b>	<b>563</b>	<b>558</b>	<b>625</b>	<b>566</b>	<b>-9,4</b>
Roumanie	81	85	73	79	83	91	9,2
Bulgarie	11	9	10	11	13	10	-23,2
Hongrie	1	2	2	2	1	1	-49,9
<b>NEM 13*</b>	<b>108</b>	<b>112</b>	<b>101</b>	<b>111</b>	<b>71</b>	<b>112</b>	<b>57,8</b>
<b>UE 28*</b>	<b>1001</b>	<b>987</b>	<b>664</b>	<b>668</b>	<b>696</b>	<b>678</b>	<b>-2,5</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

## 2-26 Prix à la production des agneaux dans l'Union européenne

€/100 kg net	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23*/22
<b>Agneaux lourds</b>							
Irlande	486,3	460,9	517,8	663,8	675,7	655,4	-3,0
France	629,8	618,6	673,2	736,2	797,6	825,5	3,5
Roumanie	229,5	223,7	283,4	292,1	346,3	363,3	4,9
<b>UE 27</b>	<b>543,7</b>	<b>527,8</b>	<b>583,4</b>	<b>675,1</b>	<b>721,2</b>	<b>740,6</b>	<b>6,8</b>
<b>Agneaux légers</b>							
Espagne	585,3	566,6	611,4	669,4	720,1	781,4	8,5
Grèce	458,1	474,7	486,3	581,5	643,6	707,9	10,0
Italie	569,8	584,9	629,4	635,3	680,9	652,1	-4,2
<b>UE 27</b>	<b>542,1</b>	<b>547,7</b>	<b>579,5</b>	<b>639,9</b>	<b>694,3</b>	<b>740,1</b>	<b>8,5</b>

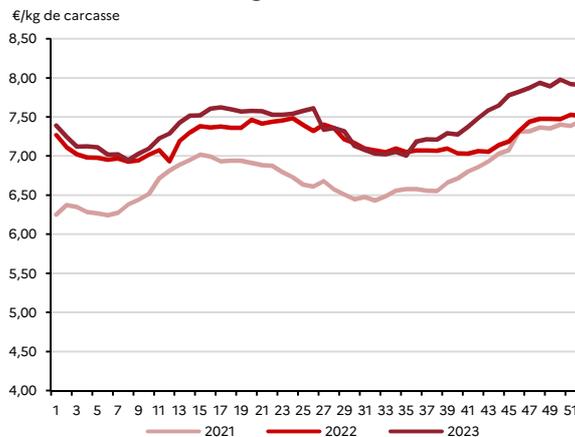
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 2-27 Prix des agneaux légers dans l'UE 27



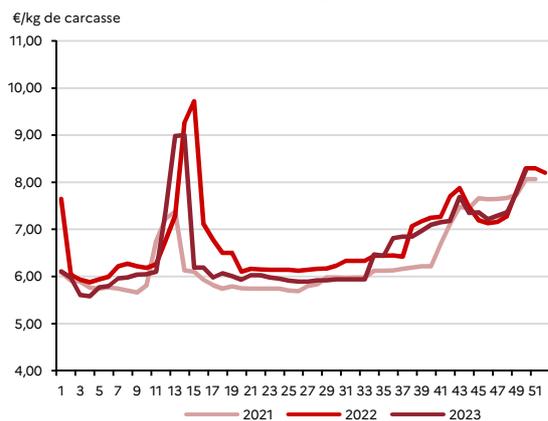
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 2-28 Prix des agneaux lourds dans l'UE 27



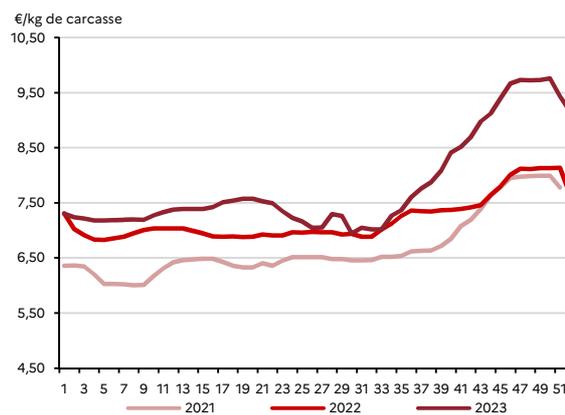
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 2-29 Prix des agneaux légers en Italie



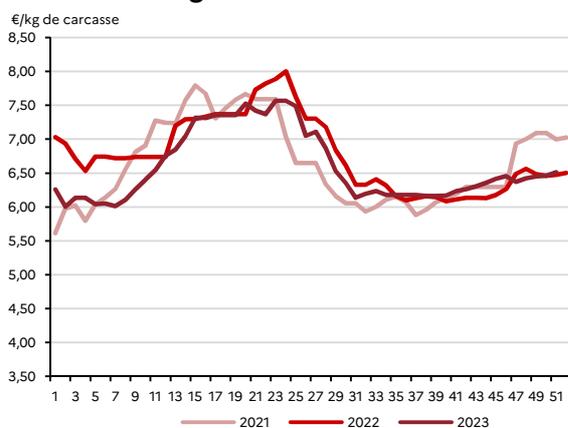
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 2-30 Prix des agneaux légers en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 2-31 Prix des agneaux lourds en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne



# Le marché mondial des ovins

## › Croissance du cheptel mondial d'ovins en 2022

En 2022, selon la FAO, le cheptel mondial d'ovins a atteint 1 321,5 millions de têtes, en hausse de 1,5 % par rapport à 2021 (figure 2-32). Cette hausse est portée principalement par l'accroissement des cheptels en Asie (+ 3,1 %, à 605 millions de têtes), en Afrique (+ 0,5 %, à 419,4 millions têtes) ainsi qu'en Océanie (+ 1,9 %, à 95,6 millions de têtes). En revanche, à 58,7 millions de têtes, le cheptel européen s'est replié de 2,2 % par rapport à 2021, tandis que le cheptel américain est resté stable avec 81,7 millions de têtes.

À 194,0 millions de têtes, le cheptel chinois a de nouveau augmenté en 2022 (+ 4,1 % par rapport à 2021). Ainsi, la Chine détient toujours le premier cheptel mondial d'ovins, suivie par l'Inde en hausse de 0,7 % (75,3 millions de têtes), puis par l'Australie, également en hausse de 3,2 % (70,2 millions de têtes).

## › Au Royaume-Uni, les exportations ont bondi malgré la baisse de production

D'après le dernier recensement de Defra, au 1<sup>er</sup> juin 2023, le cheptel ovin du Royaume-Uni est à son plus bas niveau depuis 12 ans, avec 31,8 millions de têtes, soit un repli de 4,0 % par rapport à 2022.

En 2023, à 286 500 tonnes, la production britannique de viande ovine a reculé de 1,7 % par rapport à 2022, et ce, malgré l'augmentation des effectifs d'agneaux abattus (+ 20 000 têtes). Selon AHDB, cela s'explique par l'allègement du poids moyen des carcasses d'agneaux de 0,4 kg par rapport à 2022, pour s'établir en moyenne à 19,8 kg par carcasse. En effet, le coût élevé de l'aliment a pu pénaliser la finition des agneaux. En 2023, à 6,76 €/kg, la cotation de l'agneau britannique est inférieure de 0,7 % (soit - 5 centimes) à son niveau de 2022.

Malgré une production en repli, les exportations britanniques de viande ovine ont toutefois bondi de 10,9 %, à près de 84 800 tec. Les volumes expédiés vers la France, premier client du Royaume-Uni, ont augmenté de 18,1 % par rapport à 2022, atteignant 42 360 tec. Ils ont également progressé vers l'Allemagne (+ 13,3 %) et doublé à destination des Pays-Bas, tandis que les expéditions ont chuté de 37,6 % vers l'Irlande. Du côté des importations de viande ovine britannique, elles ont baissé de 12,9 %, aussi bien depuis l'Irlande (- 12,8 %) que depuis la Nouvelle-Zélande (- 20,8 %). Les importations étaient en progression depuis l'Australie (+ 16,0 %).

## › En Australie, la recapitalisation du troupeau se poursuit

En 2023, le cheptel australien se situe au plus haut niveau depuis 2018, à 70,2 millions de têtes, soit une hausse de 3,2 % par rapport à 2022. Cela s'explique, selon Meat and Livestock Australia (MLA), par la reconstitution du cheptel reproducteur, qui s'était nettement réduit depuis 2019 en raison de la sécheresse. Soutenus par l'accroissement du cheptel, à 22,6 millions de têtes, les effectifs abattus d'agneaux australiens ont augmenté de 2,7 % en 2023, soit 595 000 têtes de plus qu'en 2022. Le poids moyen des carcasses a également augmenté en 2023, s'établissant à 25,1 kg (+ 11 % par rapport à la moyenne des dix dernières années).

Par ailleurs, la cotation de l'agneau australien a connu une baisse prononcée sur la majeure partie de 2023 avant de remonter de nouveau au cours des six dernières semaines (figure 2-37). En 2023, le prix moyen à la production de l'agneau australien était à 3,75 €/kg, en nette baisse par rapport à 2022 (- 26,9 %, soit - 1,38 €/kg) (figure 2-38). La baisse du prix de l'agneau, couplé à l'offre abondante, a stimulé les exportations de viande ovine australienne en 2023. À 602 600 tonnes, les expéditions de viande ovine ont ainsi bondi de 26,0 % par rapport 2022, profitant d'une demande chinoise particulièrement dynamique (+ 48,8 %, à 205 300 tonnes). Les expéditions à destination du Moyen-Orient ont également augmenté par rapport à 2022, d'après MLA, notamment à destination de l'Arabie Saoudite (+ 64,3 %, à 20 800 tec), du Koweït (+ 110,6 %, soit 9 540 tonnes) ainsi que vers les Émirats arabes unis (+ 48,1 %, à 31 500 tec). En revanche, les exportations vers les États-Unis ont affiché une baisse de 9,5 % sur la même période, à 93 000 tonnes.

### › La production a reculé en Nouvelle-Zélande

Fin 2022, le repli du cheptel ovin néozélandais par rapport à 2021 (- 1,6 %) (figure 2-32), s'est accompagné d'une diminution des effectifs d'agneaux abattus en 2023 (- 1,0 %, soit - 181 000 têtes au regard de 2022) (figure 2-34), tandis que les abattages d'ovins adultes sont restés stables sur la même période (figure 2-35). Dans le même temps, les exportations néozélandaises de viande se sont redressées de 1,8 %, à près de 381 800 tonnes. Les volumes exportés vers la Chine ont progressé de 10,2 % (à 216 900 tonnes). Ils ont en revanche fléchi vers le Royaume-Uni (- 12,2 %, à 28 500 tonnes), la Malaisie (- 55,7 %, à 4 600 tonnes) et les États-Unis (- 6,3 %, à 2 400 tonnes). Les envois ont également augmenté vers l'Union européenne (+ 1,8 %), en particulier à destination des Pays-Bas (+ 14,3 %, à 17 600 tonnes) et de la Belgique (+ 75,1 %, à 7 702 tonnes)

Parallèlement, le prix de l'agneau néozélandais a nettement baissé durant l'année 2023. En moyenne sur 12 mois, il a atteint 4,01 €/kg, en baisse de 23,9 % par rapport à 2022 (figure 2-38).

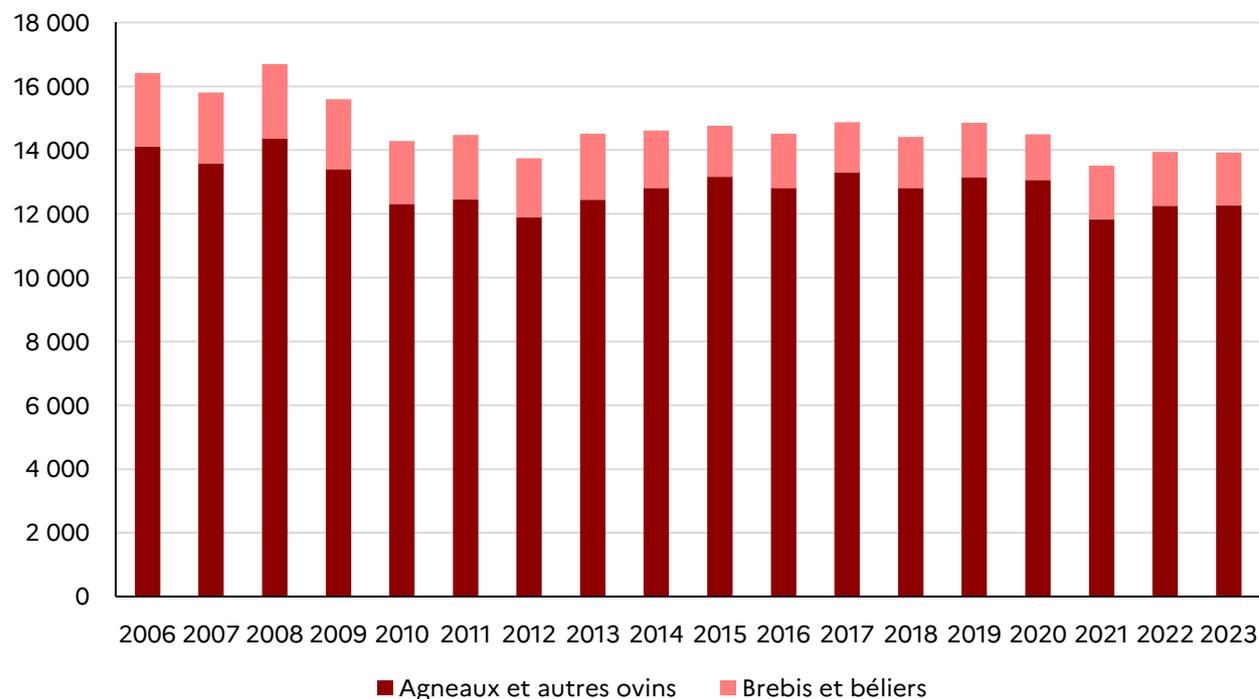
## 2-32 Cheptel mondial d'ovins

millions de têtes	2018	2019	2020	2021	2022	% 22/21
<b>Asie</b>	<b>520,1</b>	<b>531,5</b>	<b>561,5</b>	<b>586,7</b>	<b>604,9</b>	<b>3,1</b>
Chine	161,4	163,5	173,1	186,4	194,0	4,1
Inde	72,7	74,3	75,7	74,8	75,3	0,7
Iran	40,0	41,3	46,6	53,9	55,6	3,2
Pakistan	30,5	30,9	31,2	31,6	32,0	1,2
Arabie Saoudite	9,4	9,4	17,5	17,5	21,8	24,3
Turquie	35,2	37,3	42,1	45,2	44,7	-1,1
<b>Afrique</b>	<b>383,8</b>	<b>405,9</b>	<b>414,4</b>	<b>417,4</b>	<b>419,4</b>	<b>0,5</b>
<b>Amériques</b>	<b>80,5</b>	<b>82,8</b>	<b>83,1</b>	<b>81,5</b>	<b>81,7</b>	<b>0,2</b>
<b>Union européenne</b>	<b>98,1</b>	<b>97,3</b>	<b>61,0</b>	<b>60,0</b>	<b>58,7</b>	<b>-2,2</b>
Royaume-Uni	33,8	33,6	32,7	33,0	33,1	0,3
<b>Océanie</b>	<b>97,4</b>	<b>92,6</b>	<b>89,6</b>	<b>93,8</b>	<b>95,6</b>	<b>1,9</b>
Australie	70,1	65,8	63,5	68,0	70,2	3,2
Nouvelle-Zélande	27,3	26,8	26,0	25,7	25,3	-1,6
<b>MONDE</b>	<b>1 211,1</b>	<b>1 239,6</b>	<b>1 272,6</b>	<b>1 301,6</b>	<b>1 321,5</b>	<b>1,5</b>

Source : FranceAgriMer d'après FAOstat

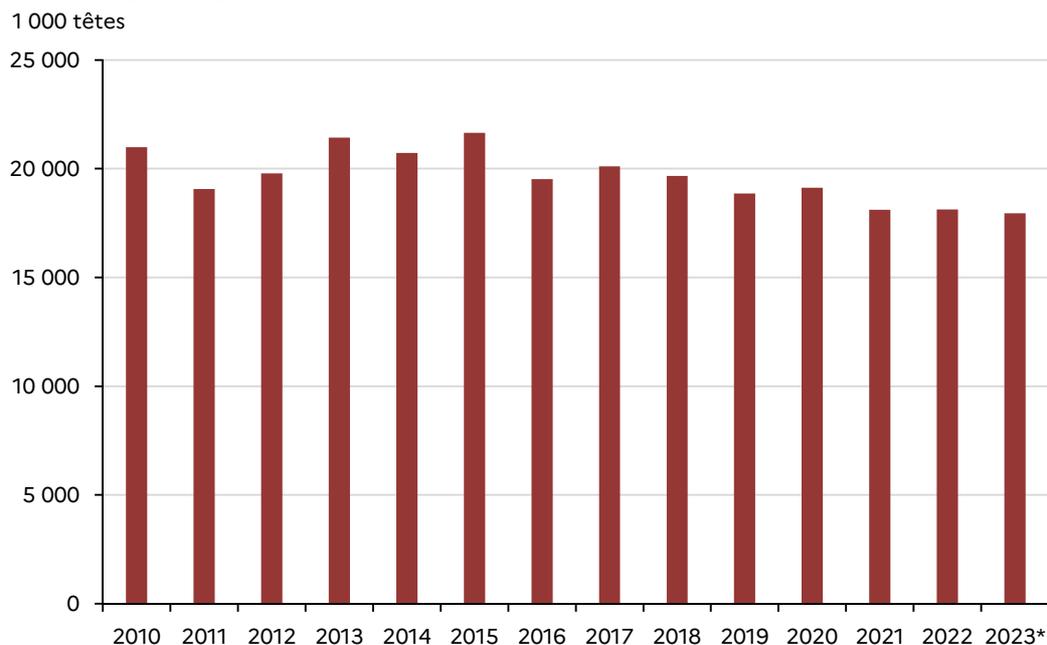
## 2-33 Abattages d'ovins au Royaume-Uni

1 000 têtes



Source : FranceAgriMer d'après AHDB et Defra

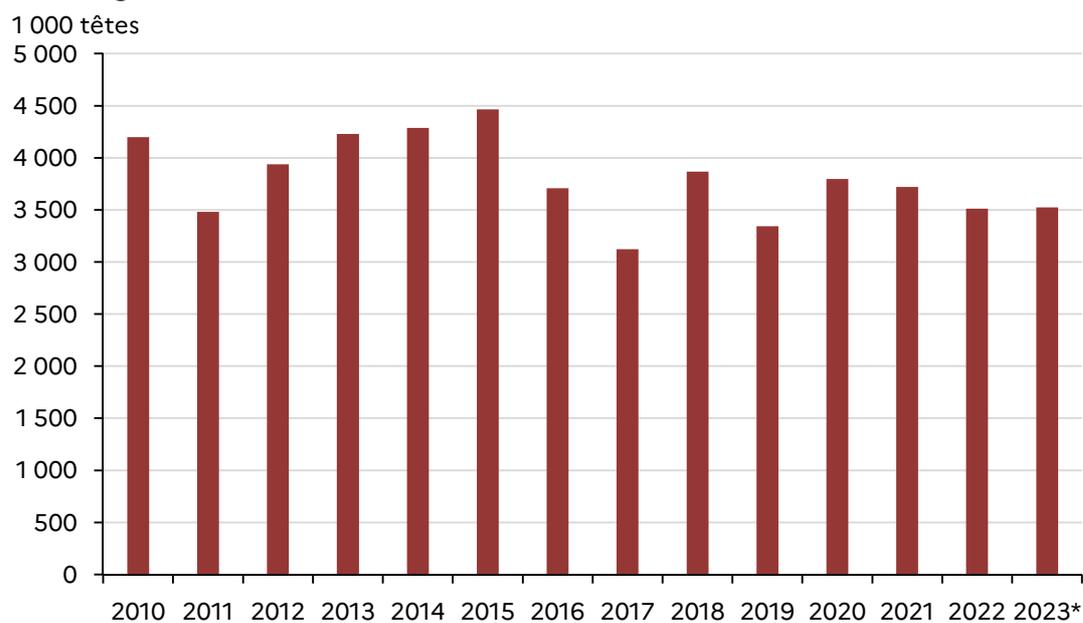
## 2-34 Abattages d'agneaux en Nouvelle-Zélande



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

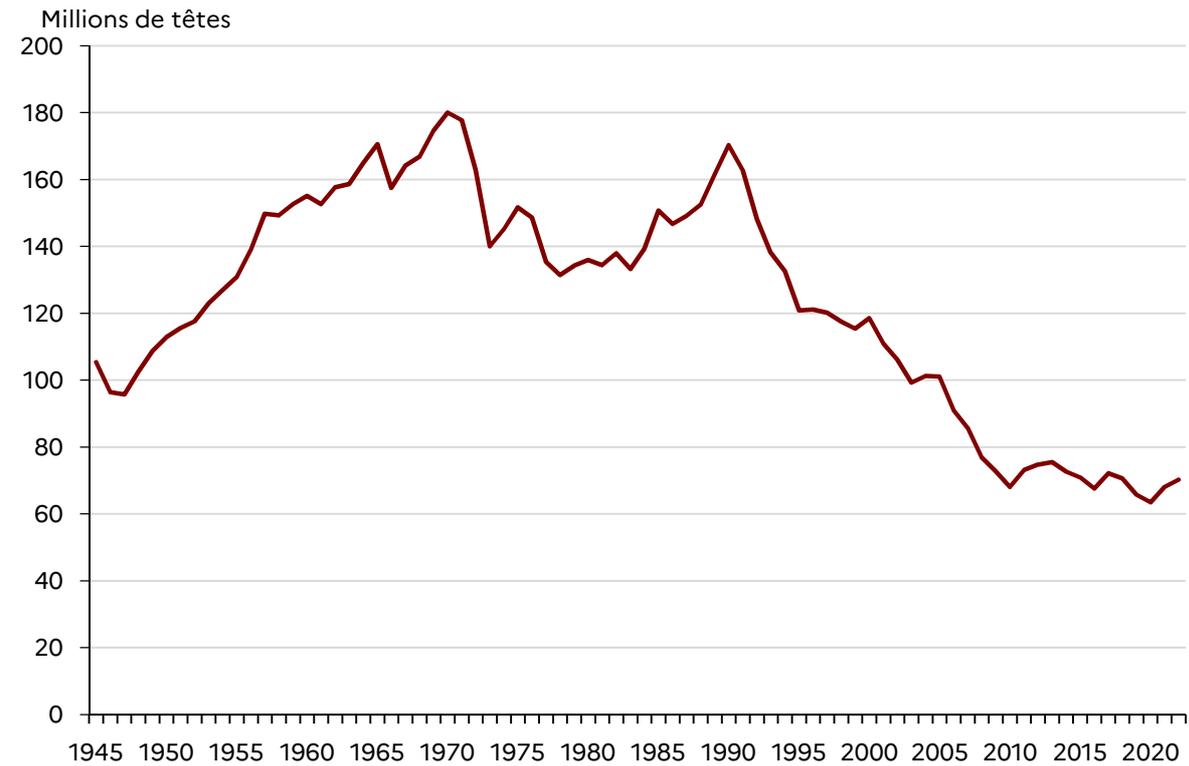
## 2-35 Abattages d'ovins adultes en Nouvelle-Zélande



\*Estimations

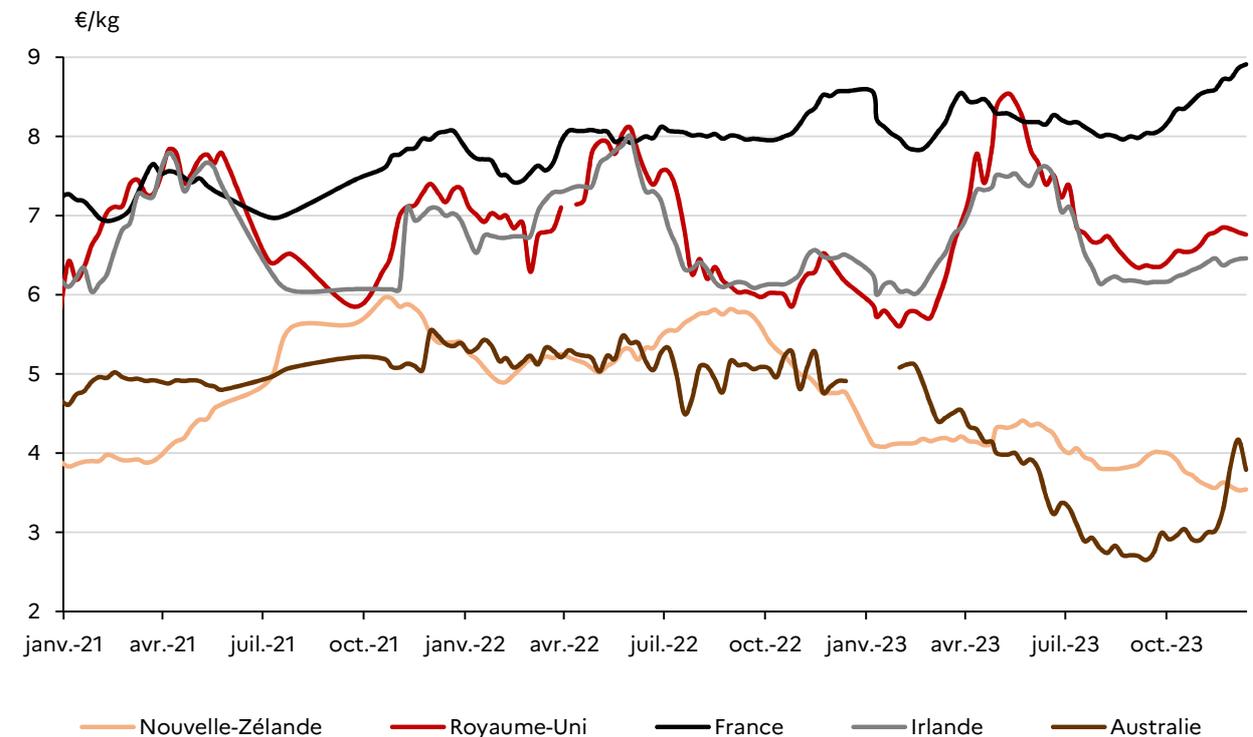
Source : FranceAgriMer d'après Statistics New Zealand

## 2-36 Évolution du cheptel ovin en Australie



Source : FranceAgriMer d'après MLA

## 2-37 Évolution des prix à la production dans le monde



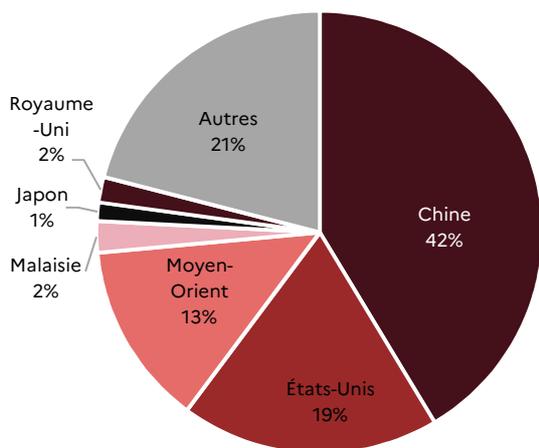
Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

## 2-38 Prix à la production dans le monde

€/kg	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Australie	4,62	4,47	5,01	5,13	3,75	-26,9
Nouvelle-Zélande	4,64	4,04	4,87	5,27	4,01	-23,9
Royaume-Uni	4,82	5,34	6,85	6,81	6,76	-0,7
Irlande	4,76	5,24	6,67	6,8	6,6	-2,9
France	6,25	6,73	7,37	7,97	8,24	3,4
Espagne	4,78	5,69	6,55	7,03	7,53	7,1

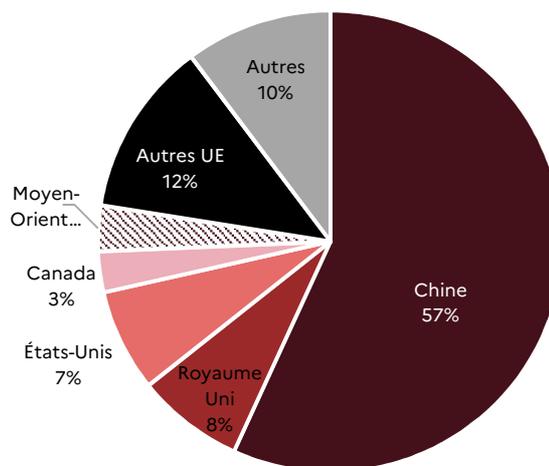
Source : FranceAgriMer d'après Bord Bia

## 2-39 Répartition en volume des exportations australiennes de viande ovine en 2023

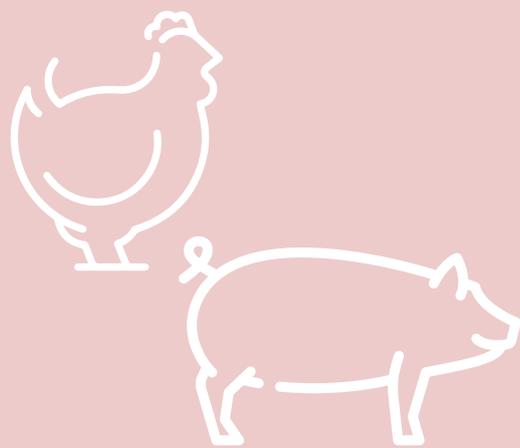


Source : FranceAgriMer d'après TDM

## 2-40 Répartition en volume des exportations néo-zélandaises de viande ovine en 2023



Source : FranceAgriMer d'après TDM



# **VIANDES BLANCHES**



## Le marché du porc en France

### › En 2023, le recul du cheptel se poursuit, entraînant une baisse de la production

Avec le départ à la retraite ou l'arrêt d'activité d'exploitants non remplacés, le nombre d'élevages de porcs en France ne cesse depuis vingt ans de se réduire. Les chiffres du recensement agricole indiquent que la France comptait 8 500 élevages de plus de 20 truies ou de 100 porcs en 2020 contre 11 500 en 2010 et 16 800 en 2000 (- 50,6 % sur vingt ans). Cette diminution s'est cependant accompagnée d'un accroissement de la taille des élevages, si bien que sur la même période, le recul du cheptel porcin apparaît plus limité (- 19,0 %, selon les données du SSP) (figures 3-1, 3-2). Les années 2022 et plus encore 2023 ont confirmé ce repli, puisque la filière française a perdu 24 000 truies en 2022 (- 2,5 %) et encore 28 000 truies en 2023 (- 3,2 %), le cheptel reproducteur français passant ainsi sous les 900 000 têtes. L'effectif porcin total par rapport à 2022 a connu un recul encore plus net (- 514 000 têtes, soit - 4,1 %). Les gains de productivité qui ont longtemps permis de limiter le recul de l'ensemble du cheptel porcin semblent ainsi atteindre leurs limites.

La production porcine en France en 2023 a reflété cette évolution du cheptel, avec un recul de 5,2 % en têtes et de 4,4 % en volume par rapport à 2022 (figure 3-3). En 10 ans, le nombre de porcs abattus en France a reculé de 7,6 %, soit une perte de 1,8 million de porcs entre 2013 (23,7 millions de têtes) et 2023 (21,9 millions de têtes).

Alors qu'il avait connu un repli en 2022 (à 93,7 kg), le poids des carcasses en 2023 est revenu à un niveau similaire à celui de 2021 (94,4 kg). Cette situation, qui renoue avec une progression quasi continue en poids depuis plus de dix ans, témoigne d'un marché moins tendu du fait du recul de la demande. En conséquence, par rapport à 2022, les abattages se sont réduits plus fortement en têtes (- 4,8 %) qu'en volume (- 4,1 %). Avec une production de viande porcine qui se tasse ainsi à 2,1 millions de tonnes équivalent carcasse (tec) en 2023, la France est néanmoins restée le troisième producteur européen, derrière l'Espagne (4,9 millions de tec, en recul de 4,5 %) et l'Allemagne (4,2 millions de tec, en recul de 8,6 %).

### › Avec des prix en hausse en France en 2023, la consommation a été en recul

Les indices des prix à la consommation publiés par l'Insee (figure 3-7) font ressortir, sur l'année 2023 comparée à 2022, une nette progression du prix du porc (+ 10,6 %), avec cependant un fort ralentissement au second semestre. Par ailleurs cet indice du prix du porc progresse moins vite que celui de l'ensemble des viandes (+ 12,3 %). Le prix des charcuteries s'est en revanche fortement accru, avec une hausse de 14,3 % de l'indice des viandes séchées, salées, fumées (type jambon cru), et de 14,7 % pour les autres préparations de viande (telles que le jambon cuit).

Cette inflation touchant l'ensemble des viandes explique sans nul doute le recul de consommation observé.

En effet, si sur le long terme on observe une relative stabilité en volume (autour de 2,1 Mtec), la consommation globale de porc estimée par bilan (consommation indigène brute), après deux années de hausse en 2021 et 2022, a connu en 2023 un recul de 3,8 % des volumes (figure 3-3), à un niveau un peu inférieur, même, à celui de l'année 2020, affectée par le Covid-19. Alors qu'en 2022, la hausse de la consommation s'était accompagnée d'une hausse des importations, en 2023 cet effet s'inverse, et le recul de la consommation s'accompagne d'une baisse de 5,2 % des importations.

Les seuls achats des ménages pour leur consommation à domicile, évalués par Kantar Worldpanel, témoignent eux aussi en 2023 d'une décroissance en volume sur le porc : - 0,7 % sur la viande fraîche, - 2,7 % sur les saucisses fraîches à cuire, - 2,4 % sur le jambon et - 0,6 % sur les produits de charcuterie (qui représentent de l'ordre des deux tiers des volumes consommés). Cette baisse se trouve en phase avec celles observées sur les autres viandes de boucherie fraîches (boeuf hors élaborés - 3,9 %, haché de boeuf - 3,3 %), seule la volaille étant en légère progression du fait de la reprise post-influenza aviaire de sa production (+ 1,0 %).

### › Des importations en volume qui se replient en 2023

Tous produits porcins confondus, les volumes importés en France, après s'être fortement accrus en 2021 et 2022 marquent un recul en 2023 (figures 3-3, 3-8, 3-9, 3-11). Ils sont estimés à 605 000 tec (- 5,5 % par rapport à 2022), auxquelles on peut ajouter 78 000 t d'abats. Pour les viandes fraîches et congelées, l'Espagne est restée le principal fournisseur du marché français avec 66 % des volumes importés. Viennent ensuite l'Allemagne (8 %), puis le Royaume-Uni (8 %). En 2023, les opérateurs espagnols ont exporté vers la France 210 000 tec de viandes fraîches et congelées (+ 6,8 %), essentiellement du jambon désossé et de la poitrine, ainsi que 67 000 tec de charcuterie (+ 7,2 %), 5 000 tec de graisses (+ 10,9 %) et 33 000 t d'abats (- 1,1 %).

Les importations en provenance d'Allemagne, deuxième fournisseur de la France, se réduisent pour les viandes (25 000 tec, soit - 19,8 %), en lien probable avec le recul des abattages dans ce pays. Les abats sont également en recul (- 10,2 %). Enfin, les importations de charcuteries et saucisses, en forte croissance en 2022 du fait sans doute d'effets ponctuels de déstockage en lien avec la présence de PPA (peste porcine africaine) sur le territoire allemand, reviennent en 2023 à un niveau inférieur à celui de 2021 (74 000 tec, - 29,7 %).

L'Italie, troisième origine des importations en valeur pour la France, a fourni pour l'essentiel des charcuteries (51 000 tec en 2023, + 4,9 %, dont 8 500 t de jambons), ainsi que des graisses (10 000 tec, - 5,9 %).

La France importe majoritairement des produits à haute valeur ajoutée, des pièces dont la découpe est très avancée à destination des industriels français de la charcuterie, et des produits transformés prêts à être consommés, vendus en GMS (grandes et moyennes surfaces) et en restauration hors foyer (RHF). La valeur totale des importations françaises est estimée à 2,2 milliards d'euros en 2023, en progression sur un an de 17,4 % (figure 3-12).

### › Des volumes exportés en net recul en 2023

Les exportations en volume (hors abats) de la France ont reculé fortement en 2023 (- 40 000 tec, soit une baisse de 8,9 %) et ont avoisiné 618 000 tec, auxquelles on peut ajouter 147 000 t d'abats (figures 3-3, 3-8, 3-9, 3-10).

Pour les viandes fraîches et congelées, les exportations de la France vers les pays tiers ont connu une baisse de 0,9 %. Parmi les volumes exportés, ceux vers la Chine ont reculé de 16,5 %, ce pays important de moins en moins de viande du fait de la hausse de sa production nationale. Dans l'Union européenne, la part de l'Italie, principale destination des viandes de porc françaises, s'est accrue de 6,6 % alors que les parts de l'Espagne, des Pays-Bas et de la Belgique ont reculé respectivement de 2,0 %, 2,9 % et 1,5 %.

Au total, pour les viandes fraîches et congelées, les exportations en volume des opérateurs français ont décru de 6,5 % (- 31 000 tec). Il en a été de même pour les graisses (- 9,8 %, - 3 000 tec) et pour les abats, (- 3,8 %, - 6 000 t). Enfin, les exportations de charcuterie ont reculé (- 7,2 %, - 9 000 tec).

Globalement, le chiffre d'affaires à l'exportation de la France est estimé à 1,9 milliard d'euros en 2023 pour l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), en croissance de 122 millions d'euros (+ 6,8 %) par rapport à l'année 2022 (figures 3-12). Ces chiffres offrent une image incomplète de la réalité des échanges, puisque la forte progression des prix masque la baisse des volumes (- 7,9 %).

### › Un solde de la balance en valeur qui se dégrade significativement en 2023

Sur l'ensemble des produits porcins (y compris les abats), la balance commerciale française se trouve traditionnellement déficitaire en valeur, du fait d'une structure déséquilibrée (exportations de matières brutes, importations de produits transformés ou semi-transformés). En 2020 et 2021, exceptionnellement, ce solde était devenu positif du fait des prix élevés des viandes exportées vers la Chine, puis il était redevenu négatif en 2022. En 2023, cette situation a perduré avec une balance négative en valeur (- 341 M€) mais positive en volume (+ 82 000 tec) (figures 3-8, 3-12). Comme mentionné plus haut, les exportations ont progressé en valeur de 6,8 %, mais ont reculé de 7,9 % en volume. Quant aux importations, elles ont progressé de 17,4 % en valeur et reculé de 5,2 % en volume. Au-delà d'une balance négative en valeur, l'évolution est surtout inquiétante en volume, avec un solde positif qui ne cesse de se réduire (- 25,7%), et un taux d'auto-provisionnement devenu depuis 2022 à peine supérieur à 100 : 101,2 % en 2022, 100,7 % en 2023 (figures 3-3, 3-6).

### › Après une croissance considérable en 2022, le prix de l'aliment s'est replié en 2023

En 2022, le déclenchement de la guerre russo-ukrainienne avait conduit à une hausse considérable des prix des céréales et des oléoprotéagineux, donc à des prix élevés de l'aliment pour bétail. L'Ukraine et la Russie représentent en effet ensemble de l'ordre de 30 % des exportations mondiales de blé et de tournesol, et de l'ordre de 20 % de celles de maïs. Malgré la poursuite du conflit, 2023 a connu cependant une certaine détente des marchés, les volumes produits par l'Ukraine parvenant globalement à être exportés, même après la fin du « corridor céréalier » mis en place dans un premier temps en mer Noire pour sécuriser ces flux.

Le prix de l'aliment en France, calculé par l'Ifip selon une formule "porc en croissance", qui avait atteint 395 euros / tonne à la fin de 2022 est ainsi repassé à 337 euros / tonne en décembre 2023 (en baisse de 15 %). Il reste néanmoins à des niveaux bien supérieurs à ceux de 2019-2020 (autour de 250 € / tonne) (figure 3-14).

Les conditions météorologiques ont aussi joué favorablement sur cette évolution avec de bonnes récoltes en Amérique du Sud (en particulier au Brésil) pour le soja et le maïs, aux États-Unis pour le maïs, et en Europe pour le maïs et le blé. Les bonnes récoltes de maïs en Chine ont par ailleurs limité la demande à l'import de ce pays, contribuant ainsi au recul du prix des céréales.

Une moindre demande d'aliments en 2023, du fait du tassement du cheptel porcin en Europe, et une reprise assez progressive des peuplements avicoles après l'épizootie d'influenza aviaire, ont très probablement aussi joué dans le sens d'une détente sur les marchés.

## › Le prix du porc a atteint un niveau record au printemps 2023

En 2023, les cotations du porc (carcasse classe S) ont atteint les niveaux exceptionnels de 2,54 €/kg par kilo en avril, et 2,51 €/kg en juillet. À partir du mois d'août, les prix se sont repliés (figure 3-13). Ce reflux saisonnier observé traditionnellement à l'automne conduit à une stabilisation à 1,97 €/kg en décembre, ce qui constitue un niveau encore élevé.

2023 se distingue surtout par un changement de fond dans les causes de la formation du prix. En effet antérieurement, c'est d'abord la demande qui influait sur les cotations, et pour l'essentiel la demande à l'export, avec en particulier des hausses de prix lorsque les exportations vers la Chine étaient massives (comme en 2020-2021), et des baisses lorsqu'elles fléchissaient. En 2023 par contre, la demande sur le marché intérieur est assez atone, et les exportations refluent. La hausse des prix est clairement motivée par le recul de l'offre, avec une baisse des abattages touchant aussi bien la France (- 4,1 % par rapport à 2022) que l'Union européenne (- 7,6 %).

Comme c'est usuellement le cas, la cotation française évolue en phase avec les cotations espagnole et allemande, mais à un niveau inférieur en moyenne de 6 à 10 centimes du kilo. Le porc français est donc en principe plus compétitif, mais Espagnols et Allemands bénéficient d'outils d'abattage découpe performants permettant d'alimenter les marchés en pièces très travaillées, ce qui leur assure un avantage à l'export.

En 2023, compte tenu du recul des coûts de production (aliment en particulier), les élevages ont été en mesure de rétablir leur rentabilité et de la maintenir sur l'ensemble de l'année. La situation est en revanche plus difficile pour l'aval de la filière. La baisse des volumes abattus entraîne des surcapacités dans les outils d'abattage, d'où la fermeture de certains d'entre eux (à ce stade trois outils importants sont en cours d'arrêt). Les entreprises de transformation sont aussi dans une phase compliquée avec un prix de la matière première élevé et des difficultés à répercuter leurs coûts de production dans les prix, en période d'inflation.

Pour ce qui concerne les prix moyens des pièces, ils ont globalement été en hausse en 2023. La longe a progressé de 18,8 % par rapport à 2022 (source RNM - FranceAgriMer). Pour les pièces destinées à la transformation, les indices publiés par FranceAgriMer témoignent d'une hausse des prix du jambon sans mouille origine France (+ 18,8 %) et de l'épaule 4D origine France (+ 22,2 %), ainsi que d'une progression plus forte des prix à l'import que des prix français : + 26,6 % contre + 13,2 % pour le jambon 4D et + 15,0 % contre + 31,2 % pour le jambon 5D.

## › Perspectives 2024

Selon les analyses de la Banque de France, 2024 devrait être marqué en France par une sortie progressive et sans récession de l'inflation, celle-ci passant en moyenne annuelle de 5,7 % en 2023 à 2,5 % en 2024, avec en particulier un fort ralentissement des prix de production agroalimentaire.

Pour ce qui concerne spécifiquement le porc, le cheptel porcin français devrait poursuivre en 2024 son recul progressif. Compte tenu de cette tendance, et de gains de productivité réduits, un nouveau reflux de la production française paraît très probable. Cette restriction de l'offre, aussi bien en France qu'en UE, jouera probablement en faveur d'une certaine résistance des prix.

En tout état de cause, la Chine, qui a longtemps été l'élément moteur des prix sur le marché du porc, ne paraît plus en mesure de jouer ce rôle en 2024. La production chinoise s'est en effet développée, menant à une réduction croissante des importations du pays. De plus, l'Espagne, le Brésil et les États-Unis (ces deux derniers avec des prix extrêmement compétitifs) sont bien installés sur ce débouché très concurrentiel.

De toute façon, les capacités d'exportation de la France tendent à se restreindre en proportion de la réduction de la production. La consommation nationale est d'ailleurs vue traditionnellement comme le débouché naturel de la production française et l'exportation n'est souvent envisagée que pour le dégagement des surplus. Même dans des conditions favorables, les quantités exportées tendent très vite à "plafonner", comme on l'a vu en 2020-2021, des substitutions s'opérant simplement entre pays destinataires.

Début 2024, la disponibilité importante en céréales et tourteaux de soja permet d'envisager une poursuite de la détente sur le marché de l'aliment. Des aléas climatiques pourraient néanmoins compromettre ces attentes. En effet le phénomène El Niño, envisagé d'abord comme d'une force moyenne, devrait se poursuivre avec une amplitude significative au moins jusqu'au printemps 2024. Ce phénomène pourrait entraîner des sécheresses au Brésil et aux États-Unis, et en revanche des conditions plus humides en Argentine et en Asie. Dans le cadre du conflit russo-ukrainien, un incident touchant les transports en Mer Noire est aussi toujours possible, ce qui affecterait là aussi le marché des matières premières destinées à l'aliment.

En tout état de cause, le recul de la production porcine va poursuivre sa pression sur le secteur de l'abattage/découpe, avec de possibles nouvelles restructurations d'outils. Les prix de la viande de porc, s'ils restent soutenus, risquent par ailleurs de continuer à peser sur le secteur de la transformation.

Une inconnue de taille, enfin, reste la question de l'extension de la PPA (peste porcine africaine) en Europe. Cette maladie, qui ne présente aucun risque pour la santé humaine, entraîne quasi systématiquement une suspension de la capacité d'exporter vers les pays tiers. En Allemagne, après avoir touché l'Est du pays en 2020, elle s'est manifestée dans la faune sauvage non loin de la frontière française en mai 2022. Elle a par ailleurs atteint l'Italie en 2022, s'approchant ainsi de plus en plus des frontières de la France. En 2023, un nouveau pays touché est la Suède.

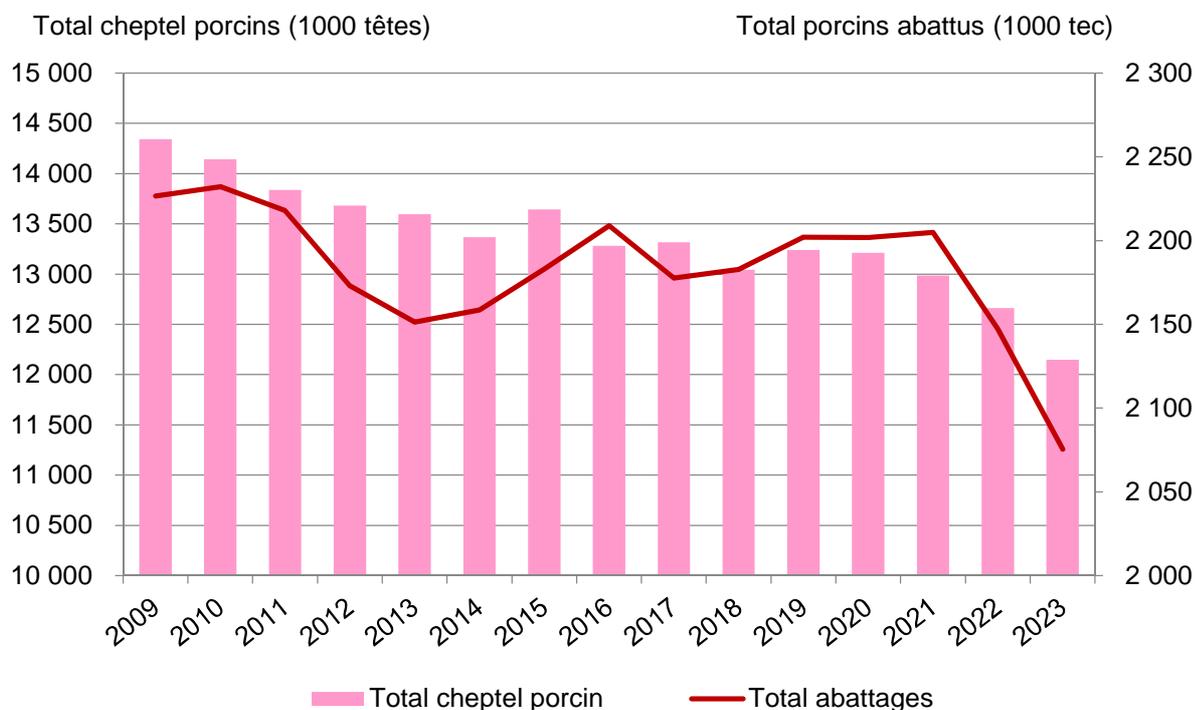
Les mesures de biosécurité s'avèrent donc de plus en plus impérieuses. À un premier plan de prévention contre la peste porcine africaine présenté en 2022 par le ministère de l'Agriculture va ainsi succéder en 2024 une nouvelle version de ce plan, renforçant en particulier les audits de biosécurité dans les élevages.

### 3-1 Cheptel France (enquête de mai-juin)

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Total cheptel porcin	13 240	13 211	12 987	12 660	12 146	-4,1 %
dont truies	955	943	931	907	878	-3,2 %

Source : FranceAgriMer d'après SSP

### 3-2 Évolution du cheptel porcin français (enquête de mai-juin) comparée à celle des abattages



Source : FranceAgriMer d'après SSP

### 3-3 Bilan du secteur porc (hors abats)

	2022		2023		% 23/22	
	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec	1 000 têtes	1 000 tec
<b>Production indigène brute</b>	<b>23 347,7</b>	<b>2 187,7</b>	<b>22 132,3</b>	<b>2 091,8</b>	<b>-5,2</b>	<b>-4,4</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
<b>Animaux vivants</b>						
Exportations	395,1	35,1	280,8	28,7	-28,9	-18,1
<i>dont animaux de boucherie*</i>	367,0	34,2	253,7	26,9	-30,9	-21,4
Importations	195,4	3,2	112,5	2,5	-42,4	-21,3
<i>dont animaux de boucherie*</i>	2,3	0,1	0,2	0,0	-90,9	-85,1
<b>SOLDE</b>	<b>+199,7</b>	<b>+31,9</b>	<b>+168,2</b>	<b>+26,2</b>		
<i>dont animaux de boucherie*</i>	<b>+364,6</b>	<b>+34,1</b>	<b>+253,5</b>	<b>+26,9</b>		
<b>Abattages contrôlés</b>	<b>22 983,1</b>	<b>2 153,6</b>	<b>21 878,8</b>	<b>2 064,9</b>	<b>-4,8</b>	<b>-4,1</b>
<b>Commerce extérieur</b>						
<b>Viandes fraîches et congelées</b>						
Exportations		480,4		449,1		-6,5
Importations		326,0		315,8		-3,1
<b>SOLDE</b>		<b>+154,4</b>		<b>+133,4</b>		
<b>Charcuterie</b>						
Exportations		115,1		106,8		-7,2
Importations		273,5		252,9		-7,5
<b>SOLDE</b>		<b>-158,4</b>		<b>-146,1</b>		
<b>Graisses</b>						
Exportations		37,3		33,7		-9,8
Importations		37,9		34,0		-10,3
<b>SOLDE</b>		<b>-0,6</b>		<b>-0,3</b>		
Variation de stock (stockage privé)		0,0		0,0		
<b>Consommation indigène brute</b>		<b>2 161,1</b>		<b>2 077,9</b>		<b>-3,8</b>
Auto-approvisionnement %		101,2		100,7		

\* Porcs d'un poids égal ou supérieur à 50 kg (hors reproducteurs)

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

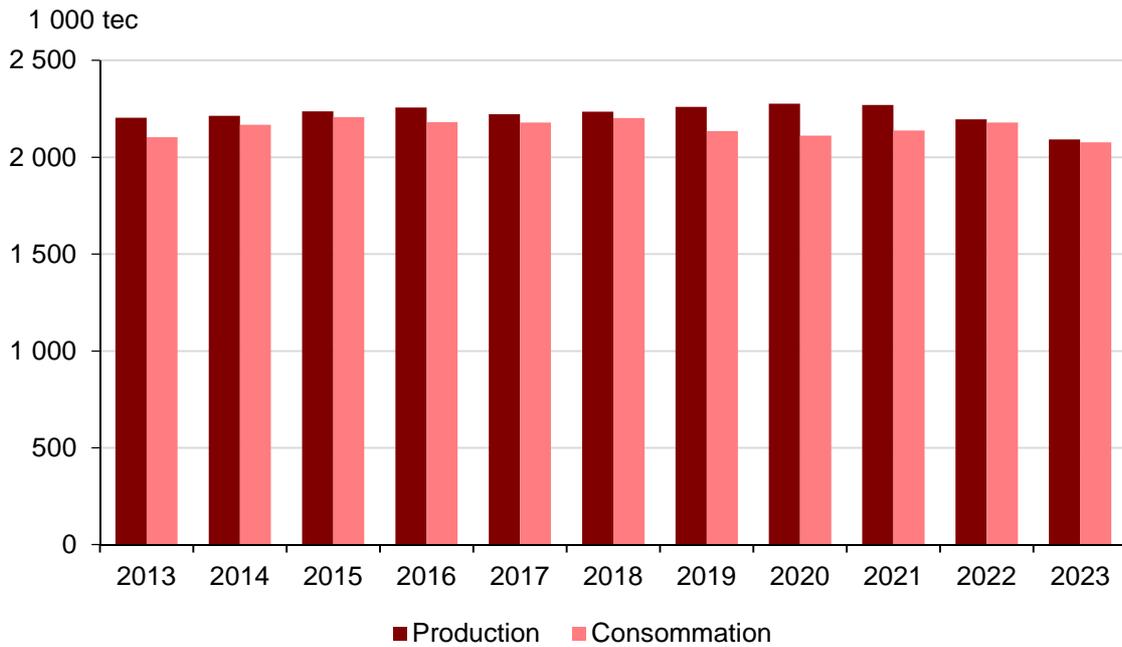
### 3-4 Prévisions 2024

1 000 tec	2023	2024*	% 24*/23
Production	2 092	2 050	-2
Importations	605	595	-2
Exportations	618	611	-1
Consommation	2 078	2 033	-2

\*Prévisions

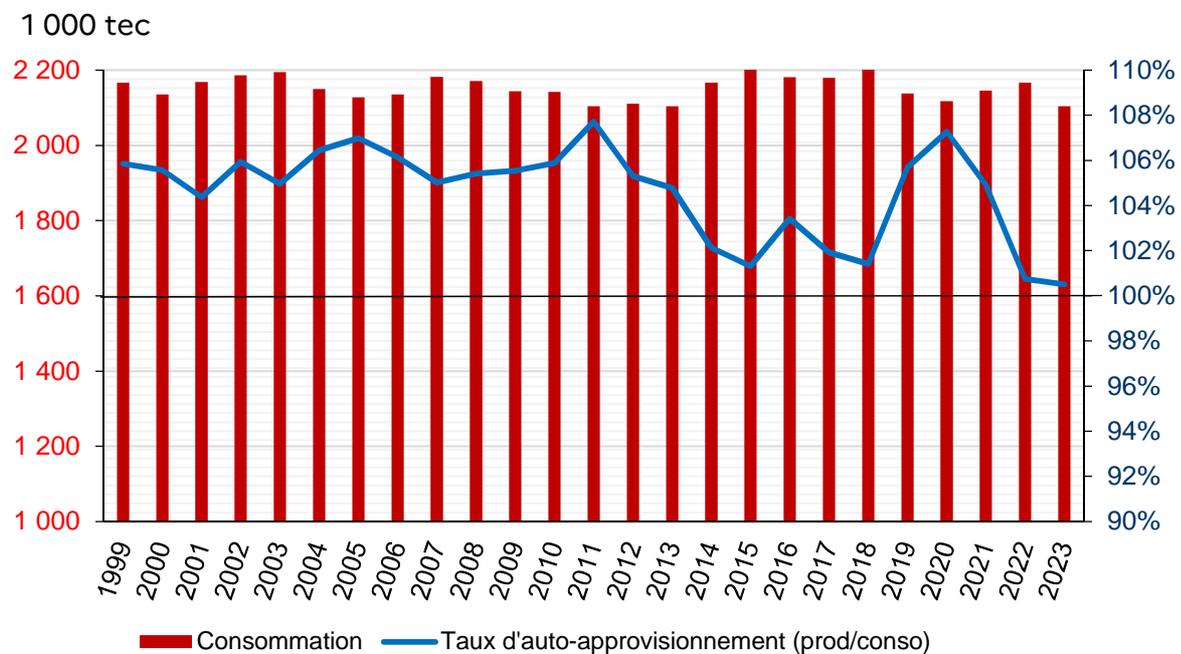
Source : FranceAgriMer

### 3-5 Évolution de la production indigène et de la consommation indigène



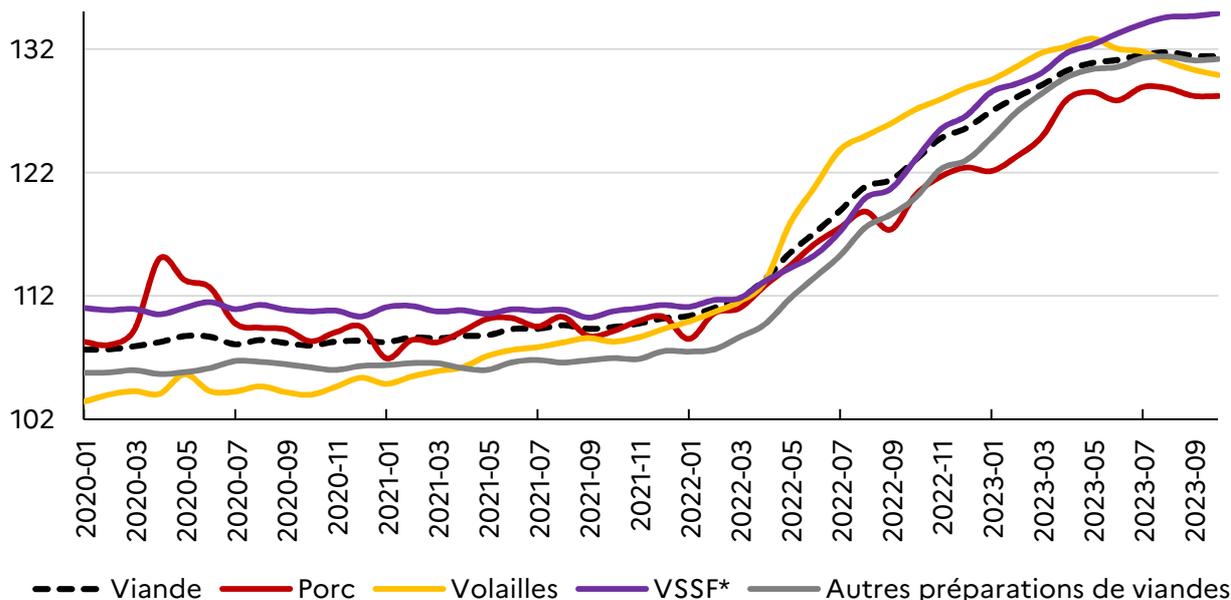
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

### 3-6 Consommation indigène annuelle (consommation totale calculée par bilan) et taux d'auto-alimentation



Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

### 3-7 Indices des prix à la consommation harmonisé - base 2015



\* Viandes séchées, salées ou fumées

Source : FranceAgriMer d'après Insee

### 3-8 Commerce extérieur en volume du secteur porcin (y compris les abats)

1 000 tec (1 000 t pour les abats)	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations</b>	<b>846,0</b>	<b>856,7</b>	<b>878,8</b>	<b>830,6</b>	<b>764,7</b>	<b>-7,9</b>
<b>(Exportations hors abats)</b>	<b>710,4</b>	<b>716,8</b>	<b>723,4</b>	<b>678,5</b>	<b>618,3</b>	<b>-8,9</b>
Porcs vivants (tous porcs)	63,8	76,6	52,4	45,6	28,7	-37,0
Viandes fraîches et congelées	500,3	495,3	511,0	480,4	449,1	-6,5
Carcasses	83,1	79,1	80,9	84,6	77,3	-8,6
Pièces	417,2	416,1	430,1	395,9	375,6	-5,1
Charcuterie	98,9	104,0	107,7	115,1	106,8	-7,2
Abats	135,6	139,9	155,4	152,2	146,4	-3,8
Graisses	47,5	47,7	52,3	37,3	33,7	-9,8
<b>Importations</b>	<b>641,4</b>	<b>617,9</b>	<b>682,0</b>	<b>720,7</b>	<b>682,9</b>	<b>-5,2</b>
<b>(Importations hors abats)</b>	<b>578,8</b>	<b>550,7</b>	<b>607,5</b>	<b>640,5</b>	<b>605,1</b>	<b>-5,5</b>
Porcs vivants (tous porcs)	3,1	2,5	3,0	3,1	2,5	-20,7
Viandes fraîches et congelées	322,5	304,6	319,8	326,0	315,8	-3,1
Carcasses	1,6	1,4	16,2	19,0	17,2	-9,8
Pièces	320,9	303,2	303,6	306,7	298,6	-2,6
Charcuterie	217,7	217,4	247,6	273,5	252,9	-7,5
Abats	62,6	67,3	74,5	80,2	77,8	-3,0
Graisses	35,5	34,7	37,1	37,9	34,0	-10,3
<b>SOLDE</b>	<b>+204,6</b>	<b>+238,8</b>	<b>+196,8</b>	<b>+109,9</b>	<b>+81,7</b>	<b>-25,7</b>
<b>(Solde hors abats)</b>	<b>+131,6</b>	<b>+166,1</b>	<b>+115,8</b>	<b>+37,9</b>	<b>+13,2</b>	
Porcs vivants	+60,7	+79,6	+49,5	+42,5	+26,2	
Viandes fraîches et congelées	+177,8	+192,3	+191,1	+154,4	+133,4	
Carcasses	+81,5	+83,7	+64,7	+65,5	+60,1	
Pièces	+96,3	+108,4	+126,5	+89,2	+77,0	
Charcuterie	-118,8	-111,3	-139,9	-158,4	-146,1	
Abats	+73,0	+64,5	+80,9	+72,0	+68,5	
Graisses	+12,0	+13,6	+15,1	-0,6	-0,3	

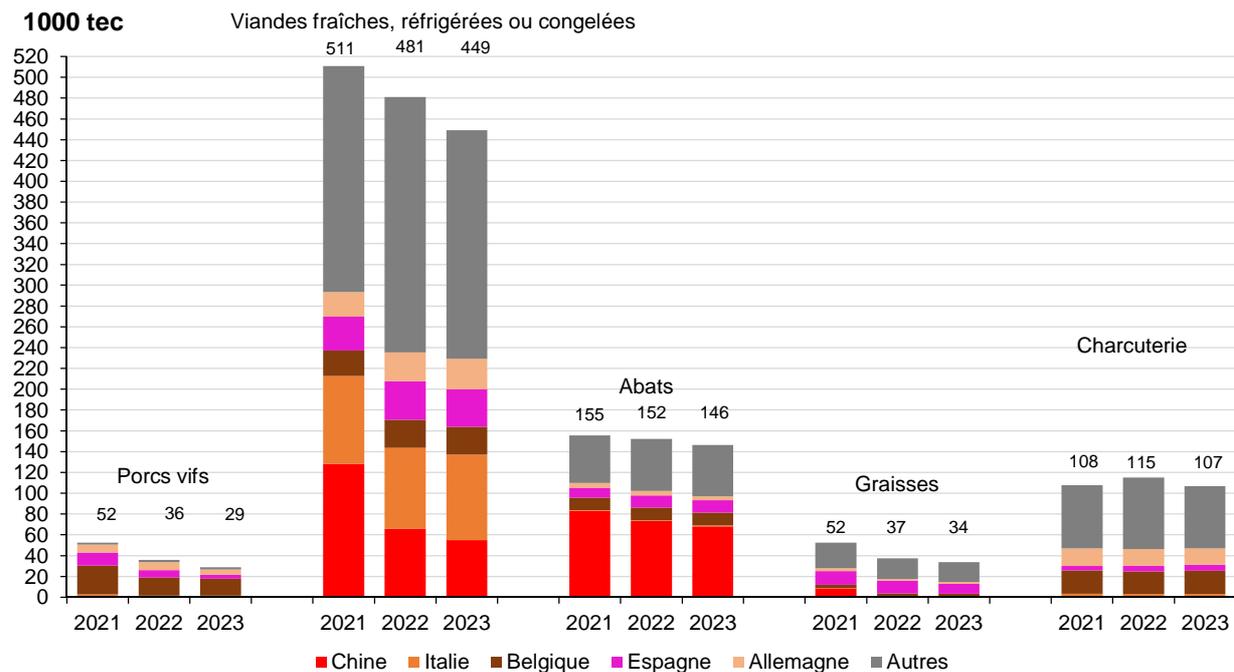
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 3-9 Commerce extérieur de viandes fraîches et congelées en volume

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations totales</b>	<b>500,3</b>	<b>495,3</b>	<b>511,0</b>	<b>480,4</b>	<b>449,1</b>	<b>-6,5</b>
Union européenne à 28	344,9	314,3				
Union européenne à 27	314,4	287,4	295,1	322,2	292,4	-9,2
<i>Italie</i>	102,6	94,8	84,5	77,1	82,2	6,6
<i>Royaume-Uni</i>	30,5	26,9				
<i>Grèce</i>	22,8	19,6	17,6	18,2	17,1	-6,1
<i>Belgique</i>	22,4	21,4	24,4	27,0	26,6	-1,5
<i>Espagne</i>	24,2	23,5	32,8	37,0	36,3	-2,0
<i>Pays-Bas</i>	25,2	26,7	22,1	21,0	20,4	-2,9
<i>Allemagne</i>	15,9	13,1	23,5	27,6	29,1	5,6
<i>Bulgarie</i>	17,6	16,3	16,2	18,3	14,8	-19,4
<i>Danemark</i>	4,7	5,6	7,9	10,2	9,5	-6,4
Pays tiers	155,4	181,0	215,9	158,3	156,8	-0,9
<i>Chine</i>	95,8	130,7	128,2	65,9	55,0	-16,5
<i>Hong Kong</i>	3,4	3,5	2,9	1,6	1,1	-31,6
<i>Royaume-Uni</i>			21,1	23,2	27,2	17,1
<i>Japon</i>	17,8	16,7	17,2	19,3	17,0	-11,8
<i>Philippines</i>	17,9	13,3	23,7	25,5	19,6	-23,2
<i>Corée du Sud</i>	4,8	4,8	9,8	8,2	7,9	-3,3
<b>Importations totales</b>	<b>322,5</b>	<b>304,6</b>	<b>319,8</b>	<b>325,8</b>	<b>315,8</b>	<b>-3,1</b>
Union européenne à 28	322,3	303,5				
Union européenne à 27	317,3	296,5	297,7	285,0	290,0	1,8
<i>Espagne</i>	230,1	218,4	203,4	196,4	209,7	6,8
<i>Allemagne</i>	34,6	37,8	40,6	31,0	24,9	-19,8
<i>Danemark</i>	10,8	8,0	13,5	20,8	20,5	-1,6
<i>Belgique</i>	18,8	19,0	19,7	16,9	13,8	-18,4
<i>Pays-Bas</i>	8,0	6,6	5,5	4,3	5,3	23,8
<i>Royaume-Uni</i>	2,9	3,0				
Pays tiers	0,2	1,1	22,1	40,6	25,7	-36,7
<i>Royaume-Uni</i>			22,0	38,8	23,8	-38,8
<b>SOLDE</b>	<b>+177,8</b>	<b>+192,3</b>	<b>+191,1</b>	<b>+154,6</b>	<b>+133,4</b>	

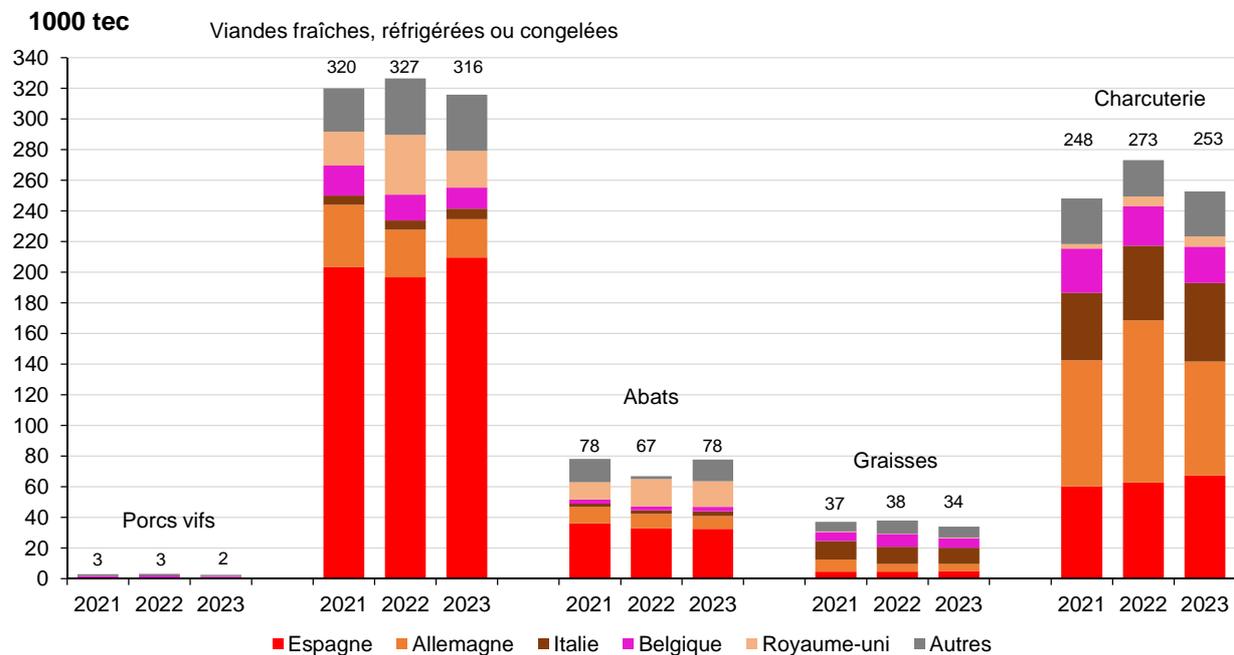
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 3-10 Répartition des exportations françaises de porc en volume par pays



Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 3-11 Répartition des importations françaises de porc en volume par pays



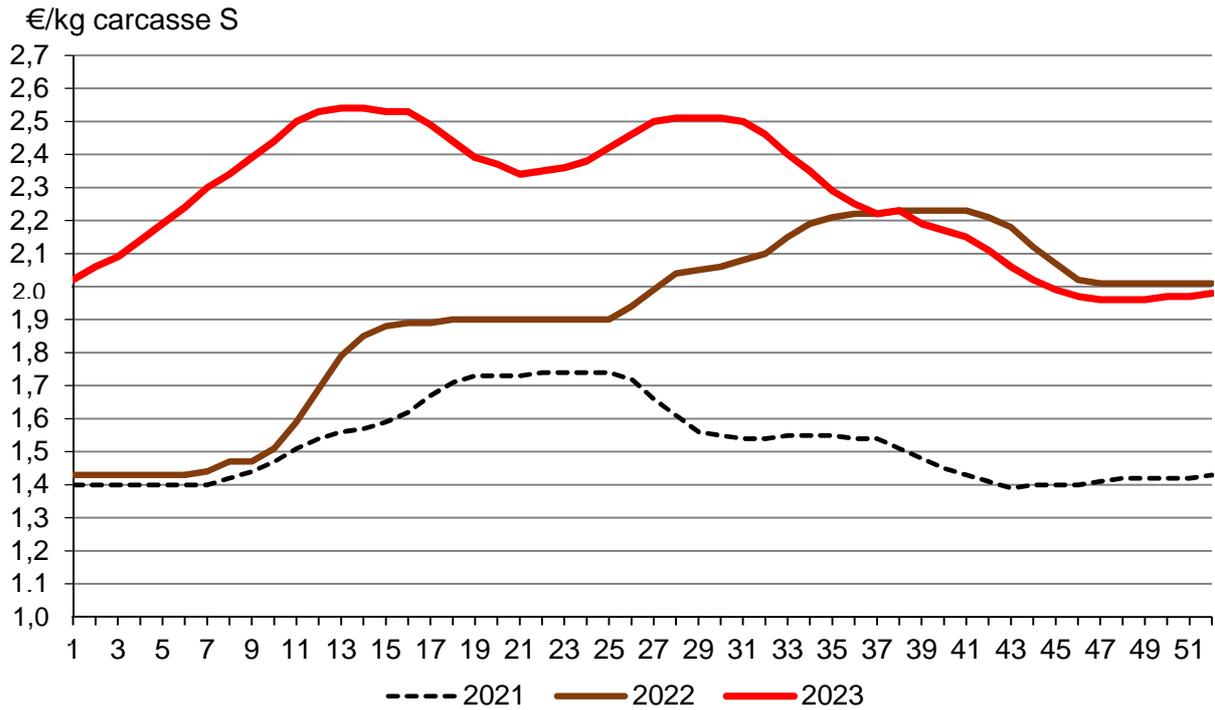
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 3-12 Commerce extérieur de la France en valeur dans le secteur porcin

Millions d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations</b>	<b>1 656,9</b>	<b>1 768,7</b>	<b>1 690,2</b>	<b>1 777,7</b>	<b>1 899,5</b>	<b>6,8</b>
<b>(Exportations hors abats)</b>	<b>1 474,8</b>	<b>1 562,9</b>	<b>1 459,3</b>	<b>1 506,1</b>	<b>1 650,7</b>	<b>9,6</b>
Porcs vivants (tous porcs)	114,1	150,1	96,1	74,4	78,5	5,6
dont reproducteurs	10,1	25,4	16,9	10,9	15,8	45,4
Viandes fraîches et congelées	1 004,2	1 022,5	953,8	990,3	1 093,0	10,4
Charcuterie	314,2	346,6	358,8	395,9	436,7	10,3
Abats	182,1	205,8	230,9	271,7	248,8	-8,4
Graisses	42,2	43,8	50,6	45,6	42,5	-6,7
<b>Importations</b>	<b>1 709,6</b>	<b>1 713,4</b>	<b>1 678,3</b>	<b>1 909,1</b>	<b>2 240,7</b>	<b>17,4</b>
<b>(Importations hors abats)</b>	<b>1 662,8</b>	<b>1 656,9</b>	<b>1 624,2</b>	<b>1 832,2</b>	<b>2 143,9</b>	<b>17,0</b>
Porcs vivants (tous porcs)	10,0	7,6	7,6	8,4	12,0	43,3
dont reproducteurs	2,9	2,1	2,1	1,5	1,3	-13,4
Viandes fraîches et congelées	764,0	739,4	664,4	755,9	921,5	21,9
Charcuterie	854,9	878,7	915,7	1 019,0	1 166,7	14,5
Abats	46,7	56,5	54,1	76,8	96,8	26,0
Graisses	33,9	31,2	36,5	48,9	43,7	-10,7
<b>SOLDE</b>	<b>-52,7</b>	<b>+55,3</b>	<b>+11,9</b>	<b>-131,3</b>	<b>-341,3</b>	<b>159,8</b>
<b>(Solde hors abats)</b>	<b>-188,0</b>	<b>-93,9</b>	<b>-164,9</b>	<b>-326,2</b>	<b>-493,3</b>	<b>51,2</b>
Porcs vivants	+104,1	+142,5	+88,5	+66,0	+66,5	
dont reproducteurs	+7,2	+23,3	+14,8	+9,4	+14,5	
Viandes fraîches et congelées	+240,2	+283,1	+289,4	+234,4	+171,4	
Charcuterie	-540,7	-532,0	-556,9	-623,2	-730,0	
Abats	+135,4	+149,3	+176,8	+194,8	+152,0	
Graisses	+8,3	+12,5	+14,1	-3,4	-1,2	

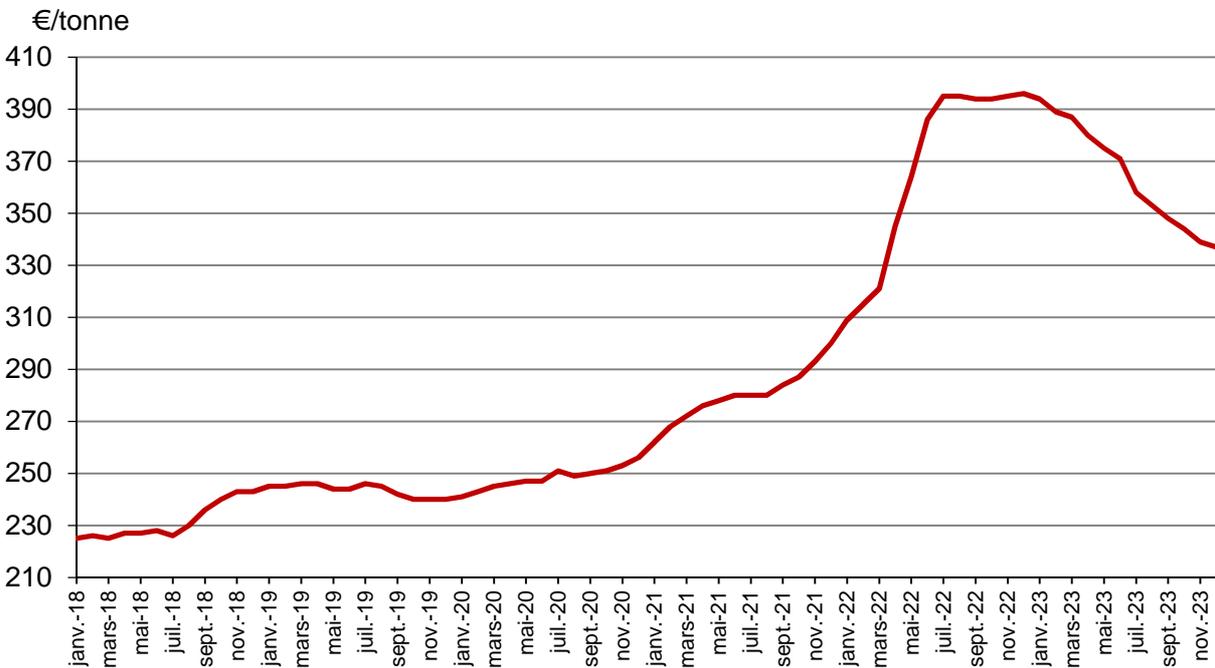
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 3-13 Prix du porc charcutier classe S



Source : FranceAgriMer

### 3-14 Prix de l'aliment selon la formule Ifip



Source : FranceAgriMer d'après Institut du Porc Ifip



# Le marché du porc dans l'Union européenne

## › Une baisse de la production européenne qui se confirme en 2023

Sur le périmètre de l'UE (27), le mouvement de recul du cheptel de truies observé en 2021 et 2022 s'est confirmé en 2023 (- 2,6 % par rapport à 2022) (figure 3-16). À l'exception de l'Espagne, en faible croissance (+ 1,9 %), les principaux pays producteurs ont poursuivi leur baisse entamée en 2022, et dès 2021 pour l'Europe du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Pologne).

En 2022, les hausses des coûts de production (aliment, énergie), avaient poussé les élevages les moins performants à sortir du marché. En 2023, les coûts ont connu une certaine détente, mais de nouvelles contraintes s'imposent de plus en plus aux éleveurs européens. D'une part des critiques émises par différentes franges de l'opinion s'en prennent de façon croissante à l'élevage, accusé d'avoir des impacts négatifs sur l'environnement, et de ne pas respecter le bien-être animal. D'autre part la réglementation européenne est en constante évolution et entraîne une incertitude pour les éleveurs sur les contraintes à venir et les investissements qui devront être réalisés en conséquence. À titre d'exemples on peut citer les évolutions réglementaires envisagées en matière de bien-être animal (surface des cases, contention des truies...) ainsi que la révision en cours de la « directive IED » sur les émissions industrielles, qui envisage un abaissement du seuil à partir duquel les élevages de porcs devraient réaliser des travaux de mises aux normes.

Le cheptel total des porcins de l'UE suit ainsi un mouvement de décapitalisation similaire à celui observé pour les truies (- 3,2 %) avec de forts reculs en Allemagne, Danemark et Belgique (figure 3-15).

En 2022, les abattages en volume dans l'UE avaient marqué un net repli (- 5,1 % en têtes). Ce mouvement s'est renforcé en 2023 (- 7,5 % en têtes) (figures 3-17, 3-18). Une hausse du poids moyen des carcasses de 93,2 à 93,9 kg a quelque peu limité la baisse des abattages en volume (- 6,6 %). En Espagne, l'évolution est similaire avec un recul de 7,1 % en têtes et 5,3 % en volume, le poids moyen des carcasses passant de 89,4 à 91,5 kg. Cette dégradation qui va à l'encontre de l'accroissement du cheptel s'explique en particulier par des problèmes sanitaires (voir ci-après).

Ce recul des volumes abattus s'est accompagné de restructurations des outils d'abattage du fait des surcapacités existantes. Pour prendre les deux principaux pays producteurs, en Espagne, deux abattoirs ont cessé leur activité ; en Allemagne le groupe néerlandais Vion s'est fortement désengagé du secteur de l'abattage et le groupe Tonnies a restructuré son activité.

Le recul général des volumes abattus est lié pour partie à l'extension de la peste porcine africaine (PPA) en Europe centrale et en Europe du Nord. En Europe centrale, l'épizootie tend à s'étendre toujours plus, touchant ainsi pour la première fois la Croatie en 2023. En Europe du Nord, la PPA est présente depuis 2020 dans la faune sauvage de l'Est de l'Allemagne, y touchant même un élevage en 2023 (figure 3-18), avec le risque toujours possible d'une extension au reste du pays. Cette situation a eu un impact direct sur les pays non touchés par la PPA voisins de l'Allemagne. L'épizootie a en effet rendu obsolète le modèle porcin préexistant en Europe du Nord, fondé sur l'envoi de porcelets du Danemark et des Pays-Bas, pour engraissement, vers l'Allemagne ainsi que vers la Pologne. En conséquence, Danemark et Pays-Bas ont connu en 2023 une baisse considérable des volumes abattus (respectivement - 18,5 % et - 14,3 %).

Dans l'extension de la PPA en Europe, les déplacements d'animaux ne sont pas seuls en cause. Des zones a priori éloignées des régions touchées peuvent elles-mêmes être affectées du fait du déplacement de personnes qui ne respectent pas les règles de biosécurité. L'abandon dans la

nature d'aliments contaminés, puis leur consommation par des sangliers, est ainsi probablement à l'origine des foyers apparus en Italie en 2022, et en Suède en août 2023.

Premier pays producteur européen, l'Espagne, qui jouit pour sa production porcine de différents avantages comparatifs (coût de la main-d'œuvre, espace disponible pour développer de grandes unités d'élevage...), a connu elle aussi depuis plusieurs années des défis en matière de biosécurité. Le SDRP (syndrome dysgénésique respiratoire du porc) continue à affecter la productivité des élevages, avec des pertes significatives en porcelets, si bien que depuis deux ans, la production espagnole marque le pas (- 5,3 % en volume en 2023). Par ailleurs, d'autres contraintes liées aux pressions sociétales dans le domaine environnemental, à un approvisionnement en eau plus limité... risquent de freiner de plus en plus la croissance de l'Espagne dans les années à venir.

### › Les exportations ont connu un net reflux vers les pays tiers

Après des niveaux records d'exportation en 2020 (UE 27 : 5,4 millions de tec) et 2021 (5,2 millions de tec) liés à la forte demande chinoise, le fléchissement de celle-ci a conduit à une réduction considérable des exportations en volume de produits porcins de l'UE vers les pays tiers (4,3 millions de tec en 2022, 4 millions de tec en 2023) (figures 3-17, 3-20, 3-22). Comme on le verra plus loin, le commerce intra-UE n'a pas compensé ce recul, mais cette baisse des exportations a été en phase avec la décroissance de la production européenne (- 1,3 million de tec en 2022 et - 1,5 million de tec en 2023), ce qui a écarté le risque de saturation du marché UE par des volumes n'ayant pu être affectés à l'export (Chine, Japon, Corée du Sud, Philippines...).

Malgré la baisse des envois, la Chine reste toujours, pour l'ensemble des produits porcins, la première destination des exportations de l'Union européenne. Cette dernière est restée par ailleurs le premier fournisseur en volume de la Chine. Avec de l'ordre de 48 % des importations chinoises sur la viande de porc et 52 % sur les abats, l'UE a devancé les États-Unis et le Brésil. Par contre, alors qu'en 2022 elle était le premier fournisseur du Japon avec 35 % des volumes importés, elle passe au deuxième rang en 2023 (28 % des importations, derrière les États-Unis).

Ces différentes évolutions ont pris place dans le contexte d'un marché des taux de changes assez stable pour la zone euro. En effet, au cours de l'année 2023, l'euro est passé de 1,07 dollar en janvier à 1,12 dollar en juillet, pour revenir à 1,09 dollar en décembre. Il en a été de même, quoique de manière moins accentuée, pour le dollar canadien. Le réal brésilien a connu en revanche une relative dévalorisation. Cette situation a sans doute amené une certaine érosion de la compétitivité de l'offre européenne à destination des pays tiers.

À 3,6 millions de tec, auxquels on peut ajouter 1,1 million de tonnes d'abats, les exportations européennes en volume ont ainsi été en recul de l'ordre de 19 % en 2023, revenant approximativement à leur niveau de 2018, avant l'impact de la PPA en Chine. En valeur en revanche, du fait de la hausse des prix, les exportations n'ont reculé que de 6,7 % par rapport à 2022.

### › Les importations européennes de viande porcine depuis les pays tiers ont été limitées

Avec un volume de l'ordre de 155 000 t (tous produits y compris les abats), les importations de l'Union européenne en 2023 ont représenté une part négligeable de la consommation intra-UE (de l'ordre de 0,9 %) (figure 3-17). Après le Brexit, le Royaume-Uni est devenu le premier fournisseur de l'UE avec 69,6 % des volumes importés. Suivent la Suisse (14,8 %), le Chili (5,9 %), la Norvège

(2,9 %)… Les contingents d'importation à droits nuls octroyés à l'Ukraine ont été très peu utilisés (225 t en 2023).

### › Le commerce intra-UE de viande a décliné en volume en 2023

En 2022, les échanges internes de viande porcine fraîche, réfrigérée ou congelée avaient légèrement progressé, sous l'effet d'un transfert vers le marché européen de volumes ne trouvant pas preneur à l'export vers les pays tiers. En 2023, comme les volumes produits continuaient à diminuer, les échanges intra-UE se sont réduits en conséquence pour se fixer à 4,3 millions de tonnes (- 14,7 %, - 748 000 t par rapport à 2022) (figure 3-21).

Les parts de marché intra-UE des principaux exportateurs ont été assez proches de leur niveau de 2022, même si l'Espagne s'impose de plus en plus sur ce marché. L'Allemagne est restée le premier opérateur avec 1,1 million de tonnes, soit 25,6 % des volumes, suivie de très près par l'Espagne (1,1 million de tonnes soit 25,4 % des volumes). Viennent ensuite les Pays-Bas (0,6 million de tonnes soit 14,8 %), la Belgique (0,5 million de tonnes soit 12,2 %), le Danemark (0,5 million de tonnes soit 11,0 % des volumes). Les parts de la France (6,8 % des volumes) et de la Pologne (5,0 %) ont été à un niveau nettement moindre.

Les principaux pays importateurs intra-UE (27) sont restés en parts de marché à un niveau proche de celui de 2020 : l'Italie a été le premier importateur européen de viande porcine avec 22,7 % des volumes échangés dans l'UE, devant la Pologne (15,2 %) et l'Allemagne (14,4 %). Leader sur les exportations et troisième importateur européen, l'Allemagne, malgré son recul, a conservé une place très importante sur le marché du porc en Europe (figures 3-23, 3-24).

### › La consommation européenne estimée par bilan s'est réduite

En 2023, la tendance à la décroissance de la consommation de produits porcins observée en 2021 et 2022 s'est poursuivie (figure 3-19). La consommation européenne s'est tassée à 17,2 millions de tec contre 17,8 millions de tec en 2022 (- 3,7 %). En rapportant ce volume à la population européenne, la consommation par habitant et par an apparaît nettement en baisse (38,3 kgec/habitant en 2023 contre 39,9 kgec/habitant en 2022, soit - 4,0 %). On peut noter que sur la même période, l'IPCH (indice des prix à la consommation harmonisé) en UE a progressé de 11,7 % pour la viande de porc et 11,3 % pour les salaisons, cet effet inflationniste ayant sans doute contribué pour partie au recul de la consommation. Cependant il paraît difficile d'établir une corrélation précise entre évolution des IPCH et variation de la consommation. En Espagne, Allemagne et Danemark, des variations de l'IPCH porc de respectivement + 15,1 %, + 7,0 % et + 2,4 % s'accompagnent de reculs de la consommation de respectivement - 3,9 %, - 3,0 % et - 28,9 %.

Depuis une quinzaine d'années, la consommation européenne par habitant estimée par bilan fluctuait autour de 40 kgec, avec sans doute une tendance à l'érosion mais à un rythme très faible. Ce recul semble désormais s'affirmer, les hausses de prix renforçant les évolutions sociétales tendant à une moindre consommation de viande. Cependant, compte tenu du recul de la production, cette évolution ne semble pas devoir pénaliser dans les prochaines années l'équilibre offre-demande en Europe.

### › En 2023, les cours du porc ont été en forte progression

Après avoir fortement progressé en mars - avril 2022, puis s'être ensuite stabilisés autour de 2,05 euros par kilo de carcasse, les cours européens moyens du porc (classe S) ont connu en 2023 une nouvelle progression. D'abord au printemps, puis en été, les cotations ont avoisiné ou atteint le niveau record de 2,50 € par kg de carcasse. Au second semestre ils ont entamé un reflux saisonnier, tout en restant à des niveaux élevés (de l'ordre de 2,10 € par kg en décembre). Les cotations de principaux pays producteurs évoluent globalement de façon synchrone, les cotations espagnoles et allemandes étant usuellement supérieures de 6 à 10 centimes par rapport à la cotation française (figure 3-25).

Après la forte amplitude annuelle des prix observée en 2022 (65 centimes et plus), 2023, avec une amplitude avoisinant les 50 centimes se signale également comme une année fortement contrastée.

Encore plus qu'en 2022, cette situation de hausse des prix trouve principalement sa source dans la réduction de l'offre face à une demande, certes aussi en retrait, mais qui cherche néanmoins à sécuriser ses approvisionnements, même à un prix plus élevé.

### 3-15 Cheptel porcin dans l'Union européenne

(Enquêtes de mai-juin)

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	25 959	25 480	24 701	22 337	20 950	-6,2
Autriche	2 652	2 695	2 734	2 633	2 573	-2,3
Belgique-Lux	6 176	6 197	6 228	5 925	5 484	-7,4
Danemark	12 551	13 162	13 170	12 179	11 007	-9,6
Espagne	30 461	31 372	32 407	32 553	33 859	4,0
France	13 240	13 211	12 987	12 661	12 146	-4,1
Italie	8 642	8 912	8 954	8 766	8 366	-4,6
Irlande	1 616	1 632	1 694	1 635	1 661	1,6
Pays-Bas	12 214	11 855	11 353	11 235	10 881	-3,1
Hongrie	2 840	2 918	2 886	2 715	2 560	-5,7
Pologne	10 781	11 433	11 033	9 611	9 436	-1,8
Roumanie	3 726	3 669	3 542	3 332	3 004	-9,8
<i>Royaume-Uni</i>	5 078	5 055				
<b>UE 28*</b>	<b>147 022</b>	<b>148 371</b>				
<b>UE 27*</b>	<b>141 944</b>	<b>143 316</b>	<b>142 693</b>	<b>136 460</b>	<b>132 030</b>	<b>-3,2</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 3-16 - dont cheptel de truies dans l'Union européenne\*

(Enquêtes de mai-juin)

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	1 805	1 776	1 637	1 494	1 394	-6,7
Autriche	223	229	229	219	212	-3,3
Belgique-Lux	401	401	397	373	357	-4,4
Danemark	1 227	1 250	1 275	1 191	1 123	-5,7
Espagne	2 538	2 555	2 663	2 673	2 725	1,9
France	955	943	931	907	879	-3,2
Italie	579	591	593	580	617	6,4
Irlande	142	143	151	136	145	6,1
Pays-Bas	1 011	1 000	938	920	883	-4,0
Hongrie	252	231	253	240	232	-3,4
Pologne	755	795	735	606	591	-2,6
Roumanie	251	237	229	229	224	-2,0
<i>Royaume-Uni</i>	497	490				
<b>UE 28*</b>	<b>11 722</b>	<b>11 710</b>				
<b>UE 27*</b>	<b>11 225</b>	<b>11 220</b>	<b>11 078</b>	<b>10 609</b>	<b>10 332</b>	<b>-2,6</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 3-17 Bilan dans le secteur porcin (hors abats) – Union européenne à 27

1 000 tec	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Production indigène brute</b>	23 435,9	22 115,4	20 767,9	-6,1
<b>Commerce extérieur animaux vivants</b>				
Exportations	54,8	64,8	62,7	-3,2
<i>dont animaux de boucherie</i>	43,1	49,6	48,5	-2,1
Importations	2,1	1,3	1,0	-25,2
<i>dont animaux de boucherie</i>	0,8	0,0	0,0	-2,3
Solde	52,7	63,5	61,7	
<b>Abattages</b>	23 393,7	22 065,9	20 719,4	-6,1
<b>Commerce extérieur produits porcins</b>				
Exportations	5 380,5	4 376,8	3 555,5	-18,8
Importations	227,5	135,2	120,7	-10,7
Solde	5 153,0	4 241,6	3 434,8	
Variation de stocks	n.d.	n.d.	n.d.	-
<b>Consommation indigène brute</b>	18 240,6	17 824,3	17 284,6	-3,0
Auto approvisionnement (%)	128,5	124,1	120,2	-3,2

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

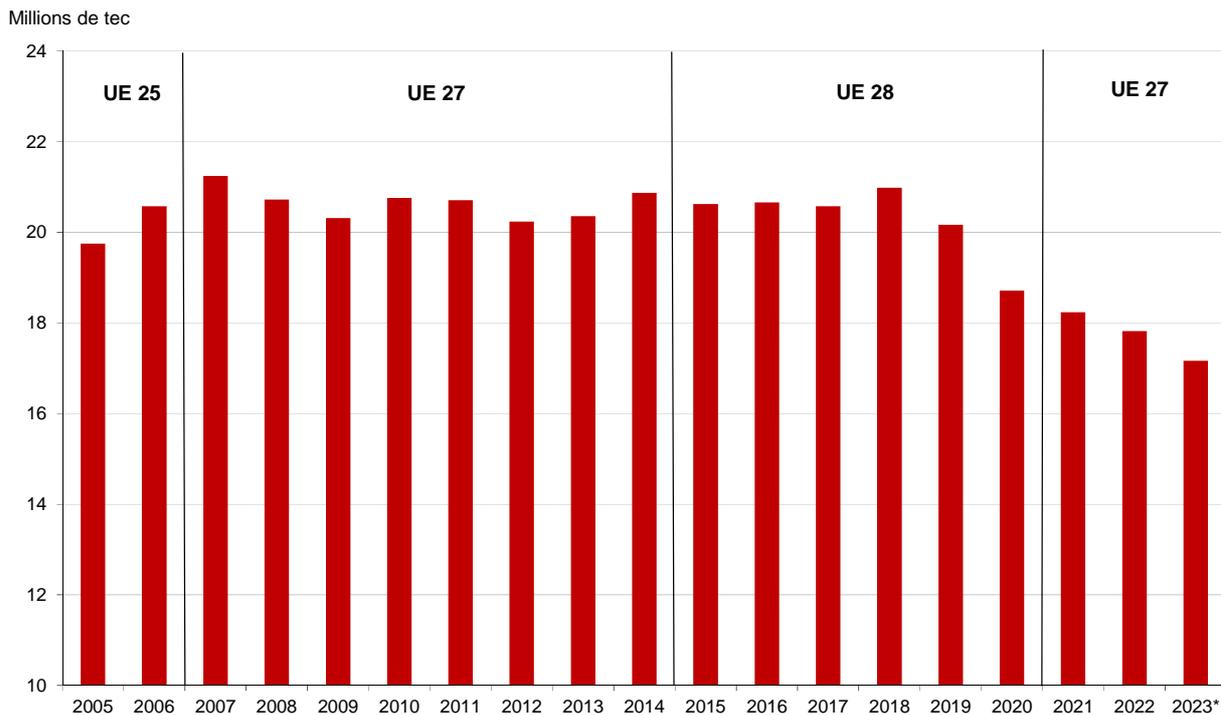
### 3-18 Abattages dans l'Union européenne

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Espagne	4 641	5 003	5 180	5 066	4 917	-3,0
Allemagne	5 227	5 112	4 965	4 486	4 224	-5,9
France	2 200	2 202	2 205	2 154	2 065	-4,1
Danemark	1 499	1 595	1 724	1 609	1 286	-20,1
Italie	1 448	1 271	1 335	1 239	1 210	-2,3
Pays-Bas	1 628	1 662	1 719	1 684	1 476	-12,3
Belgique-Lux	1 052	1 099	1 140	1 032	943	-8,7
Pologne	1 979	1 974	1 976	1 795	1 766	-1,6
Autriche	502	503	502	478	458	-4,1
Portugal	366	358	359	349	338	-3,0
Irlande	304	324	335	333	301	-9,6
Hongrie	435	448	463	428	420	-1,8
Roumanie	343	331	311	267	262	-1,9
Royaume-Uni	960	982				
<b>UE 28</b>	<b>23 728</b>	<b>24 013</b>				
<b>UE 27</b>	<b>22 769</b>	<b>23 031</b>	<b>23 394</b>	<b>22 066</b>	<b>20 719</b>	<b>-6,1</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 3-19 Consommation de produits porcins dans l'Union européenne (hors abats)

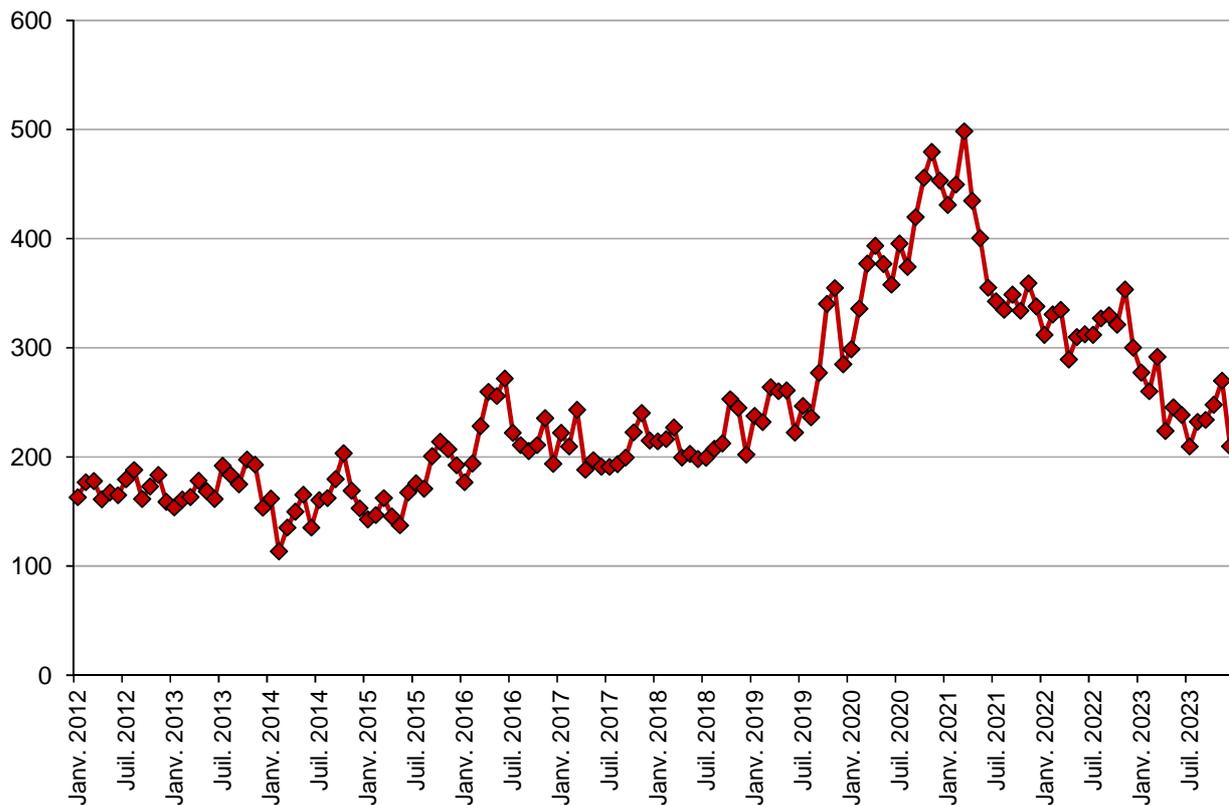


\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

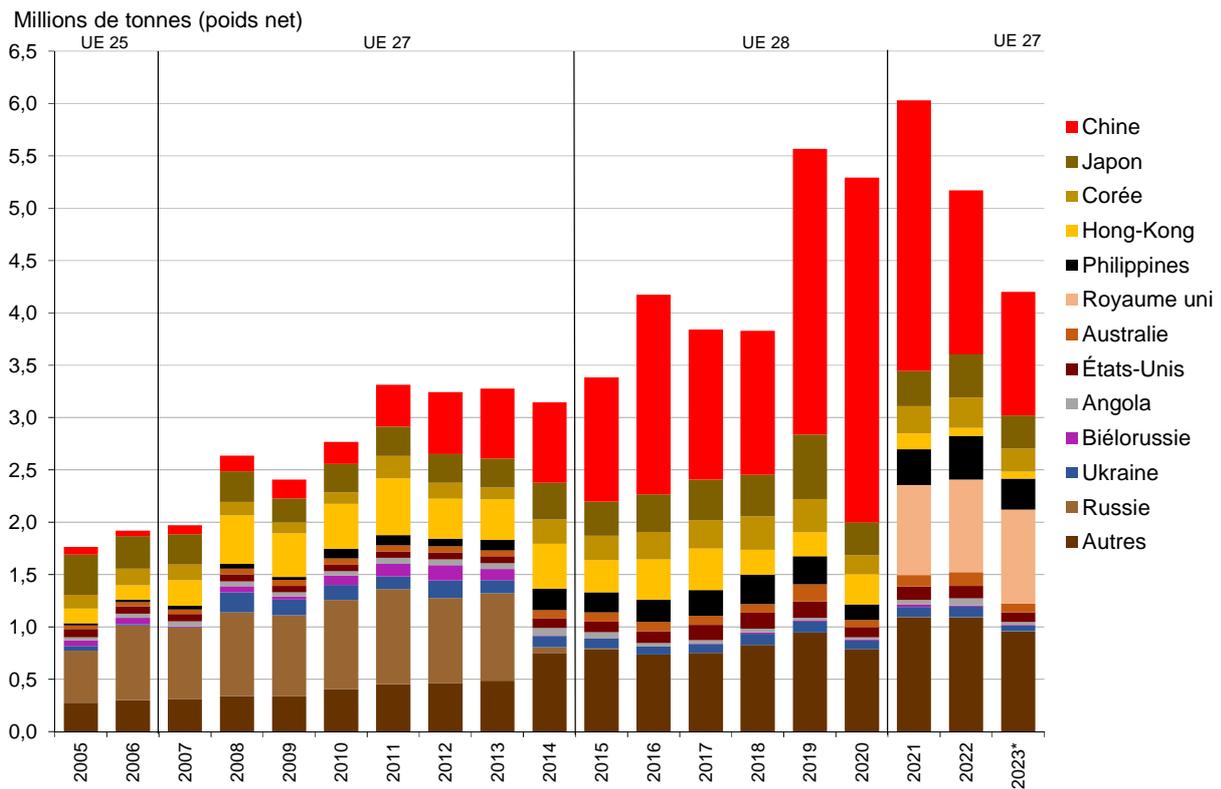
### 3-20 Évolution des exportations de l'Union européenne vers les pays tiers (hors vifs et abats)

1 000 tonnes (poids net)



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, UE à 27 à partir de 2020).

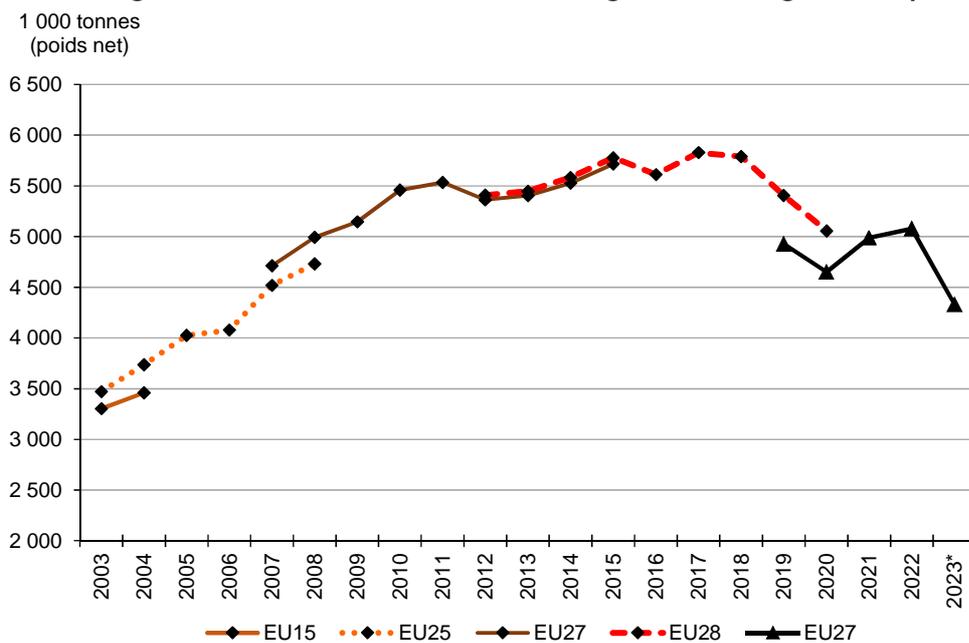
### 3-21 Exportations européennes de porc vers les pays tiers (animaux vivants, viandes, préparations et conserves, graisses, abats)



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### 3-22 Échanges intra-UE de viandes fraîches réfrigérées et congelées de porc



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

**3-23 Exportations en volume des principaux pays UE (toutes destinations intra et extra-UE 27)**

1 000 tonnes	Viandes		Charcuterie		Abats et graisses	
	2022	2023*	2022	2023*	2022	2023*
Espagne	2 087,1	1 889,2	212,2	207,7	628,6	623,0
Allemagne	1 470,2	1 261,5	302,1	293,5	599,1	494,7
Danemark	1 090,7	830,9	155,4	151,4	217,4	191,5
Pays-Bas	1 013,5	864,1	246,0	225,0	436,2	381,2
Belgique	677,0	458,0	133,7	97,5	157,6	128,1
France	459,2	428,2	73,3	71,4	186,6	177,7
Pologne	352,6	298,4	242,6	236,3	159,4	149,9
Italie	74,3	54,4	199,6	192,4	89,4	80,0

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

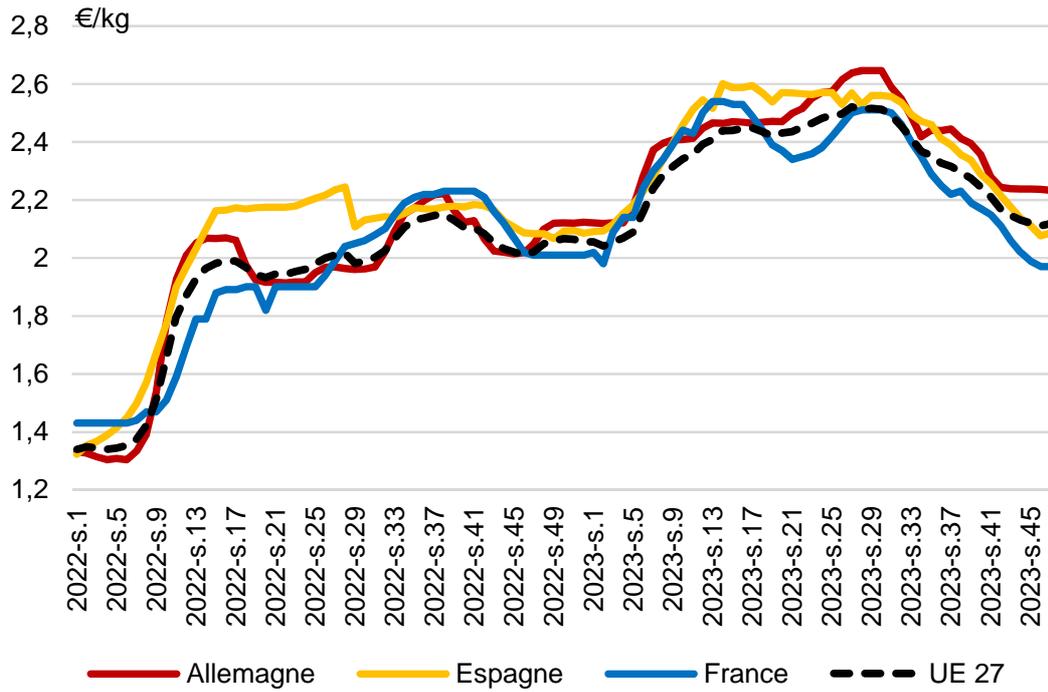
**3-24 Exportations en valeur des principaux pays UE (toutes destinations intra et extra-UE 27)**

Millions euros	Viandes		Charcuterie		Abats et graisses	
	2022	2023*	2022	2023*	2022	2023*
Espagne	5 844,6	6 207,3	1 456,5	1 567,0	989,0	1 012,2
Allemagne	3 643,0	3 879,0	1 608,7	1 788,6	506,2	506,2
Danemark	2 646,3	2 418,4	601,9	683,8	401,8	346,8
Pays-Bas	2 591,6	2 571,7	833,1	939,9	636,8	572,0
Belgique	1 453,6	1 278,7	573,5	478,5	153,0	143,5
France	992,2	1 093,0	396,6	436,7	317,2	291,3
Pologne	815,6	834,8	979,1	1 104,8	143,1	157,3
Italie	150,9	119,2	1 952,2	1 933,1	103,5	97,8

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 3-25 Cotation hebdomadaire de la carcasse classe S en 2022-2023



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

# Le marché du porc dans le Monde

## › En 2023, une production porcine en faible croissance

En 2023, la production mondiale de porc a connu une légère hausse à 115,2 Mtec (millions de tonnes équivalent carcasse), en progression de 0,6 % par rapport à 2022. Après le fort reflux de 2019/20 lié à l'épizootie de PPA (peste porcine africaine) en Asie, la production mondiale a ainsi clairement confirmé son retour à un volume supérieur à celui de 2018 (112,1 Mtec), à un niveau jusqu'ici jamais atteint.

La faible progression observée au niveau mondial (figure 3-26) résulte de deux évolutions opposées : les volumes produits par l'Union européenne sont en fort recul (- 6,1 %) du fait d'une importante décapitalisation du cheptel et le Canada connaît également une production qui s'érode (- 0,8 %) du fait d'une rentabilité insuffisante liée à des prix bas sur le marché ; en revanche d'autres grands producteurs ont accru leurs volumes :

La **Chine** a vu progresser sa production de 2,7 % en volume en 2023, et des stocks de produits surgelés ont par ailleurs été mis sur le marché, accroissant les volumes disponibles. Face à cette offre accrue, la consommation a été globalement peu soutenue au cours de l'année. En conséquence, les prix ont connu en 2023 une tendance globale à l'érosion, situation qui a fortement dégradé la rentabilité des élevages. Les grandes structures ont produit à perte, et les petits producteurs ont décapitalisé une partie de leur cheptel de truies, ce qui a contribué à renforcer les volumes disponibles.

Les **États-Unis** (production + 1,1 % en volume, pour l'essentiel grâce à des gains de productivité) se sont trouvés en 2023 face à une demande intérieure qui faiblit, entraînant pour le porc des cotations en baisse au second semestre. Malgré le recul du prix de l'aliment, l'industrie porcine américaine a dû ainsi faire face en 2023 à des pertes cumulées. En fin d'année, une production trop abondante a encore entraîné un fort fléchissement des cotations, dégradant ainsi un peu plus la rentabilité des élevages américains, même si elle favorisait leur compétitivité à l'export.

Au **Brésil** (production + 2,9 %), la situation est restée favorable pour les producteurs avec un cheptel en hausse de 4,3 %, une demande intérieure qui a soutenu le marché, et des coûts de production (main d'œuvre, aliment) très contraints. En 2022, selon le réseau InterPIG, le Brésil conservait la première place mondiale pour les coûts de production porcine les plus faibles (1,13 USD/kg de porc vivant dans l'état du Mato Grosso et 1,28 USD/kg dans celui de Santa Catarina), à comparer par exemple avec les chiffres des États-Unis (1,42 USD/kg), de l'Espagne (1,66 USD/kg), ou de l'Allemagne (1,83 USD/kg). À ce stade, on ne dispose pas encore des chiffres pour 2023, mais il y a tout lieu de croire que le Brésil est resté largement en tête de ce classement. Compte tenu de ces éléments, le Brésil a conservé en 2023 une forte compétitivité à l'export avec (à la différence des États-Unis et du Canada) des prix suffisants pour couvrir ses coûts de production.

La **Russie**, enfin, a vu sa production progresser de 1,0 % en volume en 2023.

## › La consommation de produits porcins a également été en légère hausse

En 2023, la consommation mondiale de porc a elle aussi été en croissance très modérée (+ 1,1 %), à un niveau cependant encore jamais atteint (114,5 Mtec) (figure 3-27). À un tassement observé

dans l'Union européenne (- 3,0 %) et aux États-Unis (- 0,8 %) s'est opposée une croissance limitée de la consommation en Asie, en particulier en Chine (+ 2,3 %).

La Chine, malgré une population en recul depuis 2022, a connu en effet une évolution de ses modes de consommation, intégrant dans les repas une part croissante de produits carnés. Cependant cette tendance s'est trouvée freinée en 2023 par une économie en ralentissement (impact de la crise du marché immobilier chinois). Cette situation a clairement affecté la consommation intérieure, y compris celle de viande de porc (+ 2,3 % en 2023 contre + 11,0 % en 2022 et + 24,6 % en 2021).

### › Les échanges ont confirmé leur recul sur les marchés internationaux

En 2020, les flux de produits porcins sur les marchés internationaux avaient atteint un niveau inégalé. Près de la moitié était destinée à satisfaire la forte demande chinoise à l'import, du fait d'une production nationale dégradée par l'épizootie de PPA. Avec la forte reprise de la production chinoise qui a suivi, les importations chinoises n'ont cessé de reculer depuis 2020 (- 63,5 % sur trois ans, - 9,4 % en 2023 comparé à 2022). La Chine ne constitue donc plus l'élément moteur du marché mondial, même si elle reste toujours le premier importateur en volume aussi bien en viande qu'en abats de porc. Du fait de cette situation, les flux globaux en volume (hors échanges intra-UE) ont reculé à 9,2 Mtec en 2023 (- 6,1 % par rapport à 2022) (figures 3-28, 3-29).

Face au reflux considérable de la demande chinoise, les quatre principaux fournisseurs du marché mondial ont connu des évolutions diversifiées de leurs exportations : les États-Unis ont progressé à l'export (+ 6,7 %), en particulier vers le Mexique et Taiwan, et sont parvenus à maintenir leurs volumes vers la Chine. Le Brésil (+ 7,2 %) grâce à sa forte compétitivité a maintenu ses volumes sur la Chine et a ravi des parts de marché à l'Union européenne et même aux États-Unis, en particulier vers les Philippines et le Japon. En revanche, le Canada et l'Union européenne (exportations respectivement en baisse de 8,2 % et 18,8 %) sont en fort recul. La Russie, enfin, devenue autosuffisante depuis 2020, a annoncé en 2023 qu'elle allait commencer des exports vers la Chine (en provenance semble-t-il de régions non contaminées par la peste porcine africaine, puisque celle-ci reste présente dans des élevages russes). À ce stade, les volumes concernés sont minimes.

### › En 2023, les prix des principaux pays producteurs divergent fortement

De façon générale, les prix des principaux producteurs diffèrent en raison des contraintes qui s'imposent à eux. En particulier, du fait de coûts de production élevés, les prix chinois ont toujours été nettement supérieurs à ceux des autres grandes zones de production (Union européenne, États-Unis, Canada, Brésil). En 2022, la forte hausse des cotations due à la guerre en Ukraine avait renforcé cette divergence (figure 3-30).

En 2023 cette situation évolue, puisque la cotation moyenne de l'Union européenne tend à se détacher à la hausse de celles du groupe États-Unis / Canada / Brésil, et se rapproche ainsi (quoique à un niveau moindre) de celle de la Chine. Ces évolutions ont des causes variées. Comme mentionné ci-dessus (§ production), du fait d'une demande insuffisante par rapport à l'offre, les États-Unis et le Canada ont dû accepter des prix dégradés, entraînant pour eux des pertes de rentabilité. Le Brésil en revanche, compte tenu de ses coûts de production réduits, a pu se maintenir à des niveaux de prix similaires à ceux des États-Unis et du Canada tout en conservant des marges positives.

Quant à l'évolution de la cotation moyenne dans l'UE, elle paraît avoir des origines multifactorielles. Les produits porcins consommés en Union européenne en sont très largement

originaires, ce qui limite l'impact des variations de prix dans les pays tiers sur le marché UE. Dans cette situation particulière, le recul des volumes intra-UE disponibles peut alors jouer en faveur d'une hausse des cotations sur le marché européen, et de leur maintien à un niveau élevé. Par ailleurs, l'Espagne, principal exportateur de porc de l'UE vers le reste du monde, ne fonde pas l'essentiel de son attractivité sur ses prix, mais sur des atouts d'ordre qualitatif : disponibilité des volumes, adaptabilité aux demandes des clients. Ces différents éléments agissent probablement en faveur d'une certaine viscosité des prix, ceux de l'UE tardant ainsi à évoluer en phase avec ceux des autres producteurs mondiaux.

### 3-26 Production mondiale de produits porcins

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Amérique</b>						
États-Unis	12 543	12 845	12 560	12 252	12 391	1,1%
Brésil	3 975	4 125	4 365	4 350	4 475	2,9%
Canada	2 000	2 115	2 101	2 082	2 065	-0,8%
Mexique	1 408	1 451	1 484	1 530	1 570	2,6%
<b>Asie</b>						
Chine	42 550	36 340	47 500	55 410	56 900	2,7%
Vietnam	2 430	2 467	2 590	3 313	3 511	6,0%
Japon	1 279	1 306	1 318	1 293	1 290	-0,2%
Corée du Sud	1 364	1 403	1 407	1 419	1 440	1,5%
Philippines	1 585	1 115	1 000	925	950	2,7%
Taïwan	820	840	830	809	810	0,1%
<b>Union européenne à 28/27</b>	23 728	23 031	23 394	22 066	20 719	-6,1%
<b>Europe de l'Est</b>						
Russie	3 324	3 611	3 700	3 910	3 950	1,0%
Ukraine	735	723	750	661	720	8,9%
<b>Monde</b>	101 029	95 755	107 607	114 533	115 215	0,6%

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

### 3-27 Consommation mondiale de produits porcins

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Amérique</b>						
États-Unis	10 066	10 034	9 918	9 957	9 876	-0,8%
Brésil	3 116	2 949	3 047	3 033	3 063	1,0%
Mexique	2 159	2 052	2 320	2 544	2 650	4,2%
Canada	947	858	859	911	1 024	12,4%
<b>Asie</b>						
Chine	44 866	41 521	51 724	57 434	58 733	2,3%
Japon	2 714	2 732	2 760	2 765	2 760	-0,2%
Vietnam	2 493	2 687	2 821	3 415	3 606	5,6%
Corée du Sud	2 011	1 976	1 997	2 072	2 100	1,4%
Philippines	1 806	1 281	1 460	1 450	1 378	-5,0%
Taïwan	928	914	909	922	942	2,2%
<b>Union européenne à 28/27</b>	20 166	17 878	18 241	17 824	17 285	-3,0%
<b>Europe de l'Est</b>						
Russie	3 363	3 468	3 558	3 758	3 755	-0,1%
Ukraine	761	755	797	722	731	1,2%
<b>Monde</b>	99 875	95 053	106 982	113 236	114 485	1,1%

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

### 3-28 Principaux pays exportateurs en volume dans le secteur porcin

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Union européenne à 28/27	3 585	5 389	5 381	4 377	3 556	-18,8%
États-Unis	2 867	3 302	3 187	2 878	3 070	6,7%
Canada	1 284	1 544	1 482	1 416	1 300	-8,2%
Brésil	861	1 178	1 321	1 319	1 414	7,2%
Mexique	234	344	319	285	260	-8,8%
Chili	223	295	268	230	260	13,0%
Chine	135	100	104	101	92	-8,9%
Russie	68	156	158	170	210	23,5%
Monde	10 367	12 565	12 215	10 943	10 007	-8,6%

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

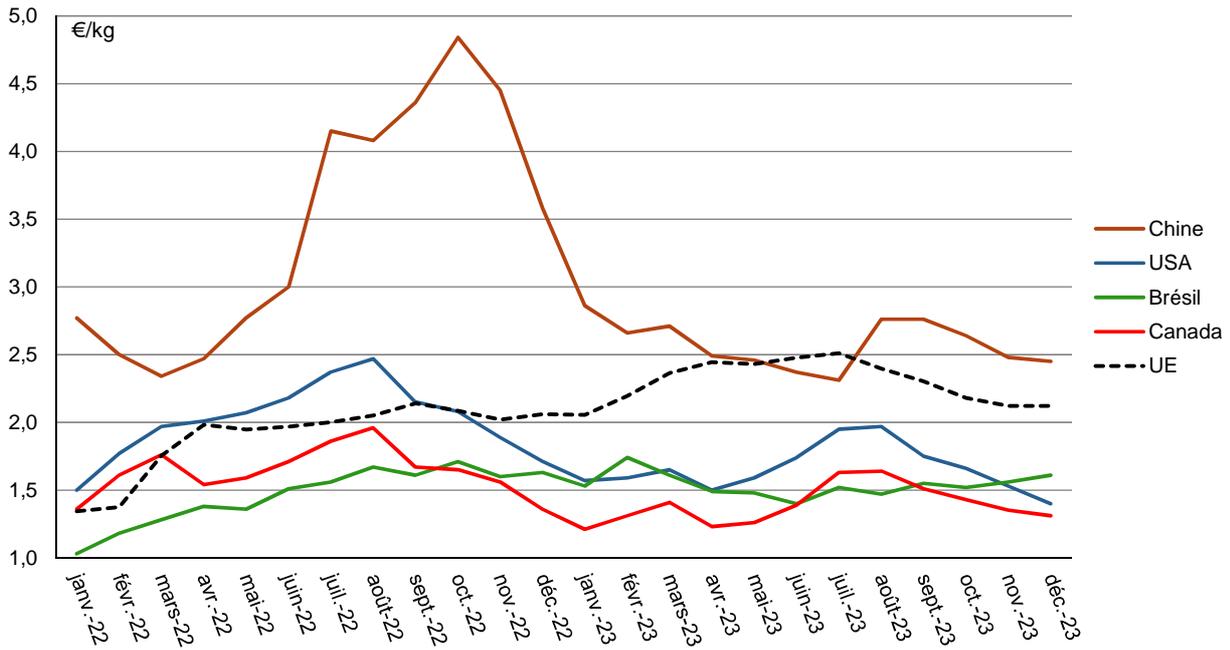
### 3-29 Principaux pays importateurs en volume dans le secteur porcin

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Chine	2 451	5 281	4 328	2 125	1 925	-9,4%
Japon	1 493	1 412	1 420	1 523	1 440	-5,4%
Mexique	985	945	1 155	1 299	1 340	3,2%
Corée du Sud	694	554	570	713	660	-7,4%
États-Unis	429	410	535	610	530	-13,1%
Hong-Kong	331	378	364	251	250	-0,4%
Canada	242	273	263	234	265	13,2%
Australie	269	201	210	241	210	-12,9%
Vietnam	73	225	237	114	107	-6,1%
Philippines	222	167	461	561	410	-26,9%
Chili	134	135	187	134	165	23,1%
Singapour	105	125	123	121	140	15,7%
Monde	9 363	11 726	11 547	9 797	9 196	-6,1%

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après USDA et Eurostat

### 3-30 Cotations du porc pour UE (27), Chine, Brésil, États-Unis et Canada en 2022 et 2023



Source : FranceAgriMer d'après IFIP et Eurostat

## Le marché des volailles de chair en France

### › Forte diminution du coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment volailles

Le premier semestre de l'année 2022 avait été marqué par l'envolée inédite des cours des céréales et tourteaux à la suite du conflit entre l'Ukraine et la Russie. La forte tension sur les prix des céréales s'est ensuite progressivement atténuée au cours du second semestre 2022. En 2023, les prix ont plus nettement reflué, avec une baisse favorisée par une offre mondiale abondante. Néanmoins, ce repli est à relativiser puisque les prix sont restés supérieurs à ceux de 2021, soit un niveau élevé dans un contexte de demande forte et d'aléas climatiques.

Sur l'ensemble de l'année 2023, suivant cette baisse du prix des céréales et tourteaux, les indices Itavi coût des matières premières entrant dans la composition de l'aliment volailles ont été orientés à la baisse (figure 4-18). Les indices se sont rapprochés en fin d'année 2023 de leur niveau moyen de 2021. La baisse a atteint - 17,1 % pour le canard gras, - 18,0 % pour le canard à rôti, - 19,0 % pour la pintade, - 16,7 % pour le poulet standard et - 14,8 % pour la dinde.

### › Redressement de la production de volailles dans un contexte de reprise post-IAHP sans retrouver le niveau de production antérieure

En 2022, la production de volailles de chair a atteint des niveaux particulièrement bas (figures 4-1, 4-2, 4-3) en raison d'une épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) inédite affectant l'ensemble des filières avicoles, notamment le maillon sélection-accoupage. Ainsi, en plus du dépeuplement sanitaire autour des foyers, les capacités d'accoupage réduites ont freiné la reprise de la production.

En 2023, la situation des filières avicoles s'est améliorée avec des abattages en augmentation de 2,0 % dans un contexte où l'intensité des épizooties d'IAHP a été beaucoup plus modérée qu'en 2022 (plus de 1600 foyers en 2022 contre 145 en 2023). Au premier trimestre 2023, 52 foyers d'IAHP ont été détectés dans le Gers, les Côtes d'Armor et la Vendée. Entre mai et juin, 88 nouveaux foyers ont été déclarés principalement dans des élevages de canards gras, circonscrits dans le Sud-Ouest, notamment le Gers et ses départements limitrophes. En dehors du Sud-Ouest, l'épizootie d'IAHP a donc connu une relative accalmie. La France a ensuite recouvré son statut indemne à l'IAHP à compter du 13 août 2023 entraînant une levée des restrictions sur l'ensemble du territoire national. Cependant, entre novembre et décembre 2023, cinq nouveaux foyers ont ensuite été détectés dans des élevages de dindes, dont quatre dans le Morbihan et un dans la Somme. À la suite de ces nouveaux cas d'IAHP, la France a de nouveau perdu son statut indemne avec un passage en risque élevé à partir du 5 décembre 2023.

Les abattages de volailles de chair encore en repli sur les sept premiers mois de 2023 ont connu une reprise d'abord portée par les filières poulet et canard gras, qui s'est ensuite étendue à la filière dinde. Néanmoins, les abattages de volailles de chair sont demeurés en repli de 6,8 % par rapport à la moyenne 2018-2022. Des écarts encore plus importants existent notamment pour la filière canard gras (- 25,7 %) touchée par des épidémies d'IAHP successives depuis 2015 et la filière dinde (- 20,3 %).

En 2023, les abattages de poulets en volume ont augmenté (+ 1,2 %), alors que la baisse des abattages avait été moins marquée que dans les autres filières de volailles de chair en 2022. Cette filière s'est démarquée des autres filières avicoles par une consommation particulièrement

dynamique. En revanche, en nombre de têtes, les abattages de poulets ont accusé une légère baisse (- 0,5 %). Ainsi, l'alourdissement des souches s'est poursuivi avec un poids moyen d'abattage en augmentation de 1,9 % entre 2022 et 2023. En volume, la part des abattages de poulet dans le total des abattages de volailles est restée stable atteignant 71 %.

Si l'on s'intéresse uniquement aux abattages de poulets de la filière label rouge, qui représentent environ 15 % des volumes abattus, la dynamique a été différente avec des mises en place en repli de 5 % par rapport à 2022 sur les 44 premières semaines, d'après les données du Synalaf. Cette baisse s'est accompagnée d'une augmentation importante des stocks de viandes, signe d'une production trop importante par rapport à la consommation. Les signaux sont donc assez négatifs pour cette filière fortement pénalisée d'une part par la forte inflation en 2023 qui a conduit les ménages à favoriser des produits standards, moins chers. D'autre part, depuis 2000, la préférence des consommateurs pour les produits découpés s'est faite au détriment des volailles label rouge plus souvent valorisées sous forme de volailles entières prêtes à cuire. Ce constat s'applique aussi à la filière poulet biologique, qui totalise environ 2 % des effectifs totaux de poulets abattus et qui est aussi pénalisée par l'inflation. Les mises en place de poulets biologiques étaient en recul de 15 % par rapport à 2022, toujours d'après les données du Synalaf.

Les abattages de dindes ont diminué de 1,8 % en volume et de 4,8 % en têtes. Ainsi, 2023 est la 3<sup>e</sup> année consécutive de baisse de la production, après les replis de 7,8 % en 2021, et de 16,0 % en 2022, ce dernier étant consécutif à l'épizootie d'IAHP. Cette filière est de plus en plus affectée par la déconsommation en France mais aussi de manière moins importante par une baisse des exportations. Par ailleurs, en fin d'année 2023, les 5 foyers d'IAHP ont plutôt concerné des élevages de dindes dans le Morbihan et la Somme, sans se propager plus largement.

En 2023, les abattages de canards se sont redressés (+ 16,1 %) après avoir atteint des niveaux très faibles en 2022 toujours en lien avec la crise IAHP. Dans le détail, en 2023 les abattages de canards gras ont progressé de 21,5 % et ceux de canard à rôtir de 9,7 %. Cependant, les abattages de canards gras sont toujours inférieurs de 38,0 % par rapport à 2019, dernière année où la filière n'a pas connu d'épizootie d'IAHP de grande ampleur. En octobre 2023, la campagne de vaccination des canards dans les élevages de plus de 250 animaux localisés en France métropolitaine (hors Corse) a été lancée. Si aucun cas d'IAHP n'a été déclaré dans des élevages de canards entre octobre et décembre 2023, le risque reste prégnant avec des cas détectés dès janvier 2024.

Enfin, les abattages de pintades sont restés en retrait (- 4,8 %). Ce niveau d'abattage est inférieur de 21,4 % au niveau moyen sur la période 2018-2022.

### › Les exportations françaises de viandes de volailles en repli, en particulier vers l'UE

Les exportations françaises de viandes et préparation de volailles se sont repliées (- 5,8 %) et ce malgré un contexte de reprise de la production par rapport à 2022 (figures 4-5, 4-6, 4-16, 4-17). Les exportations ont fléchi pour la viande de poulet (- 5,0 %), la viande de dinde (- 13,6 %) et la viande de pintade (- 3,0 %), mais se sont redressées pour la viande de canard (+ 13,0 %).

Les expéditions françaises de viandes et préparations de volailles sont plus fortement affectées vers l'Union européenne (- 8,2%) que vers les pays tiers (- 1,6 %) (figures 4-10, 4-11). Cette baisse s'explique par l'arrêt des réexportations depuis la France de produits britanniques à faible valeur notamment les dos, croupions, pointes d'aires frais ou cuisses congelées vers le marché européen notamment l'Allemagne et les Pays-Bas. En valeur, les exportations vers l'Union européenne sont tout de même restées en hausse (+ 6,4 %). En revanche, elles sont en légère baisse vers les pays tiers (- 0,5 %). En volume, par type de produit, la baisse des exportations a plus fortement

concerné la viande fraîche (- 11,4 %) que les viandes congelées (- 5,3 %). Les exportations des préparations à base de volailles ont progressé (+ 4,2 %).

Les exportations de viandes de **poulet**, qui représentent 80 % des volumes exportés par la France, ont reculé de 4,8 %, soit un repli plus prononcé que l'an dernier (figure 4-12). La hausse de production de viande de poulet en 2023 n'a donc pas profité aux exportations françaises. La baisse des envois vers l'Union européenne a atteint 7,5 % avec un repli notamment vers l'Allemagne (- 22,2 %) et les Pays-Bas (- 9,0 %) tandis que les volumes envoyés ont augmenté vers l'Espagne (+ 1,3 %) et la Belgique (+ 6,4 %). Vers les pays tiers, les exportations ont été tirées à la baisse par le repli des envois vers l'Afrique subsaharienne (- 4,6 %), qui ont été pénalisés par le contexte inflationniste. Les envois vers les pays du Proche et du Moyen-Orient ont connu une baisse du même ordre (- 5,7 %). Néanmoins, il faut souligner la progression des exportations vers l'Arabie Saoudite (+ 5,0 %), premier marché export de la France avec 21 % des volumes.

Les exportations de viandes de **dinde** ont poursuivi leur repli (- 13,6 %). Les exportations vers l'Union européenne ont plus nettement diminué (- 21,9 %). Si les envois ont connu un repli plus mesuré vers l'Espagne (- 2,6 %), premier marché export et ont même progressé vers l'Allemagne (+ 17,8 %), c'est le repli des envois vers des destinations plus secondaires qui a tiré à la baisse les exportations, notamment vers la Belgique (- 55,5 %) et les Pays-Bas (- 24,8 %). La situation est également contrastée vers les pays tiers. Les envois ont été en repli vers l'Afrique subsaharienne (- 6,7 %), qui concentre 75 % des exports pays tiers mais ont montré quelques signes de reprise vers l'Asie du Sud-Est (+ 35,8 %), même si les volumes envoyés sont restés très inférieurs à leur niveau de 2018-2022 (- 26,8 %).

La filière **canard** s'est démarquée avec des exportations de viandes en progression (+ 13,0 %). Les volumes exportés ont augmenté vers l'Union européenne (+ 16,9 %) avec une hausse importante en valeur (+ 35,0 %) dans un contexte d'offre limitée sur le marché européen. En revanche, les envois se sont repliés vers les pays tiers (- 8,6%) notamment vers le Royaume-Uni qui représentait toujours 50 % des volumes exportés par la France vers les pays tiers. Les envois sont toujours à l'arrêt vers l'Asie après la fermeture des marchés à la suite des différentes épizooties d'IAHP. Enfin, les exportations de viandes de pintade ont diminué de 3,0 % avec une hausse des envois vers les pays tiers (+ 6,4 %) qui n'a pas compensé le repli vers l'Union européenne (- 7,1 %).

### › Des importations en augmentation dans un contexte de consommation en hausse

En 2023, l'augmentation des importations s'est poursuivie. Néanmoins la hausse est moins forte que les années précédentes (+ 3,2 % contre + 16,7 % en 2021 et + 8,8 % en 2022) (figures 4-5, 4-6, 4-16, 4-17). Les importations ont commencé l'année à des niveaux supérieurs à 2022 (+ 7,6 % en moyenne entre janvier et mai). Cette tendance s'est ensuite infléchie à partir de juin avec des importations qui ont baissé de 2,8 % en moyenne sur les mois de juin à septembre. Les niveaux d'importations ont progressé de nouveau en fin d'année, de 4,0 % en moyenne entre octobre et décembre. Le ralentissement des importations s'explique majoritairement par l'arrêt des réexportations depuis la France de produits britanniques à faible valeur (dos, croupions, pointes d'ailes frais ou cuisses congelées) vers le marché européen, ainsi que par un léger repli des importations depuis le Brésil. En revanche, depuis l'Union européenne, les importations ont continué de progresser à un rythme soutenu (+ 7,2 %), mais inférieur à celui de 2021 (+ 11,1 %) et 2022 (+ 9,5 %). Par ailleurs, la hausse ne s'est pas limitée à la viande de poulet (+ 3,4 %) et s'est étendue à la viande de canard (+ 6,8 %) et de dinde (+ 0,9 %). Enfin, par type de produit, la hausse des importations a été tirée par les viandes fraîches (+ 5,1 %), représentant 50 % des volumes et les préparations (+ 9,2 %) tandis que les importations de viandes congelées ont diminué (- 2,3 %).

Les importations de viande de **poulet**, représentant 91 % des volumes, ont progressé de 3,4 % au regard de 2022. Les importations de l'Union européenne ont augmenté de 7,5 %, tandis que les importations depuis les pays tiers ont diminué de 30,1 %. Au sein de l'Union européenne, les principaux fournisseurs sont restés la Pologne, la Belgique et les Pays-Bas, avec des envois qui se sont renforcés respectivement de 9,7 %, 6,3 % et 6,6 %. Une progression des envois en provenance de certains pays de l'Est de l'UE a été observée, notamment depuis la Hongrie (+ 71,2 %) et la Slovaquie (+ 8,7 %). Cependant, ces envois sont à relativiser au regard du volume qu'ils représentent (3,0 % du total des importations françaises). Depuis les pays tiers, les envois ont été tirés à la baisse par le fort repli des volumes envoyés depuis le Royaume-Uni (- 36,8 %). Depuis l'Ukraine, les importations ont progressé (+ 12,7 %) mais représentent moins de 1 % des importations françaises totales de viande de poulet.

Les importations de viandes de **dinde** ont progressé (+ 0,9 %) avec des importations dynamiques depuis l'Union européenne (+ 6,2 %) notamment en provenance de Pologne. Cette hausse des importations, conjuguée à la baisse des exportations, a entraîné une balance déficitaire pour la filière dinde pour la première fois en volume et pour la deuxième année consécutive en valeur (- 2,5 ktec et - 53,0 millions d'euros).

Quant aux importations de viandes de **canard** (+ 6,8 %), elles ont augmenté, en particulier depuis la Hongrie (+ 35,7 %) et de manière plus mesurée depuis la Bulgarie (+ 1,9 %), principal fournisseur de la France.

L'année 2023, aura donc été marquée par une reprise progressive de la production qui a, dans une certaine mesure, atténué la hausse des importations. Néanmoins, le déficit du solde global des échanges de viandes de volailles en 2023 s'est de nouveau dégradé en volume (- 447,7 ktec) et en valeur (- 1,2 milliard d'euros). En comparaison, de 2022 le déficit est donc supérieur de 51,8 ktec et de 78,1 millions d'euros. Le solde reste positif vers les pays tiers, avec un excédent de + 94,1 ktec et + 259,0 millions d'euros, qui tend même à augmenter en volume et en valeur. En revanche, le solde reste fortement déficitaire vers l'Union européenne (- 541,8 ktec et - 1,5 milliard d'euros), et a continué de se creuser (figure 4-7).

### › Une demande des consommateurs pour la viande de poulet qui s'est renforcée dans un contexte de hausse des prix

En 2023, la consommation calculée par bilan des viandes de volailles a progressé de 4,5 % par rapport 2022. Dans un contexte d'inflation des prix des produits alimentaires qui a persisté en 2023, les volailles ont continué de se démarquer des viandes porcine, bovine et ovine qui ont connu des replis de consommation. D'après les indices des prix à la consommation publiés par l'INSEE, l'indice des viandes a progressé de 10,8 %, et celui des volailles de 8,9 %.

Ce dynamisme de la consommation de volailles est à relativiser puisqu'elle est largement portée par la viande de poulet (+ 3,1 %) dont la part, dans la consommation de volailles (figure 4-19, 4-20), est en progression continue : 78 % en 2023 contre 70 % en 2018. À l'inverse, la consommation de viande de dinde est restée en repli (- 1,7 %). Dans un contexte d'inflation, la viande de dinde est d'autant plus pénalisée par son prix, supérieur de 3,00 € dans les circuits de distribution alimentaire. Quant à la consommation de viande de canard (+ 12,4 %), elle a renoué avec la croissance sous l'effet de la reprise de la production qui a permis un retour de l'offre. La consommation de viande de pintade est restée en retrait (- 7,5 %) avec une production qui n'a pas totalement repris. Les niveaux de consommation de viande de dinde, de canard et de pintade sont restés très inférieurs à la moyenne 2018-2022, respectivement de 14,8 %, de 24,7 % et de

25,8 %. Seule la consommation de poulet a enregistré une forte progression sur ce même pas de temps (+ 12,1 %).

En 2023, selon les données du panel consommateur Kantar, les **achats des ménages** de viandes et élaborés de volailles ont augmenté (+ 1,6 %) en volume, malgré un contexte de hausse des prix (+ 0,71 €/kg soit + 7,3 %). Si le poulet est resté le moteur de la consommation à l'instar des années précédentes (+ 6,5 %), l'inflation a pu modifier les habitudes de consommation des ménages. Ainsi, par type de produits, la croissance du marché est portée notamment par les découpes de poulet (37 % des achats en 2023 contre 34 % en 2022), avec une croissance des achats des cuisses et gigues (+ 10,3 %) et des escalopes (+ 5,8 %). Les achats de cuisses ont été favorisés par leur prix inférieur (5,7 €/kg contre 11,7 €/kg pour les escalopes). Par ailleurs, au sein de ce segment des découpes, la consommation s'est recentrée sur les achats de découpe de poulets standards (+ 12,0 %) au détriment des produits label rouge (- 7,5 %) et biologiques (- 13,5 %). En outre, les élaborés, en forte croissance les années précédentes, ont enregistré une baisse des achats (- 3,2 %) s'expliquant notamment par leur prix élevé (10,71 €/kg). Enfin, les achats de charcuterie de volailles, saucisses et jambon, se sont maintenus (+ 2,0 %) grâce à la croissance du jambon de volailles (+ 7,0 %), malgré son prix élevé (13,9 €/kg).

### › Prévisions 2024

En 2023, les filières avicoles sont restées affectées par l'IAHP avec une production qui ne s'est redressée qu'à partir d'avril en lien avec l'accalmie de l'épizootie et la levée progressive des restrictions de mise en place. Dans ce contexte, les niveaux de production sont restés inférieurs à la moyenne quinquennale 2018-2022. Le retour à des niveaux de production d'avant crise sera donc l'un des enjeux importants de 2024 et restera fortement dépendant de la virulence d'une éventuelle épizootie d'IAHP. Ainsi la vigilance sur le respect de la biosécurité doit rester élevée, en complément de la vaccination des palmipèdes déployée depuis octobre 2023.

En 2023, le contexte inflationniste a largement favorisé la consommation de viandes de volailles qui a poursuivi sa croissance structurelle contrairement aux autres viandes. Cette hausse de consommation devrait perdurer en 2024, soutenue par une baisse des prix au détail amorcée dès la fin d'année 2023 qui devrait se prolonger dans le sillage de la baisse du prix de l'aliment volaille. En comparaison à l'évolution de l'IPC viande de porc, qui lui est resté stable, cette baisse des prix pourrait accroître le report de la viande de porc vers la viande de volailles au premier semestre 2024. Au-delà de cette baisse des prix alimentaires, la hausse du pouvoir d'achat des Français liée au rattrapage attendu des salaires pourrait amoindrir l'effet de descente en gamme connu en 2023 avec une demande de produit notamment label rouge et biologique qui pourrait être stimulée. La demande en RHD devrait aussi être accrue par l'afflux de visiteurs attendu en France dans le cadre des Jeux Olympiques. Néanmoins, cette augmentation de consommation en RHD devrait s'accompagner d'une augmentation des importations, la production nationale étant davantage distribuée dans les commerces de détail.

#### 4-1 Bilan français dans le secteur de la volaille de chair

1 000 tec	2022	2023	% 23/22
<b>Production</b>	<b>1 555</b>	<b>1 590</b>	<b>2,2</b>
<b>Abattages</b>	<b>1 501</b>	<b>1 531</b>	<b>2,0</b>
<b>Commerce extérieur viandes</b>			
Exportations	436	411	-5,8
Importations	832	859	3,2
Solde	-396	-448	
<b>Variations de stock *</b>	<b>-12</b>	<b>10</b>	
<b>Consommation **</b>	<b>1 909</b>	<b>1 968</b>	<b>3,1</b>
Auto approvisionnement %	81	81	

\*Estimations \*\*Calculée par bilan

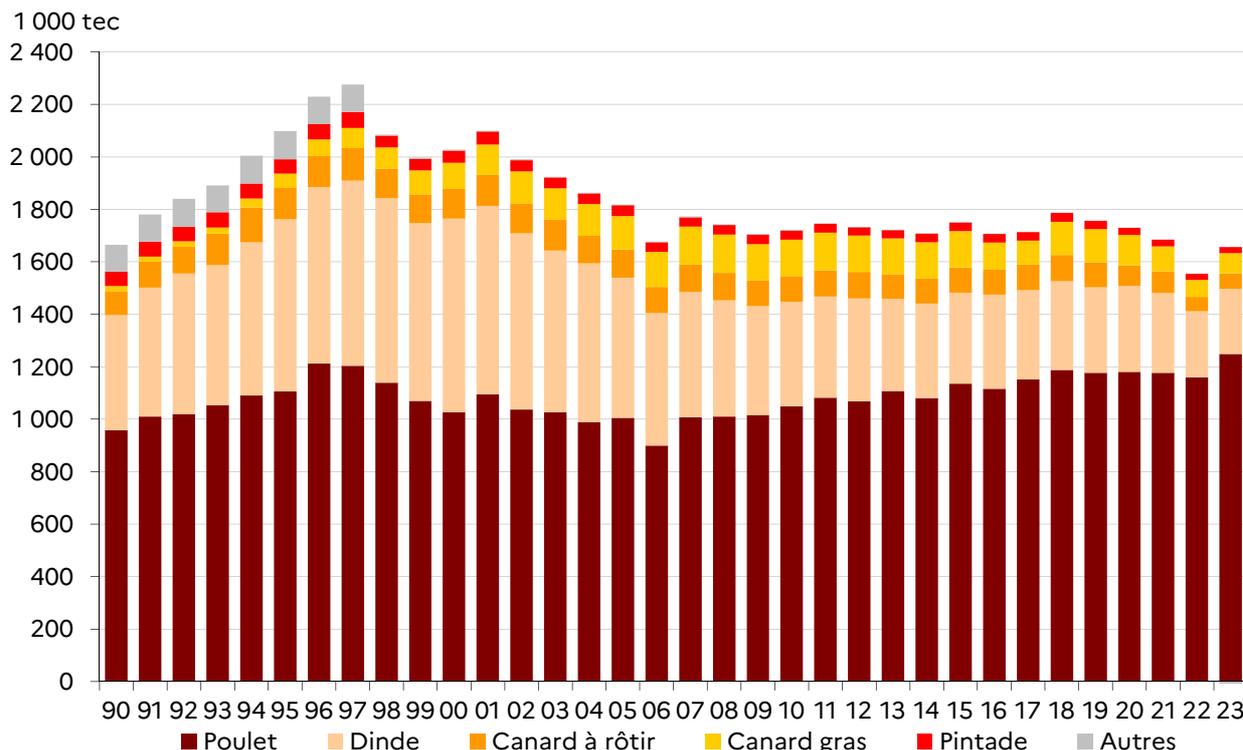
Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

#### 4-2 Abattages contrôlés CVJA de volailles en France

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>ENSEMBLE VOLAILLES</b>	<b>1 694</b>	<b>1 671</b>	<b>1 625</b>	<b>1 501</b>	<b>1 531</b>	<b>2,0</b>
<b>Poulets</b>	<b>1 072</b>	<b>1 078</b>	<b>1 082</b>	<b>1 071</b>	<b>1 084</b>	<b>1,2</b>
<b>Dindes</b>	<b>319</b>	<b>319</b>	<b>295</b>	<b>245</b>	<b>241</b>	<b>-1,8</b>
<b>Canards</b>	<b>218</b>	<b>191</b>	<b>176</b>	<b>118</b>	<b>137</b>	<b>16,1</b>
Canards à rôtir	93	76	82	54	59	9,7
Canards à gaver	125	116	94	64	78	21,5
<b>Pintades</b>	<b>32</b>	<b>28</b>	<b>25</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>-4,8</b>
<b>Poules et coqs</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>39</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>-1,1</b>

Source : FranceAgriMer d'après SSP

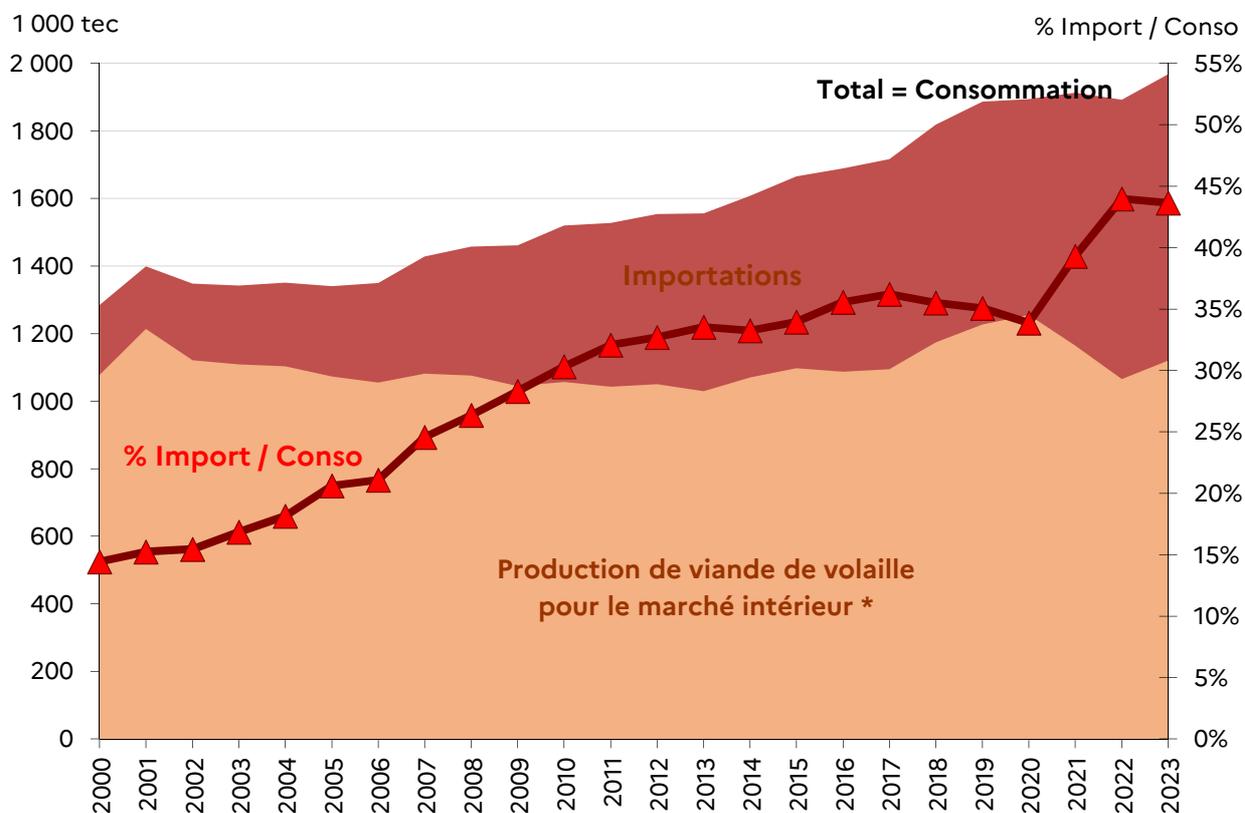
### 4-3 Production indigène brute de volailles en France



Rupture de série entre 1997 et 1998 ; à partir de 1998, la production est calculée à partir des abattages et non plus des mises en place de poussins

Source : FranceAgriMer d'après SSP

### 4-4 Part de la production nationale et des importations dans la consommation française de viandes de volailles



\*Abattages – exportations de viandes

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

#### 4-5 Échanges français de viandes de volailles - En volume

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations</b>	<b>468</b>	<b>416</b>	<b>461</b>	<b>436</b>	<b>411</b>	<b>-5,8</b>
<b>Union européenne</b>	<b>278</b>	<b>201</b>	<b>276</b>	<b>277</b>	<b>254</b>	<b>-8,2</b>
Viandes fraîches	119	94	137	138	121	-11,9
Viandes congelées	86	69	84	82	73	-10,4
Préparations	72	37	52	55	57	4,0
Volailles saumurées	1	1	2	3	3	-4,6
<b>Pays tiers</b>	<b>190</b>	<b>215</b>	<b>185</b>	<b>159</b>	<b>157</b>	<b>-1,6</b>
Viandes fraîches	11	15	18	17	16	-7,2
Viandes congelées	170	171	139	120	117	-1,9
Préparations	8	28	26	21	22	4,6
Volailles saumurées	0	0	2	1	1	-2,9
<b>Importations</b>	<b>662</b>	<b>641</b>	<b>752</b>	<b>832</b>	<b>859</b>	<b>3,2</b>
<b>Union européenne</b>	<b>636</b>	<b>606</b>	<b>676</b>	<b>742</b>	<b>796</b>	<b>7,2</b>
Viandes fraîches	317	321	364	401	440	9,6
Viandes congelées	174	179	193	205	209	1,8
Préparations	102	102	114	132	144	9,6
Volailles saumurées	4	4	4	5	3	-28,3
<b>Pays tiers</b>	<b>26</b>	<b>35</b>	<b>76</b>	<b>90</b>	<b>63</b>	<b>-30,4</b>
Viandes fraîches	14	6	43	40	24	-40,5
Viandes congelées	43	14	18	30	21	-30,4
Préparations	5	10	10	14	15	5,5
Volailles saumurées	7	6	5	5	3	-50,0

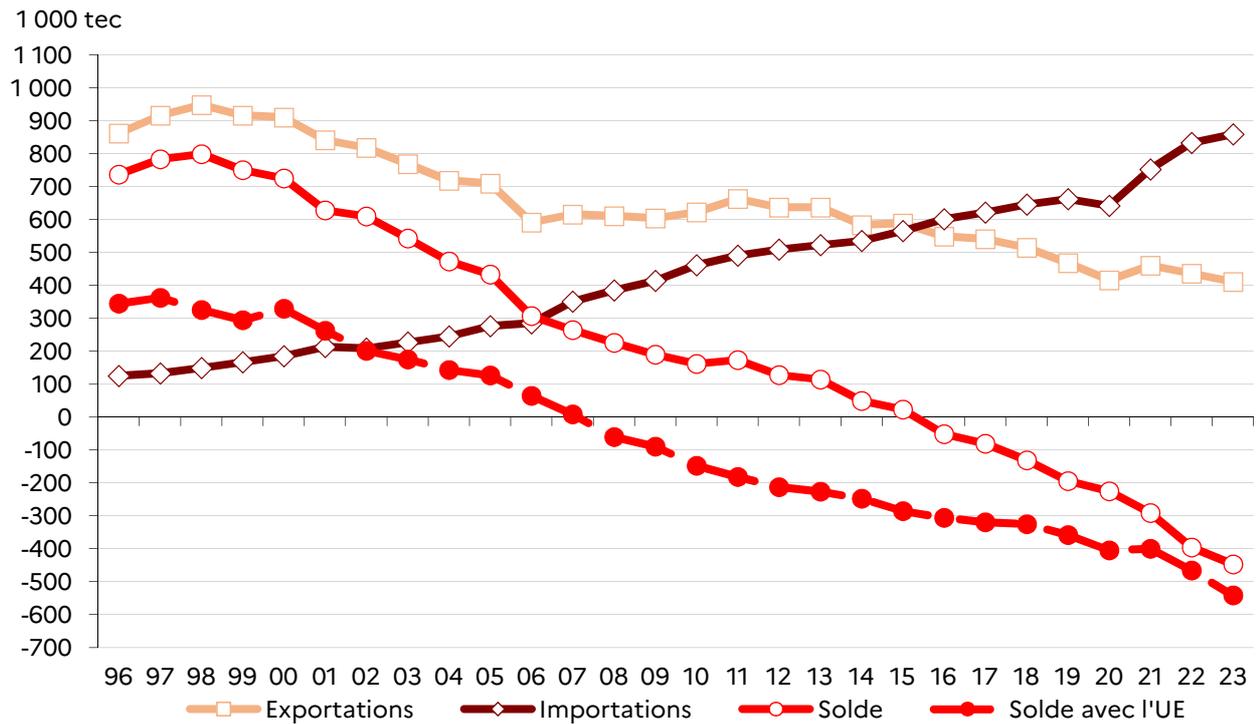
Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-6 Échanges français de viandes de volailles - En valeur

Millions d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations</b>	<b>1 054</b>	<b>890</b>	<b>1 004</b>	<b>1 133</b>	<b>1 178</b>	<b>4,0</b>
<b>Union européenne</b>	<b>782</b>	<b>528</b>	<b>645</b>	<b>740</b>	<b>787</b>	<b>6,4</b>
Viandes fraîches	338	268	297	306	327	7,0
Viandes congelées	159	114	148	167	166	-0,2
Préparations	279	141	194	259	285	10,2
Volailles saumurées	6	5	6	9	8	-7,0
<b>Pays tiers</b>	<b>272</b>	<b>362</b>	<b>359</b>	<b>394</b>	<b>392</b>	<b>-0,5</b>
Viandes fraîches	41	58	70	79	81	2,4
Viandes congelées	202	199	183	215	194	-9,5
Préparations	28	103	104	97	113	15,6
Volailles saumurées	1	2	2	2	3	45,9
<b>Importations</b>	<b>1 417</b>	<b>1 323</b>	<b>1 557</b>	<b>2 290</b>	<b>2 413</b>	<b>5,4</b>
<b>Union européenne</b>	<b>1 160</b>	<b>1 214</b>	<b>1 305</b>	<b>1 352</b>	<b>2 280</b>	<b>6,8</b>
Viandes fraîches	702	651	797	1 163	1 258	8,2
Viandes congelées	353	288	327	484	473	-2,3
Préparations	290	297	336	477	540	13,3
Volailles saumurées	8	6	7	11	9	-19,3
<b>Pays tiers</b>	<b>65</b>	<b>81</b>	<b>90</b>	<b>155</b>	<b>133</b>	<b>-14,5</b>
Viandes fraîches	1	17	19	26	16	-36,0
Viandes congelées	16	19	24	54	39	-27,0
Préparations	35	36	38	62	70	13,3
Volailles saumurées	13	9	8	13	6	-52,6

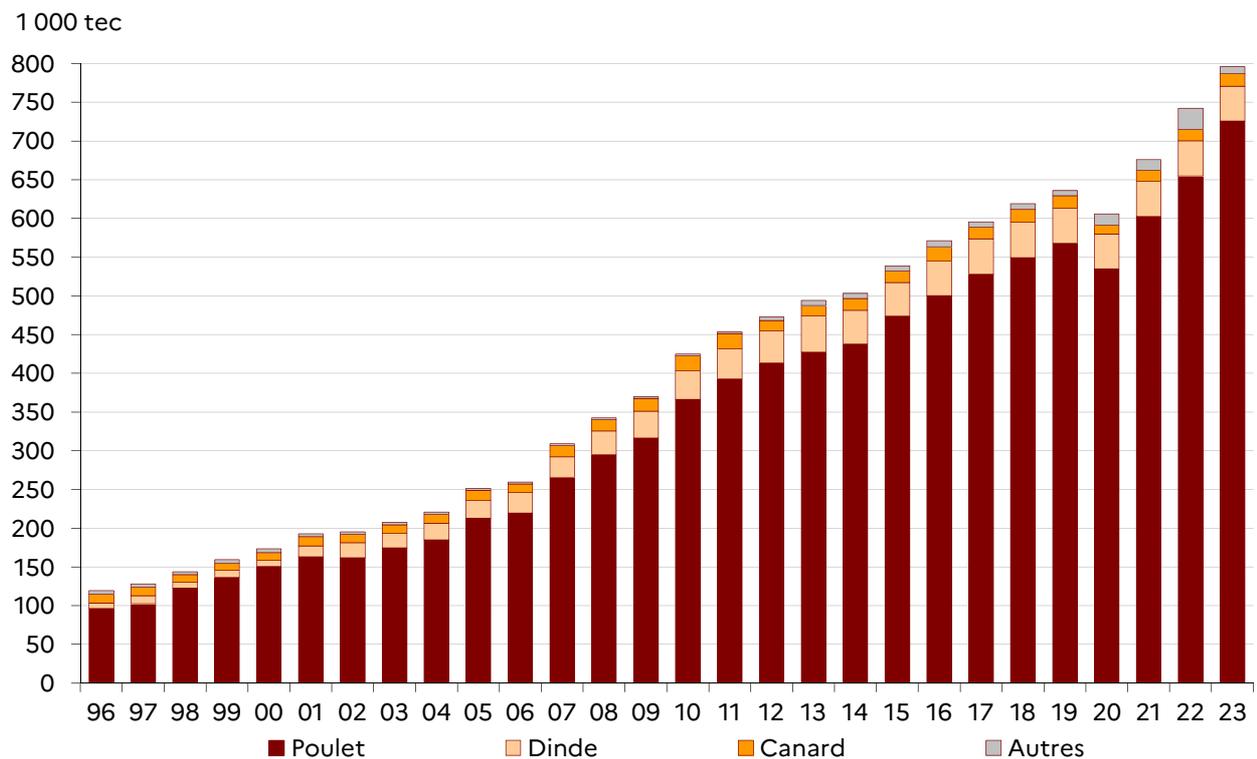
Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-7 Commerce extérieur français de viandes de volailles



Source : FranceAgriMer d'après douane française

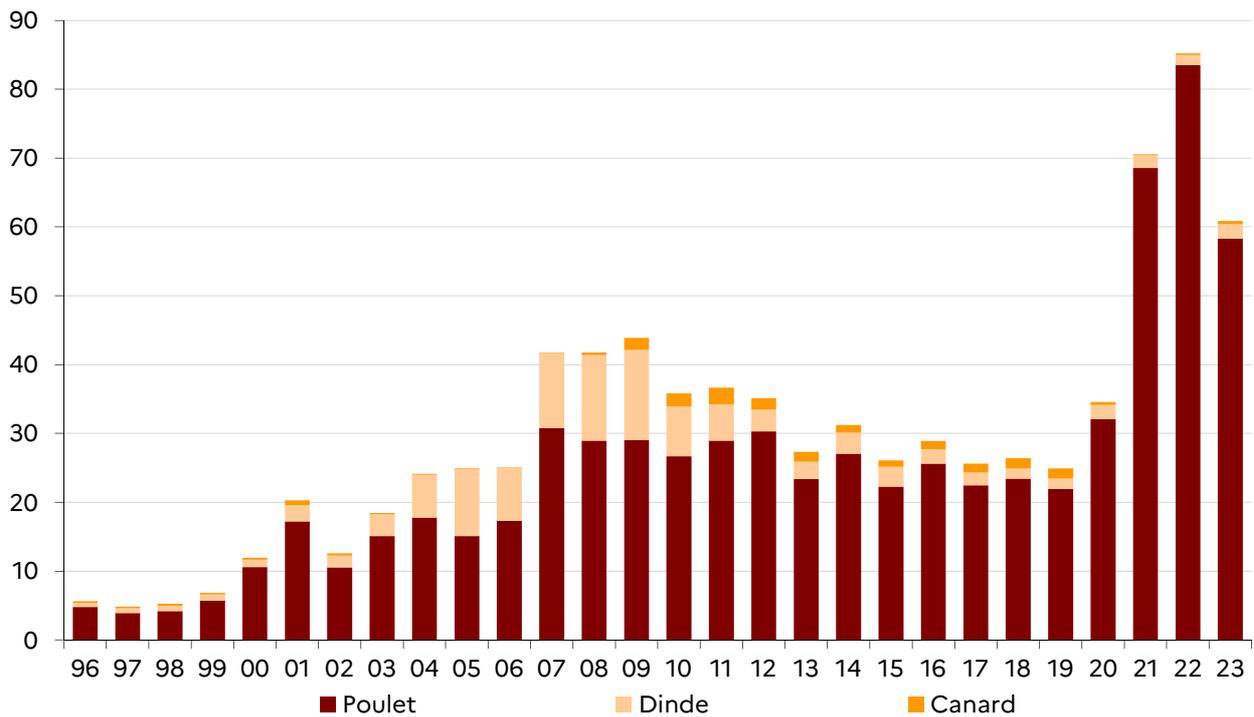
#### 4-8 Importations françaises de viandes de volailles en provenance de l'Union européenne



Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-9 Importations françaises de viandes de volailles en provenance des pays tiers

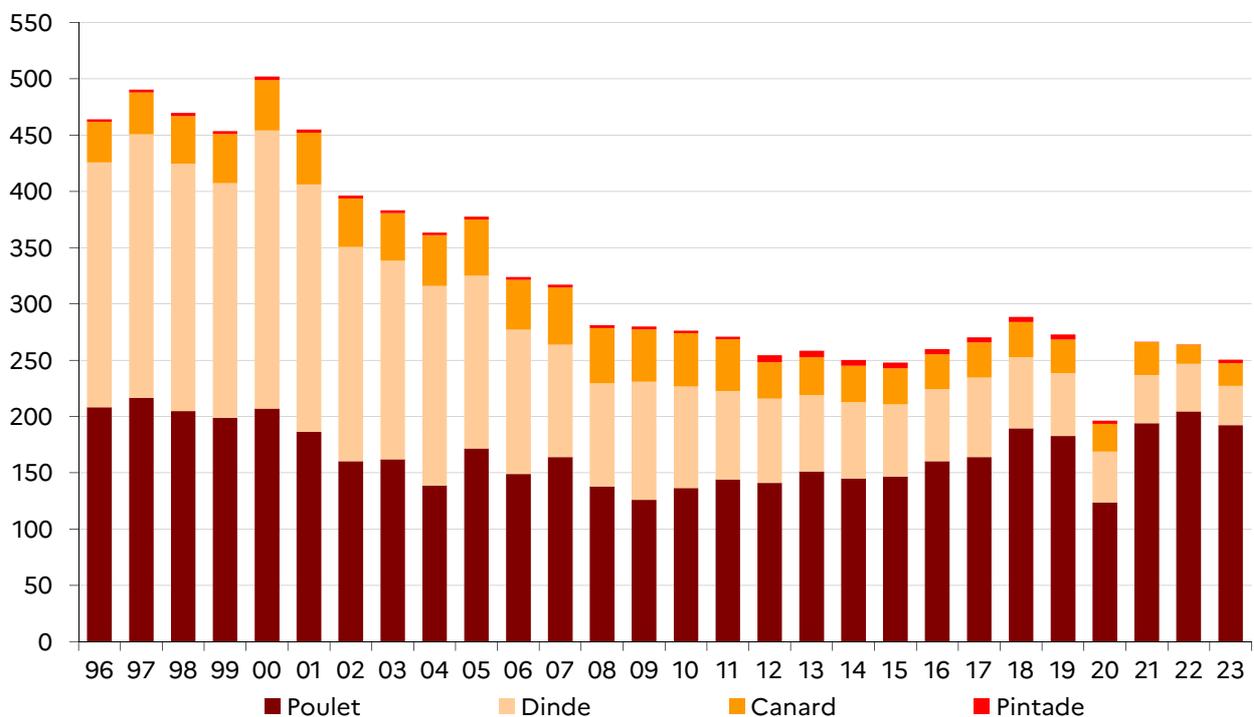
1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après douane française

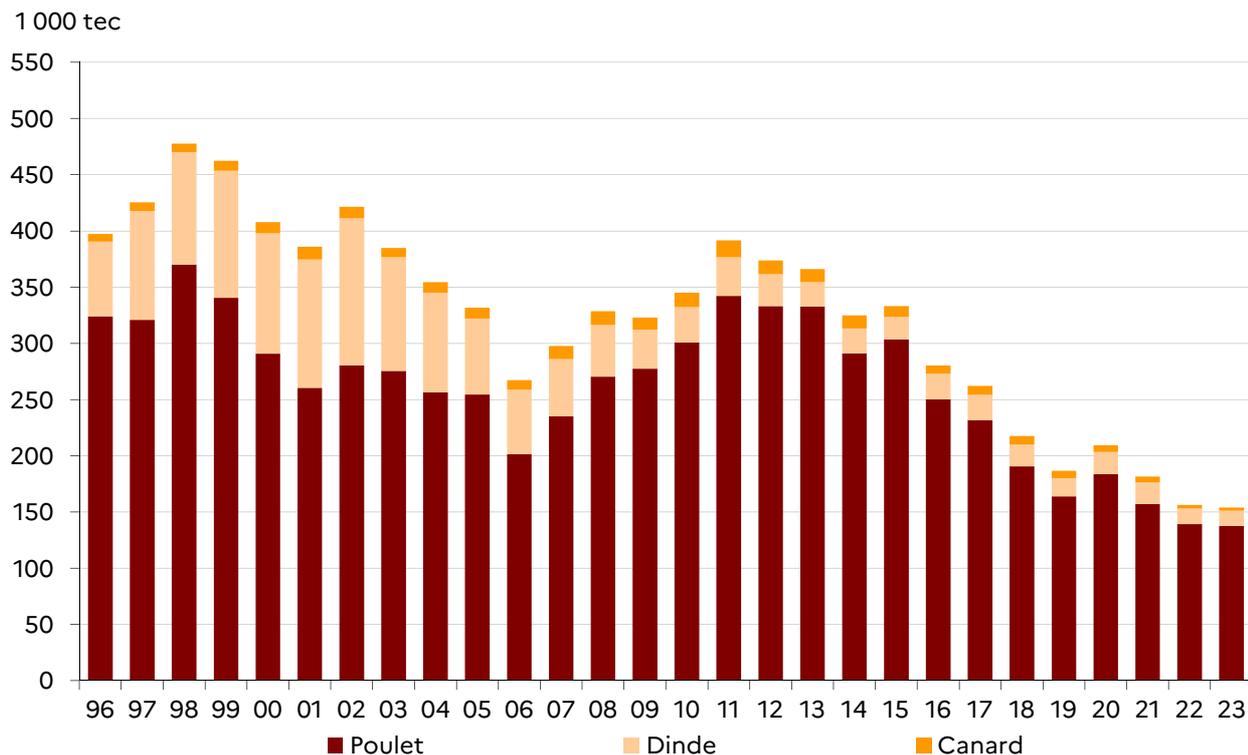
#### 4-10 Exportations françaises de viandes de volailles vers l'Union européenne

1 000 tec



Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-11 Exportations françaises de viandes de volailles vers les pays tiers



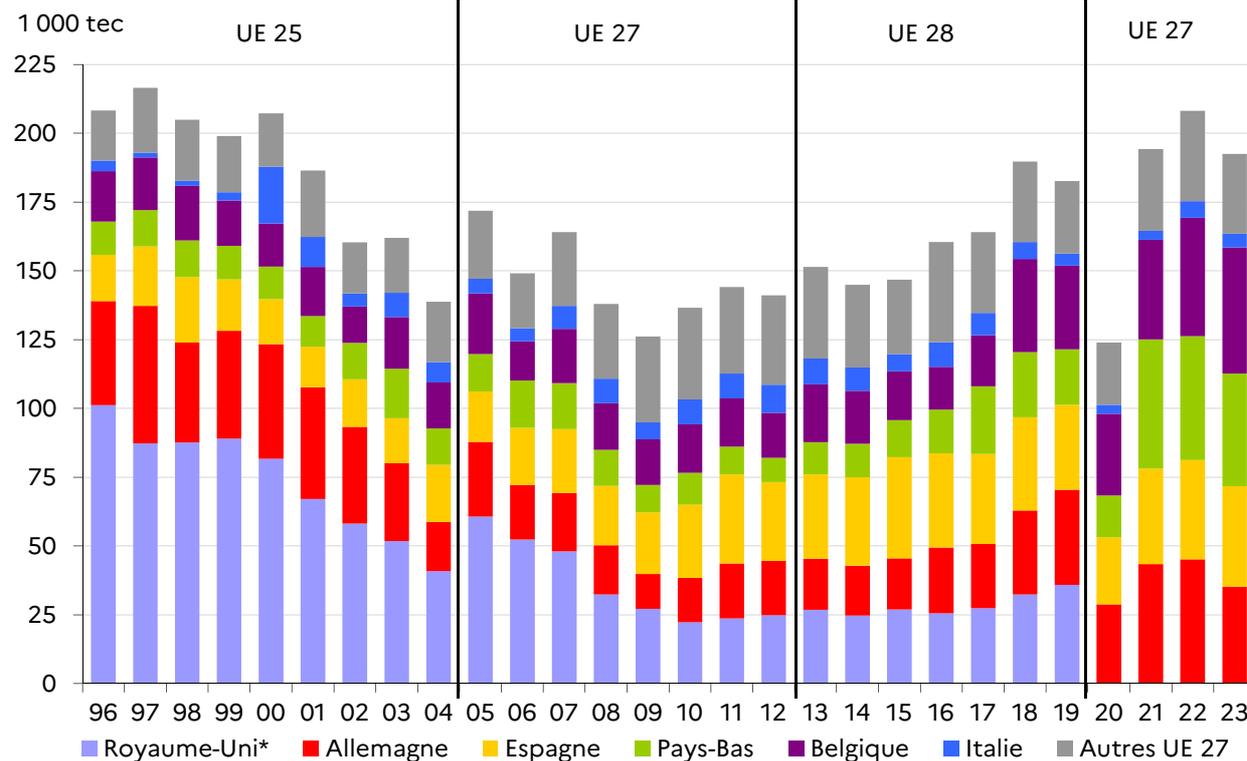
Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-12 Commerce extérieur français de viande de poulet avec l'Union européenne à 27/28

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>183</b>	<b>124</b>	<b>194</b>	<b>208</b>	<b>192</b>	<b>-7,5</b>
Espagne	31	24	35	36	37	1,3
Royaume-Uni*	36					
Belgique	30	30	36	43	46	6,4
Allemagne	35	29	43	45	35	-22,2
Pays-Bas	20	15	47	45	41	-9,0
Italie	4	3	3	6	5	-17,2
<b>Importations</b>	<b>568</b>	<b>535</b>	<b>603</b>	<b>675</b>	<b>726</b>	<b>7,5</b>
Belgique	142	137	165	189	201	6,3
Pays-Bas	112	104	121	122	130	6,6
Allemagne	68	70	62	63	67	5,0
Royaume-Uni*	19					
Pologne	133	147	167	213	234	9,7
Espagne	39	25	27	25	25	-2,5
<b>SOLDE</b>	<b>-385</b>	<b>-411</b>	<b>-408</b>	<b>-467</b>	<b>-533</b>	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

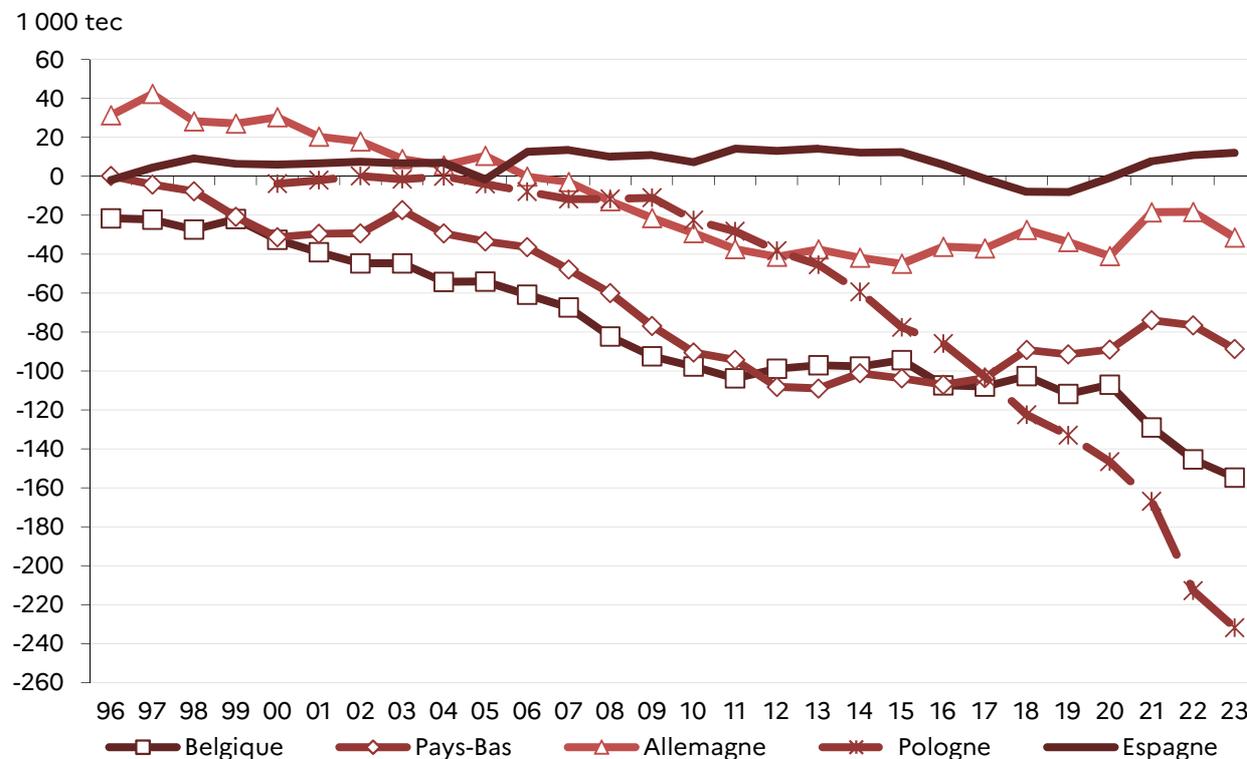
#### 4-13 Importations françaises de viande de poulet en provenance de l'UE à 27/28



\* Sortie de l'UE en 2020

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-14 Solde des échanges français de viande de poulet avec les principaux pays de l'UE à 27



Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-15 Commerce extérieur français de viande de dinde avec l'Union européenne à 27/28

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>56</b>	<b>45</b>	<b>43</b>	<b>45</b>	<b>35</b>	<b>-21,9</b>
Belgique	16	16	16	14	14	-2,6
Espagne	14	10	10	6	3	-55,5
Allemagne	6	6	6	8	9	17,8
Royaume-Uni	3					
Grèce	3	2	2	1	1	-64,0
Pays-Bas	4	4	4	5	4	-24,8
Italie	1	0	0	1	0	-12,5
Danemark	2	1	1	1	1	-26,7
<b>Importations</b>	<b>45</b>	<b>46</b>	<b>44</b>	<b>45</b>	<b>48</b>	<b>6,2</b>
Allemagne	15	14	14	15	11	-26,9
Italie	7	7	7	6	6	-3,9
Pays-Bas	2	3	3	1	2	192,6
Espagne	6	6	6	6	7	24,6
Belgique	4	5	5	5	5	-0,2
Royaume-Uni	1					
Pologne	7	10	10	9	15	73,0
<b>SOLDE</b>	<b>11</b>	<b>-1</b>	<b>-1</b>	<b>0</b>	<b>-13</b>	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-16 Commerce extérieur français de viande de volailles par destination - En volume

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>468</b>	<b>416</b>	<b>461</b>	<b>436</b>	<b>411</b>	<b>-5,8</b>
Union européenne	278	201	276	277	254	-8,2
Pays tiers	190	215	185	159	157	-1,6
<b>Importations</b>	<b>662</b>	<b>641</b>	<b>752</b>	<b>832</b>	<b>859</b>	<b>3,2</b>
Union européenne	636	606	676	742	796	7,2
Pays tiers	26	35	76	90	63	-30,4
<b>SOLDE global</b>	<b>-194</b>	<b>-226</b>	<b>-291</b>	<b>-396</b>	<b>-448</b>	<b>+13,1</b>
SOLDE avec l'UE à 27/28	-358	-405	-400	-465	-542	+16,4
SOLDE avec les pays tiers	164	179	109	69	94	+35,7

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-17 Commerce extérieur français de viande de volailles par destination - En valeur

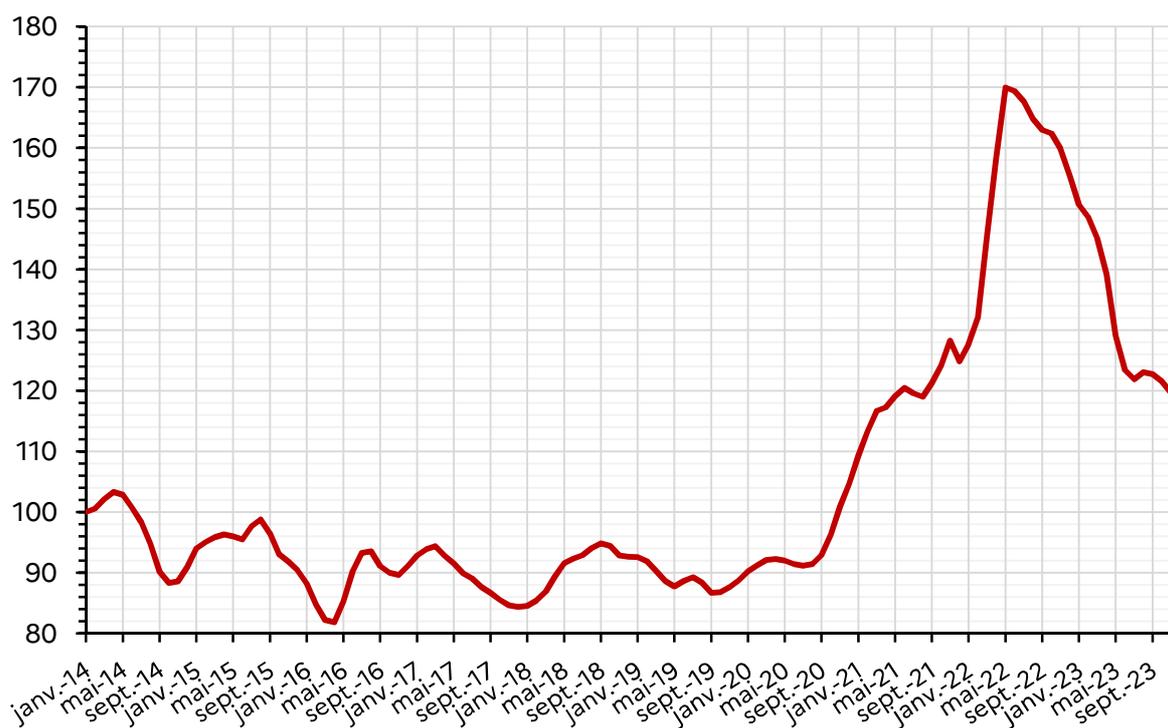
Millions d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations</b>	<b>1 054</b>	<b>890</b>	<b>1 004</b>	<b>1 133</b>	<b>1 178</b>	<b>4,0</b>
Union européenne	782	528	645	740	787	6,4
Pays tiers	272	362	359	394	392	-0,5
<b>Importations</b>	<b>1 417</b>	<b>1 323</b>	<b>1 557</b>	<b>2 290</b>	<b>2 413</b>	<b>5,4</b>
Union européenne	1 352	1 242	1 467	2 134	2 280	6,8
Pays tiers	65	81	90	155	133	-14,5
<b>SOLDE global</b>	<b>-363</b>	<b>-433</b>	<b>-553</b>	<b>-1 156</b>	<b>-1 234</b>	<b>+6,8</b>
SOLDE avec l'UE à 27/28	-570	-714	-822	-1 395	-1 493	+7,1
SOLDE avec les pays tiers	207	281	269	239	259	+8,6

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-18 Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poulet standard

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi

#### 4-19 Consommation indigène brute de viandes de volailles en France par habitant

Kg/Hab/an	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>VOLAILLES</b>	<b>28,2</b>	<b>28,1</b>	<b>28,3</b>	<b>28,1</b>	<b>28,9</b>	<b>2,8</b>
Poulet	19,6	19,8	20,8	21,9	22,5	2,8
Dinde	4,4	4,4	4,2	3,6	3,5	-2,0
Canard	3,1	2,6	2,3	1,7	1,9	12,0
Pintade	0,4	0,3	0,3	0,3	0,3	-7,7

**Avertissement** : entre 2018 et 2019, la consommation par bilan est calculée et estimée en l'absence de données de variations de stocks, la série ayant été interrompue en 2018 ; l'évolution de la consommation de viande de canard est notamment à considérer avec prudence du fait de la constitution de stocks importants sur cette période.

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

#### 4-20 Consommation indigène brute de viandes de volailles en France

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>VOLAILLES</b>	<b>1 887</b>	<b>1 894</b>	<b>1 913</b>	<b>1 909</b>	<b>1 968</b>	<b>3,1</b>
Poulet	1 316	1 337	1 405	1 486	1 533	3,1
Dinde	295	296	281	243	239	-1,7
Canard	207	174	158	115	130	12,4
Pintade	27	24	21	19	17	-7,5

Source : FranceAgriMer d'après SSP et douane française

# Le marché des volailles de chair dans l'Union européenne et dans le monde

## › Une croissance faible du marché mondial des volailles de chair

Depuis deux ans, la croissance de la production mondiale de volailles de chair a ralenti, enregistrant une hausse de 0,8 % en 2022 et 0,5 % en 2023, après avoir connu un taux de croissance annuel moyen de 2,5 % sur la période 2017-2021. En 2023, les coûts de production élevés et la présence généralisée de l'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) dans tous les pays n'ont pas inversé la tendance estimée à la hausse, même faible, de la production mondiale de viande de volailles. Selon Rabobank, la production mondiale a bénéficié de la baisse des coûts de l'aliment volaille au quatrième trimestre, ainsi que d'une moindre virulence de l'IAHP tout au long de l'année. D'après les estimations de l'USDA, la croissance a principalement été portée par la reprise de la production de l'Union européenne (+ 2,5 %) ainsi que le développement continu de la production brésilienne (+ 3,0 %), tandis que les productions chinoise et étatsunienne (+ 0,5 %) se sont stabilisées.

Dans ce contexte, la croissance de la consommation mondiale s'est également affaiblie avec une hausse de 0,7 % en 2022 et 2023 contre 2,4 % sur la période 2017-2021. Bien que la viande de volailles reste une viande abordable, l'augmentation de son prix consécutif à la hausse des coûts de production a pu freiner la demande, notamment des marchés émergents en Asie, Afrique et Amérique latine. En 2023, la viande de volailles reste de loin la viande la plus consommée dans le monde, devant la viande porcine et la viande bovine dont les productions ont tout de même augmenté respectivement de 0,6 % et de 1,0 % d'après les estimations de l'USDA.

En 2022, malgré des prix élevés, les échanges mondiaux de viande de volailles étaient restés dynamiques avec des exportations et des importations en hausse, respectivement de 2,0 % et 2,6 %. En 2023, le marché mondial devrait peu évoluer, toujours influencé par des prix élevés même si une baisse a été enregistrée sur le second semestre. D'après les estimations de l'USDA, les exportations se stabiliseraient (- 0,1 %) tout comme les importations (+ 0,3 %). Ce rythme contraste avec la dynamique observée sur la période 2018-2022, avec un taux de croissance moyen des importations et des exportations respectivement de + 2,1 % et + 2,3 %. L'inflation a notamment conduit à une limitation des échanges de viande de volailles transformée, tandis que les autres types de viande de volailles sont restés en croissance.

En 2023, les dynamiques à l'export ont été inégales entre les différents pays exportateurs. Toujours d'après les estimations de l'USDA, les exportations du Brésil et de la Thaïlande ont progressé, respectivement de 7,3 % et 8,2 %, favorisées par leur forte compétitivité. À l'inverse, les envois se sont réduits depuis les États-Unis (- 0,5 %) et l'Union européenne (- 3,2 %) en raison de leur prix élevé et des restrictions d'exportations consécutives à l'IAHP. Au global, le Brésil est resté le premier exportateur mondial concentrant 35 % des volumes échangés.

La Chine a été le principal contributeur à la hausse des importations en 2023 (+ 23,2 %). Les importations chinoises se maintiennent à de hauts niveaux depuis 2019 à la suite de l'épizootie de peste porcine africaine qui a affecté la production porcine. De fortes hausses d'importations ont également été enregistrées depuis le Mexique, le Royaume-Uni et l'UE. Ces augmentations ont compensé la nette baisse des importations depuis les Philippines, le Japon et l'Angola, ce dernier ayant fortement renforcé sa production intérieure.

## › Redressement de la production européenne de volailles après la forte épizootie d'IAHP de 2022 et dans un contexte de coûts de production toujours élevé

Après une épizootie d'IAHP particulièrement virulente en 2022 dans l'Union européenne, les abattages de volailles de chair ont augmenté en 2023 (+ 2,5 %) (figures 4-21, 4-22). Les abattages ont repris en France (+ 2,0 %), en Italie (+ 10,9 %) et en Espagne (+ 4,8 %), pays les plus touchés par l'influenza aviaire en 2022. Si en 2023 des foyers d'IAHP ont tout de même été détectés dans ces pays, leur intensité a été moindre au regard de 2022. Par ailleurs, la Pologne qui n'a pas été confrontée à des épisodes majeurs d'IAHP en 2022 et 2023 a continué de développer sa production avec des abattages en hausse de 1,5 %. Ainsi en dépit de coûts de production qui sont restés élevés, les abattages de l'UE ont repris rapidement. Ils ont même retrouvé un niveau supérieur à la moyenne quinquennale 2018-2022 (+ 1,3 % avec un périmètre UE à 27 sur toute la période).

Les abattages de **poulets** ont progressé de 3,1 % tirés à la hausse par la reprise des abattages chez les plus importants producteurs de l'Union européenne (France, Espagne, Allemagne) à l'exception des Pays-Bas (- 1,1 %). Les abattages polonais, qui n'avaient pas connu de repli l'an dernier, ont poursuivi leur croissance (+ 2,9 %), renforçant ainsi la place de la Pologne en tant que premier producteur de l'UE de poulets avec 21 % des volumes abattus.

Les abattages de **dindes** ont augmenté (+ 2,5 %), après le recul important de l'an dernier. Les abattages ont été tirés par la reprise en Allemagne (+ 4,3 %), en Italie (+ 16,0 %) et en Espagne (+ 7,4 %). En revanche, les abattages de dindes sont restés en repli en France (- 1,8 %). Par ailleurs, en Pologne les abattages ont reculé (- 7,1 %), après une année 2022 de forte croissance. Au global, la production de l'Union européenne est restée inférieure à la moyenne quinquennale (- 10,2 %). La production de dinde est en réduction continue, pénalisée par une consommation qui s'érode sous l'effet d'un report de consommation vers la viande de poulet moins chère.

Les abattages de **canards** ont fortement augmenté en 2023 (+ 13,9 %). Des capacités de production ont été retrouvées en France (+ 16,1 %) et en Hongrie (+ 17,3 %) après deux années de baisses, consécutives à l'IAHP. Néanmoins, les abattages sont restés très inférieurs à la moyenne quinquennale aussi bien pour la France (- 26,3 %) que pour la Hongrie (- 18,2 %). En revanche, la Pologne a continué de développer rapidement sa production avec des abattages en hausse de 3,9 %, soit une progression de 6,5 % au regard de la moyenne quinquennale 2018-2022, et reste ainsi le second producteur européen derrière la France. À l'instar des autres viandes de volailles, la Pologne a envoyé environ 55 % de sa production de viande de canard vers l'Union européenne.

## › Le solde du commerce de l'UE s'érode mais reste positif

Les exportations de viande de volailles de l'Union européenne vers les pays tiers ont continué de diminuer en volume (- 3,2 %) et plus faiblement en valeur (- 1,6 %) (figure 4-26). Dans un contexte toujours inflationniste, les viandes de volailles européennes ont été fortement concurrencées par les pays plus compétitifs. Ainsi, des parts de marchés ont été perdues vers l'Afrique subsaharienne et les pays du Proche et Moyen-Orient notamment en faveur du Brésil. De plus, les fermetures de marchés pays tiers en particulier la Chine, les Philippines, l'Afrique du Sud et la Corée du Sud ont pu restreindre les exports.

Les principaux exportateurs ont contribué au repli des volumes envoyés : les Pays-Bas (- 8,1 %), la France (- 5,8 %) et la Belgique (- 16,3 %). Seule la Pologne a réussi à stabiliser ses envois (+ 0,3 %).

Ces quatre pays ont totalisé 74 % des exportations de l'UE vers les pays tiers en 2023, le premier exportateur restant la Pologne avec 36 % des volumes totaux produits exportés.

Les exportations de l'Union européenne ont diminué vers l'Afrique subsaharienne (- 8,1 %), notamment vers le Ghana qui a annoncé des restrictions à l'importation de viande de volailles fin 2022 (figure 4-28). Les exportations ont également baissé vers les pays du Proche et Moyen-Orient (- 15,1 %) en particulier vers l'Arabie Saoudite dont les importations de viande de volailles se sont globalement contractées en 2023. Vers l'Asie de l'Est, si les envois ont augmenté par rapport à 2022 (+ 21,5 %), ils sont toujours très nettement inférieurs à la moyenne quinquennale (- 68,7 %). A contrario, les envois se sont maintenus vers le Royaume-Uni (- 0,3 %), premier marché d'export pays tiers avec 36 % des volumes.

À l'inverse, en 2023 les importations en volume ont marqué une forte hausse (+ 5,0 %) et ont ainsi progressé de 9,3 % sur deux ans (figure 4-29). Si les importations se sont maintenues depuis le Brésil (- 1,0 %), premier pays fournisseur de l'UE en 2023 avec 33 % des parts de marchés, c'est la hausse substantielle des importations en provenance d'Ukraine (+ 57,5 %) qui a le plus fortement contribué à la hausse des volumes. L'Ukraine a ainsi vu ses parts de marché progresser entre 2022 et 2023, passant de 16 % à 24 %, et est devenu le second fournisseur de viande de volailles de l'UE. L'Ukraine bénéficie depuis 2022 d'un accord de suppression des droits de douane sur le marché de l'UE en lien avec le conflit avec la Russie. Les exportations de l'Ukraine au sein de l'UE ont été principalement dirigées vers les Pays-Bas. Enfin depuis la Thaïlande, troisième fournisseur, les importations ont également progressé (+ 9,2 %). En revanche, les importations depuis le Royaume-Uni étaient en net recul (- 20,9 %) du fait d'une production pénalisée par l'épizootie d'IAHP et les restrictions d'exportations en place depuis le Brexit.

Le recul des exportations en parallèle de la hausse des importations ont conduit à une dégradation du solde commercial de viande de volailles de l'UE. La balance reste positive avec un excédent estimé en volume à 1,1 million de tec et en valeur à 2,3 milliards d'euros, soit une réduction de l'excédent de 119 ktec et 83,8 millions d'euros par rapport à 2022 (figures 4-24, 4-25).

### › Dans un contexte toujours inflationniste la consommation de viande de volailles a poursuivi sa hausse

L'inflation des prix alimentaires a persisté en 2023 avec une progression de l'indice des prix à la consommation harmonisé des viandes dans l'Union européenne (IPCH) de 10,1 %, supérieure à la hausse de l'IPCH viande de volailles qui a progressé de 8,0 %. Dans ce contexte, la consommation de viande de volailles dans l'UE 27 calculé par bilan est estimée à 12 226 ktec, en hausse de 3,8 % (figure 4-21). Ainsi, la volaille a continué de se démarquer des autres viandes dont la consommation était en baisse (de - 3,7 % pour la viande porcine, - 4,8 % pour la viande bovine et - 2,5 % pour la viande ovine). La croissance de la consommation de viande de volailles a en partie été favorisée par l'inflation, avec une préférence des consommateurs pour la viande de volailles en raison de son prix inférieur aux autres viandes.

La hausse de la consommation par bilan de viande de volailles de l'UE est largement portée par la viande de poulet en forte croissance (+ 3,7 %) et qui représente 83 % de la consommation. Cette part ne cesse de se renforcer au détriment de la dinde, deuxième viande de volailles la plus consommée (12 %) mais dont la consommation se replie assez nettement depuis 2019. Cette baisse s'est confirmée en 2023 (- 1,1 %). Dans un contexte d'inflation, la viande de dinde est d'autant plus pénalisée par son prix supérieur à celui du poulet. La consommation de canard est plus marginale avec 3 % des volumes, mais a connu une dynamique positive en 2023 (+ 12,9 %) en lien avec le retour de l'offre.

Pour sa consommation intérieure, l'Union européenne reste autosuffisante avec un taux d'auto-provisionnement estimé à 109 % et une part des importations dans la consommation estimée à 8,2 % en 2023. Les importations sont principalement dirigées vers les circuits de l'industrie et de la restauration hors domicile.

#### 4-21 Bilan dans le secteur des volailles de chair – Union européenne à 27

1 000 tec	2022	2023*	%23*/22
<b>Production</b>	<b>13 008</b>	<b>13 338</b>	<b>2,5</b>
<b>Abattages</b>	<b>13 008</b>	<b>13 340</b>	<b>2,5</b>
<b>Commerce extérieur viandes</b>			
Exportations	2 186	2 115	-3,2
Importations	953	1 001	5,0
Solde	1 233	1 114	
<b>Consommation UE**</b>	<b>11 775</b>	<b>12 226</b>	<b>3,8</b>
Auto-provisionnement %	110	109	

\*Estimations \*\*Consommation calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, statistiques nationales, Eurostat et douane française

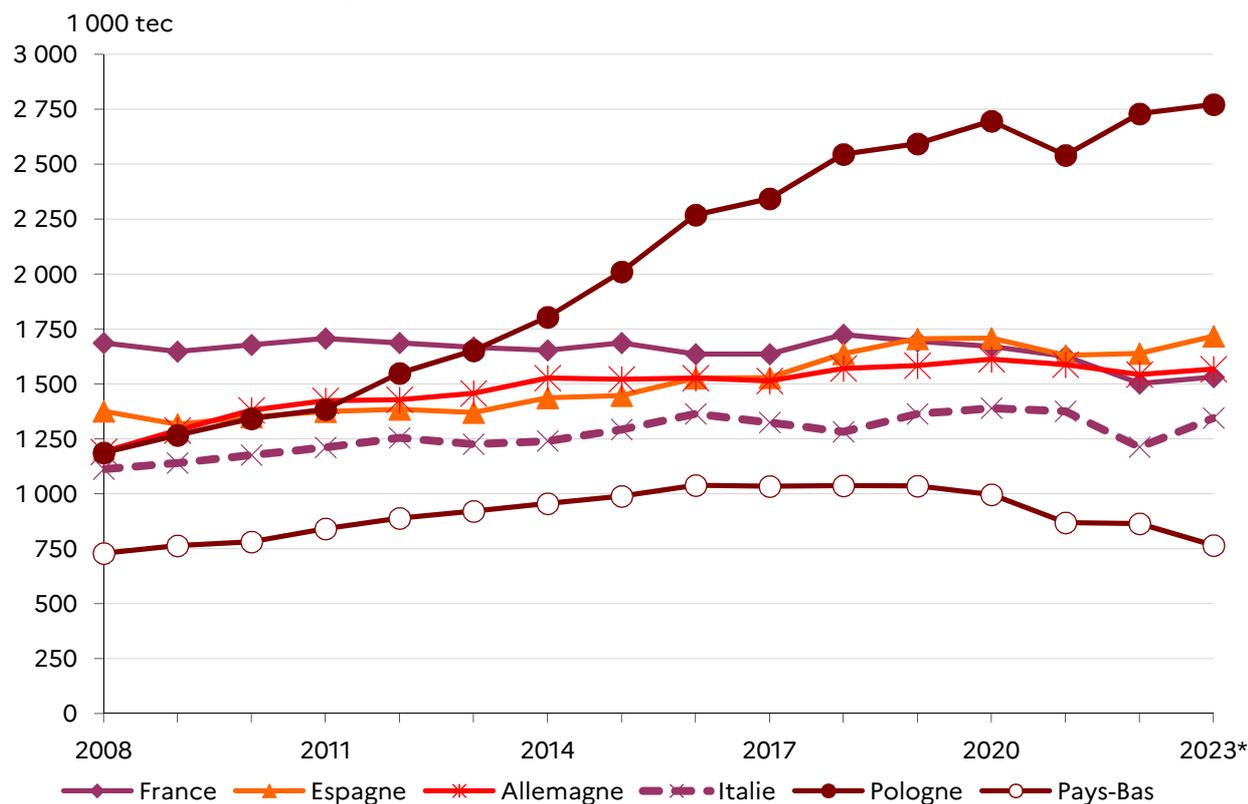
#### 4-22 Abattages de volailles dans les principaux pays de l'Union européenne

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	%23*/22
Pologne	2 593	2 696	2 540	2 730	2 772	1,5
France	1 661	1 671	1 625	1 501	1 531	2,0
Allemagne	1 584	1 613	1 588	1 543	1 567	1,6
Espagne	1 705	1 708	1 629	1 639	1 717	4,8
Italie	1 364	1 390	1 376	1 213	1 346	10,9
Pays-Bas	1 036	996	869	864	766	-11,4
Portugal	352	356	361	371	388	4,6
Belgique-Luxembourg	448	449	455	449	453	0,9
Danemark	169	167	163	152	160	5,0
Autriche	152	104	108	144	152	5,9
Grèce	230	239	239	249	272	9,3
Hongrie	533	514	550	480	514	7,0
Roumanie	498	462	465	491	514	4,7

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

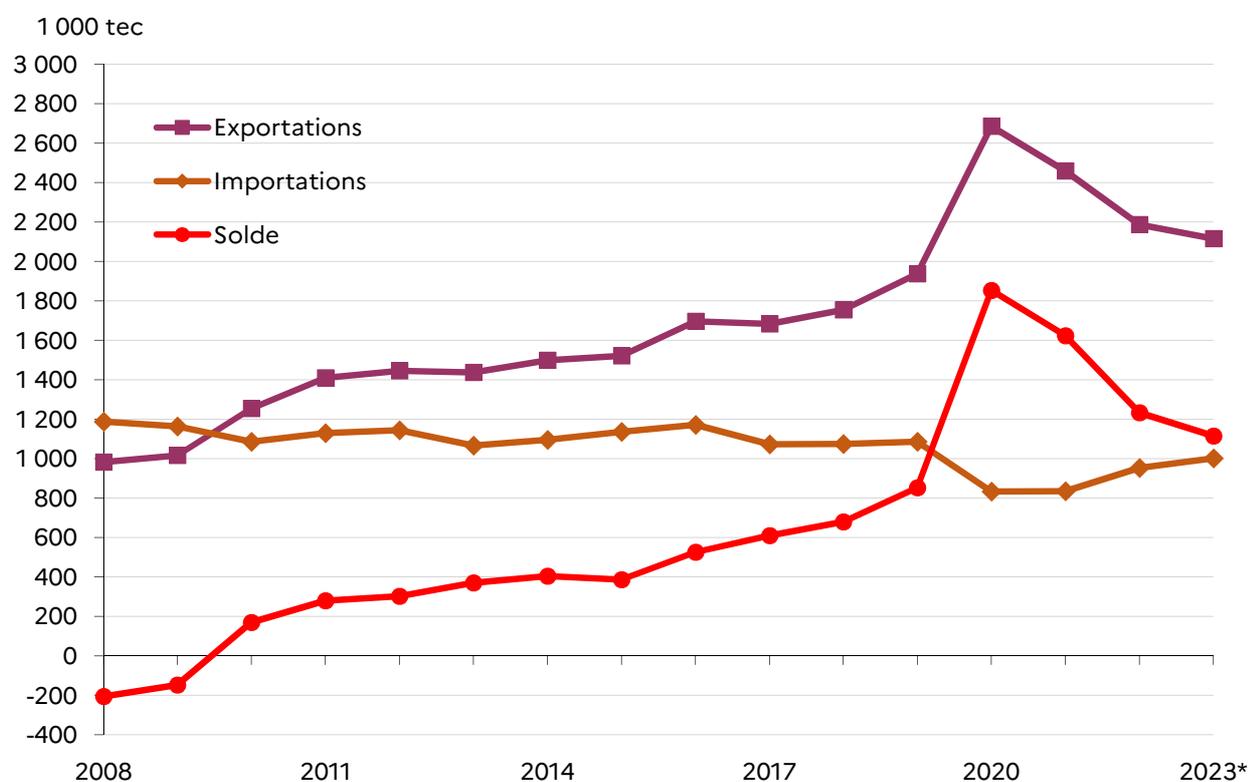
#### 4-23 Évolution des abattages de volailles dans les principaux pays producteurs de l'UE



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après SSP, Eurostat

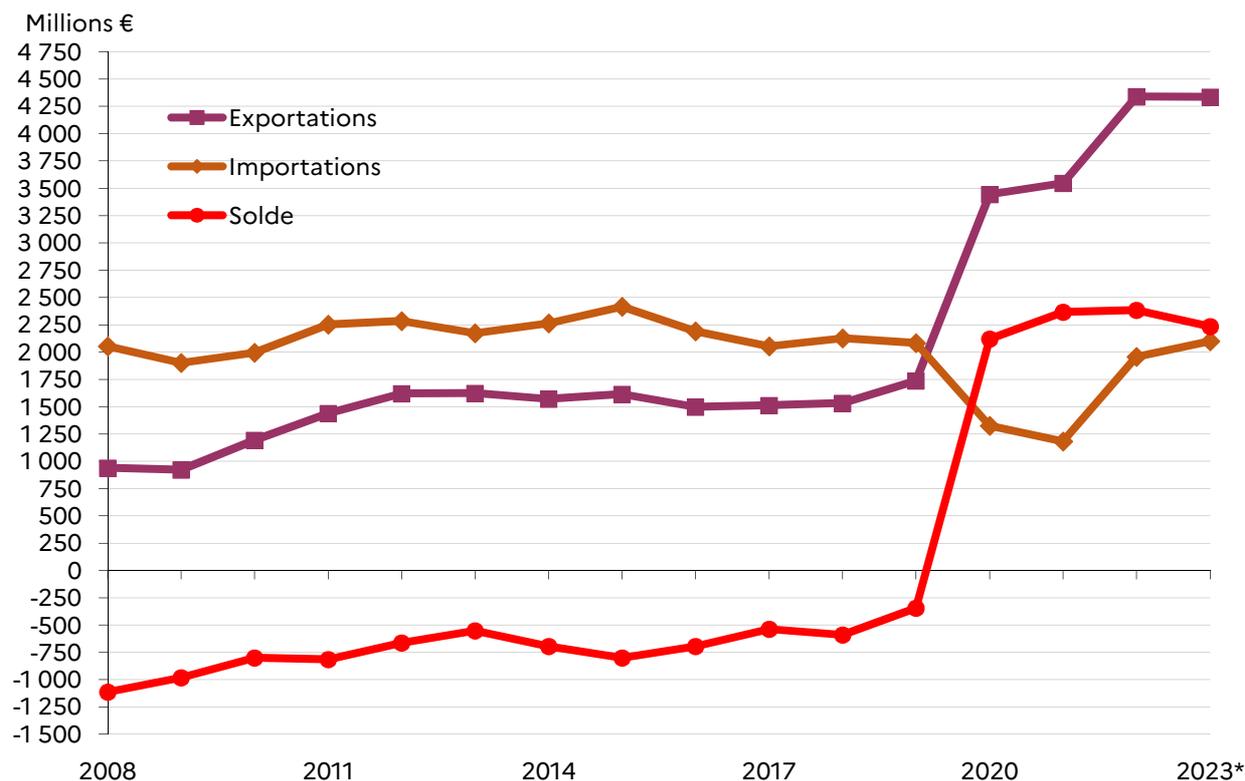
#### 4-24 Commerce extérieur de viande de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers en volume



\*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

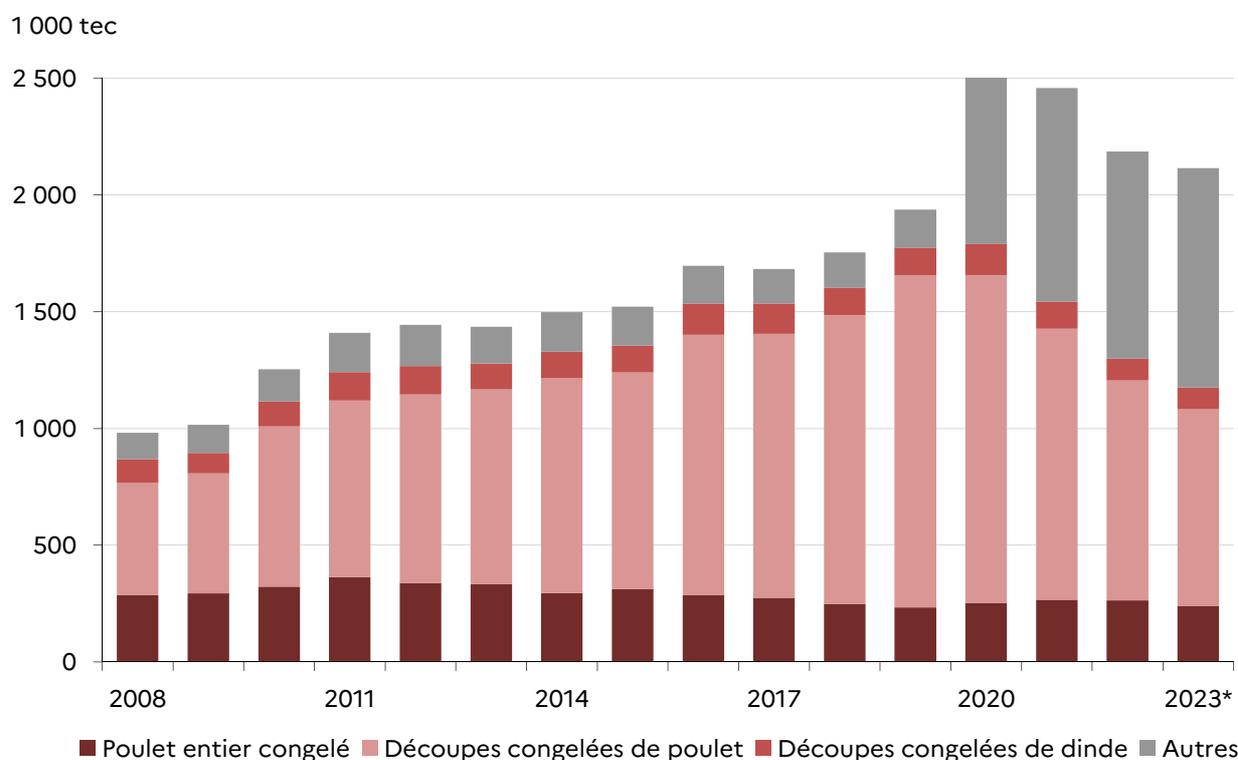
#### 4-25 Commerce extérieur de viande de volailles de l'UE à 27/28 avec les pays tiers en valeur



\*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

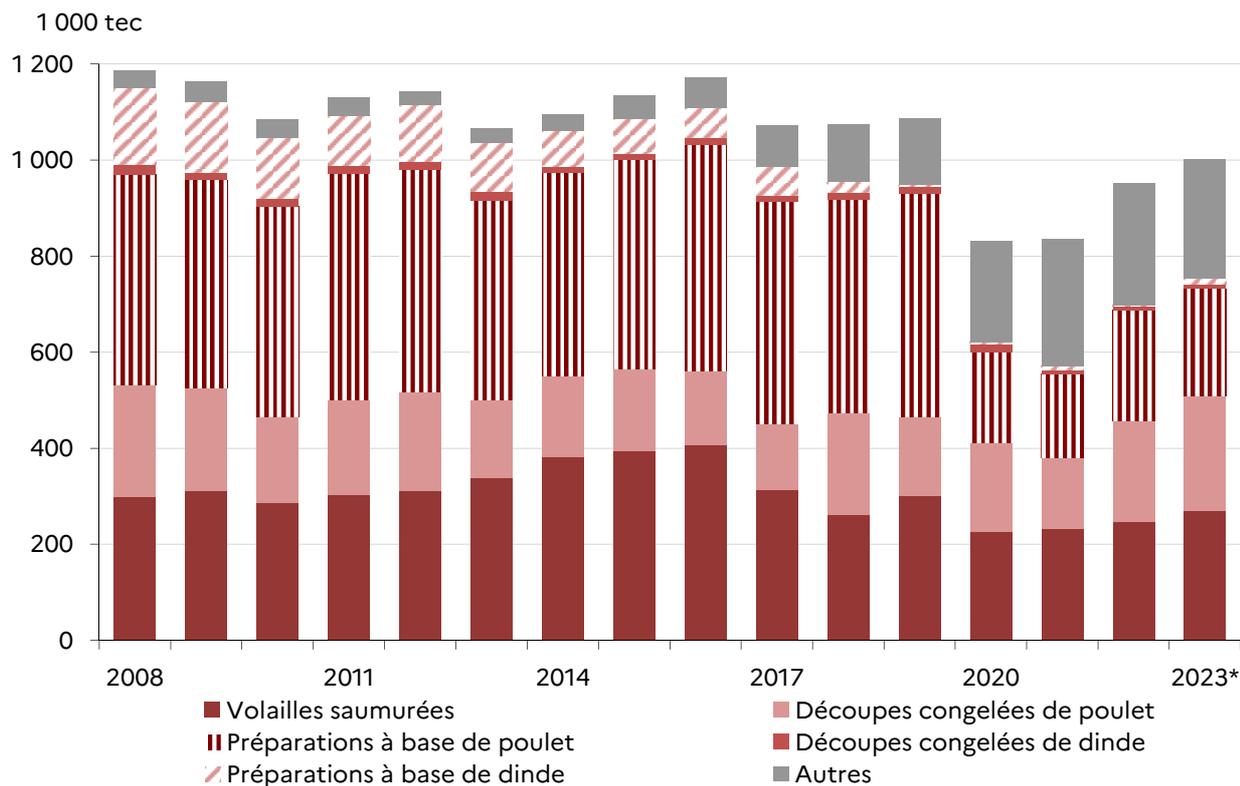
#### 4-26 Structure des exportations européennes à 27/28 de viande de volailles



\*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

#### 4-27 Structure des importations européennes à 27/28 de viande de volailles



\*Estimations (UE à 27 jusqu'en 2012, UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020)

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat et douane française

#### 4-28 Destinations des exportations européennes de viande de volailles

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	%23*/22
Proche et Moyen-Orient	120	115	104	123	104	-15,1
Afrique subsaharienne	787	758	806	694	638	-8,1
Asie de l'Est	486	386	179	76	92	21,5
Royaume-Uni		937	874	901	899	-0,3
Autres	544	489	494	391	381	-2,6
<b>TOTAL</b>	<b>1 938</b>	<b>2 686</b>	<b>2 458</b>	<b>2 186</b>	<b>2 115</b>	<b>-3,2</b>

\*Estimations

UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

#### 4-29 Origines des importations européennes de viande de volailles

1 000 tec	2019	2020	2021	2022	2023*	%23*/22
Brésil	361	248	271	333	330	-1,0
Thaïlande	461	165	173	187	204	9,2
Ukraine	137	107	99	154	242	57,5
Royaume-Uni		259	239	202	159	-20,9
Autres	126	54	53	78	66	-15,7
<b>TOTAL</b>	<b>1 086</b>	<b>832</b>	<b>835</b>	<b>953</b>	<b>1 001</b>	<b>5,0</b>

\*Estimations

UE à 28 à partir de 2013, puis UE à 27 post-Brexit à partir de 2020

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat



## Le marché des œufs en France

### › Le coût des matières premières utilisées pour l'alimentation a reflué après le pic de 2022

Après avoir atteint des niveaux élevés en 2021 sous l'effet de la reprise économique post Covid-19, les prix des céréales et tourteaux ont de nouveau fortement progressé au premier semestre 2022 sous l'effet des répercussions du conflit en Ukraine. À partir de l'été 2022, les prix des céréales et des tourteaux ont très progressivement reculé. Cette baisse est en partie expliquée par la signature d'un accord entre la Russie et l'Ukraine, sous l'égide de la Turquie et des Nations Unies, pour la mise en place d'un corridor céréalier entre juillet 2022 et juillet 2023. En 2023, la détente des cours s'est poursuivie tout au long de l'année avec le retour de disponibilités abondantes au niveau mondial. La mise en place d'un nouveau corridor céréalier depuis le port d'Odessa et les tentatives d'entrave de la Russie au passage des céréales ont rendu cette détente toute relative après l'été. Ainsi, les prix se sont rapprochés en fin d'année des niveaux de 2021, tout en restant supérieurs à ce niveau déjà élevé.

Dès l'été 2022, dans le sillage du repli du prix des céréales et des tourteaux, l'indice ITAVI du coût des matières premières dans l'aliment poule pondeuse a reflué (figure 4-40). Cette diminution a persisté tout au long de l'année 2023, le cours affichant ainsi une baisse de 17,0 % sur un an et retrouvant en fin d'année un niveau proche de début 2021. Les coûts de production des œufs reposant à environ 65 % sur le coût de l'aliment ont donc diminué en 2023, d'autant plus que d'autres coûts, notamment ceux de l'énergie, ont également diminué. Il faut toutefois relativiser ces baisses avec des coûts de production qui demeurent élevés en comparaison des années antérieures à 2021.

### › Reprise progressive de la production après l'épizootie d'IAHP de 2022

En 2020 et 2021, la production française d'œufs a progressé profitant d'une forte demande de la part des consommateurs. Cette dynamique positive a été interrompue en 2022 par l'épizootie d'influenza aviaire hautement pathogène (IAHP) qui a engendré un manque d'offre au niveau français. En 2023, la production, encore affectée sur le premier semestre par les conséquences de l'IAHP et par l'émergence d'une dizaine de foyers notamment dans les Côtes d'Armor, a repris de manière très progressive (figures 4-30, 4-31). Cette reprise a été permise à la fois par la hausse des mises en place de poulettes et un allongement de la durée de production des poules pondeuses. Ainsi en 2023, d'après les estimations de l'ITAVI, la production d'œufs français devrait augmenter de 3,9 %. Par ailleurs, la part de la production d'œufs alternatifs a continué de s'accroître avec la poursuite de la transition vers l'arrêt de la production d'œufs cage.

### › Une TNO en hausse en lien avec une offre restreinte

L'année 2022 avait été marquée par une envolée des cours TNO calibre M et industrie, en conséquence du manque d'offre en France, et plus largement dans l'Union européenne, touchée par l'IAHP.

En 2023, la TNO calibre M (figure 4-38), pour les œufs coquilles, a évolué en deux temps. Jusqu'en août, le cours était orienté à la baisse (- 20,7 %, soit - 2,91 €/100 œufs) en raison du retour partiel des offres française et européenne ainsi que de la baisse des coûts de production des œufs. À partir du mois d'août, la TNO calibre M est repartie à la hausse (+ 58,6 % soit + 5,18 €/100 œufs).

La demande qui s'est renforcée face à une production française encore limitée, et l'apparition de plusieurs cas de salmonellose en élevage à l'automne ont soutenu la cotation. Sur l'ensemble de l'année 2023, la TNO calibré M a été supérieure de 0,86 € par rapport à 2022, atteignant en fin d'année 14,03 €/100 œufs.

La TNO industrie (figure 4-39) pour les œufs destinés à la production d'ovoproduits a connu des évolutions similaires. Néanmoins, la hausse enregistrée à partir de juillet a été moindre (+ 12,8 % soit + 0,20 €/kg). D'une part, les tensions sur l'approvisionnement étaient moins importantes grâce à une réorientation des flux d'œufs calibrés déclassés vers le marché des œufs industrie. D'autre part, sur ce marché, l'apport d'œufs importés moins chers, a pu exercer une certaine pression sur les prix français. Sur l'ensemble de l'année 2023, la TNO industrie a été supérieure de 0,14 € par rapport à 2022, atteignant en fin d'année 1,76 €/kg.

### › Dans un contexte d'offre limitée, des exportations en repli

Les exportations françaises d'œufs et d'ovoproduits ont diminué en 2023 (- 4,3 % soit - 5,1 ktéoc), tirées à la baisse par les exportations d'œufs coquilles (- 12,4% soit - 2,5 ktéoc), reflet d'une production toujours destinée prioritairement au marché français, tandis que les envois d'ovoproduits ont moins diminué (- 2,6 % soit - 2,6 ktéoc) et sont même restés nettement orientés à la hausse en valeur (+ 42,0 %). Les exportations françaises sont majoritairement composées d'ovoproduits (84 % en volume et 70 % en valeur).

Par destination, la baisse des exportations d'œufs coquilles a été partagée par l'ensemble des pays partenaires de la France (Belgique, Espagne, Luxembourg, Italie) à l'exception de l'Allemagne vers laquelle les exportations ont augmenté de 28,7 % (figure 4-32). Cette hausse s'explique par une forte demande allemande d'œufs issus de poules ovosexées à laquelle la France a pu être en mesure de répondre depuis l'entrée en application au 1<sup>er</sup> janvier 2023 du décret relatif à l'interdiction de mise à mort des poussins mâles de l'espèce *Gallus gallus* destinés à la production d'œufs de consommation.

Sur le marché des ovoproduits, à plus haute valeur ajoutée, les exportations de la France vers la Belgique, premier marché export, ont enregistré un repli (- 8,1 %) (figure 4-33). Dans le même temps, la Belgique a augmenté ses approvisionnements depuis les Pays-Bas. Vers le deuxième marché d'exportation qu'est l'Italie, les exportations françaises ont résisté (- 0,2 %). De plus, la France parvient à augmenter ses envois vers l'Allemagne (+ 20,2%), ce marché ayant pu être regagné partiellement après la forte baisse de l'an dernier. Du côté des pays tiers, le marché principal est le Royaume-Uni, destination vers laquelle les envois ont légèrement progressé (+ 1,1 %).

### › Un solde commercial global d'œufs coquilles et d'ovoproduits qui s'est amélioré sous l'effet du reflux des importations, consécutif au retour de la production française

Si l'année 2022 avait été marquée par la hausse exceptionnelle des importations d'œufs et d'ovoproduits nécessaire pour compenser le manque d'offre française, en 2023 la reprise de la production a conduit à une diminution des importations (- 16,8 % soit - 27,6 ktéoc). La baisse des importations a concerné aussi bien les œufs coquilles (- 13,1 % soit - 9,0 ktéoc) que les ovoproduits (- 19,5 % soit - 18,5 ktéoc). Les importations étaient composées d'ovoproduits à 56 % en volume et 52 % en valeur.

Sur le marché des œufs coquilles (figure 4-32), la baisse des importations a été généralisée à l'ensemble des pays fournisseurs. Ainsi, après avoir fortement augmenté en 2022, en lien avec le

manque d'offre sur le marché français, et favorisés par leur prix, les envois polonais ont reflué en 2023 (- 19,3 %). Néanmoins, par rapport à 2021, les importations en provenance de Pologne sont demeurées à un niveau élevé. Depuis les autres pays de l'Union européenne, notamment les Pays-Bas et la Belgique, les importations se sont aussi réduites, respectivement de - 53,5 % et - 11,9 %. Seule l'Espagne s'est démarquée avec des importations en hausse (+ 4,8 %).

Sur le marché des ovoproduits (figure 4-33), le recul des importations est aussi partagé par l'ensemble des pays. La baisse la plus importante est enregistrée depuis les Pays-Bas (- 54,1 %) qui avait fortement augmenté ses envois l'an dernier. Le repli des importations s'explique aussi par une baisse depuis l'Espagne, la Belgique et l'Allemagne. Les importations depuis l'Italie font figure d'exception, repartant à la hausse (+ 55,3 %) après la baisse de l'an dernier, en retrouvant ainsi leur niveau de 2021.

Au global, le solde commercial et des échanges de la France en œufs coquilles et ovoproduits est resté négatif pour la deuxième année consécutive atteignant - 23,0 ktéoc et - 50,5 millions d'euros (figures 4-36, 4-37). Néanmoins, il s'est amélioré en volume de 22,5 ktéoc et en valeur de 26,5 millions d'euros, sous l'effet de la forte baisse des importations. Sur les cinq dernières années, en volume, le solde des œufs coquilles et ovoproduits n'a été positif qu'en 2021.

Dans le détail, le solde de la France est toujours négatif pour les œufs coquilles (- 42,4 ktéoc et - 88,9 millions d'euros), mais reste positif pour les ovoproduits (+ 19,4 ktéoc et + 38,4 millions d'euros) (figures 4-36, 4-37).

### › L'œuf est resté plébiscité par les français

Depuis 2020 et l'épidémie de la Covid-19, la consommation par bilan d'œufs et d'ovoproduits se maintient à des niveaux élevés. Après avoir enregistré un léger recul en 2022, pénalisée par une offre restreinte en lien avec l'épizootie d'IAHP, la consommation a de nouveau progressée en 2023 (figure 4-31). La demande des consommateurs pour les œufs s'est renforcée en 2023 dans un contexte de forte inflation des prix des produits alimentaires qui a favorisé la consommation d'œufs, protéine animale la moins chère.

Les achats des ménages pour leur consommation à domicile ont progressé de 2,9 % d'après le panel consommateur Kantar Worldpanel. Néanmoins, cette dynamique de consommation favorable aux œufs n'a pas bénéficié à toutes les catégories d'œufs. Si les œufs alternatifs sont demeurés le vecteur de la croissance, représentant environ 70 % des volumes achetés, la croissance des ventes est tirée par l'augmentation des ventes d'œufs plein air hors label rouge (+ 13,2 %) et au sol (+ 21,5 %). À l'inverse, l'inflation a freiné la consommation des catégories d'œufs les plus chères, c'est-à-dire les œufs biologiques (- 13,3 %) et les œufs label rouge (+ 0,7 %).

### › Perspectives 2024

La production française d'œufs devrait garder une dynamique favorable en 2024, à la condition que les foyers d'IAHP restent circonscrits. L'inflation devrait se maintenir à des niveaux élevés en 2024, malgré le reflux prévu dans le courant de l'année, et pourrait favoriser la consommation d'œufs. Cette augmentation de la production sera ainsi absorbée par une dynamique positive de la consommation française et devrait profiter au solde commercial de la France.

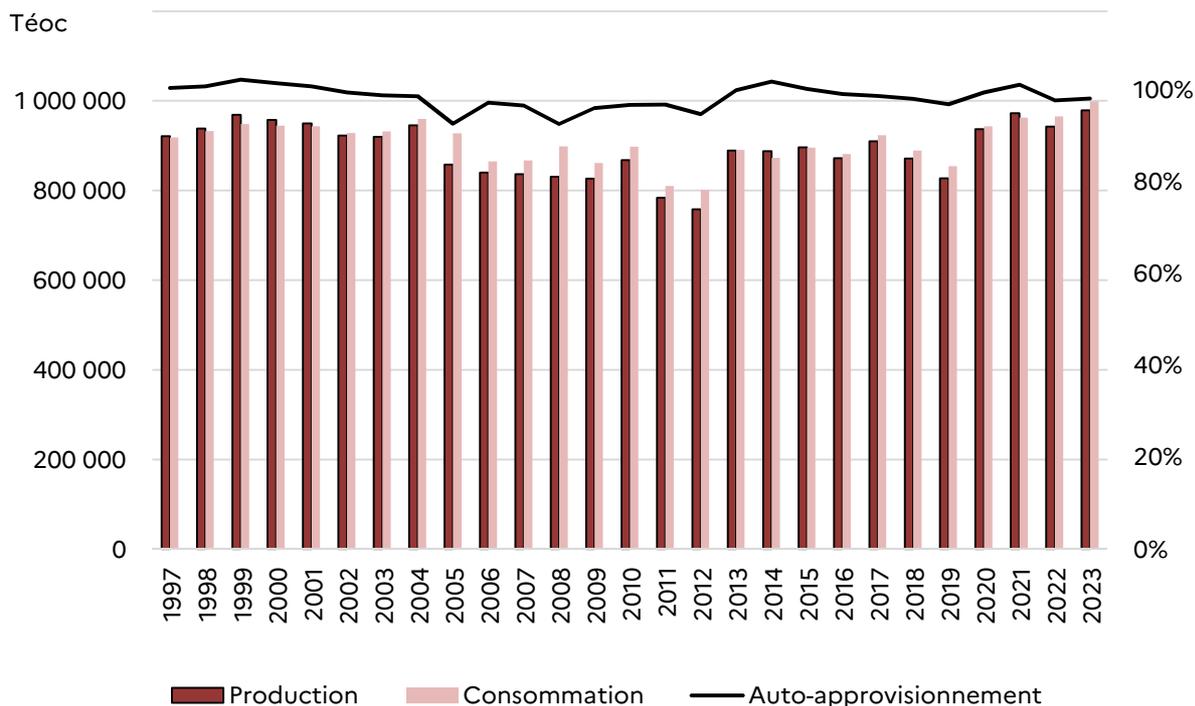
#### 4-30 Bilan français du secteur œufs

1 000 téoc	2022	2023	%23/22
<b>Production œuf de consommation *</b>	<b>907</b>	<b>942</b>	<b>3,9</b>
<b>Commerce extérieur</b>			
Exportations	119	114	-4,3
Importations	164	137	-16,8
Solde	-46	-23,0	
<b>Consommation alimentaire**</b>	<b>933</b>	<b>958</b>	<b>2,6</b>
Auto-apvisionnement %	97	98	

\* Estimations Itavi \*\* Calculée par bilan

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française et Itavi

#### 4-31 Évolution de la production et de la consommation d'œufs en France



\* Estimations Itavi

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française et Itavi

#### 4-32 Commerce extérieur d'œufs coquilles en volume

Téoc	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>20 517</b>	<b>31 794</b>	<b>33 723</b>	<b>20 246</b>	<b>17 726</b>	<b>-12,4</b>
<b>Union européenne</b>	<b>18 779</b>	<b>29 859</b>	<b>32 267</b>	<b>18 538</b>	<b>15 689</b>	<b>-15,4</b>
Belgique	4 812	6 846	6 410	4 664	4 254	-8,8
Pays-Bas	8 370	14 176	10 579	6 020	5 116	-15,0
Allemagne	905	2 954	7 660	2 974	3 828	28,7
<b>Pays tiers</b>	<b>1 738</b>	<b>1 935</b>	<b>1 456</b>	<b>1 708</b>	<b>2 037</b>	<b>19,3</b>
Suisse	1 340	1 083	1 031	986	1 071	8,6
<b>Importations</b>	<b>63 370</b>	<b>56 378</b>	<b>46 871</b>	<b>69 220</b>	<b>60 175</b>	<b>-13,1</b>
<b>Union européenne</b>	<b>63 326</b>	<b>54 677</b>	<b>46 520</b>	<b>69 183</b>	<b>61 092</b>	<b>-11,7</b>
Espagne	36 652	32 320	29 193	28 010	29 356	4,8
Pays-Bas	4 144	3 549	2 770	3 127	1 455	-53,5
Belgique	5 085	6 989	5 898	6 360	5 600	-11,9
<b>Pays tiers</b>	<b>44</b>	<b>1 701</b>	<b>351</b>	<b>37</b>	<b>-917</b>	<b>-</b>
<b>SOLDE</b>	<b>-42 852</b>	<b>-24 584</b>	<b>-13 148</b>	<b>-48 974</b>	<b>-42 449</b>	

\* Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-33 Commerce extérieur d'ovoproduits en volume

Téoc	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>93 617</b>	<b>95 791</b>	<b>102 090</b>	<b>98 466</b>	<b>95 902</b>	<b>-2,6</b>
<b>Union européenne</b>	<b>79 931</b>	<b>74 741</b>	<b>77 837</b>	<b>77 007</b>	<b>76 310</b>	<b>-0,9</b>
Belgique	18 853	21 222	25 345	27 095	24 905	-8,1
Allemagne	12 630	13 333	10 898	8 531	10 257	20,2
Espagne	12 093	10 426	9 233	8 158	7 266	-10,9
Italie	10 040	11 399	11 234	13 296	13 265	-0,2
<b>Pays tiers</b>	<b>13 686</b>	<b>21 050</b>	<b>24 253</b>	<b>21 459</b>	<b>19 592</b>	<b>-8,7</b>
Royaume-Uni	8 512	7 384	6 409	8 917	9 019	1,1
<b>Importations</b>	<b>78 117</b>	<b>77 300</b>	<b>79 128</b>	<b>95 009</b>	<b>76 463</b>	<b>-19,5</b>
<b>Union européenne</b>	<b>77 951</b>	<b>73 864</b>	<b>78 584</b>	<b>94 797</b>	<b>76 142</b>	<b>-19,7</b>
Pays-Bas	19 911	14 976	14 790	28 293	12 981	-54,1
Espagne	23 242	25 122	30 050	31 650	28 493	-10,0
Belgique	13 866	11 784	11 411	12 895	11 064	-14,2
Italie	9 452	10 971	8 491	6 623	10 282	55,3
<b>Pays tiers</b>	<b>165</b>	<b>3 436</b>	<b>544</b>	<b>212</b>	<b>321</b>	<b>51,5</b>
<b>SOLDE</b>	<b>15 501</b>	<b>18 491</b>	<b>22 963</b>	<b>3 457</b>	<b>19 439</b>	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-34 Commerce extérieur d'œufs coquilles en valeur

Milliers d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>24 671</b>	<b>34 535</b>	<b>37 214</b>	<b>33 245</b>	<b>34 126</b>	<b>+2,6</b>
<b>Union européenne</b>	<b>20 816</b>	<b>30 622</b>	<b>33 483</b>	<b>28 385</b>	<b>28 155</b>	<b>-0,8</b>
Belgique	7 432	9 499	10 115	9 959	11 377	+14,2
Pays-Bas	7 362	12 090	9 882	6 839	5 890	-13,9
Allemagne	966	3 530	6 352	5 401	7 323	+35,6
<b>Pays tiers</b>	<b>3 855</b>	<b>3 913</b>	<b>3 731</b>	<b>4 860</b>	<b>5 971</b>	<b>+22,9</b>
Suisse	2 923	2 607	2 761	2 907	3 528	+21,4
Royaume-Uni	311	427	113	698	1 816	+1,6
<b>Importations</b>	<b>65 101</b>	<b>56 779</b>	<b>47 287</b>	<b>123 546</b>	<b>123 053</b>	<b>-0,4</b>
<b>Union européenne</b>	<b>64 377</b>	<b>54 997</b>	<b>46 965</b>	<b>123 446</b>	<b>121 914</b>	<b>-1,2</b>
Espagne	37 344	32 178	29 444	48 164	59 092	+22,7
Pays-Bas	4 210	3 634	2 933	5 766	3 128	-45,8
Belgique	5 779	7 603	6 613	10 937	10 772	-1,5
<b>Pays tiers</b>	<b>723</b>	<b>1 782</b>	<b>322</b>	<b>100</b>	<b>1 139</b>	<b>-</b>
<b>SOLDE</b>	<b>-40 429</b>	<b>-22 244</b>	<b>-10 073</b>	<b>-90 301</b>	<b>-88 927</b>	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-35 Commerce extérieur d'ovoproduits en valeur

Milliers d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>97 310</b>	<b>98 892</b>	<b>106 141</b>	<b>149 957</b>	<b>170 525</b>	<b>+13,7</b>
<b>Union européenne</b>	<b>77 238</b>	<b>68 325</b>	<b>72 571</b>	<b>96 887</b>	<b>115 610</b>	<b>+19,3</b>
Belgique	13 229	15 938	17 445	25 860	31 532	+21,9
Allemagne	12 791	13 425	11 098	12 878	17 929	+39,2
Espagne	12 030	10 155	10 286	11 167	11 337	+1,5
Italie	9 361	9 897	11 000	15 920	19 671	+23,6
<b>Pays tiers</b>	<b>20 072</b>	<b>30 567</b>	<b>33 571</b>	<b>53 070</b>	<b>54 915</b>	<b>+3,5</b>
Royaume-Uni	11 843	9 069	8 065	16 746	19 069	+13,9
<b>Importations</b>	<b>75 659</b>	<b>72 937</b>	<b>78 176</b>	<b>136 687</b>	<b>132 128</b>	<b>-3,3</b>
<b>Union européenne</b>	<b>75 421</b>	<b>70 357</b>	<b>77 506</b>	<b>136 298</b>	<b>131 746</b>	<b>-3,3</b>
Pays-Bas	16 305	12 340	11 872	30 287	17 015	-43,8
Espagne	22 080	23 793	27 472	49 424	48 656	-1,6
Belgique	15 859	14 510	15 855	25 990	25 226	-2,9
Italie	10 179	10 307	9 926	14 051	18 719	<b>+33,2</b>
<b>Pays tiers</b>	<b>238</b>	<b>2 580</b>	<b>670</b>	<b>388</b>	<b>383</b>	<b>-1,4</b>
<b>SOLDE</b>	<b>+21 651</b>	<b>+25 955</b>	<b>+27 966</b>	<b>+13 270</b>	<b>+38 397</b>	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-36 Commerce extérieur d'œufs en volume

1 000 téoc	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>114</b>	<b>128</b>	<b>136</b>	<b>119</b>	<b>114</b>	<b>-4,3</b>
Œufs coquilles	21	32	34	20	18	-12,4
Ovoproduits	94	96	102	98	96	-2,6
<b>Importations</b>	<b>141</b>	<b>134</b>	<b>126</b>	<b>164</b>	<b>137</b>	<b>-16,8</b>
Œufs coquilles	63	56	47	69	60	-13,1
Ovoproduits	78	77	79	95	76	-19,5
<b>SOLDE</b>	<b>-27</b>	<b>-6</b>	<b>10</b>	<b>-46</b>	<b>-23</b>	

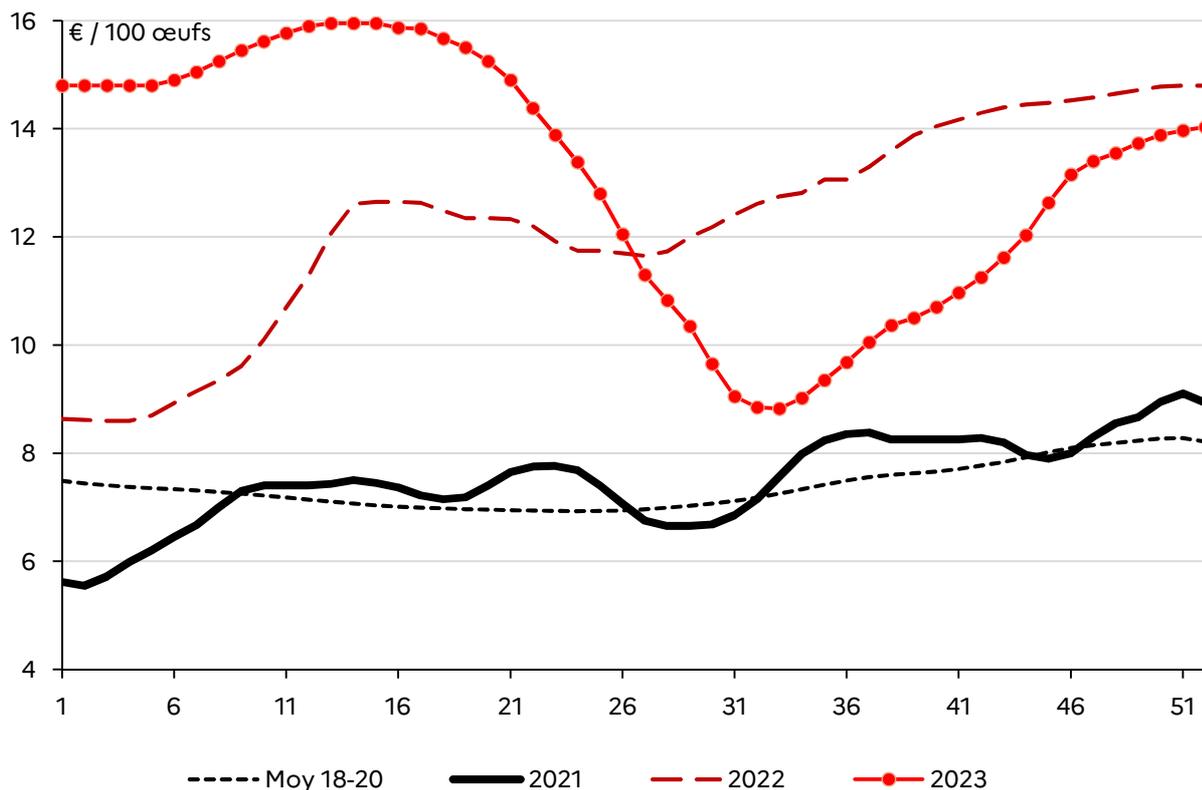
Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-37 Commerce extérieur d'œufs en valeur

Millions d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Exportations</b>	<b>122</b>	<b>133</b>	<b>143</b>	<b>183</b>	<b>205</b>	<b>11,7</b>
Œufs coquilles	25	35	37	33	34	2,6
Ovoproduits	97	99	106	150	171	13,7
<b>Importations</b>	<b>141</b>	<b>130</b>	<b>125</b>	<b>260</b>	<b>255</b>	<b>-1,9</b>
Œufs coquilles	65	57	47	124	123	-0,4
Ovoproduits	76	73	78	137	132	-3,3
<b>SOLDE</b>	<b>-19</b>	<b>4</b>	<b>18</b>	<b>-77</b>	<b>-51</b>	

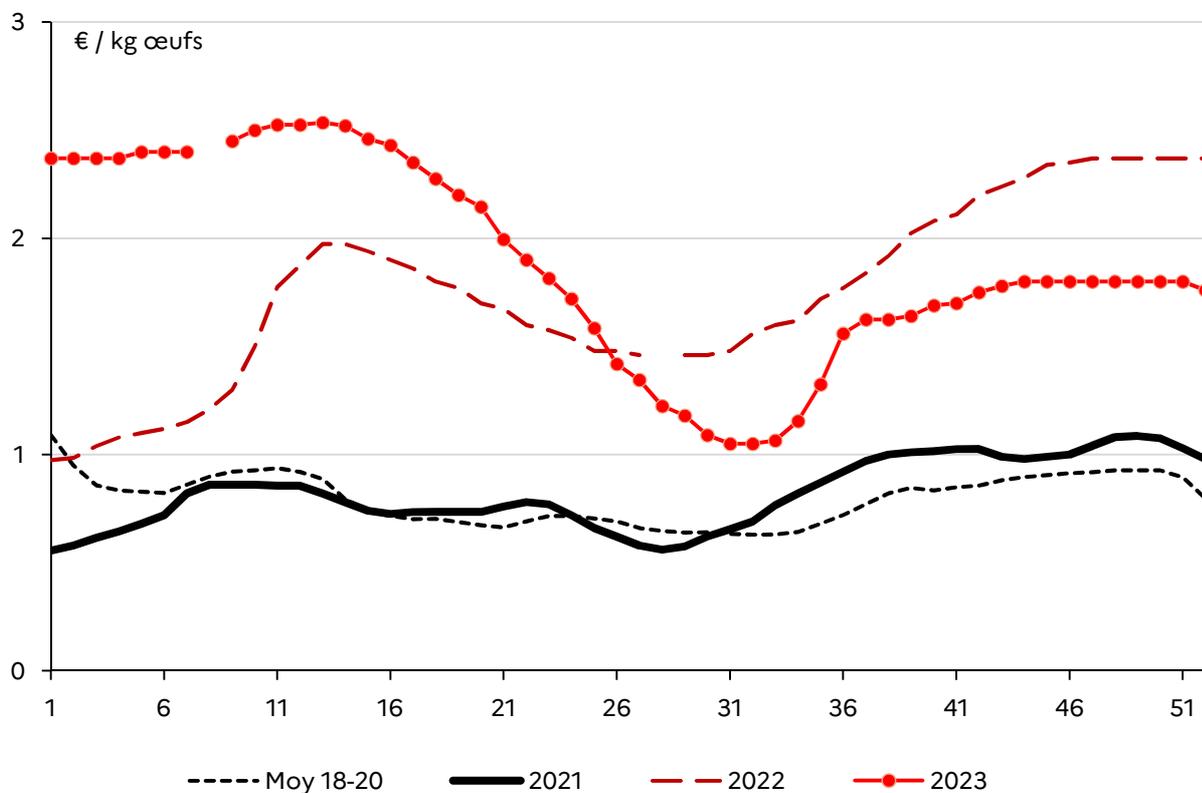
Source : FranceAgriMer d'après douane française

#### 4-38 Évolution de la TNO calibre M, moyennes hebdomadaires



Source : FranceAgriMer d'après le journal Les marchés

#### 4-39 Évolution de la TNO industrie, moyennes hebdomadaires



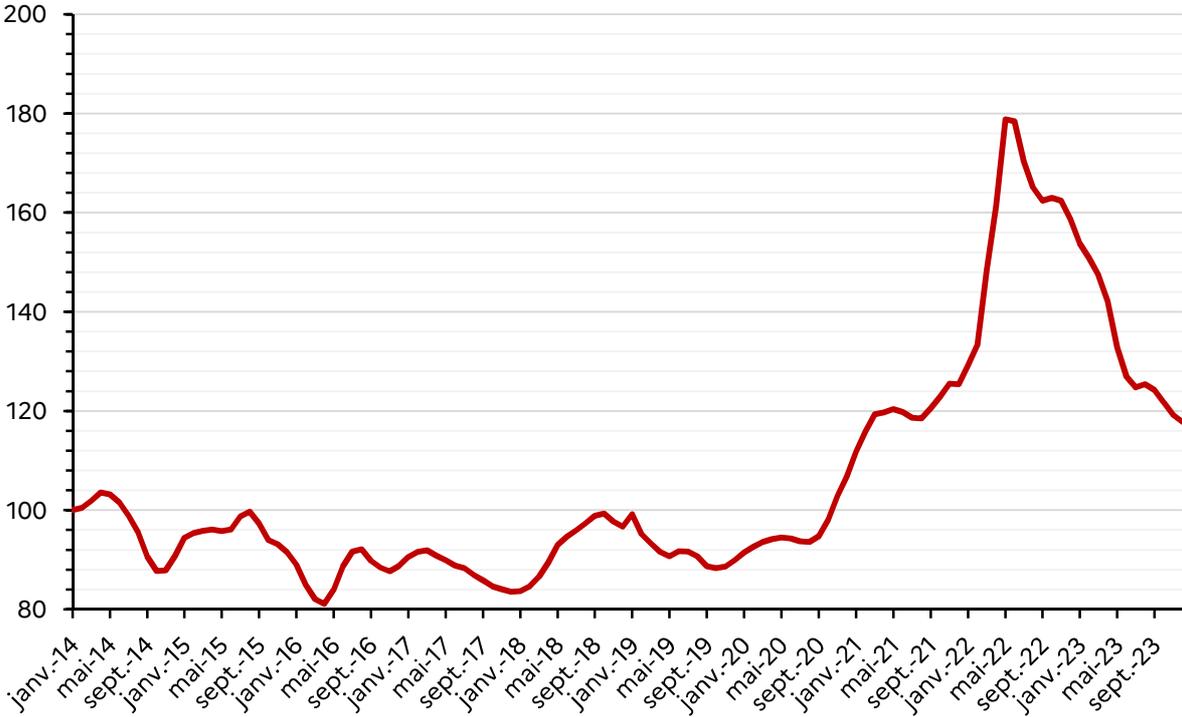
Interruption de série en semaine 8

Source : FranceAgriMer d'après le journal Les marchés

### 4-40 Indice Itavi coût matières premières de l'aliment poule pondeuse

Formule moindre coût lissée sur 3 mois

Base 100 : janv. 2014



Source : FranceAgriMer d'après Itavi





**LAITS**



# Le marché français du lait de vache

## › Les volumes collectés se sont de nouveau repliés en France en 2023

En 2023, la **collecte de lait de vache a diminué de 2,7 % (voir graphique 5-4)**. Si 2022 avait été marquée par des conditions climatiques pénalisantes pour la production laitière, 2023 aura été plus clémente. La pluviométrie suffisante a permis une bonne pousse de l'herbe dans les régions du croissant laitier, permettant la récolte de fourrages en quantité. La collecte a toutefois été touchée par des vagues de chaleurs successives à la fin de l'été, accentuant le creux de collecte. Les intempéries de l'automne (tempête, inondations) ont quant à elles retardé la reprise saisonnière.

Le **cheptel de femelles laitières** au 1<sup>er</sup> avril a reculé de 2,9 % entre 2022 et 2023. Le recul a été plus marqué en Bretagne (- 3,7 %), alors même que c'est la région qui compte le plus de vaches laitières (voir tableau 5-2). La région Pays de la Loire a connu un recul du même ordre que la moyenne nationale, tandis que le cheptel normand s'en est mieux sorti (- 2,1 %). La région Hauts-de-France a enregistré le recul de cheptel le plus modéré en 2023 (- 0,6 %).

Cette baisse de cheptel est à relier avec le **nombre de livreurs**, qui a également été en nette diminution : avec en moyenne 43 390 producteurs collectés chaque mois, ce nombre s'est réduit de 4,5 % par rapport à 2022. Ici aussi, des disparités régionales existent : le nombre de producteurs a reculé de 4,5 % en Bretagne et de 5,1 % dans les Pays de la Loire. En Normandie et dans les Hauts-de-France, le nombre de producteurs a pourtant subi un recul plus marqué (- 3,6 % en Normandie et - 3,7 % dans les Hauts-de-France) par rapport à celui du cheptel.

Ces évolutions de cheptel par région ont influencé **les collectes régionales** : la collecte bretonne a plus fortement reculé que la moyenne française (- 3,3 %), de même qu'en Pays de la Loire (- 4,0 %), tandis que la collecte a connu un repli très modéré en Normandie (- 0,3 %) et dans les Hauts-de-France (- 0,7 %). Cette stabilité peut traduire des gains de productivité en Normandie, car le cheptel y a connu une diminution, tandis que dans la région Hauts-de-France, les producteurs ont pu agrandir la taille moyenne de leur troupeau (stabilité du cheptel régional, mais diminution du nombre de producteurs).

L'année 2023 a aussi été marquée par l'apparition de la maladie hémorragique épizootique (MHE) en France. Identifiée tout d'abord dans des régions en dehors du croissant laitier, cette maladie a pu toucher des animaux laitiers, qui perdent alors leur production, sans qu'on puisse relier la baisse de la collecte régionale uniquement à ce facteur. En effet, les zones initialement touchées étaient des régions en déprise laitière. Néanmoins, l'identification de nouveaux cas remontant le long des côtes atlantiques (Vendée, Morbihan) laissent à penser que la MHE pourrait venir perturber la production laitière en 2024 dans des zones du croissant laitier.

## › Les fabrications de produits laitiers ont été adaptées aux disponibilités

En parallèle du recul marqué des volumes, **les taux butyreux et protéique** se sont améliorés par rapport à 2022. Ainsi, la matière sèche utile (MSU) collectée a subi un recul moins marqué que les volumes collectés (- 1,4 %). En revanche, le taux de matière protéique a moins progressé que le taux de matière grasse. Ainsi, **les disponibilités totales de l'année 2023** de matière grasse n'ont diminué que de 1,2 % par rapport à 2022 (soit - 12 000 tonnes) tandis que celles en matière protéique ont reculé de 1,7 % (soit - 13 300 tonnes).

Les fabrications totales de **lait conditionné** se sont maintenues (- 0,3 %). Au sein de cette famille de produits, des différences de tendances existent. Alors qu'ils avaient fortement progressé en 2021 et 2022, les volumes de **laits aromatisés** se sont repliés (- 2,4 %) et se sont établis à un niveau intermédiaire entre celui de 2021 et celui de 2022. À l'inverse, alors qu'elles avaient reculé en 2022, les fabrications de lait infantile liquide ont progressé de 7,6 % en 2023.

La production de **matières grasses (beurre, MGLA, butteroil)** a diminué de 1,3 % par rapport à 2022. En particulier, les tonnages de beurre produits ont fléchi de 1,2 %.

La production totale de **crème** a augmenté de 2,3 %, soutenue par la demande. Les volumes de crème longue conservation ont augmenté de 2,4 % et ceux de crème fraîche ont progressé de 2,2 %. Les volumes de crème fraîche ont été préférentiellement ceux à moins de 30 % de matière grasse (+ 6,4 %), tandis que ceux de crèmes les plus grasses sont restés stables (+ 0,1 %).

Les fabrications d'**ultra-frais** (yaourts, desserts lactés, petits suisses et fromages blancs) sont restées stables par rapport à 2022 (+ 0,2 %). Tous les produits n'ont pas suivi la même tendance :

- Les fabrications de **desserts lactés frais et desserts lactés longue conservation** se sont repliées par rapport à 2022 (de 2,1 % et 5,1 % respectivement). Cette baisse s'inscrit dans une tendance présente depuis déjà plusieurs années.
- Les volumes de **yaourts et laits fermentés** fabriqués ont connu une légère hausse (+ 0,5 %). Cette hausse intervient à l'encontre de la tendance de long terme : les fabrications de yaourts étaient en diminution d'année en année depuis 2013 n'ayant enregistré une hausse qu'en 2020, période marquée par les confinements et la hausse des repas pris à domicile.
- Les fabrications de **fromages blancs et petits suisses** ont augmenté de 2,2 %. Ces produits, auparavant en perte de vitesse, se sont réorientés à la hausse depuis 2020.

Dans la catégorie des fromages, la tendance générale a été à la baisse des fabrications, mais certains produits se sont mieux portés :

- Les fabrications de **pâtes molles** se sont stabilisées (- 0,3 %), après plusieurs années de repli. En revanche, la production de bries et coulommiers est restée en recul (- 1,2 %), de même que les camemberts (- 1,5 %). Les autres fromages à pâte molle ont connu des hausses en volume.
- Les tonnages de **fromages à pâte persillée** sont restés stables par rapport à 2022 (- 0,2 %).
- Les fabrications de **fromages à pâte pressée cuite** ont suivi la même tendance que les deux précédentes années en se repliant (- 3,5 %). L'emmental, qui représente presque les trois quarts de cette famille de fromages, a vu sa production reculer de 3,8 %, malgré une consommation dynamique.
- Les tonnages de **fromages à pâte pressée non cuite** ont également reculé (- 5,5 %). Dans cette famille de fromages, seule la catégorie des « tommes, saint-nectaire, pyrénées, morbier » est parvenue à afficher des volumes produits en hausse (+ 1,0 %).
- Enfin, la production de **fromages à pâte filée** a reculé de 2,8 % par rapport à 2022.

Les fabrications de **poudre de lait** ont également reculé : les volumes de poudre maigre ont perdu 1,6 % par rapport à 2022 et ceux de poudre grasse ont diminué de 11,4 %. Les fabrications de poudres de lait ayant un taux de matière grasse intermédiaire ont toutefois progressé de 10,6 %.

## › Les prix des produits industriels se sont inscrits sous leurs niveaux de 2022

**Les prix des produits laitiers industriels ont tous diminué en 2023.** Les cotations des poudres de lait ont perdu en moyenne un tiers de leur valeur par rapport à 2022 :

- Le prix moyen des contrats de **poudre de lait écrémé (voir graphique 5-18)** s'est établi à 2 412 €/t, soit une diminution de 34,5 % par rapport à 2022. Le prix avait fortement chuté en cours d'année 2022 ; en 2023 les variations de prix ont été moins fortes. La cotation a oscillé autour de la barre des 2 500 €/t toute l'année. Néanmoins, la fin d'année a été marquée par une reprise de tendance haussière, gagnant près de 400 €/t entre mi-septembre (semaine 37) et la fin de l'année (semaine 49).
- Le prix moyen de la **poudre grasse** (cotation ATLA) a été de 3 634 €/t en 2023 (- 24,6 %/2022). Après avoir diminué en début d'année, le prix de la poudre grasse s'est raffermi au printemps, puis, comme celui de la poudre maigre, à l'automne.
- La cotation de la **poudre de lactosérum** (graphique 5-19) s'est établie à 685 €/t, soit un très net recul par rapport à son niveau moyen de 2022 (- 40,4 %/2022). Alors que le prix de ce produit avait dépassé les 1 450 €/t au printemps 2022, la cotation s'était rapidement effondrée par la suite. Le début 2023 s'est inscrit dans la poursuite de cette diminution, perdant près de 200 €/t sur les 10 premières semaines. Stable pendant l'été à 550 €/t, un niveau particulièrement bas, le prix a renoué avec les hausses en fin d'année, regagnant plus de 250 €/t.

En parallèle, avec une moyenne de 5 138 €/t, le prix du **beurre** a diminué de 19,1 % en moyenne. La cotation du beurre vrac industriel facturation (graphique 5-17) a suivi une tendance baissière tout au long de l'année 2023, hormis une très légère hausse au début de l'été. Le prix des contrats en revanche, après avoir diminué jusqu'au début de l'été, s'est réorienté à la hausse à partir de fin septembre (semaine 39), regagnant plus de 1 500 €/t en une dizaine de semaines. Cette évolution de fin d'année traduit le manque d'offre sur le marché européen, face au reflux de la collecte européenne (voir page 163).

## › Le solde commercial s'est amélioré en 2023

Le solde commercial des échanges français de produits laitiers s'est amélioré en 2023. Il s'est établi à + 3,23 Mrd€, soit une hausse de 253 M€. Cette évolution est la résultante de plusieurs dynamiques : d'une part les importations de produits laitiers ont reculé par rapport à 2022 (- 2,3 % en valeur), et d'autre part, les exportations ont augmenté de 1,3 % en valeur.

Les exportations ont effectivement progressé en valeur, portées par plusieurs produits. Ce sont les envois de **fromages** qui ont le plus significativement participé à la progression en valeur (+ 7,7 %/2022). En volume, ils ont pourtant diminué de 1,3 % (graphique 5-10).

Les **poudres infantiles** ont également participé à la hausse des exportations en valeur ; les volumes étaient aussi en progression (+ 0,9 %). Les tonnages à destination du premier client de la France, la Chine, ont diminué de 30,7 %, mais des envois renforcés vers l'Algérie (+ 36,5 %) et la Belgique (+ 167,0 %) ont permis de maintenir le total des envois en hausse. En conséquence, la part qu'occupait le débouché chinois dans les exportations françaises de poudres infantiles est passée de 24,1 % en 2022, à 16,6 % en 2023.

Les envois de **crème** ont progressé fortement en valeur (+ 22,7 %), tout comme en volume (+ 31,2 %), une progression permise par la hausse des fabrications de ce produit. La même dynamique a été observée sur les **yaourts et laits fermentés** (+ 13,6 % en valeur, + 3,3 % en volume).

D'autres produits ont au contraire ralenti la progression des exportations en valeur. C'est le cas de la **poudre de lait écrémé**, pour laquelle les envois ont connu une progression en volume (+ 2,2 %), mais un repli en valeur. Les envois vers l'Algérie ont augmenté de 35,7 % et ceux vers le Vietnam ont été multipliés par 4. Ces deux destinations expliquent l'essentiel de la hausse en volume. Pour l'Algérie, l'essentiel de la hausse s'est faite au premier semestre, tandis que des difficultés relatives à la certification halal, devenue payante, ont pu pénaliser temporairement les envois du second semestre. En valeur les exportations de poudre de lait écrémé se sont repliées de 19,5 %, en lien avec la baisse de la cotation de celle-ci. La dévaluation des prix industriels a également touché les envois de **poudre de lactosérum** qui, en plus d'avoir connu un repli en volume (- 4,2 %), ont connu une forte diminution en valeur (- 25,3 %). Le recul en volume peut être à relier avec la baisse des fabrications françaises de poudre de lactosérum. La baisse en valeur est à relier avec la forte baisse des prix mondiaux de ce produit.

En parallèle, le total des importations a reculé en valeur par rapport à 2022. Cependant, cette évolution cache de fortes disparités selon les familles de produits.

Les importations de **laits liquides** ont fortement augmenté en valeur (+ 22,9 %) : ceci traduit un très net renforcement des importations en volume : + 12,6 % pour le lait liquide.

Les importations de **fromages** ont grossi de 8,8 % en valeur et de 4,3 % en volume. En tonnage, les arrivées ont progressé pour toutes les catégories de fromages (hors fondus), mais plus fortement pour **les fromages à pâte pressée cuite** (+ 19,9 %). Les arrivées se sont renforcées depuis les principaux fournisseurs de la France : l'Allemagne (+ 41,5 %) et les Pays-Bas (+ 27,2 %). Cette évolution suggère un renforcement de l'approvisionnement de fromages peu qualitatifs : les prix unitaires des fromages à pâte pressée cuite depuis l'Allemagne et depuis les Pays-Bas sont en dessous de la valeur moyenne (4,8 et 5,2 €/kg, contre une moyenne de 6,9 €/kg).

Les arrivées de **beurre** ont subi une chute de 14,2 % en valeur, mais ont progressé de 4,6 % en volume. Tout comme pour les exportations de poudre maigre, cette différence est la conséquence de la dévaluation du prix du beurre industriel en 2023.

### › Le prix du lait a progressé en 2023

En 2023, le **prix standard du lait** s'est établi à 460,5 €/1 000 l, soit une hausse de 5,7 % et 24,9 € par rapport à 2022. Avec l'amélioration de la qualité du lait par rapport à 2022, le prix réel du lait a augmenté légèrement plus (+ 27,3 €/1 000 l) pour atteindre 487,2 €/1 000 l.

Cette hausse cache une évolution contrastée (voir graphique 5-21) : après deux années (2021, 2022) de progressions mensuelles quasiment ininterrompues et sans baisse saisonnière, le prix du lait a diminué dès le mois de février (par rapport à janvier 2023), retrouvant une évolution de saison, et tout en restant largement au-dessus de son niveau de 2022. Le prix a ensuite diminué (par rapport au mois précédent) jusqu'à juin, resserrant l'écart de prix entre les deux années. Le prix du lait a fini par repasser sous son niveau de 2022 en octobre. Cependant, si le prix du lait s'est inscrit sous 2022 à la fin de l'année, il a globalement mieux résisté que les prix du lait dans les autres pays de l'Union européenne (voir page 163).

En parallèle, les coûts de production sont restés à des niveaux élevés en 2023 (voir graphique 5-28). L'ipampa lait de vache a augmenté en moyenne de 0,4 %, une progression modeste au regard de celle observée entre 2021 et 2022 (+ 18,8 %). Le poste « Aliments achetés » a initié un très léger repli (- 0,3 %) par rapport à 2022, de même que l'indice de l'énergie (- 1,1 %). L'indice

des engrais et amendements a reculé de 24,6 %. Les autres composantes de l'ipampa lait de vache ont été en hausse par rapport à 2022.

### › En période d'inflation, la consommation de produits laitiers a été mitigée

L'année 2023 a été marquée par la poursuite de la hausse des prix à la consommation. Le pic de l'inflation a été atteint au mois de mars 2023. L'indice des prix à la consommation « Lait, fromages et œufs » avait alors connu une progression de 21,7 % par rapport à mars 2022. Sur le reste de l'année, les IPC des produits laitiers ont tout de même continué à augmenter, mais de manière moins forte qu'en mars (voir graphique 5-29).

Les hausses de prix ont plus ou moins pénalisé les achats de produits laitiers. En moyenne en 2023, les achats des ménages français ont diminué pour :

- **Le beurre** : les volumes achetés ont reculé de 5,1 % par rapport à 2022. Les mêmes tendances de consommation de 2022 se sont aussi retrouvées en 2023 : les Français se sont reportés vers les matières grasses allégées, moins chères au kilo. Le taux de pénétration du beurre a nettement diminué (- 1,7 point /2022).
- **Les ultra-frais** : les quantités achetées ont reculé de 1,1 %. Au sein de cette famille de produits, seuls les yaourts nature ont connu une progression (+ 2,3 %). Les yaourts nature ont un prix inférieur à la moyenne des ultra-frais : 2,3 €/kg contre 3,1 €/kg, ce qui peut expliquer qu'ils ont été privilégiés en période d'inflation. Le prix des yaourts nature a par ailleurs moins fortement progressé que celui de la moyenne des ultra-frais (+ 13,1 %, contre + 13,5 % pour le total ultra-frais). Les achats de yaourts nature ont progressé à la fois par une légère hausse de la fréquence d'achat et des volumes achetés par acte d'achat, ainsi que par une augmentation du nombre d'acheteurs au global.
- **Le lait conditionné** : en tendance baissière depuis des années, les quantités achetées de lait conditionné se sont encore repliées en 2023 (- 3,1 %). Les laits frais et fermentés, plus onéreux, sont ceux qui ont subi le plus lourd repli (- 9,6 %).

En revanche, les achats ont progressé pour :

- **la crème** : les achats de crème ont progressé de 3,4 % en volume par rapport à 2022, essentiellement via une hausse de la fréquence d'achat (+ 2,5 %). La progression des volumes a été sensiblement plus forte pour la crème fraîche (+ 4,3 %).
- **les fromages** : le total des achats de fromages de vache a progressé de 0,5 % en 2023. Les plus nettes progressions ont été observées sur les catégories de fromages ayant un poids au kilo inférieur à la moyenne, comme par exemple :
  - le **camembert** (+ 1,0 % en volume) et le **coulommiers** (+ 3,1 %), qui, avec un prix moyen de respectivement 8,6 et 6,9 €/kg sont bien en dessous de la moyenne des fromages au lait de vache, à 11,2 €/kg.
  - L'**emmental**, pour lequel les volumes achetés ont progressé de 1,6 % par rapport à 2022. Son prix moyen a été de 9,3 €/kg en 2023.
  - La **mozzarella**, avec une progression de 5,2 % des volumes. Son prix est pourtant plus élevé, à 10,4 €/kg.

Au-delà de ce report vers des fromages moins chers, les Français se sont de nouveau détournés des marques nationales en 2023. Pour beaucoup de produits laitiers, les parts de marchés des marques nationales ont diminué plus fortement en 2023 qu'en 2022. C'est le cas du lait UHT demi-écrémé : - 4,6 points en 2023, alors que le recul n'avait été que de 2,3 points en 2022 par rapport à 2021. Cette situation est observée également pour les crèmes et les yaourts. En revanche, pour les fromages la part des marques nationales a diminué, mais plus modérément qu'en 2022 pour le camembert, et au même rythme qu'en 2022 pour l'emmental. En parallèle, pour le beurre, alors que la part des marques nationales avait augmenté en 2022, elle s'est légèrement repliée en 2023 (- 0,8 %).

## › La filière biologique : une filière en crise avec une demande qui a continué de reculer

Depuis le début de l'année 2023, le **nombre de producteurs de lait biologique** est en recul : à une moyenne de 4 134 producteurs par mois, le repli est de 2,8 % par rapport à 2022. La diminution est plus modérée que pour l'ensemble de la filière laitière, mais il s'agit d'une inversion de tendance forte dans le cas de la filière biologique. En effet, jusqu'en 2023, le nombre de producteurs était orienté à la hausse.

En conséquence la **collecte** s'est elle aussi repliée (- 4,5 %/2022 ; voir graphique 5-26). Cependant, des différences régionales existent : la collecte de lait biologique a progressé en Normandie (+ 1,1 %). Le nombre de producteurs n'y a que très faiblement diminué (- 0,9 %). Dans les deux premières régions productrices de lait biologique, la Bretagne et les Pays de la Loire, la collecte s'est au contraire repliée de 4,6 %. Le **prix du lait biologique** a toutefois progressé en 2023, s'établissant à 514,1 €/1 000 l, soit une hausse de 5,5 % et 27,0 €/1 000 l.

En parallèle du recul des volumes collectés, **les taux de matière grasse et de matière protéique** se sont améliorés par rapport à 2022. Au total, la collecte en matière sèche utile a diminué moins fortement que les volumes (- 3,5 %/2022). Malgré cela, **les fabrications** ont baissé plus fortement que la collecte : les volumes de lait conditionné ont reculé de 7,2 %, ceux de yaourts ont diminué de 7,6 % et ceux de desserts lactés ont perdu 19,2 % en un an. En parallèle, les fabrications de crème ont diminué de 8,2 % et ceux de beurre de 9,6 %. Les tonnages de poudres de lait ont diminué de 9,1 %. Les fabrications de fromages ont également été orientées à la baisse. Au total, le **taux d'utilisation apparent (fabrications/collecte)** a diminué de 3,3 points pour la matière grasse et de 2,1 points pour la matière protéique par rapport à 2022.

La crise de consommation du bio, qui a touché tous les produits, s'est poursuivie en 2023. En ce qui concerne les produits laitiers : toutes les familles de produits ont été touchées par des reculs des quantités achetées, et ce de manière plus prononcée que les produits conventionnels, malgré des hausses de prix moins fortes pour les produits biologiques que pour les produits conventionnels (voir tableau 5-30). Ceci a donc entraîné une baisse de la part du bio dans les achats de produits laitiers (- 0,8 point sur le lait, à 8,0 %). Les produits laitiers biologiques ont perdu des acheteurs en 2023, notamment pour le produit phare, le lait conditionné, pour lequel le taux de pénétration du produit a diminué de 3,4 points en un an seulement. C'est également le cas pour la crème bio (- 2,0 points), et les ultra-frais bio (- 4,0 points).

Pour le lait biologique conditionné, et à la différence du lait conventionnel, les marques distributeur représentent l'essentiel du marché. En 2023, les parts de marché des produits sous marques nationales (MN) ont progressé, à la suite d'une augmentation des volumes achetés, tandis que les quantités achetées de lait bio sous marque distributeur (MDD) ont reculé. Le prix du lait biologique sous MN n'aurait que peu évolué (- 2 cts/l par rapport à 2022), tandis que le litre de lait biologique sous MDD aurait augmenté de 16 cts/l. Pour le beurre bio, il y a aussi plus de MDD que de MN de manière structurelle, et la même situation a été observée en 2023. Le prix du produit MDD a fortement progressé (+ 1,51 €/kg) tandis que le prix du produit MN a moins fortement augmenté (+ 12 cts/kg). Ces dynamiques ont pu être créées par des effets promotions en magasins.

### 5-1 Cheptel de femelles laitières en France au 1<sup>er</sup> avril

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Femelles de plus de 36 mois	3 128	3 068	2 979	2 877	2 788	-3,1
Femelles de 24-36 mois	1 109	1 038	1 029	971	947	-2,4
Total	4 237	4 105	4 007	3 848	3 735	-2,9

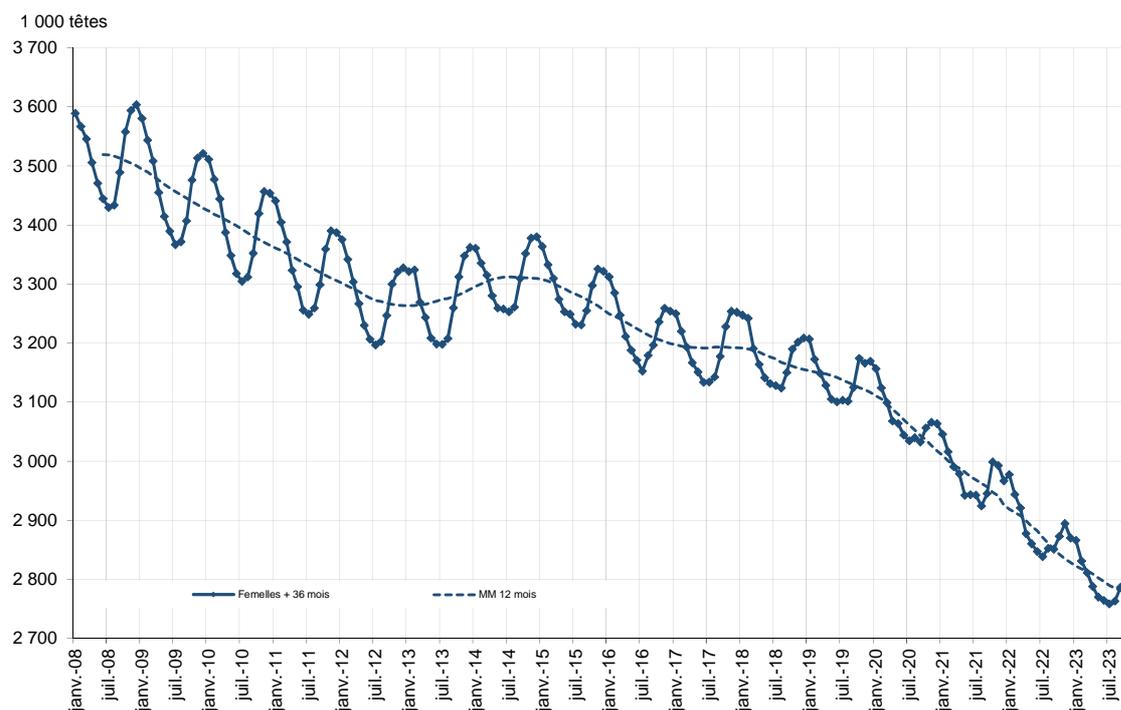
Source : FranceAgriMer d'après BDNI

### 5-2 Cheptels régionaux de femelles laitières de + 36 mois au 1<sup>er</sup> avril

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Auvergne-Rhône-Alpes	429	417	406	397	384	-3,2
Bourgogne-Franche-Comté	246	245	240	234	229	-2,2
Bretagne	624	611	596	572	551	-3,7
Grand-Est	287	285	276	268	261	-2,6
Hauts-de-France	255	251	242	238	236	-0,6
Normandie	518	507	494	476	466	-2,1
Nouvelle-Aquitaine	154	148	139	130	120	-7,4
Occitanie	115	110	105	100	92	-7,6
Pays de la Loire	435	429	417	403	391	-2,9

Source : FranceAgriMer d'après BDNI

### 5-3 Évolution du cheptel de femelles laitières de plus de 36 mois, au 1<sup>er</sup> de chaque mois



Source : FranceAgriMer d'après BDNI

### 5-4 Collecte française de lait de vache

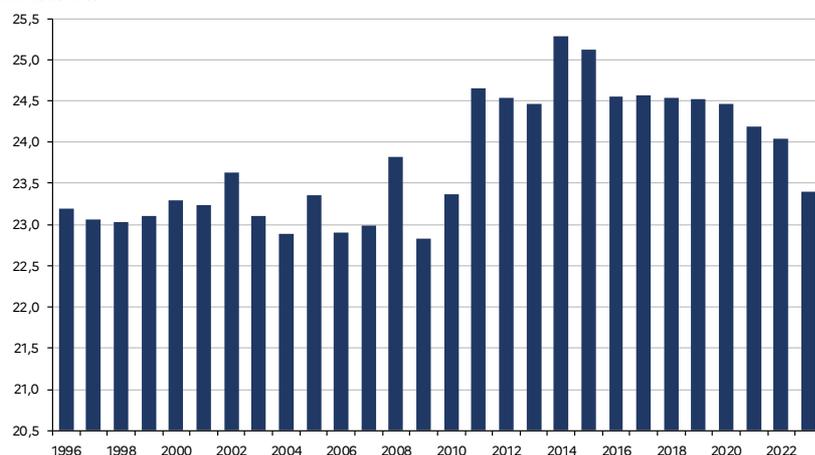
1 000 l	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Janvier	2 087 997	2 114 443	2 042 843	2 016 841	1 992 679	-1,2
Février	1 911 511	1 938 020	1 879 955	1 868 498	1 847 875	-1,1
Mars	2 144 532	2 162 798	2 128 628	2 116 728	2 060 662	-2,6
Avril	2 121 313	2 115 887	2 120 981	2 084 396	2 042 068	-2,0
Mai	2 149 276	2 108 076	2 170 706	2 140 662	2 074 828	-3,1
Juin	1 972 783	1 955 478	1 971 902	1 939 097	1 883 391	-2,9
Juillet	1 903 298	1 947 509	1 916 368	1 916 373	1 858 365	-3,0
Août	1 869 770	1 845 278	1 867 049	1 824 388	1 790 406	-1,9
Septembre	1 806 861	1 812 445	1 768 304	1 780 251	1 694 216	-4,8
Octobre	1 911 827	1 890 331	1 856 085	1 887 418	1 802 693	-4,5
Novembre	1 890 076	1 873 287	1 822 611	1 844 388	1 754 623	-4,9
Décembre	2 036 787	1 991 756	1 941 793	1 920 155	1 913 762	-0,3
<b>Total</b>	<b>23 806 031</b>	<b>23 755 308</b>	<b>23 487 225</b>	<b>23 339 195</b>	<b>22 715 568</b>	<b>-2,7</b>

Février 2020 ramené à 28 jours

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-5 Collecte annuelle de lait de vache en France

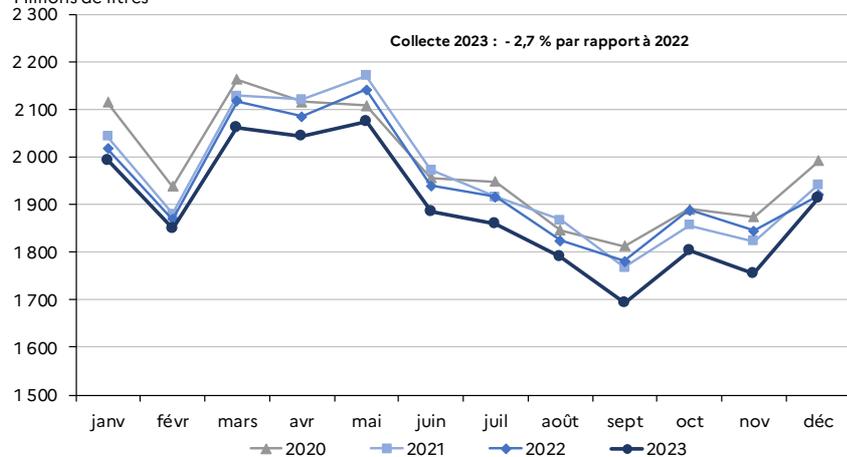
Milliards de litres



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-6 Collecte mensuelle de lait de vache en France

Millions de litres



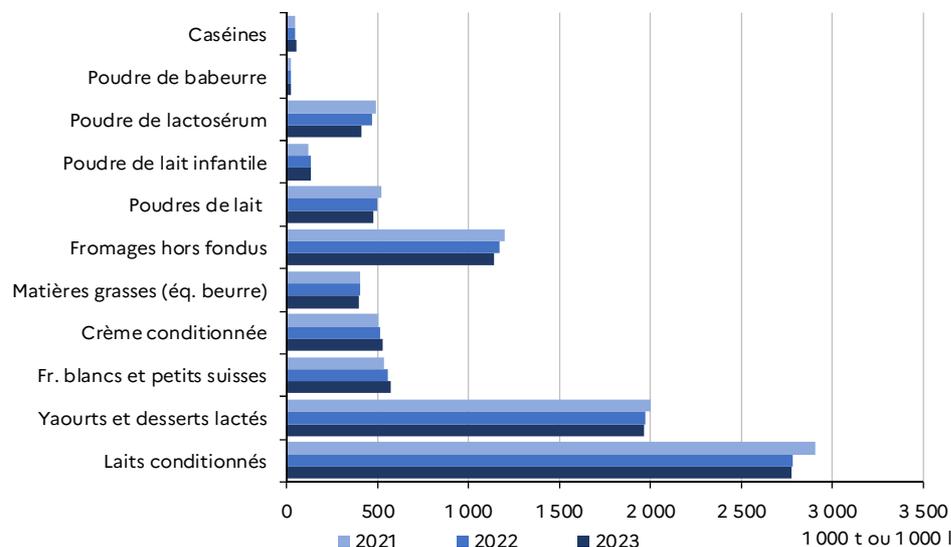
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 5-7 Fabrications de produits laitiers en France

1 000 t ou 1 000 l	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Laits conditionnés</b>	<b>3 093</b>	<b>3 151</b>	<b>2 907</b>	<b>2 785</b>	<b>2 777</b>	<b>-0,3</b>
Lait UHT	2 869	2 927	2 665	2 545	2 525	-0,8
<b>Yaourts et desserts lactés</b>	<b>2 059</b>	<b>2 096</b>	<b>2 006</b>	<b>1 971</b>	<b>1 963</b>	<b>-0,4</b>
Yaourts et laits fermentés	1 402	1 437	1 371	1 336	1 343	0,5
Desserts lactés frais	611	614	602	602	590	-2,1
Desserts lactés de conserve	46	44	33	33	31	-5,1
<b>Fr. blancs et petits suisses</b>	<b>517</b>	<b>517</b>	<b>532</b>	<b>556</b>	<b>569</b>	<b>2,2</b>
<b>Crème conditionnée</b>	<b>487</b>	<b>494</b>	<b>502</b>	<b>513</b>	<b>525</b>	<b>2,3</b>
Crème fraîche	192	198	191	193	197	2,2
Crème longue conservation	295	296	311	320	328	2,4
<b>Matières grasses (éq. beurre)</b>	<b>403</b>	<b>404</b>	<b>403</b>	<b>400</b>	<b>395</b>	<b>-1,3</b>
Beurre	346	353	361	356	351	-1,2
<b>Fromages hors fondus</b>	<b>1 203</b>	<b>1 178</b>	<b>1 201</b>	<b>1 173</b>	<b>1 143</b>	<b>-2,6</b>
PPC	340	345	344	332	321	-3,5
dont Emmental	255	258	254	244	235	-3,8
PPNC	245	246	254	246	233	-5,5
Pâtes molles	412	406	410	397	396	-0,3
dont Camembert	90	88	86	85	84	-1,5
Pâtes fraîches	74	70	71	72	71	-2,1
Pâtes persillées	39	36	37	37	37	-0,2
Pâtes filées	92	76	85	88	86	-2,8
<b>Poudres de lait</b>	<b>520</b>	<b>525</b>	<b>519</b>	<b>499</b>	<b>476</b>	<b>-4,5</b>
Poudre de lait 0% MG	372	369	371	352	346	-1,6
Poudre réengraissée	42	35	28	29	17	-39,2
Poudre de 1,5 à 25,9 % MG	28	35	32	36	39	10,6
Poudre de lait >26 % MG	78	86	88	83	74	-11,4
<b>Poudre de lait infantile</b>	<b>144</b>	<b>142</b>	<b>120</b>	<b>136</b>	<b>136</b>	<b>-0,1</b>
<b>Poudre de lactosérum</b>	<b>512</b>	<b>498</b>	<b>492</b>	<b>466</b>	<b>413</b>	<b>-11,4</b>
<b>Poudre de babeurre</b>	<b>26</b>	<b>29</b>	<b>25</b>	<b>25</b>	<b>24</b>	<b>-4,5</b>
<b>Caséines</b>	<b>46</b>	<b>44</b>	<b>42</b>	<b>47</b>	<b>53</b>	<b>13,8</b>

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 5-8 Fabrications de produits laitiers en France



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

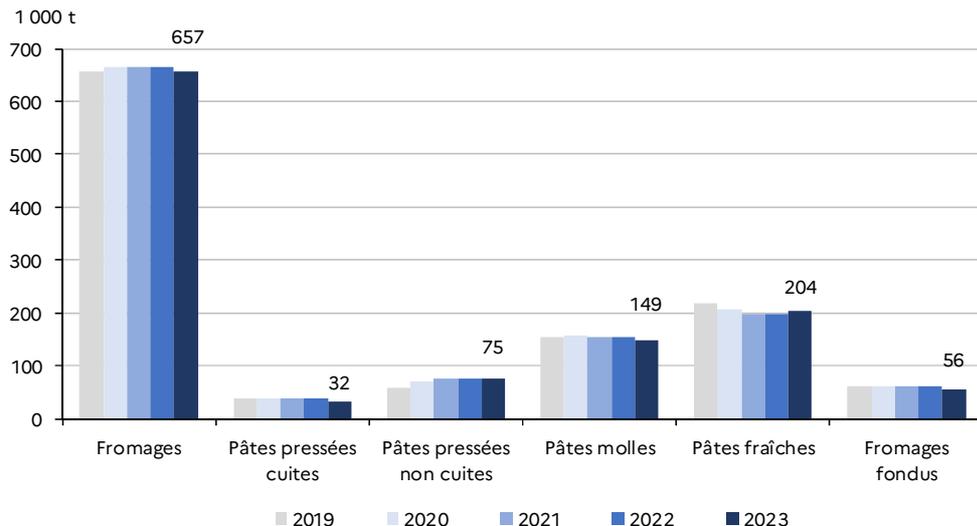
## 5-9 Commerce extérieur français de produits laitiers en volume

Exportations (1 000 tonnes)	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Lait liquide	755	576	582	582	503	-13,5
Conditionné	279	186	154	154	102	-34,2
Vrac	476	391	428	428	402	-6,0
Yaourts et laits fermentés	340	332	326	326	337	3,3
Yaourts	149	206	156	156	173	10,9
Crème	176	189	175	175	229	31,2
Conditionnée	96	103	100	100	101	1,3
Vrac	80	86	74	74	128	71,4
Fromages	657	665	666	666	657	-1,3
Pâtes pressées cuites	37	37	37	37	32	-14,4
Pâtes pressées non cuites	57	70	74	74	75	0,6
Pâtes molles	154	157	155	155	149	-3,5
Pâtes fraîches	218	206	197	197	204	3,8
Fromages fondus	62	61	60	60	56	-7,3
Beurre & MGLA	93	102	102	102	108	6,6
Poudre infantile	175	154	163	163	165	0,9
Poudre de lait écrémé	264	273	229	229	234	2,2
Poudre de lait entier	77	84	75	75	71	-5,3
Poudre de lactosérum	273	296	250	250	239	-4,2

Importations (1 000 tonnes)	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Lait liquide	162	135	93	92	104	12,6
Conditionné	75	64	41	22	25	16,8
Vrac	86	71	51	71	79	11,2
Yaourts et laits fermentés	97	96	101	105	105	0,0
Yaourts	50	49	47	43	47	8,9
Crème	171	148	163	142	151	5,9
Conditionnée	86	82	82	60	68	13,6
Vrac	84	66	81	83	83	0,3
Fromages	381	403	509	458	478	4,3
Pâtes pressées cuites	58	59	55	52	63	19,9
Pâtes pressées non cuites	65	66	78	82	87	6,1
Pâtes molles	6	6	8	10	10	2,9
Pâtes fraîches	112	128	141	148	156	5,3
Fromages fondus	37	35	37	41	40	-3,9
Beurre & MGLA	220	203	220	247	258	4,6
Poudre infantile	35	40	36	41	42	2,7
Poudre de lait écrémé	42	35	35	38	36	-4,8
Poudre de lait entier	45	39	35	31	32	4,3
Poudre de lactosérum	68	77	102	103	89	-13,9

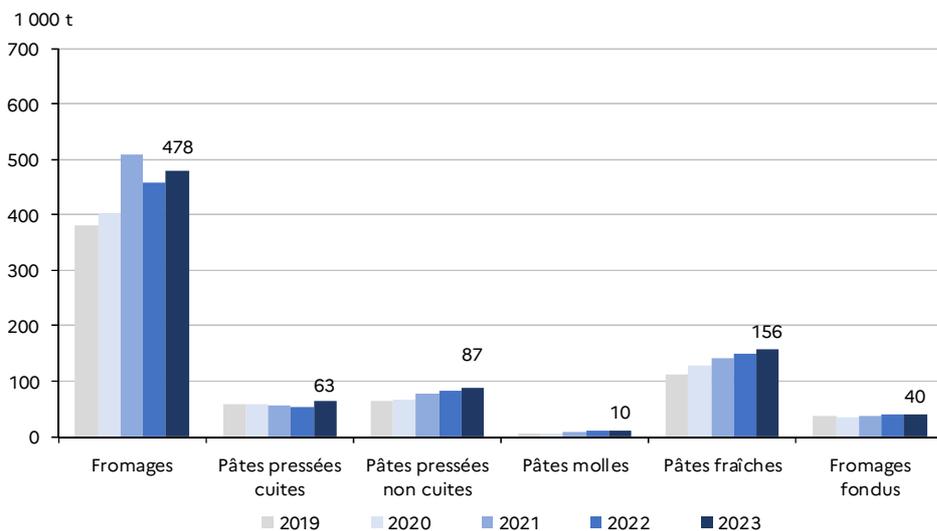
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 5-10 Exportations françaises de fromages



Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 5-11 Importations françaises de fromages



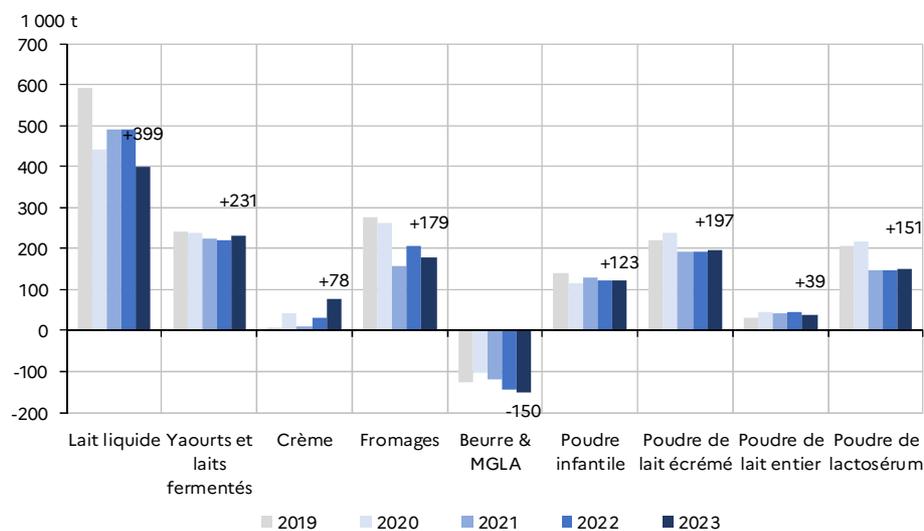
Source : FranceAgriMer d'après douane française

## 5-12 Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023
Lait liquide	+593,1	+441,4	+489,1	+489,6	+399,4
Conditionné	+203,5	+121,4	+112,9	+132,5	+76,1
Vrac	+389,6	+320,0	+376,2	+357,0	+323,4
Yaourts et laits fermentés	+243,0	+236,3	+225,2	+220,7	+231,4
Yaourts	+99,6	+157,4	+108,7	+112,9	+126,0
Crème	+5,2	+40,3	+11,3	+32,2	+78,4
Conditionnée	+9,4	+20,8	+18,2	+40,5	+33,7
Vrac	-4,2	+19,5	-6,9	-8,3	+44,7
Fromages	+276,0	+262,7	+157,0	+207,3	+179,1
Pâtes pressées cuites	-20,5	-21,8	-18,2	-15,1	-30,9
Pâtes pressées non cuites	-7,7	+3,4	-3,6	-7,4	-12,0
Pâtes molles	+148,2	+151,0	+146,3	+144,9	+139,2
Pâtes fraîches	+106,0	+78,2	+55,9	+48,1	+47,8
Fromages fondus	+25,0	+25,5	+23,2	+19,0	+16,2
Beurre & MGLA	-127,0	-100,9	-118,4	-145,2	-150,0
Poudre infantile	+139,8	+113,7	+127,4	+122,3	+122,6
Poudre de lait écrémé	+221,8	+237,8	+193,9	+190,5	+197,3
Poudre de lait entier	+31,6	+45,8	+39,9	+44,7	+39,3
Poudre de lactosérum	+204,5	+218,3	+147,7	+146,7	+150,6

Source : FranceAgriMer d'après douane française

## 5-13 Solde du commerce extérieur de produits laitiers en volume



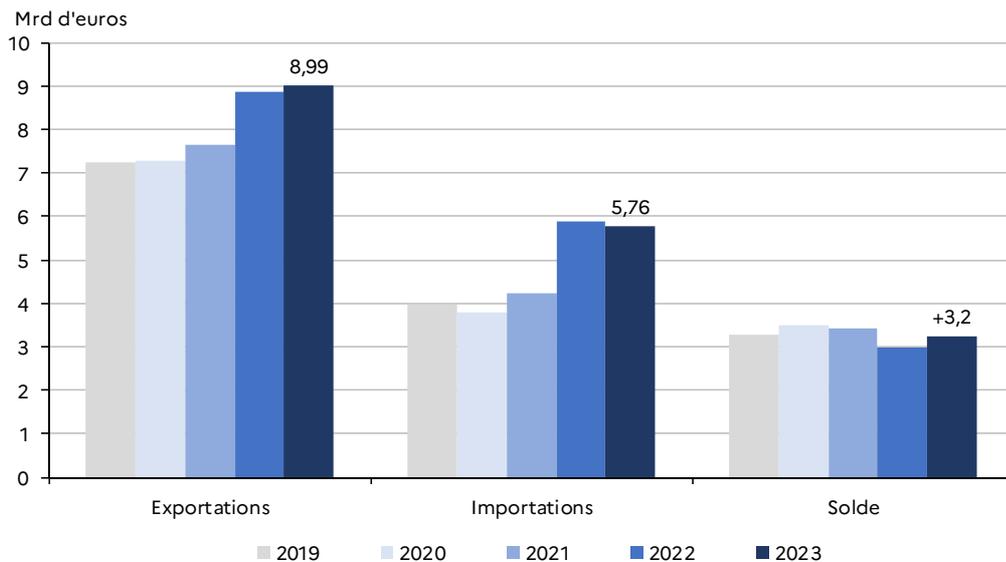
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 5-14 Commerce extérieur français de produits laitiers en valeur

Millions d'euros	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Exportations</b>						
Lait liquide	313	314	264	338	300	-11,2
Yaourts et laits fermentés	474	490	498	558	634	13,6
Crème	316	306	344	400	491	22,7
Fromages	3 139	3 079	3 213	3 582	3 859	7,7
Beurre et MGLA	497	453	531	714	716	0,2
Poudre infantile	939	902	822	926	1 054	13,8
Poudre de lait écrémé	547	615	689	805	648	-19,5
Poudre de lait entier	230	255	288	331	327	-1,4
Poudre de lactosérum	358	346	389	450	336	-25,3
Autres	434	524	618	773	629	-18,7
<b>Total produits laitiers</b>	<b>7 246</b>	<b>7 286</b>	<b>7 654</b>	<b>8 878</b>	<b>8 993</b>	<b>1,3</b>
<b>Importations</b>						
Lait liquide	113	100	72	141	173	22,9
Yaourts et laits fermentés	124	125	139	157	193	23,4
Crème	357	273	354	470	376	-20,1
Fromages	1 737	1 829	2 025	2 568	2 794	8,8
Beurre et MGLA	933	721	873	1 562	1 340	-14,2
Poudre infantile	143	195	179	221	242	9,9
Poudre de lait écrémé	86	84	88	128	111	-13,0
Poudre de lait entier	119	109	100	120	115	-4,2
Poudre de lactosérum	88	98	137	166	112	-32,7
Autres	275	258	273	367	305	-17,1
<b>Total produits laitiers</b>	<b>3 975</b>	<b>3 792</b>	<b>4 240</b>	<b>5 899</b>	<b>5 761</b>	<b>-2,3</b>
<b>Solde</b>						
Lait liquide	+200,3	+213,8	+191,4	+196,9	+126,9	
Yaourts et laits fermentés	+350,0	+365,6	+358,4	+401,4	+440,9	
Crème	-41,3	+32,6	-9,7	-69,5	+115,7	
Fromages	+1401,8	+1250,0	+1188,1	+1014,1	+1064,6	
Beurre et MGLA	-436,1	-267,8	-342,5	-847,1	-624,5	
Poudre infantile	+795,6	+706,8	+642,7	+705,4	+811,3	
Poudre de lait écrémé	+461,1	+531,6	+600,3	+677,3	+537,2	
Poudre de lait entier	+110,5	+146,5	+188,2	+211,2	+211,8	
Poudre de lactosérum	+270,6	+247,9	+252,0	+283,4	+223,9	
Autres	+158,7	+266,8	+344,9	+405,8	+324,0	
<b>Total produits laitiers</b>	<b>+3271,3</b>	<b>+3493,8</b>	<b>+3413,8</b>	<b>+2979,0</b>	<b>+3231,9</b>	

Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 5-15 Solde du commerce extérieur français de produits laitiers en valeur



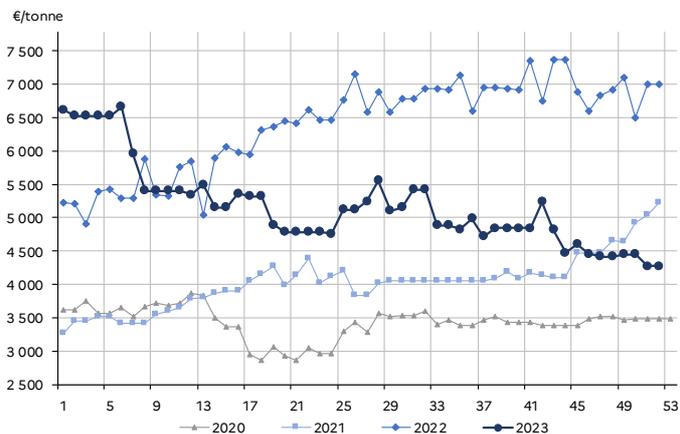
Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 5-16 Cotations des produits laitiers industriels en France, moyennes annuelles

€/t	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Beurre vrac industriel facturation	4 220	3 421	4 028	6 351	5 098	-19,7
Poudre 0 % MG	2 142	2 222	2 647	3 681	2 471	-32,9
Poudre 26 % MG	2 973	2 787	3 305	4 817	3 642	-24,4
Poudre de lactosérum	708	716	973	1 149	692	-39,7

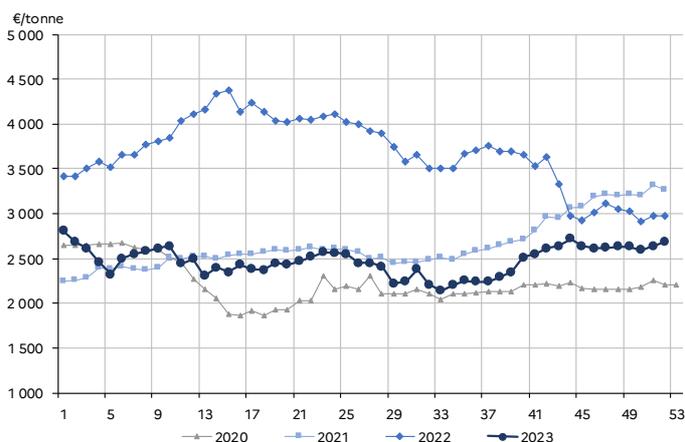
Source : FranceAgriMer et Atla

### 5-17 Cotation hebdomadaire du beurre vrac industriel facturation en France



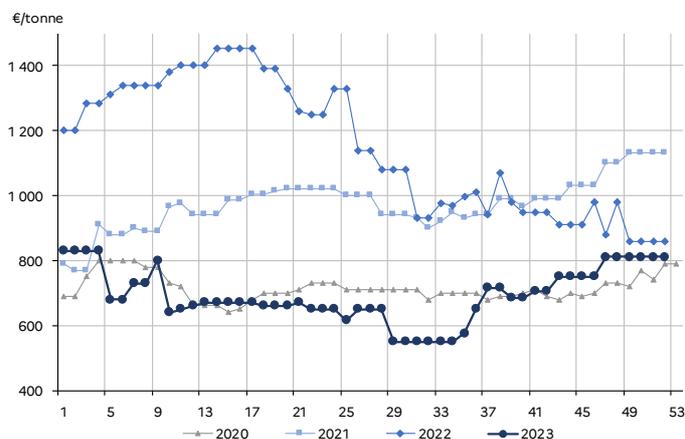
Source : FranceAgriMer

### 5-18 Cotation hebdomadaire de la poudre 0 % MG (consommation humaine) en France



Source : FranceAgriMer d'après Atla

### 5-19 Cotation hebdomadaire de la poudre de lactosérum en France



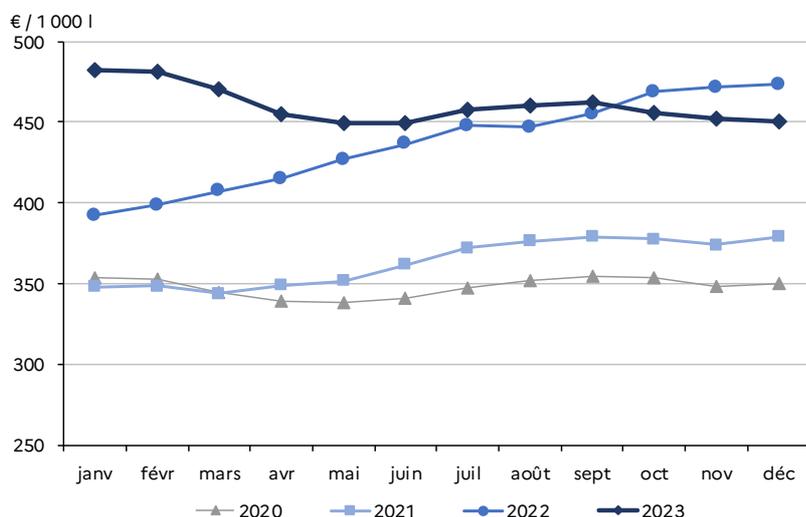
Source : FranceAgriMer d'après Atla

### 5-20 Prix réel du lait de vache payé aux producteurs

€/1 000 l	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Janvier	370,4	382,0	380,2	420,3	512,4	21,9
Février	369,9	378,7	375,9	425,1	511,6	20,3
Mars	360,0	373,1	370,7	432,4	498,9	15,4
Avril	364,8	363,2	376,0	439,1	482,0	9,8
Mai	365,2	359,1	377,0	445,9	470,9	5,6
Juin	366,7	359,8	380,0	451,0	465,7	3,3
Juillet	368,0	363,7	387,9	459,9	474,1	3,1
Août	376,4	367,3	395,5	461,6	479,9	4,0
Septembre	388,0	379,4	402,2	480,4	484,0	0,7
Octobre	389,2	389,3	409,7	500,0	489,8	-2,0
Novembre	387,8	382,1	410,8	502,8	489,9	-2,6
Décembre	386,0	383,1	413,8	511,9	486,1	-5,0
<b>Année</b>	<b>374,0</b>	<b>373,3</b>	<b>389,4</b>	<b>459,9</b>	<b>487,2</b>	<b>5,9</b>

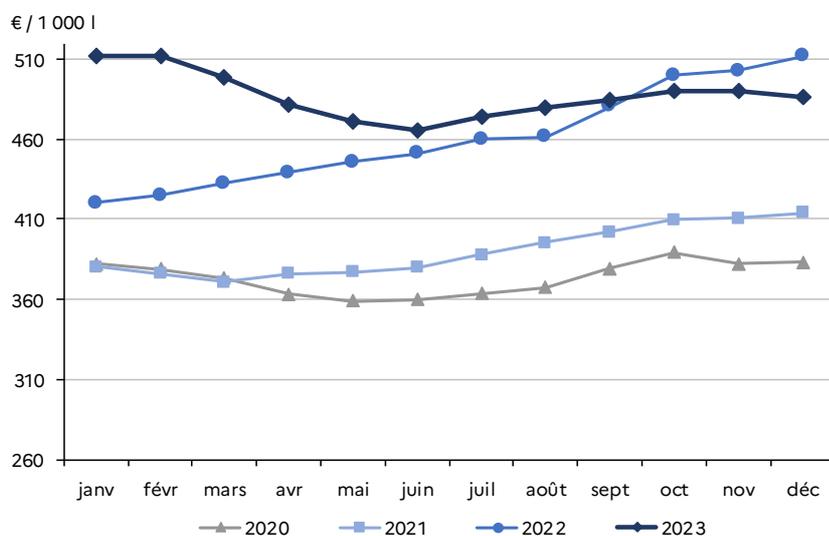
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-21 Prix standard du lait de vache



Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-22 Prix réel du lait de vache



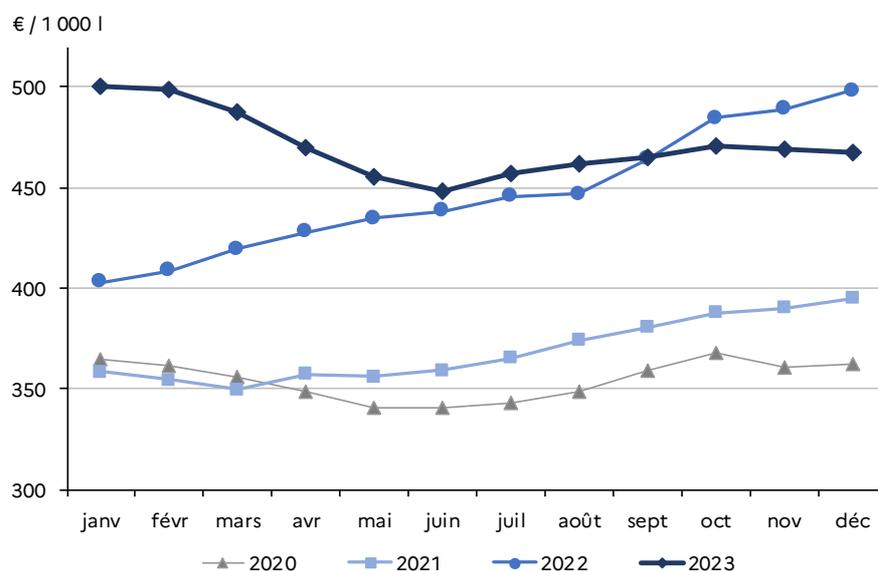
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-23 Prix réel du lait de vache conventionnel payé aux producteurs

€/1 000 l	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Janvier	355,5	364,7	358,4	403,0	500,2	24,1
Février	355,4	361,5	354,4	408,6	498,5	22,0
Mars	344,2	355,9	349,5	419,3	487,2	16,2
Avril	351,4	348,3	357,4	427,9	469,6	9,7
Mai	348,3	340,2	356,2	434,6	455,5	4,8
Juin	349,1	340,7	359,1	438,2	448,3	2,3
Juillet	350,4	343,0	365,4	445,5	456,6	2,5
Août	359,3	348,7	374,0	446,8	462,1	3,4
Septembre	369,8	359,4	380,4	464,1	465,4	0,3
Octobre	371,1	367,8	387,7	484,3	470,7	-2,8
Novembre	370,2	360,9	390,2	488,9	469,4	-4,0
Décembre	368,3	362,4	394,9	498,1	467,2	-6,2
<b>Année</b>	<b>357,4</b>	<b>354,4</b>	<b>368,4</b>	<b>445,8</b>	<b>471,0</b>	<b>5,7</b>

Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-24 Prix réel du lait de vache conventionnel



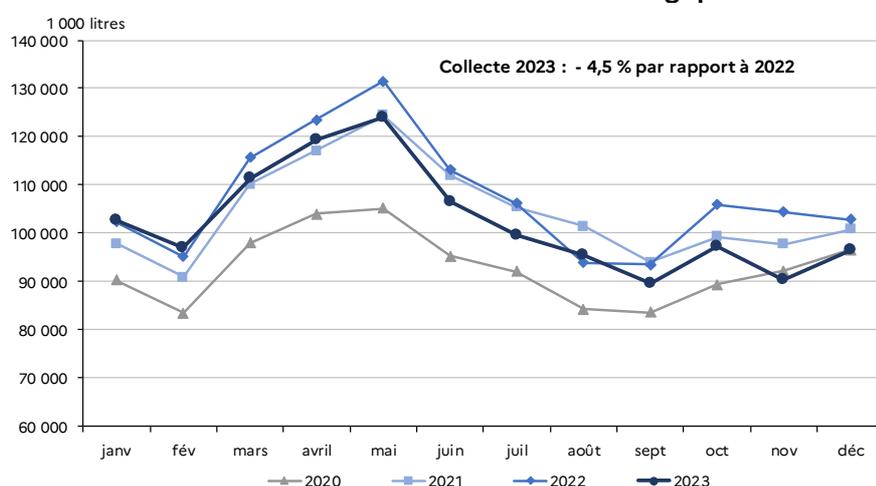
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-25 Collecte de lait de vache biologique en France

1 000 l	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Janvier	77 130	90 326	97 854	102 336	102 773	0,4
Février	70 661	83 510	90 853	95 147	96 991	1,9
Mars	84 702	97 997	110 198	115 702	111 442	-3,7
Avril	92 082	103 941	117 121	123 497	119 232	-3,5
Mai	97 880	105 149	124 467	131 508	124 016	-5,7
Juin	89 432	95 331	111 968	113 141	106 596	-5,8
Juillet	82 752	92 092	105 449	106 201	99 600	-6,2
Août	78 298	84 284	101 381	93 802	95 369	1,7
Septembre	74 925	83 602	94 019	93 477	89 606	-4,1
Octobre	80 358	89 392	99 279	105 871	97 171	-8,2
Novembre	81 073	92 145	97 741	104 365	90 301	-13,5
Décembre	87 506	96 543	100 821	102 860	96 429	-6,3
<b>Total</b>	<b>996 799</b>	<b>1 114 312</b>	<b>1 251 151</b>	<b>1 287 907</b>	<b>1 229 526</b>	<b>-4,5</b>

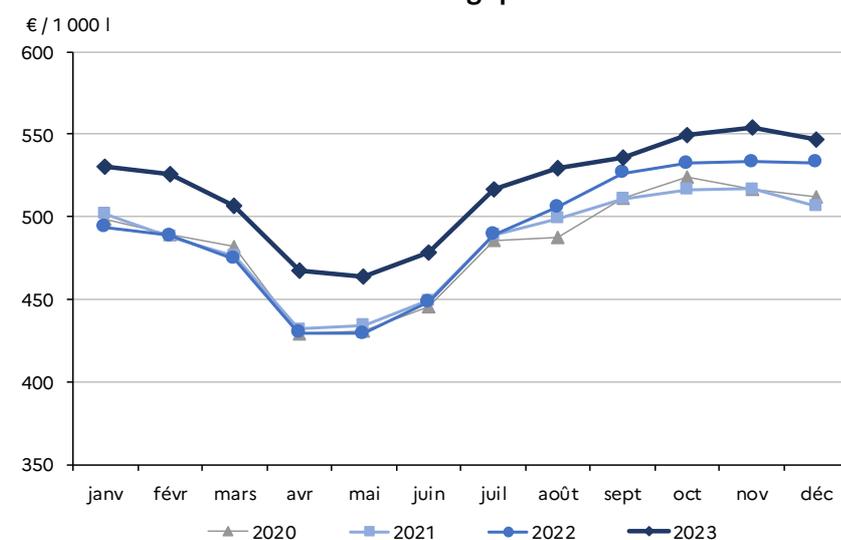
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-26 Évolution de la collecte de lait de vache biologique



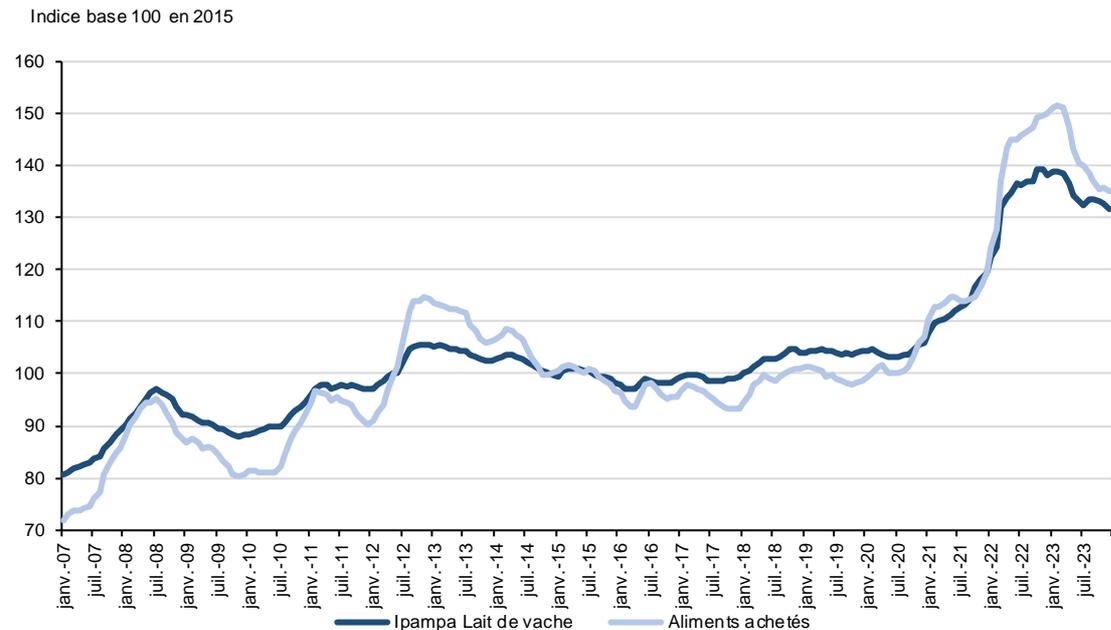
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-27 Prix réel du lait de vache biologique



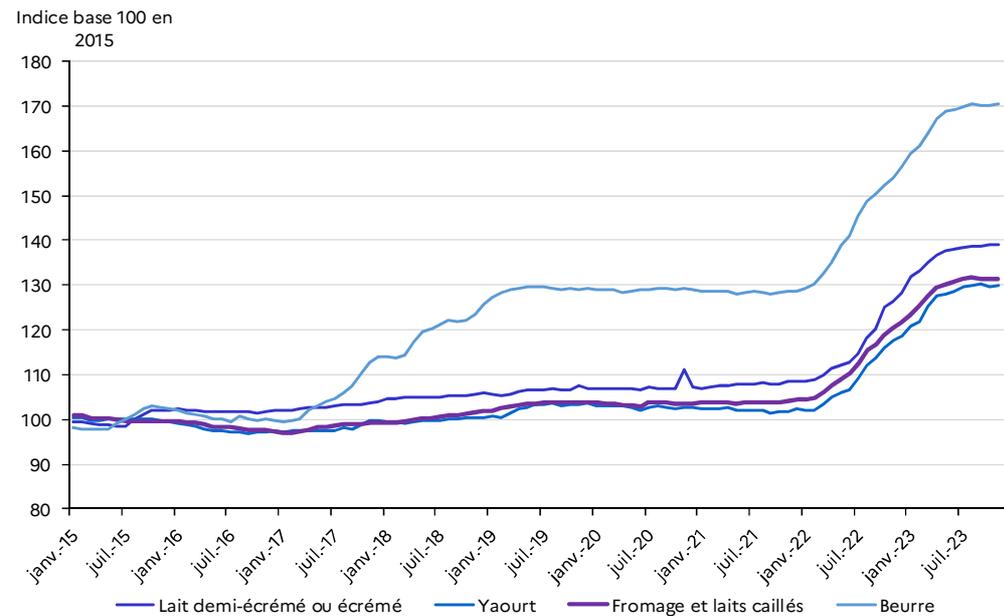
Source : FranceAgriMer, d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 5-28 Ipampa lait de vache, indice base 100 en 2010



Source : FranceAgriMer d'après Idele

### 5-29 Indices mensuels des prix à la consommation



Source : FranceAgriMer d'après INSEE

### 5-30 Prix d'achat des produits laitiers par les ménages

€/kg	2019	2020	2021	2022	2023	%23/22
<b>Produits issus de lait de vache conventionnel</b>						
Lait liquide	0,86	0,87	0,88	0,95	1,12	17,8
Yaourt	2,01	2,04	2,12	2,25	2,60	15,5
Fromages frais UF	2,51	2,55	2,59	2,76	3,13	13,5
Desserts lactés	3,34	3,35	3,40	3,54	4,04	14,1
Fromages	9,27	9,31	9,48	10,11	11,27	11,5
Beurre	7,99	7,95	7,90	8,75	10,10	15,5
Crème	3,54	3,59	3,58	3,85	4,45	15,7
<b>Produits issus de lait de vache biologique</b>						
Lait liquide	1,10	1,13	1,14	1,20	1,34	11,7
Yaourt	2,60	2,66	2,70	2,74	2,89	5,4
Fromages frais UF	4,12	4,01	4,09	4,16	4,59	10,3
Desserts lactés	4,96	4,99	4,96	5,01	5,34	6,7
Fromages	13,48	14,33	14,61	15,09	15,76	4,5
Beurre	9,51	10,03	9,86	10,26	11,27	9,8
Crème	5,45	5,71	5,62	5,89	6,49	10,2

Source : FranceAgriMer d'après Kantar Worldpanel

# Le marché du lait de vache dans l'Union européenne

## › Le cheptel de l'Union européenne a moins diminué que les années précédentes

D'après les enquêtes de décembre 2022, le **cheptel européen total a diminué** de 0,7 % par rapport à décembre 2021. Il s'agit d'une diminution plus faible que la tendance enregistrée sur les années précédentes. En effet, de 2017 à 2021, le cheptel de l'UE à 27 avait diminué chaque année à un rythme compris entre 1 et 2 %. La bonne conjoncture de 2022 a permis à certains pays de maintenir leur cheptel, voire de l'augmenter comme aux Pays-Bas, en Autriche, en Belgique ou en Irlande.

Les enquêtes partielles de mai 2023 (voir figures 5-31 et 5-32) indiquaient que cette tendance haussière a perduré aux Pays-Bas, en Belgique et en Irlande, tandis que le cheptel autrichien s'est replié de 0,6 % par rapport à mai 2022. En parallèle, des diminutions marquées ont de nouveau été enregistrées en France (- 3,0 %) et en Pologne (- 2,2 %), et d'autres, plus modérées, en Allemagne (- 1,1 %) et en Italie (- 1,3 %).

## › Les disponibilités en lait ont été contrastées au cours de l'année 2023

La **collecte européenne de lait de vache s'est établie à 143,8 millions de tonnes en 2023** (Figure 5-33), un volume stable par rapport à 2022 (- 0,1 %). La collecte avait pourtant démarré l'année en hausse, s'inscrivant dans la continuité de la fin d'année 2022.

Tout comme en 2022, deux dynamiques se sont opposées sur l'année 2023 (voir figure 5-36) : au début de l'année, les productions laitières allemande et néerlandaise ont été très dynamiques. Les niveaux de prix du lait restaient alors suffisamment incitatifs. Au premier trimestre 2023, la collecte allemande affichait une hausse de 2,4 % tandis que les volumes néerlandais avaient grossi de 4,0 %. En parallèle, les volumes français étaient déjà très nettement orientés à la baisse (- 1,7 %).

Cette dynamique s'est poursuivie au printemps, pendant lequel des volumes supplémentaires en Pologne (avec une progression de la productivité apparente) et au Danemark sont venus renforcer la production européenne. En revanche, en Italie, les volumes se sont orientés à la baisse sur cette période, et sont venus participer, avec la collecte française, à contrebalancer les hausses des pays de l'Europe du Nord.

Néanmoins, la baisse des prix du lait a fini par pénaliser la production dans ces pays. En effet, les volumes néerlandais supplémentaires ont commencé à s'essouffler pendant l'été 2023. Puis la collecte est repassée sous le niveau de 2022 en septembre. Ensuite, en novembre, ce sont les volumes allemands qui se sont orientés à la baisse. Ainsi, la collecte totale européenne a affiché ses premières diminutions mensuelles au mois de septembre (voir figure 5-36). Seuls les volumes polonais sont restés en hausse, sans pouvoir compenser les baisses des autres pays.

## › Les fabrications européennes ont progressé en 2023

Les fabrications européennes (voir tableau 5-37 et graphique 5-38) de **lait conditionné** ont diminué en 2023 (- 2,0 %/2022). Cette évolution cache néanmoins plusieurs dynamiques contrastées. La production a fortement progressé en Espagne (1<sup>er</sup> producteur européen de lait

de consommation). Les volumes y ont progressé de 7,5 %, s'inscrivant dans une dynamique constante depuis 2020 (hausse de 27,5 % des volumes par rapport à 2020). En parallèle, les volumes sont restés stables en France, tandis que les volumes ont reculé en Allemagne (-1,5 %/2022, 2<sup>e</sup> producteur européen de ce produit), ainsi qu'en Pologne (-3,0 %/2022, 3<sup>e</sup> producteur européen).

Les volumes de **beurre** produit au sein de l'UE à 27 ont augmenté de 2,7 % par rapport à 2022, grâce notamment aux progressions en Pologne (+8,8 %), en Allemagne (+3,0 %) et en Irlande (+3,0 %). En revanche, les volumes se sont effondrés aux Pays-Bas (-10,0 %).

Les fabrications européennes de **crème** conditionnée ont augmenté de 2,8 %. L'Espagne, qui n'est que le 5<sup>e</sup> producteur européen, est le pays qui a le plus accentué ses fabrications de crème, répondant probablement à la forte demande sur ce produit. La France et la Belgique ont également eu des productions de crème dynamiques en 2023. En effet, la demande semble avoir été plus importante en 2023, comme ont pu en témoigner les évolutions des achats des ménages dans certains pays européens : +3,4 % en France, +2,3 % en Espagne sur 11 mois, ainsi qu'une tendance haussière au 2<sup>d</sup> semestre en Allemagne (+3,8 % sur juin-décembre par rapport à la même période de 2022).

Les volumes de **poudre de lait écrémé** ont diminué de 4,5 % en 2023. Le recul a été marqué en France (-4,5 %), tandis que les volumes sont restés stables en Allemagne.

À l'inverse, les volumes de **poudre grasse** produits ont grossi de 4,1 %, notamment grâce aux fabrications belges qui ont retrouvé un niveau similaire à celui de 2021. La production de poudre grasse des autres principaux producteurs européens (l'Allemagne, la France et les Pays-Bas) a plutôt suivi une tendance baissière.

Les tonnages de **fromages** produits ont progressé de 1,3 %. Le plus gros contributeur à cette progression est la Pologne (+5,9 %/2022), suivie de l'Allemagne (+0,8 %, 1<sup>er</sup> producteur européen). Les fabrications ont été en léger retrait en France, 2<sup>e</sup> producteur européen de fromages, tandis que les volumes n'ont que peu évolué en Italie, qui complète le podium.

### › Après les niveaux record de 2022, les prix du lait ont chuté dans nombre de pays européens

Le **prix réel du lait dans l'Union européenne** a été de 471,1 €/1 000 l en moyenne sur 11 mois (pondéré par les volumes, voir tableau 5-41). Il a ainsi diminué de 23,0 €/t par rapport à 2022, année au cours de laquelle il avait considérablement augmenté (+133,8 €/t en moyenne par rapport à 2021). Déjà en décembre 2022, les prix du lait indiquaient un début de tendance baissière après avoir atteint un niveau record en novembre 2022, en lien avec la baisse des cours des produits industriels. Ainsi, l'année 2023 s'est retrouvée en évolution « miroir » à celle de 2022.

La baisse du prix du lait a été plus marquée que la moyenne européenne dans les pays qui avaient connu une hausse de prix en 2022 supérieure à la moyenne. C'est le cas d'un certain nombre de pays d'Europe du Nord. Ainsi, en Allemagne, le prix a baissé de 63,7 €/t en 2023. En Belgique le repli a été de 98,7 €/t et de 77,6 €/t aux Pays-Bas. L'Irlande est le pays qui a connu la baisse de prix du lait la plus marquée (-151,1 €/t/2022). Très tournée vers l'exportation de produits ingrédients, la filière irlandaise avait fortement bénéficié de la flambée des cours des produits industriels de 2021-2022 ; la baisse des prix des produits industriels a donc eu un effet miroir assez marqué sur le prix du lait dans ce pays. En revanche, le prix polonais a connu un

repli modéré (- 28,9 €/t) malgré que ce pays fasse partie de ceux qui avaient le plus profité de la conjoncture de 2022. En 2023, le prix du lait y a atteint un niveau quasiment équivalent à celui du prix allemand. Le maintien des prix des produits industriels à un certain niveau (voir graphique 5-50 et 5-51) a permis aux prix du lait de ne pas retrouver non plus le niveau de 2021. À l'inverse, les pays qui ont le moins augmenté leur prix du lait en 2022 ont vu leur prix 2023 augmenter. C'est le cas de la France (+ 30,8 €/t en moyenne) et de l'Italie (+ 47,2 €/t).

Par ailleurs, malgré l'afflux de lait ou de crème de lait en provenance d'Ukraine dans des quantités qui ont été 10 fois supérieures à celle de 2021, les prix du lait dans les pays limitrophes n'ont pas subi de fortes chutes. Le prix en Slovaquie a augmenté (+ 19,4 €/t), de même qu'en Hongrie (+ 46,5 €/t), tandis qu'il est resté stable en Roumanie.

### › Les prix des produits industriels se sont inscrits sous leurs niveaux de 2022

Après avoir atteint des sommets en 2022, les prix des produits industriels se sont repliés en 2023 (voir figures 5-49 et 5-50). La tendance baissière, déjà observée sur la fin d'année 2022, s'est poursuivie sur le début d'année. En effet, dans le contexte inflationniste, la demande s'est tassée en Europe. Les marchés mondiaux n'ont pas été plus dynamiques.

Le **prix moyen de la poudre de lait écrémé** s'est établi à 2 498 €/t en 2023 (- 32,1 %/2022, soit une baisse de 1 181,5 €/t). Le niveau atteint est toutefois resté supérieur à ceux de 2020 et 2021, et bien au-dessus du prix d'intervention. Cette baisse a été observée chez les principaux exportateurs mondiaux de poudre maigre et le prix européen s'est rapproché du prix océanien, ce qui a permis aux produits européens de regagner en compétitivité à l'exportation. En parallèle, le **prix européen de la poudre grasse** a été de 3 513 €/t (- 26,4 %, soit un repli de 1 259,5 €/t) et celui du **lactosérum** s'est établi à 757 €/t (- 36,4 %, soit une diminution de 433 €/t). Le prix du lactosérum a ainsi retrouvé un niveau assez bas, semblable à celui de 2019, tandis que le prix de la poudre grasse est resté supérieur à son niveau de 2021.

Le **prix moyen du beurre européen** a été de 4 823 €/t en 2023, une correction de 27,8 % par rapport au niveau de 2022. Le prix a d'abord subi une forte diminution en début d'année, et s'est ensuite plus lentement effrité au fil des semaines. La fin d'année a été marquée par une orientation à la hausse des cours européens du beurre.

### › Le solde des échanges de produits laitiers avec les pays tiers s'est amélioré

Les soldes des échanges en volume de l'Union européenne à 27 avec les pays tiers se sont améliorés en 2023 par rapport à 2022 (voir figure 5-39). Ceci résulte d'une part, d'une hausse des volumes exportés pour toutes les grandes familles de produits laitiers, et d'autre part d'un repli presque généralisé des importations de produits laitiers.

Les envois de **beurre et MGLA** ont augmenté de 12,5 %, soit 32 500 tonnes exportées en plus vers les pays tiers. Cette hausse a été fortement tirée par les envois irlandais et polonais. En 2023, la Pologne a privilégié les envois de beurre vers les pays tiers, diminuant la part des envois destinés au marché européen. Les exportations polonaises à destination du marché mondial ont aussi été aidées par un envoi ponctuel mais conséquent vers le Bahreïn. Les Irlandais ont quant à eux pu renforcer leurs envois vers les États-Unis et l'Arabie Saoudite. En parallèle, les importations de beurre et MGLA ont régressé de 13,2 %. De fortes diminutions ont été enregistrées aux Pays-Bas (notamment en provenance du Royaume-Uni), au Danemark et en Pologne, tandis que la Belgique a augmenté ses importations de beurre et MGLA.

Les exportations européennes de **poudre de lait écrémé** sur le marché mondial ont également nettement progressé (+ 15,7 %). Plusieurs pays ont fortement renforcé leurs envois, notamment l'Allemagne (+ 35,1 %), la Pologne (+ 31,5 %), l'Irlande (+ 21,3 %) et la France (+ 15,6 %). Une importante part de ses volumes exportés supplémentaires a été à destination de l'Algérie, où la demande a été forte en 2023. En parallèle, les envois se sont aussi renforcés vers le Moyen-Orient et l'Asie du Sud-Est. Les importations de poudre maigre, marginales par rapport aux volumes exportés vers les pays tiers, ont augmenté par rapport à 2022 (+ 11,1 %), notamment vers la Belgique, la France et l'Irlande.

L'Union européenne, plus gros exportateur mondial de **fromages**, a augmenté ses envois de 2,7 % en 2023, et retrouve un niveau situé entre celui de 2019 et celui de 2020. L'Irlande, le Danemark et l'Allemagne ont été les plus forts contributeurs à cette hausse. Les envois ont notamment été renforcés vers le Royaume-Uni, qui a absorbé 31 % des fromages exportés par les Européens (+ 1,0 %/2022). Les volumes exportés vers le Japon ont subi une lourde baisse (- 11,4 %), qui a pu être compensée par un renforcement des envois vers le Chili (+ 198,1 %). Les exportations ont également diminué vers quelques clients habituels de l'Union européenne, notamment les États-Unis (- 2,6 %/2022), la Corée du Sud (- 5,6 %) et l'Arabie Saoudite (- 6,1 %). En revanche, la Chine est revenue aux achats : les volumes exportés vers ce pays ont bondi de 14,7 %. Les importations depuis les pays tiers, marginales, ont reculé de 9,8 %. Au sein de l'Union européenne, l'Italie, la France, l'Allemagne et l'Irlande importent 70 % des volumes importés. Il s'agit essentiellement de fromages en provenance du Royaume-Uni. Les fromages importés depuis le Royaume-Uni sont composés à 47 % de cheddar pour la consommation directe.

En parallèle, les exportations de **lactosérum** vers les pays tiers ont augmenté de 4,2 %. La Chine, principal client de l'Union européenne sur le marché mondial (28 % des achats en 2023), a réduit ses achats (- 2,0 %/2022), mais des envois renforcés vers d'autres pays asiatiques ont permis de les compenser. En effet, les volumes européens à destination de la Malaisie ont grossi de 15,0 %, ceux à destination de la Thaïlande ont augmenté de 25,0 % et ceux vers le Vietnam ont progressé de 22,3 %. Parmi les États membres, la Pologne a notamment fortement augmenté ses envois de lactosérum (+ 28,3 %). Dans une moindre mesure, l'Italie a également renforcé ses envois en 2023 (+ 92,7 %, son niveau d'exportation de lactosérum vers les pays tiers étant bien plus faible que celui de la Pologne). En parallèle, les importations de lactosérum depuis les pays tiers, marginales (voir tableau 5-39), se sont repliées de 30,1 %, en lien avec la réduction des volumes importés par la France et la Pologne.

Enfin, les volumes de **poudre grasse** exportés ont augmenté de 11,5 % par rapport à 2022, *via* un renforcement des envois à destination de l'Algérie (+ 284,8 %) ainsi que de ceux à destination du Nigéria. L'amélioration des volumes peut être à relier avec d'une part l'augmentation des volumes disponibles, et d'autre part, du regain de compétitivité prix de la poudre grasse européenne face à la poudre grasse océanienne. En effet, l'écart de prix moyen s'est réduit entre 2022 et 2023, passant de 1 200 €/t à 690 €/t. Les plus forts contributeurs à la hausse des exportations ont été la Belgique (+ 104,9 %) et l'Irlande (+ 10,3 %). En parallèle, les importations depuis le reste du monde, marginales pour ce produit également, se sont repliées de 1,5 %.

### 5-31 Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

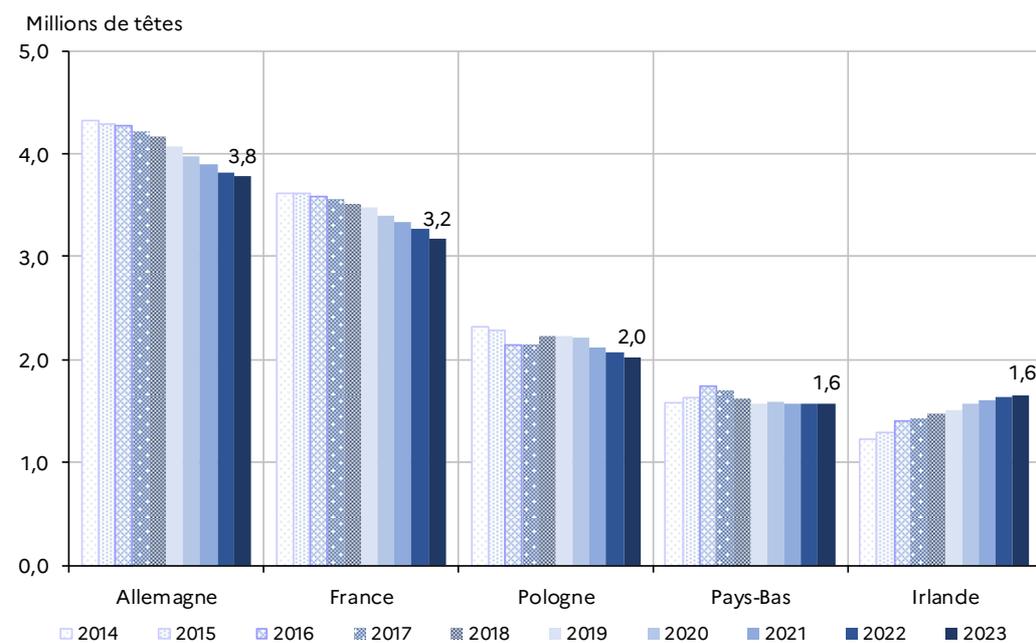
#### Enquêtes de mai

1 000 têtes	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Allemagne	4 067	3 969	3 892	3 817	3 775	-1,1
France	3 471	3 403	3 331	3 266	3 167	-3,0
Pologne	2 221	2 218	2 113	2 072	2 027	-2,2
Royaume-Uni	1 871					-
Italie	1 840	1 844	1 852	1 821	1 798	-1,3
Pays-Bas	1 578	1 593	1 571	1 571	1 577	0,4
Irlande	1 505	1 568	1 605	1 627	1 647	1,2
Roumanie	1 162	1 145	1 133	1 119	1 091	-2,4
Espagne	815	810	828	816	794	-2,7
Danemark	567	567	565	557	553	-0,7
Autriche	525	523	531	549	546	-0,6
Belgique	536	544	539	527	541	2,7
Suède	306	303	302	297	295	-0,5

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 5-32 Cheptel de vaches laitières dans les principaux pays de l'Union européenne

#### Enquêtes de mai



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

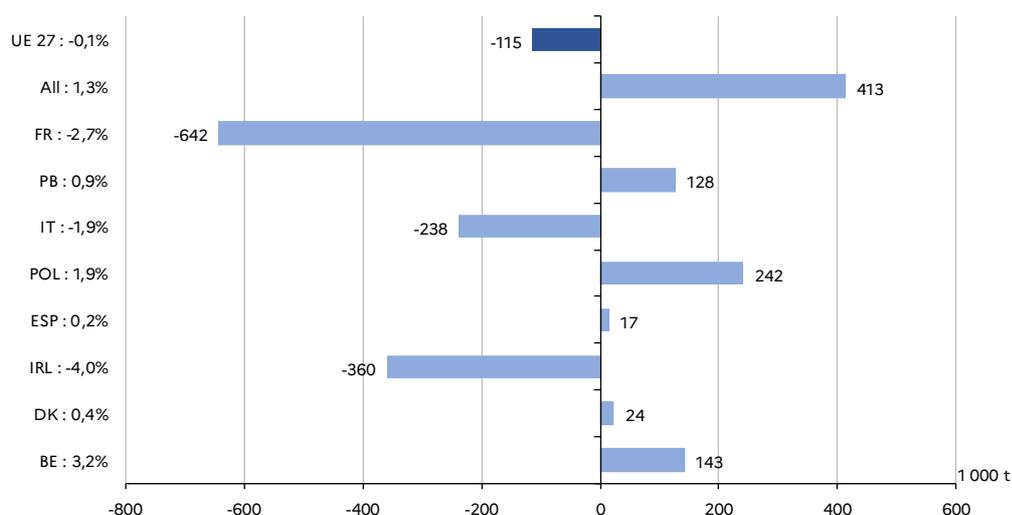
### 5-33 Collecte annuelle de lait de vache dans l'Union européenne

1 000 t	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	31 747	31 737	31 164	31 021	31 435	1,3
Autriche	3 140	3 128	3 154	3 247	3 244	-0,1
Belgique	4 288	4 419	4 381	4 513	4 656	3,2
Danemark	5 615	5 651	5 644	5 664	5 688	0,4
Espagne	7 265	7 407	7 472	7 314	7 331	0,2
Finlande	2 330	2 355	2 272	2 216	2 196	-0,9
France	24 520	24 468	24 192	24 039	23 397	-2,7
Grèce	631	650	660	648	626	-3,3
Irlande	8 227	8 530	9 018	9 087	8 727	-4,0
Italie	11 965	11 861	13 042	12 808	12 570	-1,9
Luxembourg	409	434	438	438	438	0,0
Pays-Bas	13 802	13 947	13 603	13 762	13 890	0,9
Portugal	1 892	1 914	1 909	1 851	1 891	2,2
Royaume-Uni	15 428					-
Suède	2 704	2 765	2 782	2 765	2 819	2,0
Chypre	239	271	298	286	304	6,2
Estonie	763	786	799	800	860	7,4
Hongrie	1 576	1 621	1 739	1 700	1 644	-3,3
Lettonie	785	789	813	811	828	2,2
Lituanie	1 358	1 356	1 349	1 363	1 352	-0,9
Malte	42	43	40	39	37	-4,3
Pologne	12 175	12 423	12 515	12 779	13 021	1,9
Rép. tchèque	3 074	3 183	3 129	3 173	3 223	1,6
Slovaquie	815	831	823	824	807	-2,0
Slovénie	564	579	589	575	559	-2,8
Bulgarie	659	692	679	662	690	4,2
Roumanie	1 122	1 132	1 126	1 134	1 200	5,9
Croatie	436	433	429	405	376	-7,1
<b>UE 27/28</b>	<b>157 570</b>	<b>143 405</b>	<b>144 058</b>	<b>143 924</b>	<b>143 809</b>	<b>-0,1</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat, Enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer et ZMB

### 5-34 Évolution de la collecte de lait de vache dans l'Union européenne en 2023\* (par rapport à 2022)



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Eurostat, Enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer et ZMB

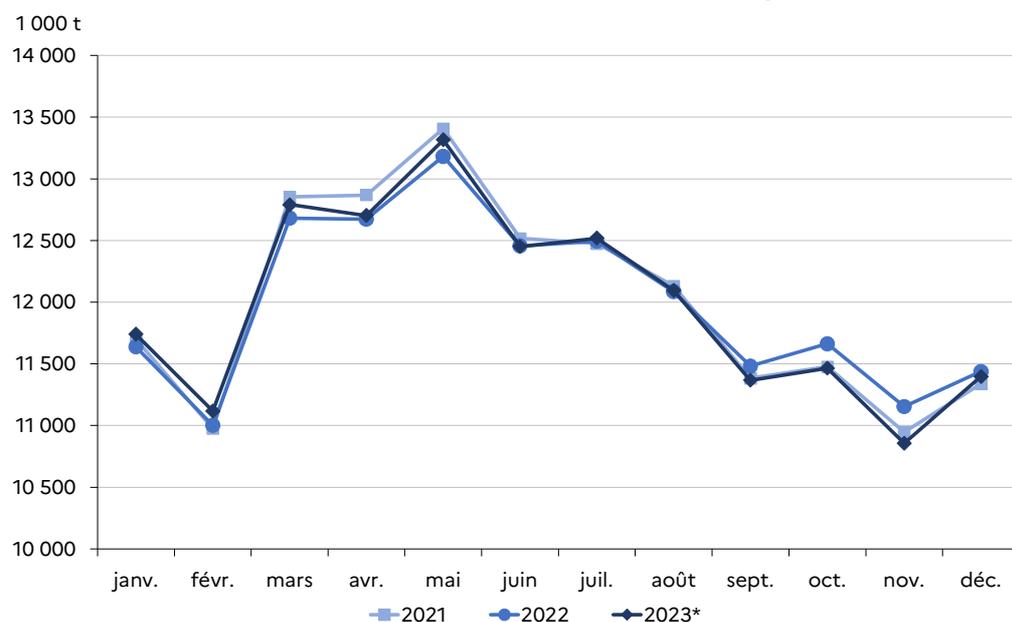
### 5-35 Collecte laitière et fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Collecte</b>	<b>157 570</b>	<b>143 405</b>	<b>144 058</b>	<b>143 924</b>	<b>143 809</b>	<b>-0,1</b>
Beurre	2 260	2 125	2 071	2 065	2 121	2,7
Crème	2 735	2 410	2 481	2 490	2 561	2,8
Poudre de lait écrémé	1 594	1 597	1 432	1 485	1 418	-4,5
Poudre grasse	670	672	570	537	559	4,1
Fromages	9 349	9 060	9 241	9 195	9 316	1,3
Lait de consommation	28 669	23 055	22 944	22 775	22 322	-2,0

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

### 5-36 Collecte mensuelle de lait de vache dans l'Union européenne à 27



\*Décembre 2023 estimé

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

## 5-37 Fabrications de produits laitiers dans l'Union européenne par catégorie

### Beurre

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	497	504	471	473	487	3,0
France	403	404	403	400	395	-1,3
Irlande	251	264	276	269	277	3,0
Pologne	225	243	231	243	264	8,8
Pays-Bas	136	133	138	138	124	-10,0
<b>UE 28/27</b>	<b>2 260</b>	<b>2 125</b>	<b>2 071</b>	<b>2 065</b>	<b>2 121</b>	<b>2,7</b>

### Crème

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	554	529	544	525	519	-1,3
France	487	494	502	513	525	2,3
Espagne	134	169	163	181	228	25,8
Belgique	254	232	258	264	274	3,9
Pologne	255	259	260	266	262	-1,5
<b>UE 28/27</b>	<b>2 735</b>	<b>2 410</b>	<b>2 481</b>	<b>2 490</b>	<b>2 561</b>	<b>2,8</b>

### Poudre de lait écrémé

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
France	414	404	399	380	363	-4,5
Allemagne	393	414	353	352	352	0,0
Belgique	162	155	155	197	183	-7,1
Pologne	157	165	153	151	159	5,2
Irlande	134	132	133	157	154	-2,0
<b>UE 28/27</b>	<b>1 594</b>	<b>1 597</b>	<b>1 432</b>	<b>1 485</b>	<b>1 418</b>	<b>-4,5</b>

### Poudre grasse

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Pays-Bas	178	177	118	89	86	-3,3
Allemagne	134	122	117	131	131	-0,2
France	106	121	120	119	113	-4,8
Danemark	77	69	74	64	55	-14,5
Belgique	55	70	40	27	40	50,5
<b>UE 28/27</b>	<b>670</b>	<b>672</b>	<b>570</b>	<b>537</b>	<b>559</b>	<b>4,1</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## Fromages

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Allemagne	2 388	2 440	2 470	2 429	2 447	0,8
France	1 720	1 695	1 733	1 730	1 711	-1,1
Italie	1 111	1 134	1 197	1 201	1 205	0,3
Pays-Bas	897	970	947	942	939	-0,4
Pologne	879	907	942	945	1 001	5,9
<b>UE 28/27</b>	<b>9 349</b>	<b>9 060</b>	<b>9 241</b>	<b>9 195</b>	<b>9 316</b>	<b>1,3</b>

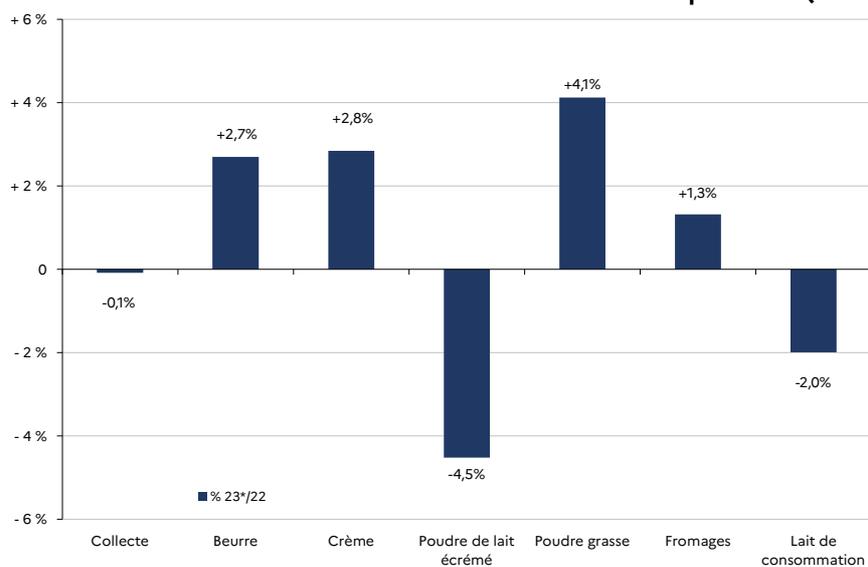
## Lait de consommation

1 000 tonnes	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
Pologne	1 892	1 981	1 958	1 978	1 920	-3,0
Allemagne	4 523	4 554	4 380	4 103	4 041	-1,5
Espagne	3 135	3 574	3 977	4 245	4 563	7,5
France	3 093	3 151	2 907	2 785	2 777	-0,3
Italie	2 299	2 307	2 481	2 522	2 510	-0,5
<b>UE 28/27</b>	<b>28 669</b>	<b>23 055</b>	<b>22 944</b>	<b>22 775</b>	<b>22 322</b>	<b>-2,0</b>

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 5-38 Évolution de la collecte et des fabrications européennes (UE 27) de produits laitiers



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne et ZMB

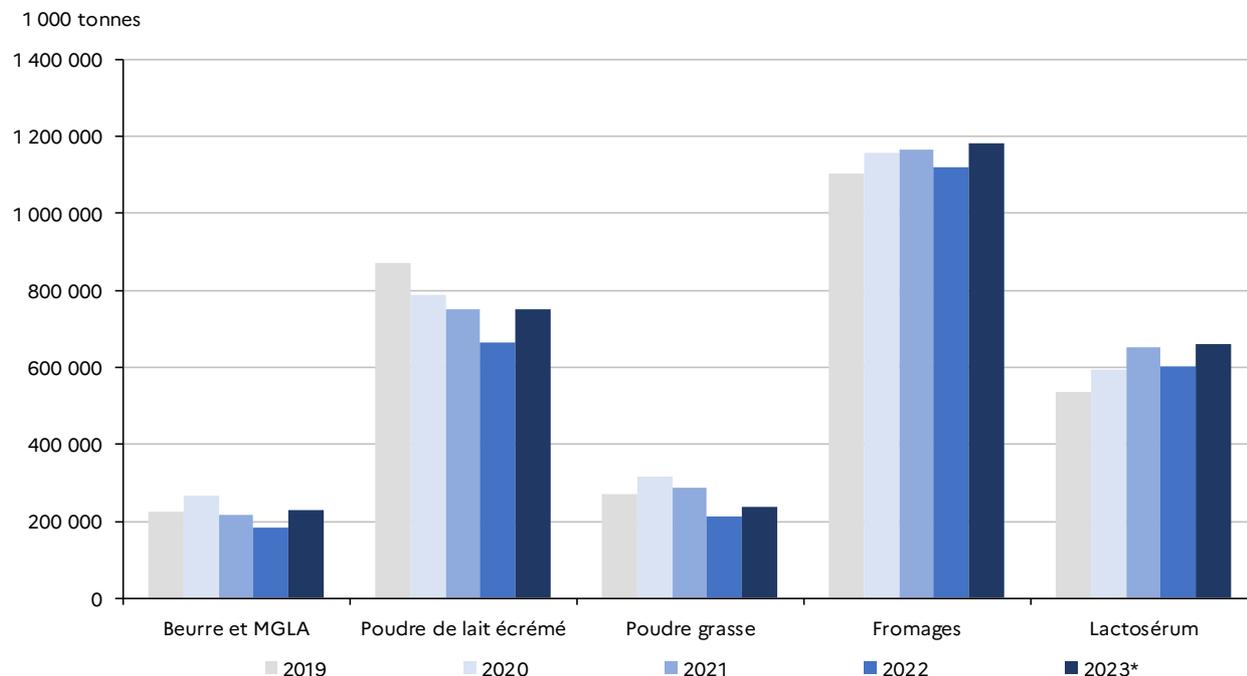
### 5-39 Commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne à 27 avec les pays tiers

Tonnes	2018	2019	2020	2022	2023*	%23*/22
<b>EXPORTATIONS</b>						
Beurre et MGLA	304 910	321 461	270 466	260 187	292 714	12,5
Poudre de lait écrémé	946 754	832 466	789 966	708 473	820 027	15,7
Poudre grasse	315 868	345 317	298 988	234 328	261 240	11,5
Fromages	1 361 926	1 418 193	1 404 175	1 353 975	1 389 898	2,7
Lactosérum	674 095	729 922	765 419	713 771	743 443	4,2
<b>IMPORTATIONS</b>						
Beurre et MGLA	79 849	57 246	55 905	76 419	66 329	-13,2
Poudre de lait écrémé	77 670	45 794	40 557	46 065	51 161	11,1
Poudre grasse	43 489	27 848	12 295	20 385	20 073	-1,5
Fromages	258 541	262 559	239 567	233 678	210 733	-9,8
Lactosérum	138 446	137 192	113 496	110 504	77 281	-30,1
<b>SOLDE</b>						
Beurre et MGLA	+225 061	+264 215	+214 561	+183 769	+226 385	
Poudre de lait écrémé	+869 084	+786 672	+749 409	+662 409	+768 866	
Poudre grasse	+272 380	+317 470	+286 693	+213 943	+241 167	
Fromages	+1 103 385	+1 155 634	+1 164 608	+1 120 297	+1 179 164	
Lactosérum	+535 649	+592 730	+651 922	+603 267	+666 161	

\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

### 5-40 Solde du commerce extérieur de produits laitiers de l'Union européenne avec les pays tiers



\*Estimations

Source : FranceAgriMer d'après douanes

## 5-41 Prix moyen du lait payé aux producteurs

Moyenne annuelle pondérée par les collectes mensuelles, taux réel

€/tonne	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23/22**
Allemagne	338,2	330,8	363,8	527,2	455,4	-12,3
Autriche	370,0	377,4	396,6	503,8	523,3	6,1
Belgique	330,3	312,8	364,5	532,0	429,1	-18,7
Danemark	341,8	348,1	374,7	537,1	469,6	-11,5
Espagne	318,4	322,1	332,3	451,7	535,7	22,0
France	363,0	362,0	378,1	447,1	472,8	7,0
Irlande	329,5	335,0	394,6	572,8	418,1	-26,5
Italie	392,9	357,9	369,3	485,2	524,5	9,9
Pays-Bas	356,6	343,2	377,5	551,8	467,3	-14,2
Royaume-Uni	320,3					
Hongrie	309,9	300,3	315,2	431,4	467,9	11,0
Pologne	316,8	315,0	344,0	489,8	451,6	-6,0
République tchèque	335,3	315,7	343,8	459,0	456,1	1,0
Bulgarie	304,2	315,6	332,7	431,4	441,1	4,1
Roumanie	303,3	311,5	322,8	475,4	465,3	0,0
<b>UE 27/28</b>	<b>344,9</b>	<b>341,0</b>	<b>367,4</b>	<b>501,1</b>	<b>471,1</b>	<b>-4,6</b>

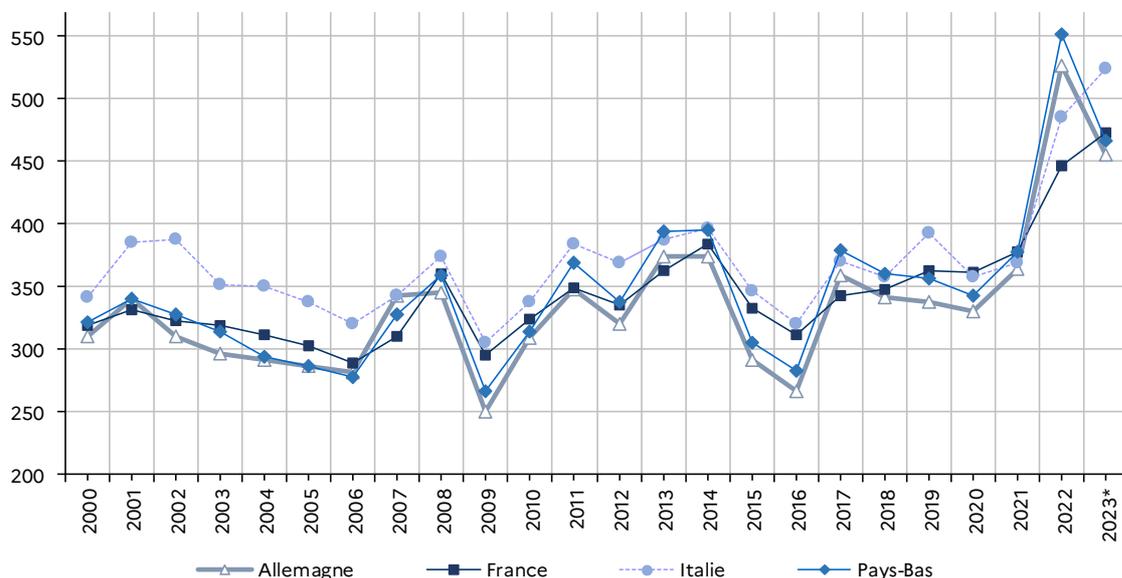
\*Moyenne calculée sur 11 mois

\*\*Évolution calculée sur 11 mois

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

## 5-42 Prix moyen annuel\*\* du lait payé aux producteurs

€/tonne

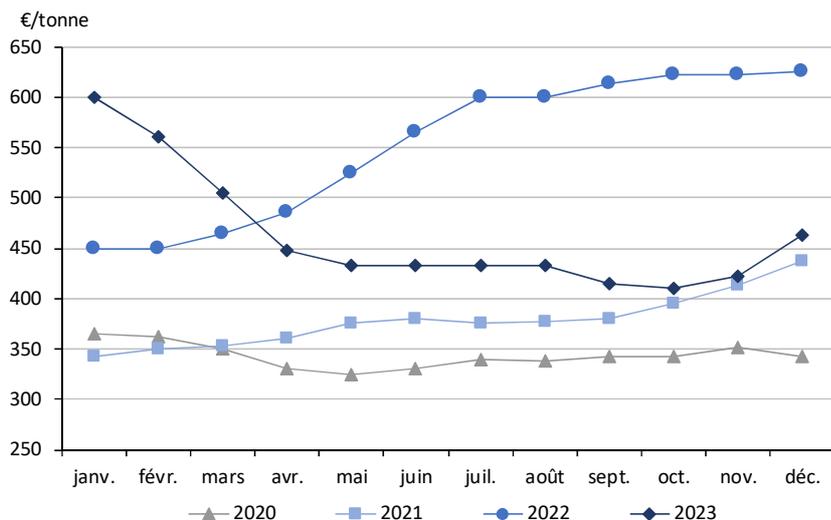


\*Moyenne calculée sur 11 mois

\*\*Moyenne pondérée par les collectes mensuelles de chaque État membre

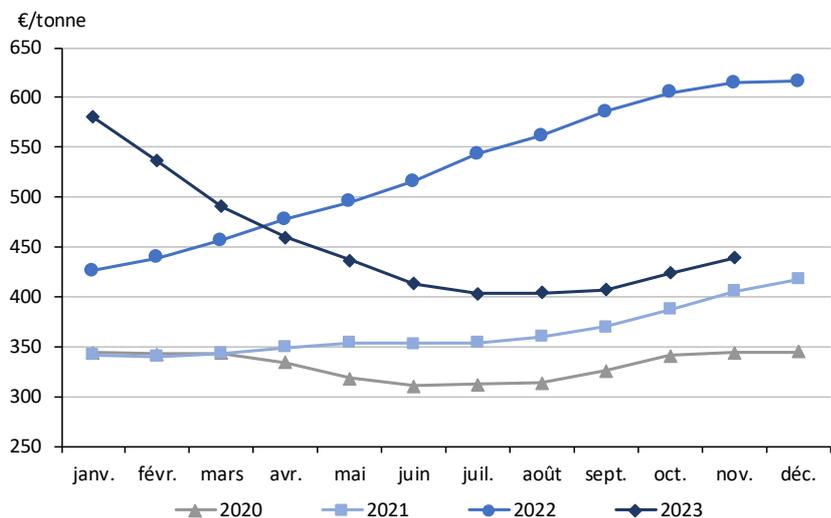
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### 5-43 Prix moyen du lait de vache (taux réel) aux Pays-Bas



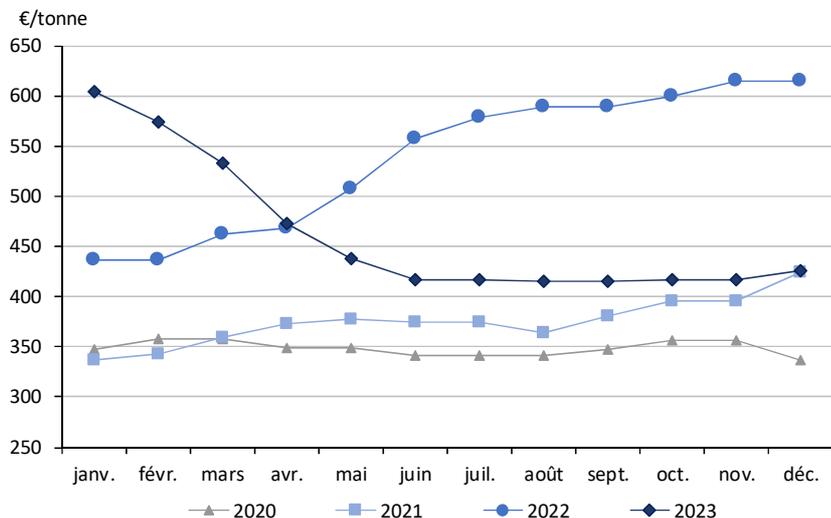
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### 5-44 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Allemagne



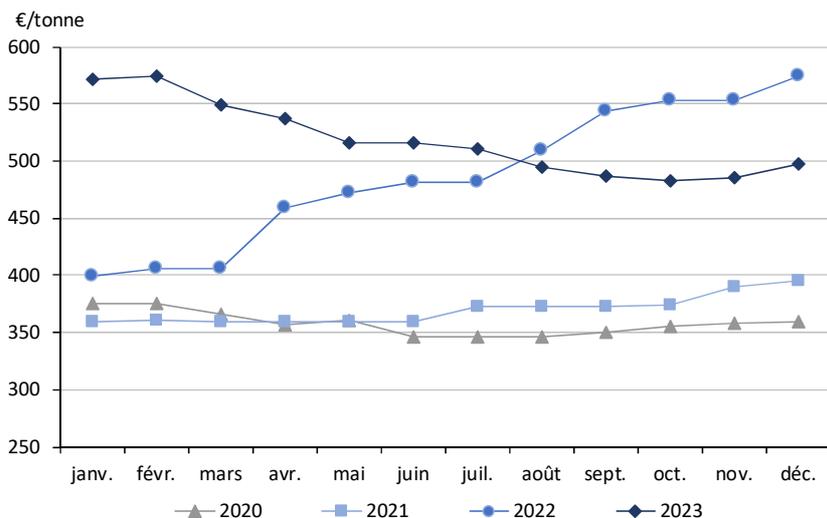
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### 5-45 Prix moyen du lait de vache (taux réel) au Danemark



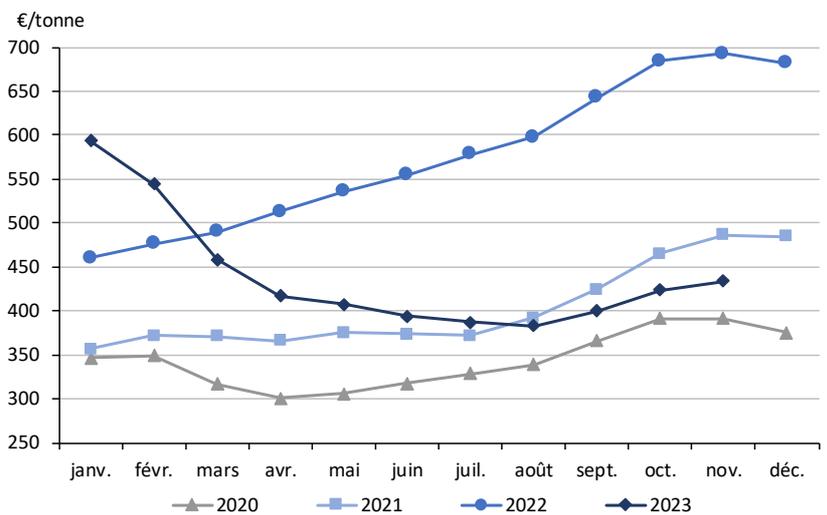
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### 5-46 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Italie



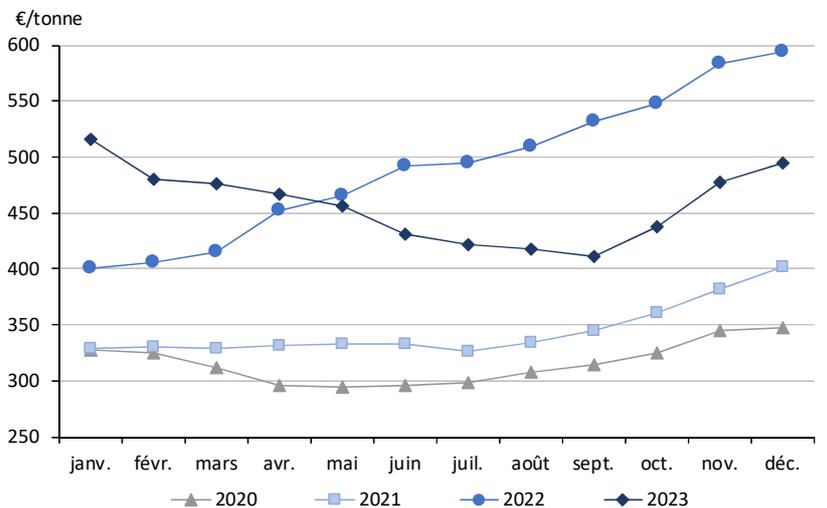
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### 5-47 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Irlande



Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### 5-48 Prix moyen du lait de vache (taux réel) en Pologne



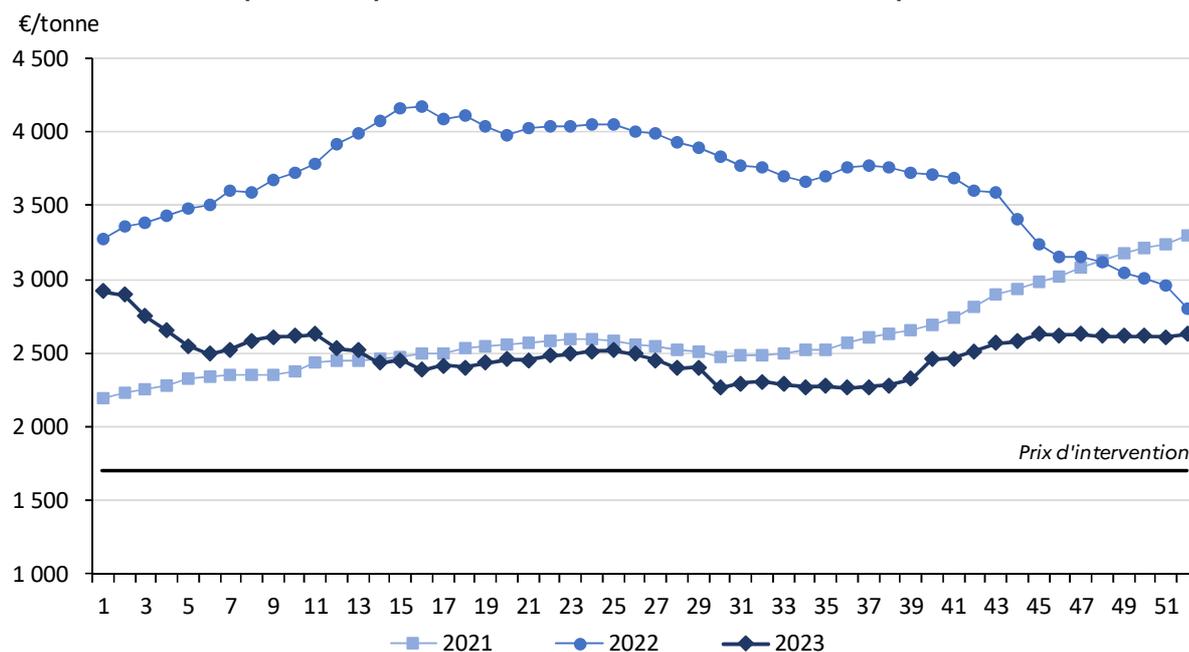
Source : FranceAgriMer d'après sources nationales et Commission européenne

### 5-49 Cotations européennes (UE à 27, hors Royaume-Uni) des produits industriels

€/tonne	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Beurre	3 933,9	3 367,4	4 165,8	6 678,0	4 823,0	-27,8
Poudre 0 %	2 081,9	2 214,8	2 608,6	3 678,2	2 496,7	-32,1
Poudre 26 %	2 905,2	2 793,0	3 255,6	4 772,6	3 513,1	-26,4
Poudre de lactosérum	755,9	748,7	967,0	1 189,9	756,8	-36,4
Gouda	3 130,1	3 177,6	3 327,8	4 737,2	4 413,0	-6,8
Cheddar	3 029,6	3 034,8	3 179,4	4 234,0	3 854,5	-9,0
Edam	3 095,5	3 120,9	3 328,7	4 856,6	4 236,2	-12,8

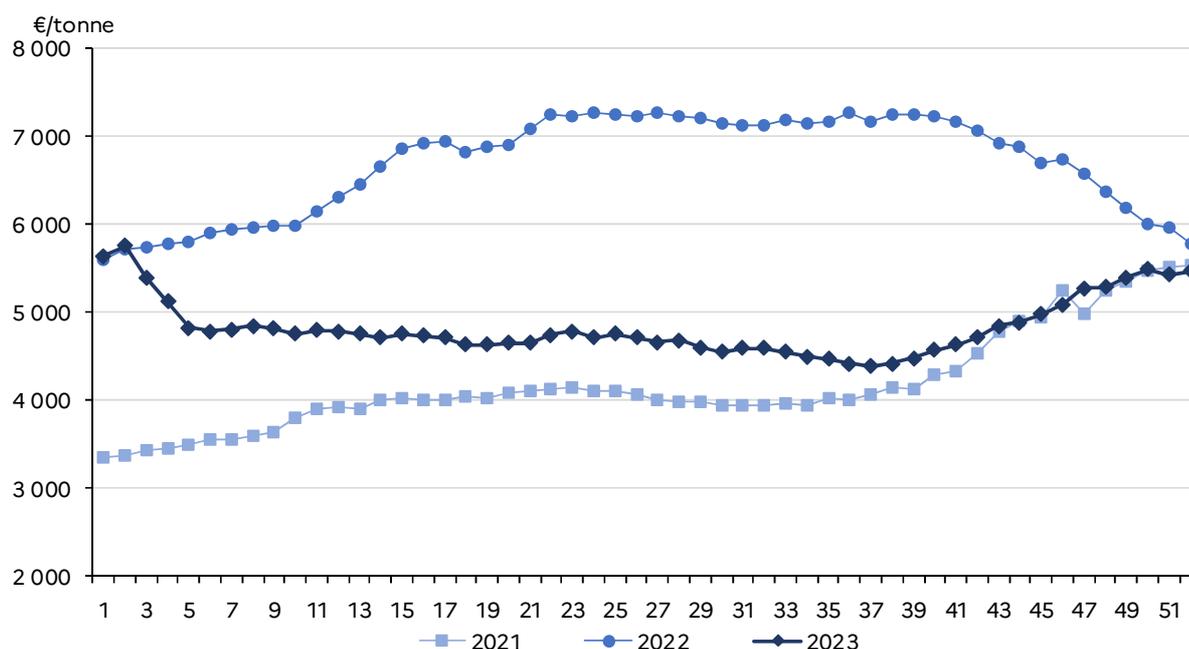
Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### 5-50 Évolution du prix de la poudre de lait écrémé dans l'Union européenne à 27



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

### 5-51 Évolution du prix du beurre dans l'Union européenne à 27



Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne

# Le marché mondial du lait de vache

## › La collecte mondiale a suivi deux tendances inverses au cours de l'année 2023

En 2023, la collecte cumulée des grandes zones productrices et exportatrices de lait de vache est restée stable en moyenne. En revanche, tout comme au niveau européen, deux tendances se sont opposées au cours de l'année (voir graphique 5-53). Au premier semestre, les volumes ont légèrement progressé (+ 0,7 %/2022), tandis que les volumes du second semestre ont été en retrait par rapport à ceux de 2022 (- 0,7 %). Si les volumes européens, importants, ont naturellement influencé la tendance globale, ce retour de tendance a également été observé en Nouvelle-Zélande et aux États-Unis.

En effet, en **Nouvelle-Zélande**, le premier semestre de l'année 2023 a été marqué par des hausses de production. Sur 6 mois en 2023, la collecte a progressé de 2,8 % (en tonnes). D'après l'USDA, les premiers mois de l'année 2023 ont été marqués par des précipitations abondantes sur les principales régions laitières, ce qui a stimulé la pousse de l'herbe et favorisé la production durant l'été et ce, malgré un cheptel en baisse de 3,5 %. À l'inverse, la production s'est repliée sur une grande partie du second semestre 2023, affectant d'autant plus le total annuel que la collecte est fortement saisonnalisée en Nouvelle-Zélande et que le pic de production intervient au printemps austral, en fin d'année. En parallèle, en **Australie**, l'évolution a été à l'opposé : la collecte s'est repliée au premier semestre, et a renoué avec les hausses à partir du mois d'août. Sur l'année, les volumes sont au total restés similaires à ceux de 2022 (+ 0,2 %/2022). En revanche, d'après l'Australian Bureau of Agricultural and Resource Economics, la filière australienne peut s'attendre à ce que la dynamique de fin 2023 se poursuive en 2024. En effet, la collecte sur la campagne 2023-24 devrait légèrement croître (+ 1,0 % par rapport à 2022/23).

Aux **États-Unis**, la collecte a aussi suivi deux tendances distinctes au cours de l'année 2023. Le premier semestre a été marqué par une modeste progression des volumes (+ 0,7 %/2022), tandis que la tendance a été à l'opposé pour le reste de l'année (- 0,6 %/2022). Ces évolutions de la production sont à relier à celles du cheptel, qui ont suivi les mêmes tendances sur l'année. En moyenne sur l'année 2023, les volumes sont restés identiques à ceux de 2022 (+ 0,1 %/2022). À l'exception du mois de janvier, où les volumes disponibles étaient plus nettement en hausse (+ 1,4 %/janvier 2022), les volumes de lait supplémentaires ont plutôt été valorisés sous forme de beurre et de poudres, tandis que la production de fromages restait stable. À l'inverse, quand les disponibilités en lait ont commencé à refluer, ce sont les fabrications de beurre et de poudres qui ont été ajustées. La production de poudre maigre a particulièrement diminué en 2023 (- 4,7 %/2022). Les fabrications de fromages ont globalement été maintenues sur l'année (+ 0,3 %/2022).

En **Argentine**, la collecte s'est établie à 10,5 millions de tonnes, un volume en recul de 2,0 % par rapport à 2022. La situation s'est particulièrement dégradée au dernier trimestre 2023, au cours duquel la collecte s'est inscrite 5,2 % sous son niveau de 2022. D'après l'OCLA (Observatorio de la Cadena Lactea Argentina), la production a souffert de la sécheresse et de ses effets sur les disponibilités en fourrages, puis de l'excédent des pluies. Toujours d'après l'OCLA, le prix du lait n'aurait pas permis un recours accru aux intrants, puis, avec la première dévaluation du peso argentin au milieu d'année et l'inflation qui en a découlé, l'achat d'intrants a été d'autant plus limité, ce qui a accentué le recul de la production. La baisse en MSU a cependant été moins forte (- 1,1 %/2022 d'après l'OCLA). Ailleurs en Amérique latine, la situation a été différente. En **Uruguay**, la production s'est améliorée par rapport à 2022. La collecte y a progressé de 1,5 %, et les volumes ont ainsi retrouvé un niveau similaire à celui de 2021. Au **Brésil**, les volumes ont également été

orientés à la hausse (+ 1,7 % sur 9 mois par rapport à 2022), de même qu'au **Mexique** (+ 1,9 %/2022). Au **Chili**, la collecte a, à l'inverse, été en baisse (- 2,8 %/2022).

En parallèle de l'évolution de la production au sein de l'Union européenne, la production **britannique** est restée stable en moyenne, mais on y retrouve aussi l'évolution en deux temps, comme pour beaucoup de pays. En effet, les volumes ont été haussiers de janvier à août, et ont enregistré des diminutions à partir du mois de septembre. En **Biélorussie**, les volumes semblent s'être fortement développés (+ 5,7 %/2022), de même qu'en **Russie** (+ 2,8 %).

### › La Chine n'a pas repris ses achats en 2023, mais les échanges mondiaux ont tout de même retrouvé des couleurs

Après avoir atteint des niveaux record en 2021, les achats chinois de produits laitiers avaient été en retrait en 2022. En 2023, il n'y a pas eu de reprise de ce marché. La production chinoise a été estimée par Rabobank à 41,8 millions de tonnes en 2023, soit une nouvelle progression, de 6,3 % par rapport à 2022. Cette nouvelle évolution aurait conduit à un surplus de lait cru en Chine, qui aurait été transformé en poudres pour le stockage d'après l'USDA, limitant ainsi fortement la demande à l'importation. D'autre part, la consommation intérieure chinoise aurait été peu dynamique, dans un contexte économique atone qui n'a pas incité les consommateurs chinois à acheter des produits laitiers, produits non traditionnels. Ces éléments expliquent la timidité des importations chinoises de produits laitiers en 2023. En effet, les achats chinois de poudre grasse, le principal produit acheté en volume par la Chine, ont reculé de 38,3 % par rapport à 2022 (soit - 49,2 % par rapport à 2021). Les achats de lait infantile ont reculé de 13,2 %, ceux de matière grasse de 10,9 % et ceux de lait de 31,3 %. Les importations ont été mieux orientées sur la poudre maigre et le lactosérum.

Toutefois, malgré la modération des achats chinois, les **exportations mondiales**, représentées par les envois cumulés de l'Océanie, des États-Unis, de l'Union européenne et de l'Argentine, n'ont pas décliné en 2023, et ce, également pour les produits pour lesquels la Chine a été en retrait (voir figure 5-54).

Les exportations mondiales de **poudre grasse** ont augmenté de 1,2 % sur 11 mois en 2023. La Nouvelle-Zélande et l'Union européenne sont les principaux exportateurs pour ce produit. En Nouvelle-Zélande, les envois se sont renforcés de 4,3 % par rapport à 2022. Les volumes à destination de la Chine se sont effondrés (- 48,6 %), cependant la Nouvelle-Zélande s'est tournée vers d'autres pays et notamment l'Algérie (+ 143,1 %), mais également vers l'Indonésie (+ 63,0 %) et la Thaïlande (+ 21,7 %). En parallèle, l'Argentine a perdu des parts de marchés en Algérie : les envois ont diminué de 76,4 % vers cette destination, et de 28,0 % toutes destinations confondues.

Les exportations mondiales de **poudre maigre** ont été beaucoup plus dynamiques (+ 7,6 %/2022), retrouvant un niveau similaire à celui de 2021. Les deux plus gros exportateurs mondiaux sont les États-Unis et l'Union européenne. Les envois européens ont progressé (voir partie Union européenne, page 163), mais les États-Unis ont diminué leurs envois (- 3,6 %). En parallèle, la Nouvelle-Zélande a exporté davantage de poudre de lait écrémé qu'en 2022 (+ 30,6 %). La Nouvelle-Zélande aurait maintenu un niveau de production plus élevé sur ce produit, similaire à celui de 2022 d'après l'USDA, face à la baisse de la demande pour la poudre grasse. L'augmentation de la disponibilité de ce produit a également permis à la Nouvelle-Zélande une meilleure compétitivité. La moitié de ces volumes supplémentaires a été à destination de la Chine. Les envois vers le Vietnam, Singapour et la Thaïlande ont également été renforcés. En parallèle, les États-Unis ont perdu des parts de marché sur la Chine (les exportations vers ce pays ont diminué de moitié), mais ont pu renforcer leurs envois vers le Mexique (+ 17,7 %/2022).

Les États-Unis ont aussi perdu des parts de marché en Chine sur la **poudre de lactosérum**, alors même que la demande chinoise a été en hausse (+ 9,5 %/2022) et que les États-Unis en sont le principal fournisseur. En cause, d'une part la baisse des fabrications américaines, mais aussi d'autre part la concurrence d'autres pays comme la Pologne ou la Biélorussie. Les envois de protéines sériques sous les formes les plus concentrées (à 80 % et plus) ont toutefois été en hausse de 18 % d'après l'US Dairy Export Council.

Les exportations mondiales de **fromages** ont augmenté de 1,9 % ; une progression portée par les volumes supplémentaires exportés par l'Union européenne, mais aussi par les envois néo-zélandais en forte progression (+ 14,7 % par rapport à 2022). Ces derniers, soutenus par une hausse des fabrications (+ 6,7 % d'après USDA), ont été renforcés en particulier vers la Chine et vers l'Australie. Les États-Unis ont globalement réduits leurs envois (- 3,8 %), dans un contexte de production stable par rapport à 2022, suggérant une hausse de la demande intérieure. On peut néanmoins noter le renforcement des envois de fromages vers le Mexique (+ 20,3 %). L'US Dairy Export Council fait état d'une demande renforcée pour le fromage râpé, possiblement de la mozzarella râpée, demande émanant de la RHD mexicaine. Ce renforcement des envois vers le Mexique s'est fait notamment aux dépens de ceux vers la Corée du Sud (- 41,0 %/2022).

À l'inverse, les exportations mondiales de **beurre** ont été 0,5 % en dessous de leur niveau de 2022. Les progressions des volumes envoyés par l'Union européenne et la Nouvelle-Zélande ont peiné à compenser le repli des envois américains. Ces derniers se sont en effet effondrés (- 50,2 %). Les volumes produits ont pourtant été en hausse, mais ne parviennent pas à satisfaire la demande intérieure, puisqu'en parallèle, les importations américaines de beurre ont augmenté de 18,1 %, en se fournissant auprès des Néo-zélandais et des Irlandais. Si la Nouvelle-Zélande a donc pu renforcer ses exportations de beurre vers les États-Unis, elle l'a aussi fait pour d'autres destinations, notamment vers l'Arabie Saoudite (+ 64,9 %/2022), le Mexique (+ 56,4 %) et l'Australie (+ 27,6 %).

### › Les prix des produits industriels se sont inscrits sous les niveaux record de 2022...

Les prix du **beurre industriel** dans les trois zones ont été inférieurs à leur niveau de 2022 (voir tableau 5-55). En euro par tonne, la baisse a été la plus significative en Europe, malgré une hausse marquée des cours en fin d'année 2023 (voir partie lait dans l'Union européenne, page 163). Le cours océanien a été beaucoup plus constant au cours de l'année. Il s'est en moyenne inscrit 17,8 % sous son niveau de 2022. La baisse a été la plus modérée pour le beurre américain, et ce malgré l'affaiblissement du dollar américain en 2023 par rapport à 2022. Cette zone a connu un niveau record de la cotation du beurre en dollar atteint en octobre 2023, à 7 322 \$/t, soit une hausse de 170 \$/t par rapport au précédent record d'octobre 2022. En lien avec l'évolution du taux de change, ce nouveau record n'a été atteint qu'en dollar, et non en euro. Cet emballement des prix américains en fin d'année 2023 s'est produit en réponse à des phénomènes conjoncturels locaux : la demande, toujours très soutenue à l'approche des fêtes (qui commencent dès novembre avec Thanksgiving), avec des phénomènes de stockage de la part des consommateurs, a été plus importante qu'habituellement. D'autre part, les fabrications avaient été en retrait pendant l'été, les conditions météorologiques ayant poussé les transformateurs à utiliser la crème pour d'autres productions, notamment les glaces (+ 1,5 % en juillet et + 1,1 % en août).

Les baisses de prix ont été plus marquées sur la **poudre maigre** (voir tableau 5-55), en lien avec la hausse des volumes mis sur le marché mondial par la Nouvelle-Zélande et l'Union européenne. Les prix ont en moyenne perdu près du tiers de leur valeur par rapport à 2022. L'année 2023 a été marquée par le rapprochement des prix des 3 grands bassins de production. La poudre maigre océanienne a ainsi été beaucoup plus compétitive que les années précédentes. De son côté, le prix

de la poudre maigre américaine s'est maintenu, malgré la concurrence néo-zélandaise, notamment par un ajustement des fabrications (- 17,2 % sur août-novembre par rapport à la même période de 2022). En parallèle, les prix mondiaux de la **poudre grasse** ont également subi de net repli, en lien avec la baisse de la demande chinoise. À 2 867 €/t, le prix océanien s'est établi presque 800 €/t sous son niveau de 2022. La **poudre de lactosérum** est celle qui a subi les plus fortes baisses de prix (autour des 40 %). Ce produit a connu une baisse de prix spectaculaire : aux États-Unis, la cotation avait connu un pic à 1 750 \$/t en semaine 13 de 2022 pour diminuer jusqu'à atteindre 560 \$/t à la mi-août de 2023 (semaine 33).

Les prix du **cheddar** ont également diminué. Avec une moyenne de prix à 3 762 €/t, le prix américain a perdu en compétitivité par rapport à 2022, face au cheddar océanien (au prix moyen de 4 085 €/t en 2023). L'écart de prix était de 800 €/t en 2022, et est donc tombé à un peu plus de 300 €/t en 2023. Le cheddar océanien a été en moyenne plus de 1 000 €/t moins cher que l'année précédente, en partie à cause de sa plus grande abondance. La Nouvelle-Zélande, qui a eu besoin de diversifier ses débouchés face à la morosité des achats chinois de poudre grasse, a effectivement intensifié ses fabrications de fromages. En revanche, les australiens ont fabriqué moins de cheddar en 2023 (- 4,5 % sur 10 mois) ; l'augmentation des disponibilités en cheddar est donc liée à la dynamique néo-zélandaise uniquement.

### › ...entraînant avec eux les prix du lait

En parallèle de la baisse du prix du lait dans **l'Union européenne à 27** (voir partie précédente, page 163), les autres bassins de production ont connu des évolutions similaires.

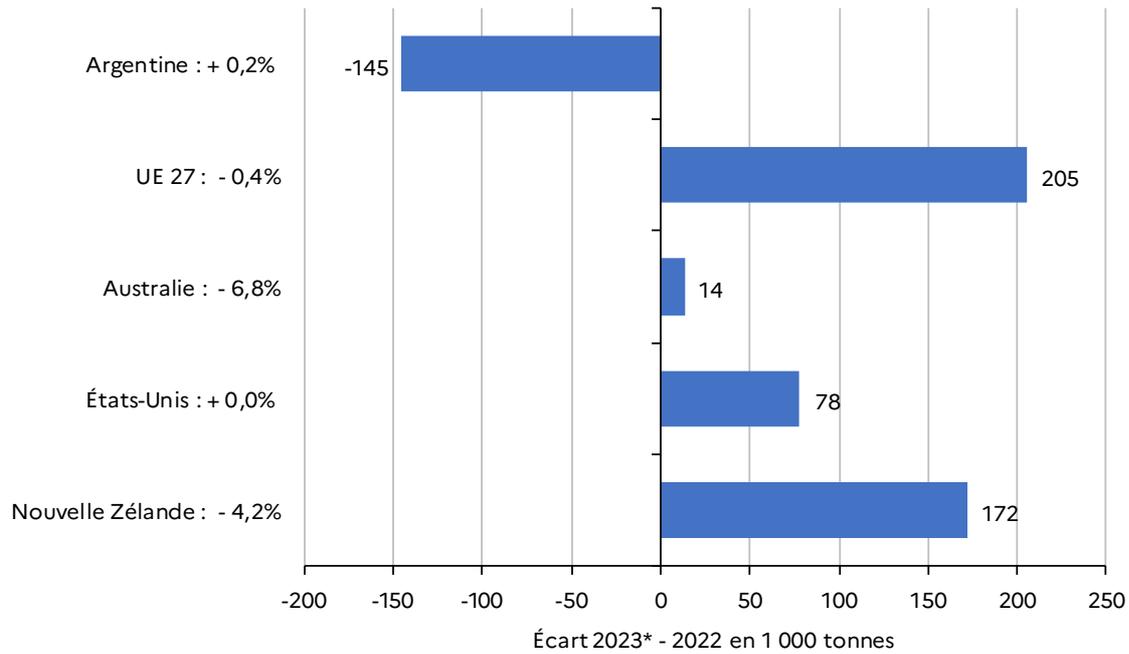
Avec 95 % du lait produit destiné à l'exportation, la baisse des cours des produits laitiers industriels ont mécaniquement eu un fort effet sur le **prix du lait néo-zélandais**. Le prix du lait néo-zélandais s'est en effet inscrit entre 50 et 150 €/t suivant les mois sous son niveau de 2022. En novembre 2023, il était de 316 €/t (voir graphique 5-58).

Aux **États-Unis**, le prix du lait s'est également maintenu sous son niveau de 2022. La correction de prix a pu même frôler les 200 €/t au mois de juillet (variation monétaire prise en compte). Le prix américain s'est toutefois maintenu au-dessus de son niveau de 2021 (voir graphique 5-60).

En **Argentine**, le prix du lait en peso argentin a été en forte hausse. En euro, le prix du lait a tout de même connu des baisses au cours de l'année (graphique 5-59). La lecture est cependant perturbée par les dévaluations successives du peso argentin, et de l'inflation qui en a découlée.

En parallèle, en **Chine**, le prix du lait a également subi une diminution. Cette baisse de prix trouverait son origine dans un déséquilibre entre l'offre et la demande : la production a rapidement augmenté, tandis que d'importants stocks avaient été constitués en 2021. D'autre part, d'après Business France, la consommation de lait aurait diminué fortement en 2023 (- 8 % en un an), alors qu'il s'agit du principal produit laitier consommé en Chine.

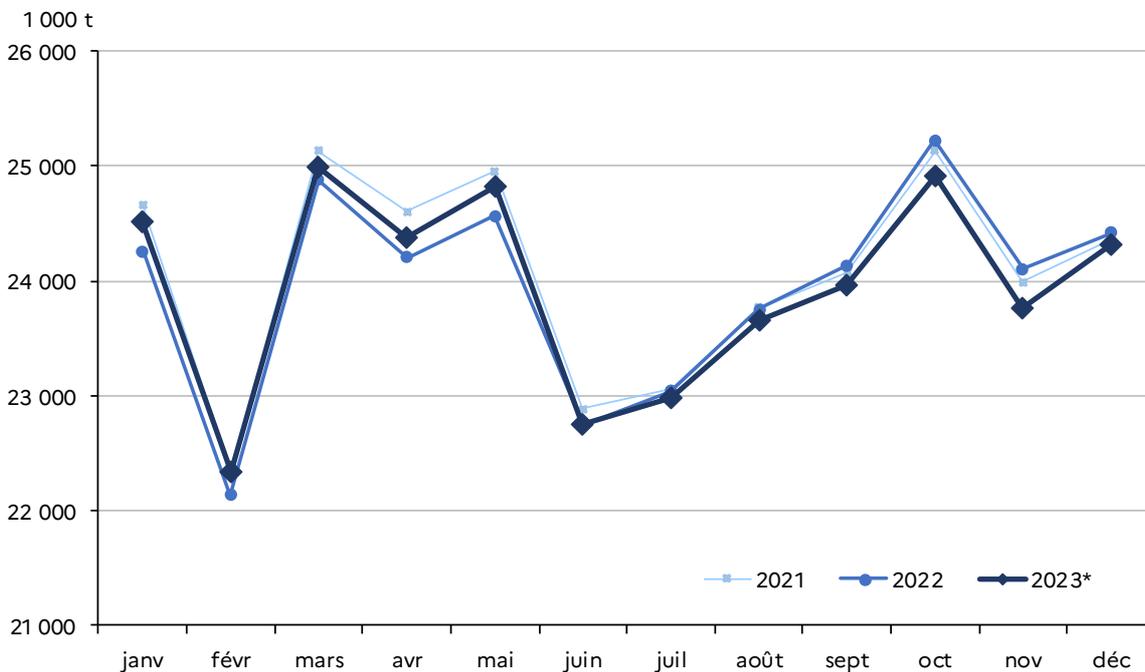
### 5-52 Évolution de la collecte entre 2022 et 2023\* dans les principaux pays producteurs



\*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

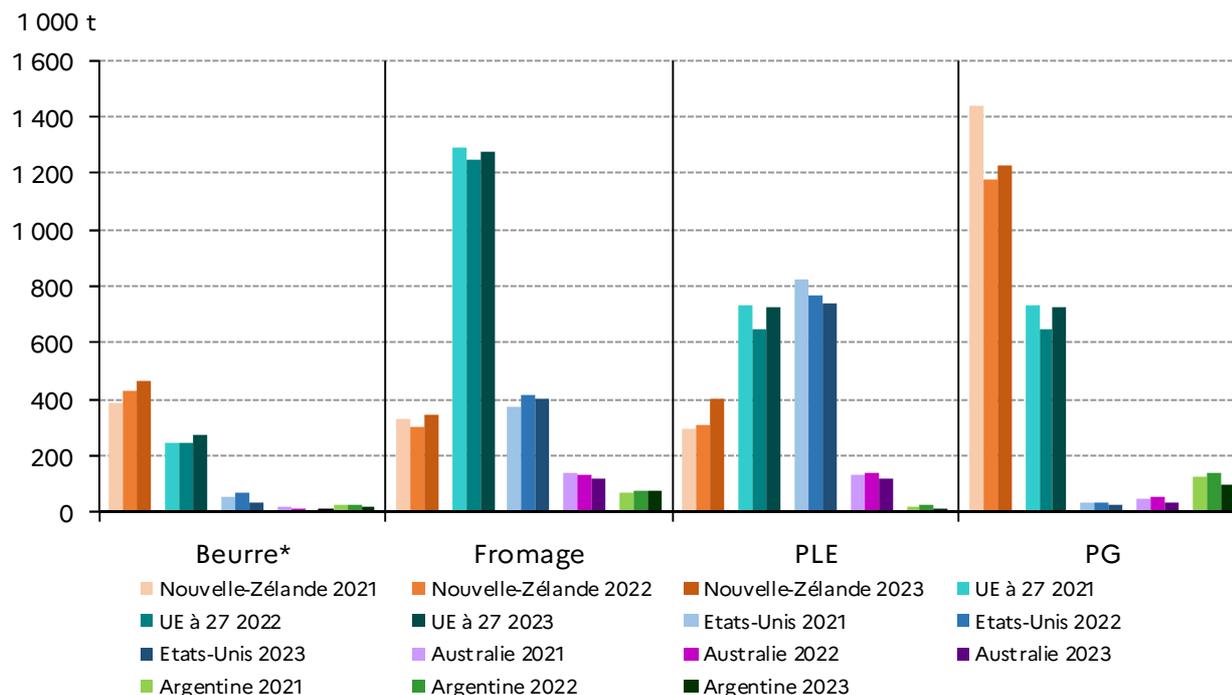
### 5-53 Collecte « mondiale » de lait de vache (cumul des principaux producteurs : Union européenne à 27, États-Unis, Argentine, Australie, Nouvelle-Zélande)



\*Estimation pour le mois de décembre

Source : FranceAgriMer d'après Commission européenne, USDA, Dairy Australia, DCanz, Clal.it

## 5-54 Exportations de produits laitiers depuis les principales zones exportatrices (cumul 11 mois)



Source : FranceAgriMer d'après douanes

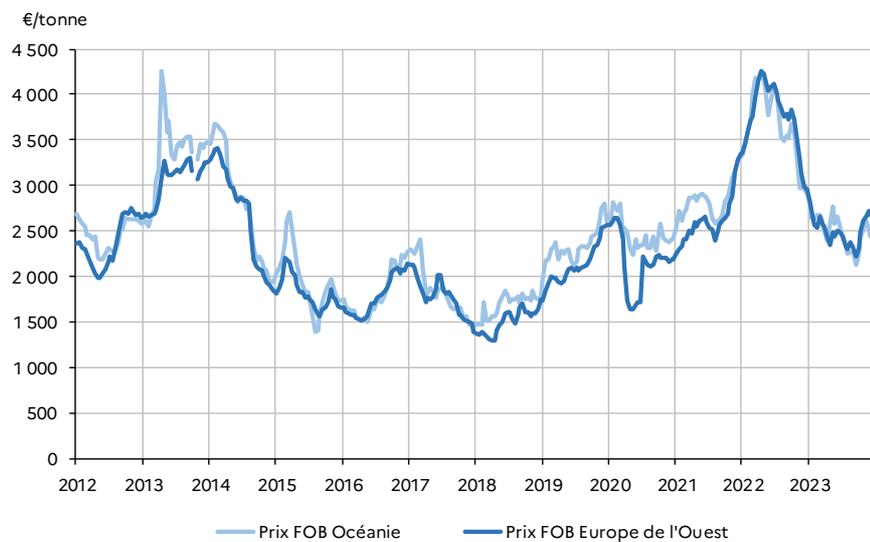
\*Beurre et MGLA, en équivalent beurre

## 5-55 Cours des produits laitiers industriels sur les marchés mondiaux

€/tonne	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Poudre 0 %</b>						
FOB Océanie	2 339,7	2 460,9	2 834,3	3 658,8	2 494,1	-31,8
FOB Europe de l'Ouest	2 120,5	2 154,3	2 622,3	3 747,4	2 511,5	-33,0
FOB États-Unis	2 028,4	2 032,1	2 325,0	3 535,2	2 454,6	-30,6
<b>Beurre</b>						
FOB Océanie	4 031,3	3 397,5	4 317,2	5 497,1	4 520,6	-17,8
FOB Europe de l'Ouest	3 928,9	3 213,4	4 232,9	6 819,2	4 905,0	-28,1
FOB États-Unis	4 438,1	3 134,5	3 183,9	5 957,4	5 343,6	-10,3
<b>Poudre 26 %</b>						
FOB Océanie	2 797,8	2 621,5	3 252,6	3 665,2	2 866,9	-21,8
FOB Europe de l'Ouest	2 933,7	2 704,4	3 309,4	4 882,2	3 553,2	-27,2
<b>Poudre de lactosérum</b>						
FOB Europe de l'Ouest	812,7	766,5	1 035,2	1 256,8	790,3	-37,1
FOB États-Unis	754,9	695,0	1 049,7	1 272,1	742,7	-41,6
<b>Cheddar</b>						
FOB Océanie	3 459,3	3 490,6	3 731,5	5 171,7	4 084,6	-21,0
FOB États-Unis	3 475,7	3 968,8	3 201,8	4 370,5	3 762,2	-13,9

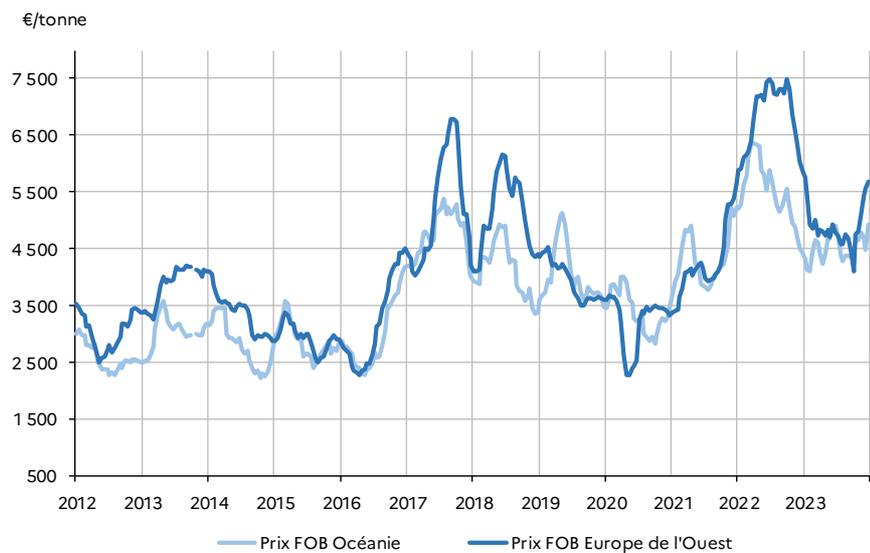
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

### 5-56 Prix de la poudre de lait écrémé sur le marché mondial



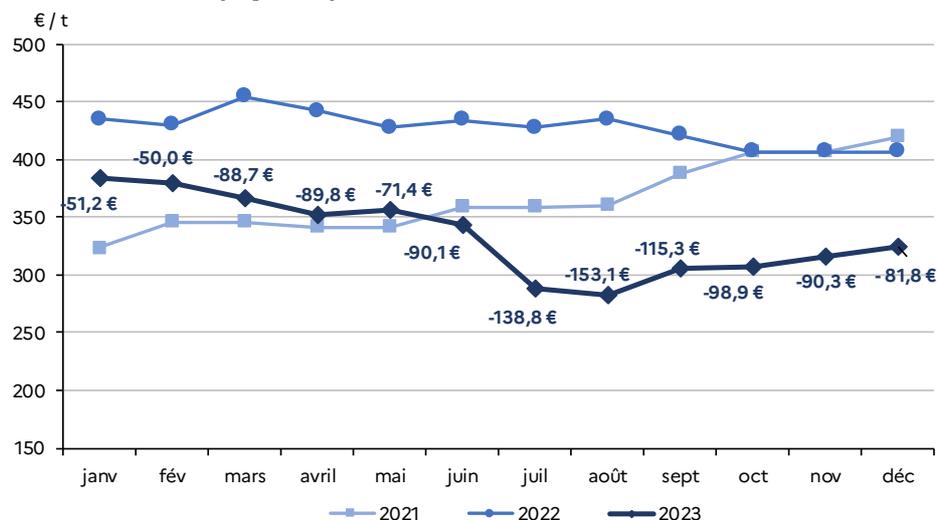
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

### 5-57 Prix du beurre sur le marché mondial



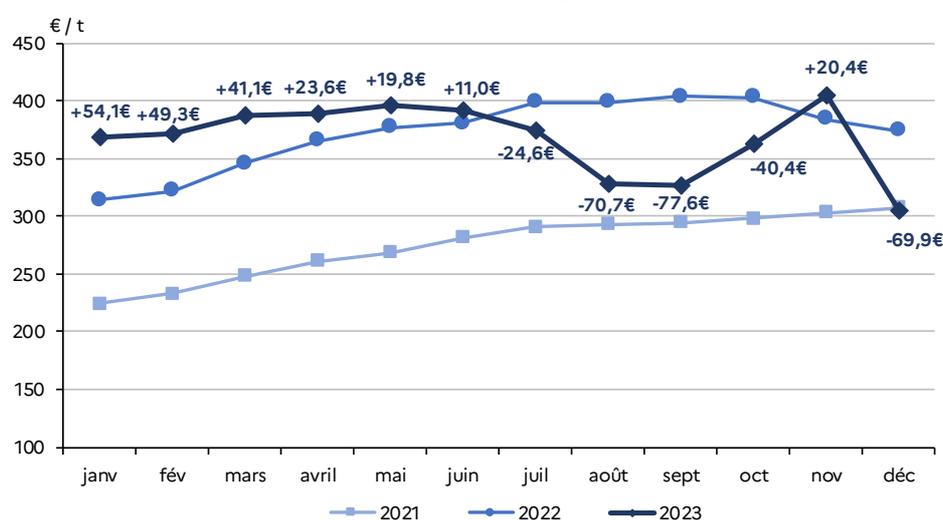
Source : FranceAgriMer d'après USDA et BCE

### 5-58 Prix du lait payé au producteur en Nouvelle-Zélande et écarts entre 2022 et 2023



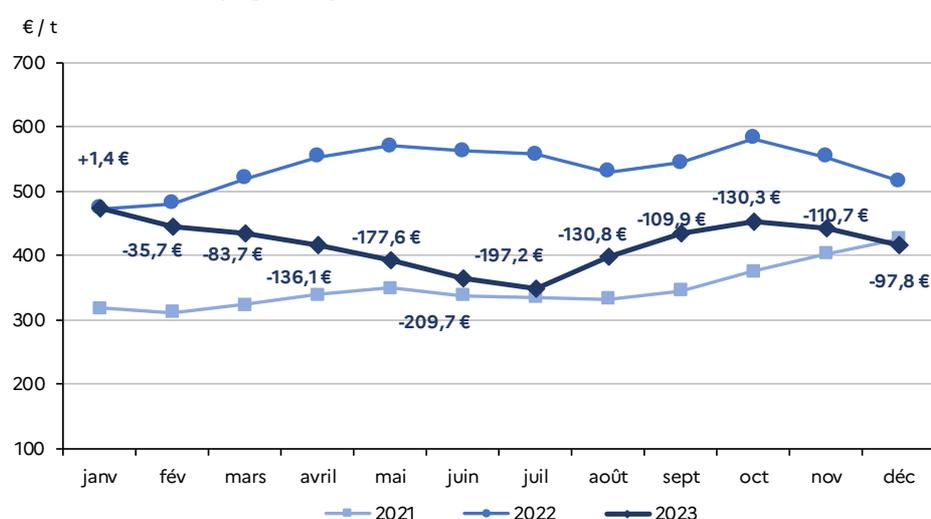
Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

### 5-59 Prix du lait payé au producteur en Argentine et écarts entre 2022 et 2023



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

### 5-60 Prix du lait payé au producteur aux États-Unis (tous laits) et écarts entre 2022 et 2023



Source : FranceAgriMer d'après Clal.it

## Le marché du lait de brebis en France

*Pour la filière laitière ovine, compte tenu de la forte saisonnalité de la production, la période étudiée est la campagne laitière, allant du mois d'octobre de l'année n-1 au mois de septembre de l'année n.*

### › La collecte de lait de brebis sur la campagne 2022/23 s'est maintenue au niveau de la précédente campagne

Au total sur la campagne 2022/23, la collecte a atteint 296,6 millions de litres (figure 6-1), un niveau stable comparé à celui de la précédente campagne. Ce maintien de la collecte fait suite à une baisse marquée de 2,7 % entre les campagnes 2020/21 et 2021/22, qui avait rompu une dynamique de croissance continue depuis 2014/15.

Après un bon démarrage en octobre et novembre 2022, la collecte de lait de brebis a affiché un ralentissement entre décembre 2022 et février 2023 (figure 6-2). Au moment du pic de production aux mois de mars-avril, la collecte a enregistré une hausse de 2,6 % (+ 2,2 millions de litres) au regard des mois de mars-avril 2022 (figure 6-2). Durant le dernier trimestre de la campagne, correspondant au creux de collecte, la collecte de lait de brebis a diminué de 5,5 % par rapport à la même période en 2022, sans effacer la hausse des volumes observée au pic de la collecte.

Par ailleurs, les évolutions de la collecte sont contrastées selon les bassins de production. Ainsi, malgré la réduction du cheptel reproducteur laitier (- 3,2 %), la collecte de lait de brebis en Occitanie a été supérieure de 1,5 % comparativement à la campagne précédente et représente 76 % de la collecte nationale. Dans cette région, l'Aveyron, principal département du bassin Roquefort, a profité de bonnes conditions climatiques dès la fin d'hiver, engendrant une bonne récolte de fourrage et une production laitière dynamique au moment du pic de la collecte. De leur côté, les volumes livrés de lait de brebis ont diminué en Nouvelle-Aquitaine et en Corse respectivement de 4,9 % et de 6,9 % par rapport à la campagne précédente. Cette baisse s'explique principalement par la réduction des effectifs de brebis laitières ainsi que par le repli du nombre des livreurs observés pour ces régions.

Simultanément, entre octobre 2022 et septembre 2023, la collecte de lait de brebis biologique a atteint 33,1 millions de litres (figure 6-4), un niveau stable par rapport à la campagne précédente. Cette stabilité masque toutefois des dynamiques régionales différentes. En Occitanie, où la collecte de lait de brebis biologique représente 93,8 % du total national bio, une légère baisse de 0,7 % a été observée. En revanche, en Nouvelle-Aquitaine, la collecte de lait de brebis bio a enregistré une augmentation de 9,2 % par rapport à la campagne précédente, soutenue par une hausse du nombre de livreurs.

### › Les coûts de production sont toujours en hausse sur la campagne 2022/23

Au début de la campagne 2022/23, l'IPAMPA lait de brebis a atteint un niveau record, à 140,8 points au mois d'octobre 2022 (figure 6-8). À 137,4 points en moyenne sur les 12 mois de la campagne 2022/23, l'indice a progressé de 5,8 % par rapport à la campagne précédente. Cette hausse s'explique principalement par l'envolée des prix des aliments achetés sur la même période (+ 9,9 %), mais également des coûts d'achat et d'entretien du matériel qui ont augmenté respectivement de 8,9 % et de 8,1 %. Ces trois postes de charges pèsent à eux seuls pour 80 % des coûts de production en lait de brebis. En revanche, la situation s'est améliorée sur

la deuxième moitié de campagne, avec un ralentissement progressif de l'IPAMPA depuis janvier 2023.

### › L'inflation continue de peser sur les achats des ménages

En cumul sur les 12 mois de la campagne 2022/23, les achats de fromages de brebis par les ménages ont été de nouveau en repli, à 29 700 tonnes, inférieurs de 5,7 % à leur niveau de la campagne précédente. Leur prix moyen a par ailleurs augmenté de 1,95 €/kg sur la même période.

En effet, l'inflation a entraîné une baisse de consommation sur le marché des produits au lait de brebis, y compris pour les fromages à pâtes fraîche de type Feta (- 3,2 %), dont la consommation croissait depuis des années. C'est également le cas des pâtes molles dont les volumes achetés ont continué de se replier, à un rythme plus rapide que lors des années précédentes (- 10,6 %). En ce qui concerne les fromages à pâte pressée non cuite (PPNC), la consommation par les ménages français a aussi connu une baisse (- 6,0 %, d'octobre 2022 à septembre 2023). Ce repli est le résultat de la dégradation à la fois de la consommation d'Ossau-Iraty (- 6,9 %) et des autres fromages à PPNC (- 7,5 %). Quant au Roquefort, les quantités achetées ont décroché de 5,5 % par rapport à la campagne précédente. Une évolution qui cache toutefois des disparités selon les gammes. Selon le panel Kantar, en cumul entre octobre 2022 et septembre 2023, les achats de Roquefort par les ménages pour les marques nationales et distributeurs classiques ont diminué respectivement de 7,5 % et 5,3 % tandis que ceux des marques de distributeurs économiques ont bondi de 8,6 % par rapport à la campagne précédente. Cependant, ceux-ci n'ont représenté que 9 % du volume total de Roquefort acheté par les ménages français.

Dans le même temps, le segment des ultra-frais au lait de brebis a été plus touché par la baisse de consommation que les fromages. Cela s'est traduit par un fléchissement de la consommation de 12,7 % comparé à la campagne précédente. Toutes les catégories ont été concernées par cette tendance sauf les desserts frais. Les achats ont reculé de 14,0 % pour les yaourts et de 12,7 % pour les fromages frais, quand le prix moyen au kilo a augmenté respectivement de 55 et 54 centimes comparé à la campagne précédente. En revanche, les desserts lactés qui représentent les plus faibles volumes en ultra-frais ont connu une augmentation de 2,4 % par rapport à la campagne 2021/22.

Par ailleurs, entre octobre 2022 et septembre 2023, les ménages ont maintenu leurs achats de fromages de brebis bio par rapport à la campagne précédente, tandis que le prix moyen a augmenté de 1,54 €/kg sur la même période.

### › Malgré la stabilité de la collecte, les fabrications se sont nettement repliées

Malgré une collecte de lait de brebis stable d'une campagne à l'autre, les fabrications de fromages et d'ultra-frais ont été en repli par rapport à la campagne précédente, pour la deuxième année consécutive.

Entre octobre 2022 et septembre 2023, les fabrications de fromages de brebis ont diminué de 5,8 % par rapport à la campagne précédente, pour s'établir à 57 720 tonnes (figure 6-5). Cette baisse a touché toutes les catégories de fromages. Ainsi, les volumes fabriqués de pâtes pressées non cuites ont reculé de 4,1 % (figure 6-5) sous l'effet du repli des fabrications d'AOP Ossau-Iraty (- 11,5 %). De même, en cumul sur octobre 2022 - septembre 2023, les fabrications de Roquefort ont chuté de 11,1 % (15 881 tonnes), tout comme les pâtes molles (- 8,4 %), à 1 585 tonnes entre octobre 2022 et mars 2023 (figure 6-5).

Parallèlement, les fabrications de produits ultra-frais (27 861 tonnes) ont affiché une baisse plus mesurée de 2,2 % sur la campagne 2022-2023 par rapport à la campagne précédente.

### › Les exportations de Roquefort ont progressé en 2023

En 2023, les exportations de Roquefort ont atteint 3 901 tonnes (figure 6-7), enregistrant une progression de 1,3 % par rapport à 2022. Les expéditions vers les pays de l'Union européenne, représentant plus de la moitié des exportations, ont augmenté de 2,1 %, portées par une hausse des envois vers l'Espagne (+ 14,6 %, soit + 156 tonnes). En revanche, les exportations ont reculé à destination de l'Allemagne et de l'Italie respectivement de 9,4 % et 10,9 %. Par ailleurs, les envois vers le Royaume-Uni ont diminué pour la septième année consécutive (- 10,2 %), tandis que ceux à destination des États-Unis ont progressé de 1,2 % par rapport à 2022.

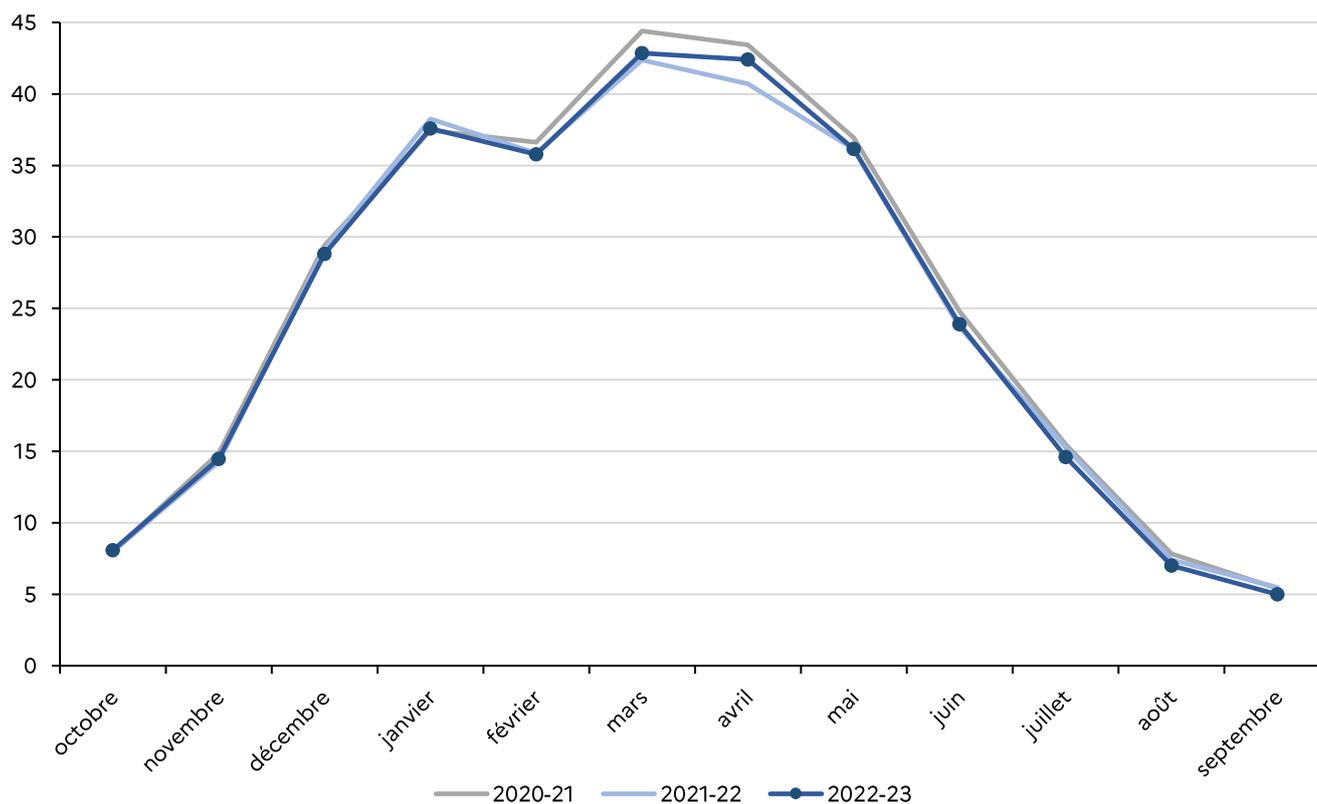
### 6-1 Collecte nationale de lait de brebis, par campagne

1 000 l	2018-19	2019-20	2020-21	2021-22	2022-2023	% 22-23 / 21-22
octobre	6 285	7 654	7 971	7 979	8 079	1,3
novembre	11 746	13 157	14 870	14 263	14 456	1,4
décembre	26 636	28 282	29 403	29 116	28 797	-1,1
janvier	35 256	37 693	37 445	38 260	37 585	-1,8
février	34 754	38 106	36 625	35 867	35 764	-0,3
mars	42 958	43 706	44 401	42 371	42 854	1,1
avril	41 897	41 716	43 443	40 706	42 400	4,2
mai	36 619	34 536	36 940	36 117	36 143	0,1
juin	24 754	23 409	24 788	23 686	23 880	0,8
juillet	14 620	14 744	15 465	15 260	14 606	-4,3
août	7 097	7 261	7 837	7 402	7 002	-5,4
septembre	5 146	5 562	5 402	5 476	4 988	-8,9
<b>TOTAL</b>	<b>287 768</b>	<b>295 826</b>	<b>304 590</b>	<b>296 503</b>	<b>296 554</b>	<b>0,0</b>

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

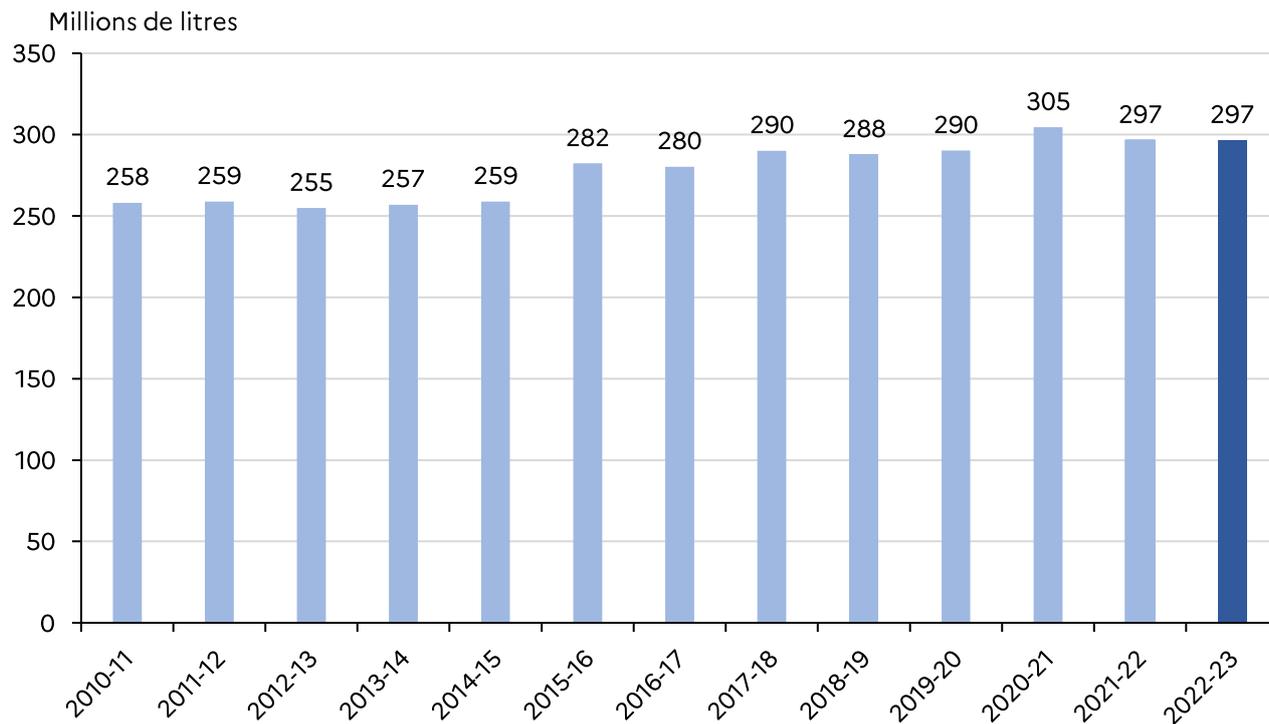
### 6-2 Collecte mensuelle de lait de brebis, total France

Millions de litres



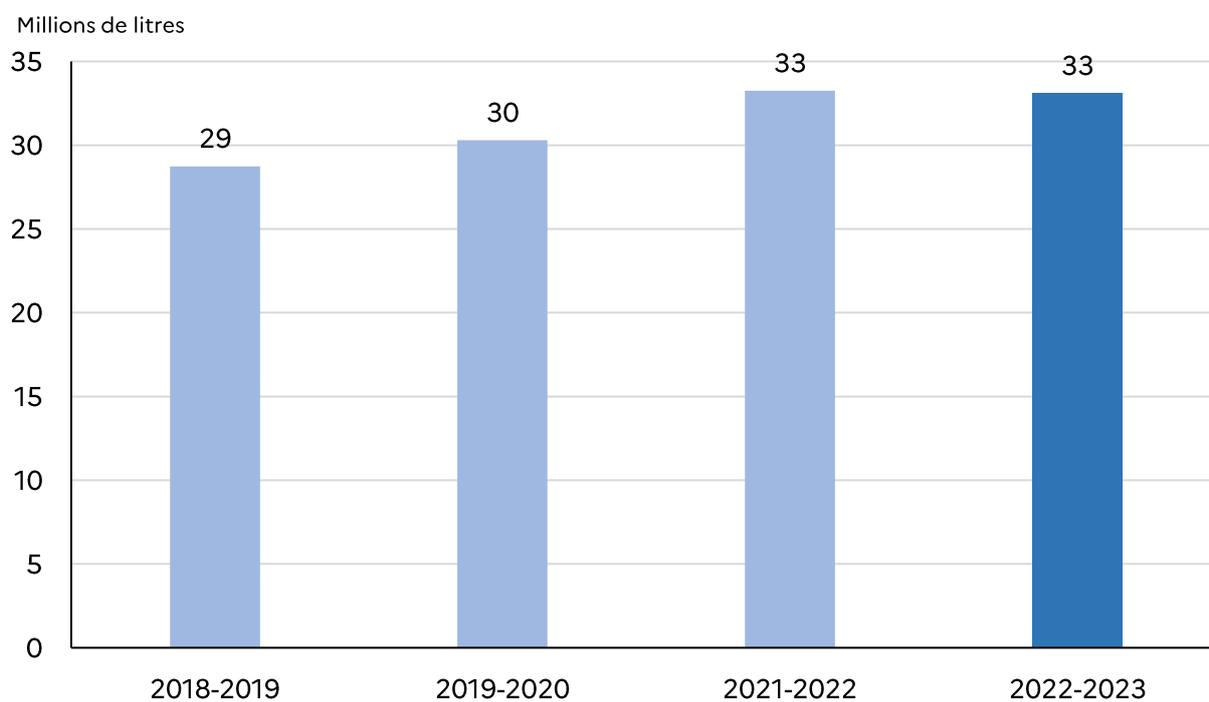
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMe

### 6-3 Collecte de lait de brebis par campagne (octobre à septembre)



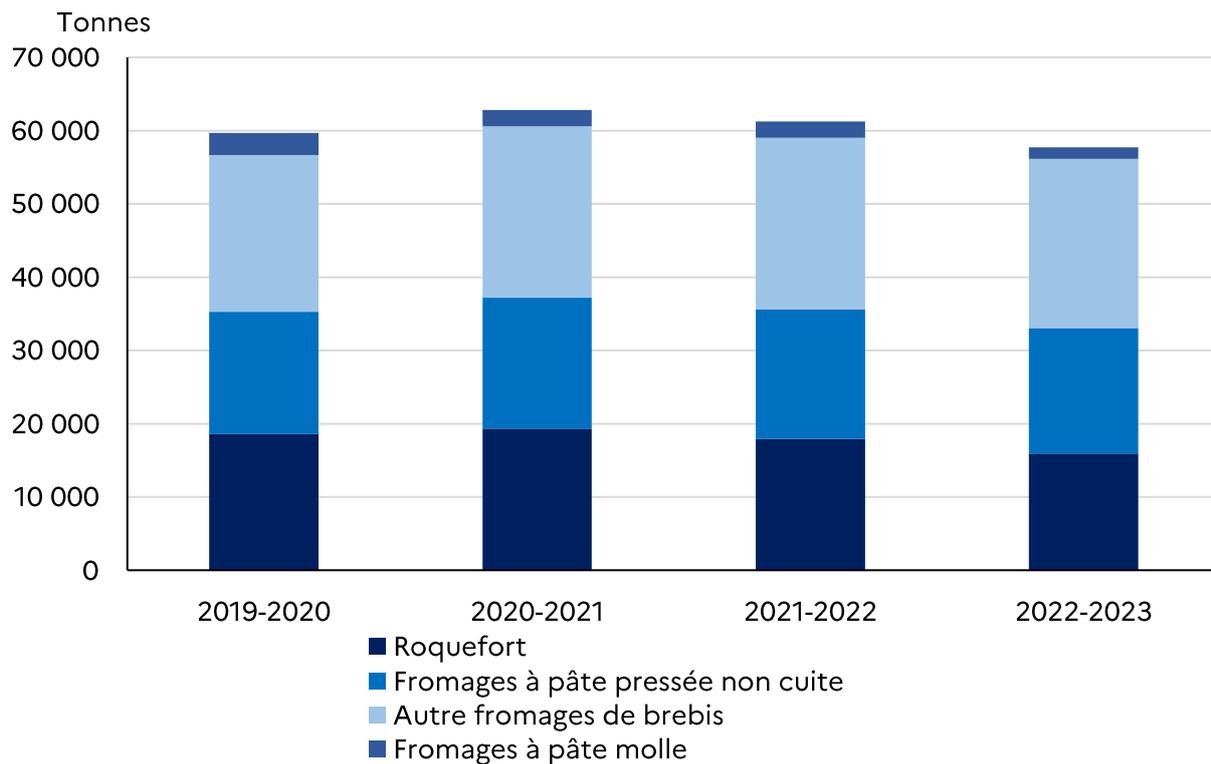
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 6-4 Collecte de lait de brebis biologique par campagne (octobre à septembre)



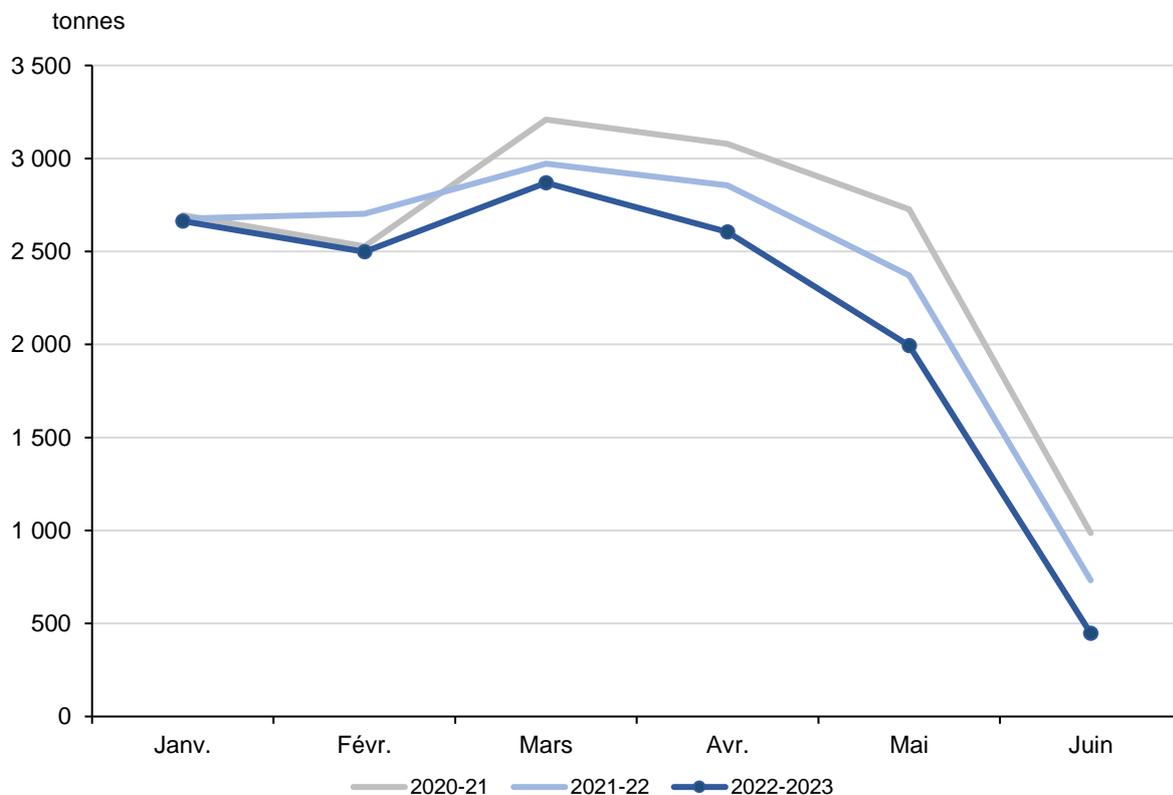
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 6-5 Évolution des fabrications de fromages de brebis



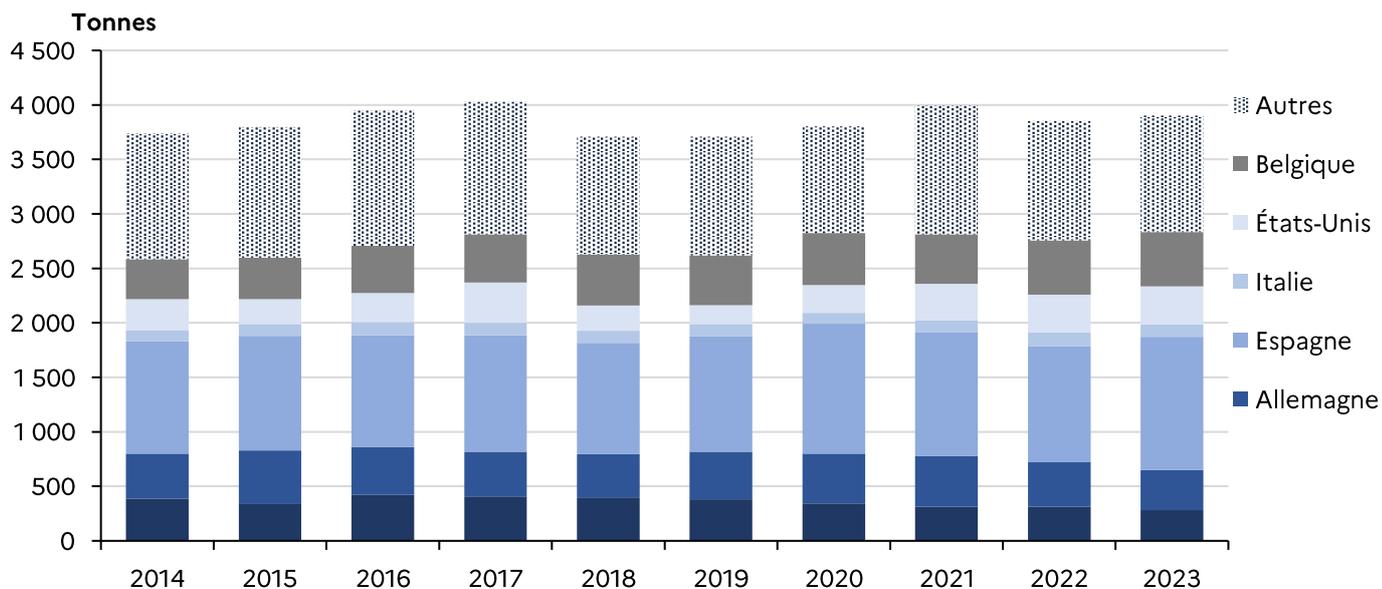
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 6-6 Fabrications mensuelles de Roquefort (premier semestre)



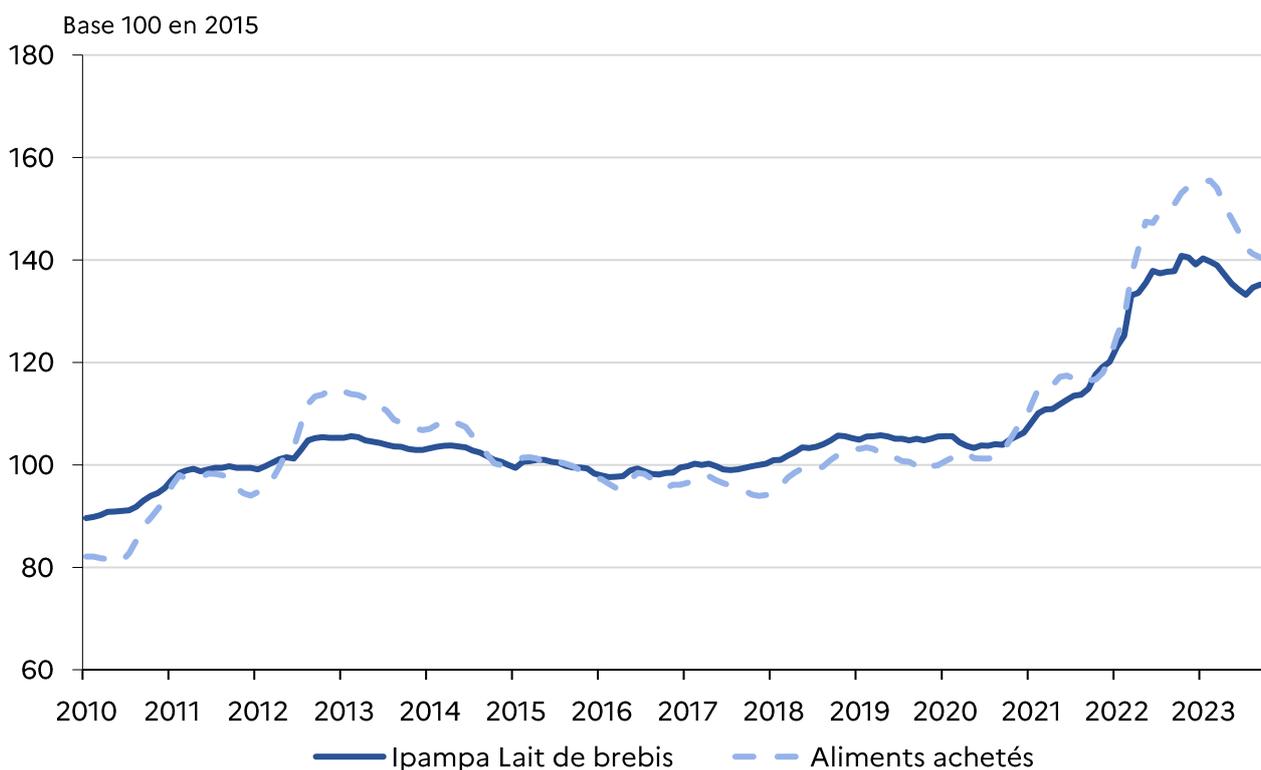
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 6-7 Exportations de Roquefort



Source : FranceAgriMer d'après douane française

### 6-8 Évolution des coûts de production, Ipampa



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee



## Le marché du lait de brebis dans l'Union européenne

### › En 2022, la collecte européenne de lait de brebis a augmenté malgré le repli du cheptel européen

En 2022 (enquête de décembre), le cheptel européen de brebis reproductrices a atteint 22,9 millions têtes, soit un repli de 2,0 % (- 465 200 têtes) par rapport à 2021. L'accroissement des cheptels roumain (+ 1,7 %, soit + 132 000 têtes), 1<sup>er</sup> troupeau européen, et italien (+ 1,4 %) n'a pas contrebalancé la baisse du nombre de reproductrices observée en Espagne, en Grèce et en France, respectivement de - 4,5 % (- 101 000 têtes), de - 4,6 % (- 263 000 têtes) et de - 4,7 % (- 74 000 têtes) (figure 6-9).

En 2022, la production de lait de brebis dans l'Union européenne a augmenté de 4,4 % par rapport à 2021 (figure 6-10). La Grèce est restée le premier pays producteur de lait de brebis, avec 715 millions litres (+ 3,4 % vs 2021), suivie par l'Espagne (+ 5,9 %, avec 623 millions litres), puis par l'Italie (+ 8,4 %, avec 449 millions de litres) et par la France (+ 1,5 %, avec 305 millions litres).

### › En Espagne, la production a reculé en 2023

La collecte de lait de brebis espagnole a nettement baissé en 2023 (- 3,7 %, soit - 17,7 millions de litre). Les livraisons ont diminué sur tous les mois de l'année à l'exception de juillet où la collecte était stable (figure 6-12). Cette baisse s'explique par la diminution marquée du cheptel reproducteur laitier à la fin de 2022 (- 4,5 %) mais aussi par les effets néfastes de la sécheresse sur la qualité des fourrages ainsi que la productivité des brebis au printemps, lors du pic de la collecte. Selon le ministère espagnol de la pêche et de l'alimentation, le secteur ovin laitier perd en moyenne cinq agriculteurs par mois en Castille-et-León, première région pour la production de lait de brebis en Espagne.

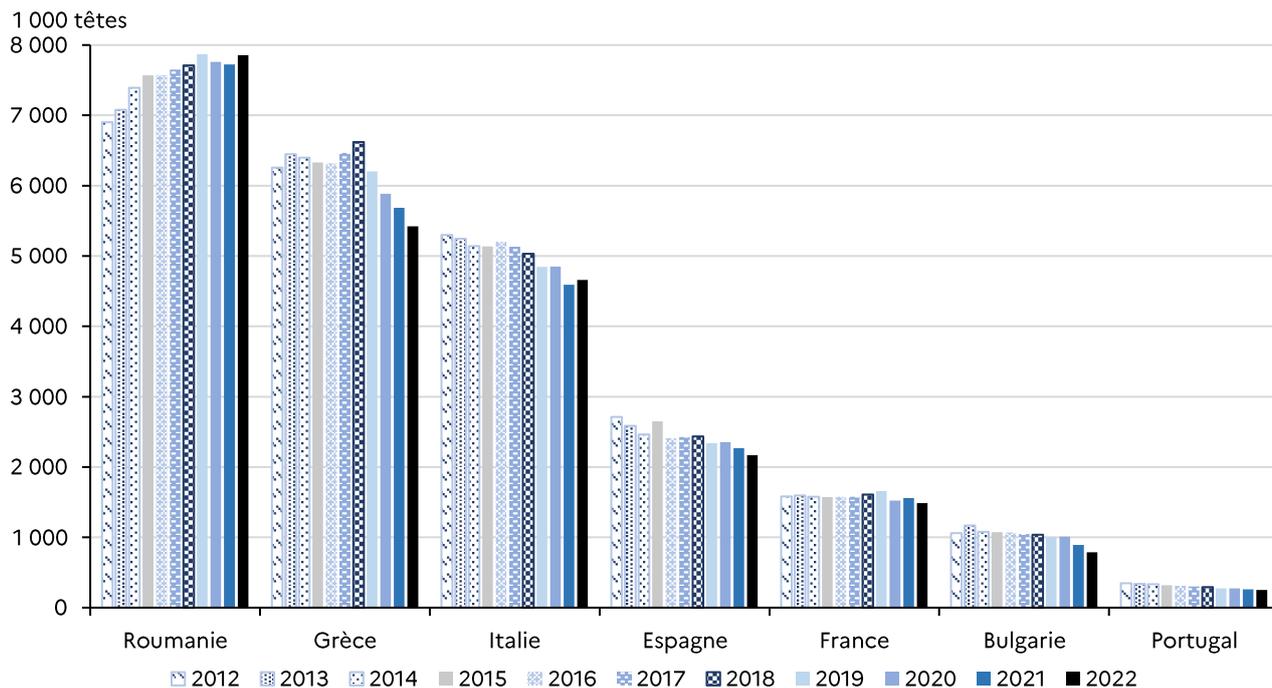
Parallèlement à la hausse des prix des matières premières, le prix moyen du litre de lait a fortement augmenté sur tous les mois de 2023, avec des hausses comprises entre 33 et 52 centimes/l (figure 6-13). De janvier à novembre, le prix moyen s'est établi à 1,5 €/l, supérieur de 34,2 % (+ 39 centimes) à son niveau de 2022.

### › En Italie, la production de Pecorino Romano a augmenté

En 2023, les volumes fabriqués de Pecorino Romano ont été en hausse de 12,0 % par rapport à 2022, atteignant son niveau le plus élevé des cinq dernières années avec 36 000 tonnes. Lors de la campagne 2023, le prix du fromage italien a atteint une valeur maximale de 14,05 €/kg au début de l'année avant de baisser progressivement entre juin et la fin de l'année (figure 6-11). Au global, sur l'année 2023, le prix du Pecorino Romano est resté supérieur à son niveau de l'an passé et a atteint 13,50 €/kg en moyenne sur 12 mois, soit une hausse de 1,87 €/kg par rapport à 2022.

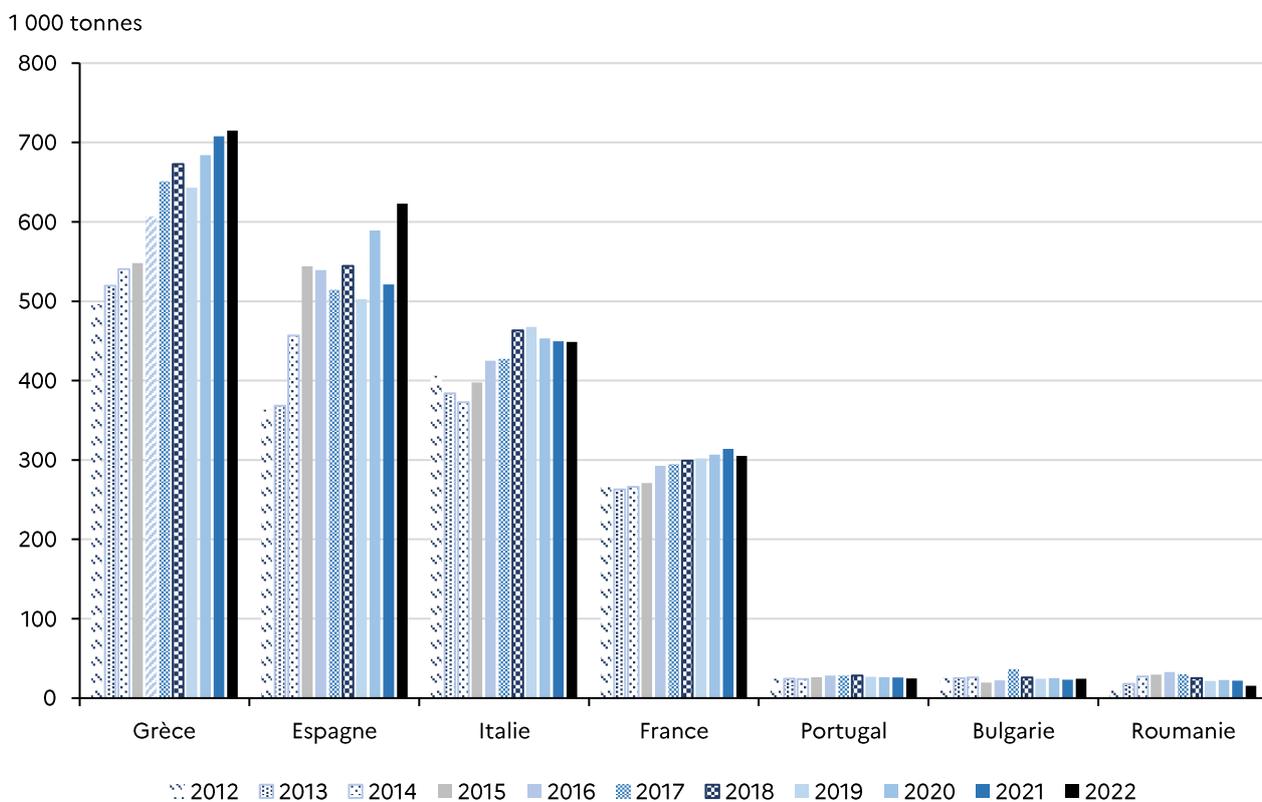
Par ailleurs, malgré la hausse de production, les exportations de Pecorino Romano sur le marché américain, représentant 60 % des exportations totales, ont diminué de 11,8 % en volume mais augmenté de 7,5 % en valeur.

### 6-9 Évolution des cheptels européens de brebis et agnelles laitières saillies: enquêtes de décembre



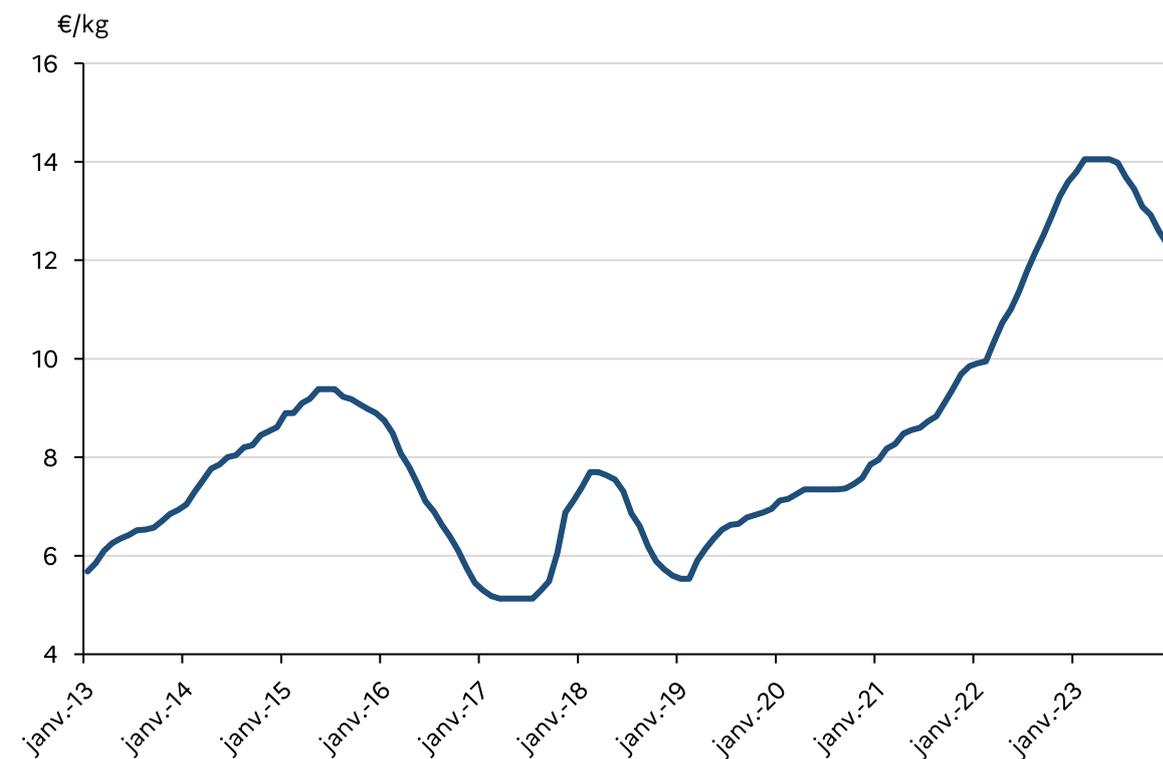
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 6-10 Lait de brebis livré aux laiteries dans les principaux pays producteurs européens



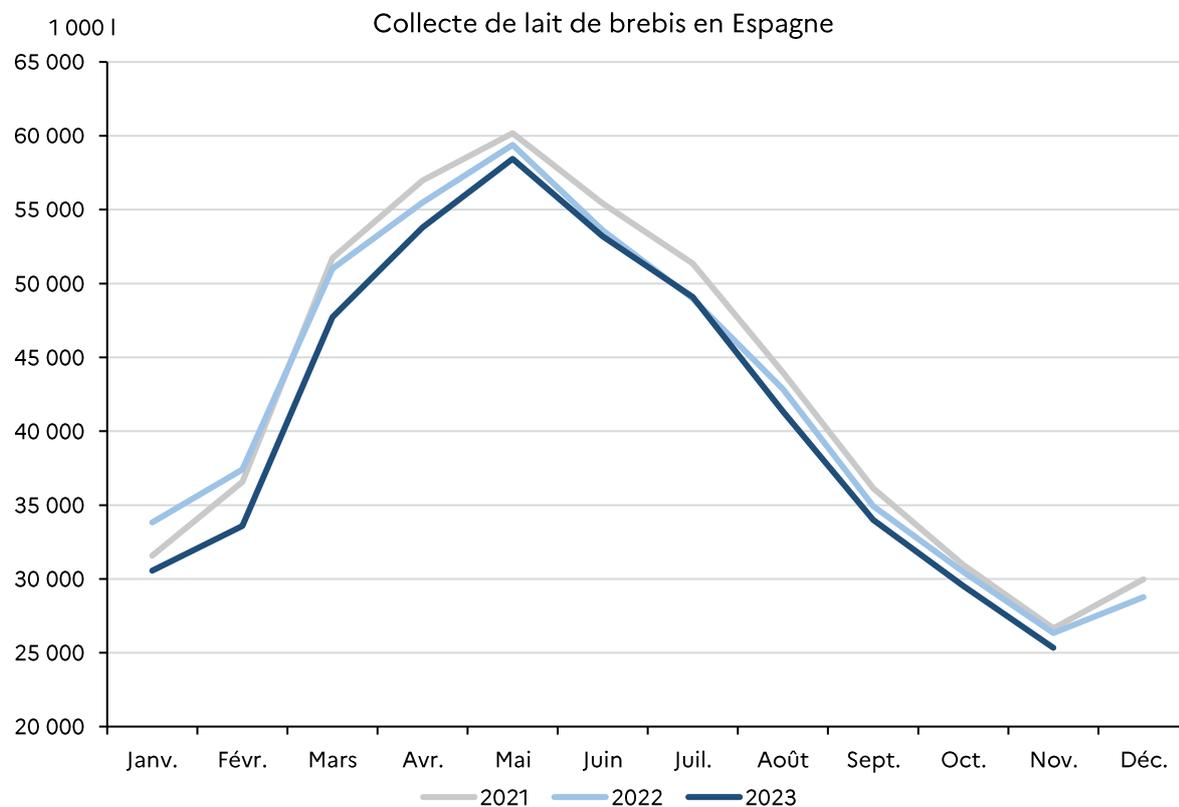
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 6-11 Évolution du prix départ usine du Pecorino Romano AOP (hors TVA)



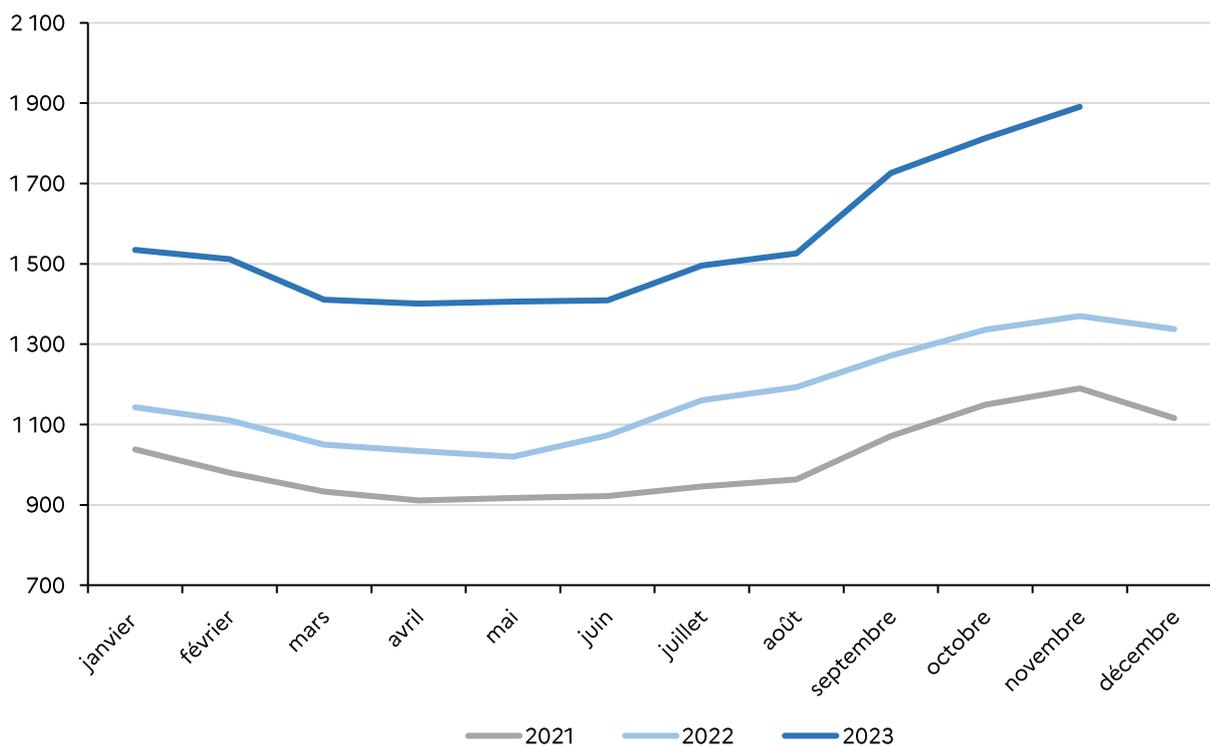
Source : FranceAgriMer d'après Ismea

### 6-12 Collecte du lait de brebis en Espagne



### 6-13 Évolution du prix du lait de brebis en Espagne

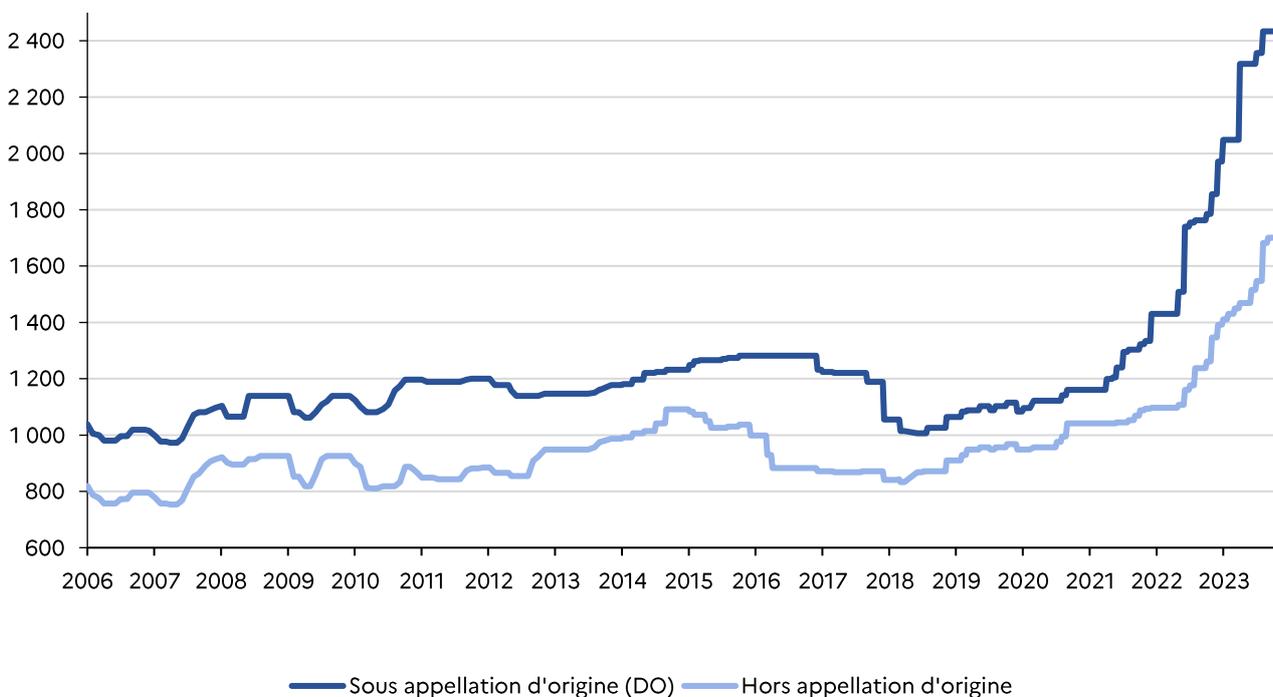
€/1 000 l



Source : FranceAgriMer d'après FEAGA

### 6-14 Évolution du prix du lait de brebis en Castilla la Mancha

€/ 1 000 l à la MSU  
de 130 g/l



Source : FranceAgriMer d'après Instituto Técnico Agronomico Provincial

# Le marché du lait de chèvre en France

## › La collecte de lait de chèvre a légèrement reculé en 2023

Au premier trimestre 2023, la collecte nationale de lait de chèvre a réussi à conserver son niveau de 2022, résistant ainsi à une réduction du cheptel reproducteur caprin, après un tri important à la suite de la hausse des coûts de production (- 4,2 % par rapport à 2021, à 895 579 têtes selon les résultats de l'enquête SSP de novembre 2022). Lors du pic de lactation, la collecte a affiché une légère croissance de 0,3 %, grâce aux fourrages de bonne qualité récoltés au printemps. Cependant, le second semestre a été caractérisé par un léger repli de la collecte (- 1,5 % par rapport à 2022) (figure 7-4). Au total, sur l'année 2023, la collecte nationale de lait de chèvre a atteint 514 millions de litres, en repli de 0,8 % par rapport à l'année précédente (figure 7-2).

De janvier à décembre, les livraisons ont été dynamiques dans toutes les régions de production, à l'exception de la Nouvelle-Aquitaine. Dans cette région (42 % de la collecte nationale), la collecte a reculé de 2,7 % par rapport à 2022. Cette diminution est due principalement à la baisse marquée du cheptel reproducteur caprin (- 6,2 %) et à la réduction du nombre de livreurs de lait de chèvre (- 6,0 %). Par ailleurs, la collecte de lait de chèvre a augmenté en Auvergne-Rhône-Alpes et en Bretagne respectivement de 1,7 % et 4,1 %, tandis qu'elle est restée stable dans le Centre-Val-de-Loire. La région Pays-de-la-Loire et l'Occitanie, seules régions à maintenir leur cheptel de reproductrices à la fin de 2022, ont enregistré le même niveau de collecte qu'en 2022.

## › Les importations de produits de reports caprin ont chuté en 2023

En 2023, les importations de produits de reports caprins (lait concentré, ultra-filtra et pré fromage de report) ont chuté de 23,8 % par rapport à 2022 (figure 7-5). Ce repli a été observé sur tous les mois de l'année. La baisse importante de la collecte de lait de chèvre en Espagne s'est conjuguée à une nette hausse du prix du lait espagnol, désormais supérieur à celui du lait français.

À 567,8 millions d'équivalents litres de lait, les disponibilités totales pour l'industrie laitière ont reculé de 3,6 % par rapport à 2022, atteignant leur plus bas niveau depuis 2016. Mécaniquement, le taux d'importation dans les disponibilités a chuté à 9 %. La baisse de la demande en produits à base de lait chèvre a également contribué à cette baisse des importations (cf. paragraphe sur la consommation).

## › La consommation à domicile de fromages au lait de chèvre s'est redressée en 2023

En 2023, la consommation à domicile de fromages au lait de chèvre est repartie à la hausse après un décrochage en 2022. En effet, avec 61 000 tonnes, les achats des ménages en fromages de chèvre ont retrouvé leur niveau de 2019 et étaient supérieurs de 0,9 % à ceux de 2022. Le prix moyen a quant à lui augmenté de 8,4 % sur la même période.

En 2023, les achats des ménages en bûchettes de chèvre ont été dynamiques, enregistrant une hausse de 2,2 % par rapport à 2022. Cette hausse s'explique par l'accroissement du nombre d'acheteurs (+ 2,0 %) ainsi que de la fréquence d'achat (+ 2,5 %), tandis que la quantité achetée par acte a diminué de 2,2 %. À noter que, la hausse de consommation pour les bûchettes a été portée principalement par les évolutions positives sur les marques distributeurs, dont les achats ont augmenté de 9,2 % par rapport à 2022, représentant ainsi 49 % du total des bûchettes

achetées par les ménages français. Les achats des marques nationales par les ménages ont en revanche diminué de 3,7 % dans un contexte inflationniste qui a favorisé une descente en gamme. Les achats de fromages frais au lait de chèvre se sont également redressés (+ 1,6 %) en lien avec un nombre d'acheteurs en augmentation (+ 1,2 %).

En ce qui concerne les produits ultra-frais, la consommation par les ménages français a été inférieure de 5,3 % à son niveau de 2022, tandis que le prix moyen a augmenté de 7 centimes/kg. La baisse a été plus prononcée pour le lait conditionné : les volumes achetés ont chuté de 15,7 % par rapport à 2022, pénalisés principalement par la forte hausse du prix moyen au détail (+ 18,4 %, soit + 38 centimes/l).

### › Les fabrications de fromages en baisse malgré un marché intérieur dynamique

En 2023, à près de 96 900 tonnes, les fabrications de fromages de chèvre ont reculé de 2,2 % par rapport à 2022. Ce ralentissement de l'activité industrielle est principalement lié à la baisse des exportations, alors que la demande intérieure a été plutôt dynamique. En effet, en 2023, les exportations ont baissé de 5,7 %, les pays voisins européens étant confrontés à une inflation plus élevée qu'en France.

En 2023, les fabrications de fromages affinés à la pièce ont connu une baisse de 1,5 % malgré le maintien de celles des bûchettes de chèvre, produit majoritaire en volume. Parallèlement, les fabrications de fromages frais ont davantage fléchi (- 5,8 %) sous l'effet d'une baisse de la demande allemande, tandis que celles des fromages à découper sont restées stables par rapport à 2022.

Dans le même temps, les fabrications de yaourts et laits fermentés ont mobilisé moins de ressource que l'année dernière (- 2,4 %). Également, celles du lait conditionné ont été marquées par un fort décrochage (- 9,2 %) en raison de la baisse de la demande des ménages français confrontés à des fortes hausses de prix.

Enfin, les stocks de produits de report caprins sont restés à des niveaux supérieurs à ceux de 2022 sur une grande majorité de l'année 2023, renforcés par le repli des fabrications de produits au lait de chèvre.

### › La revalorisation du prix du lait payé aux producteurs continue

En 2023, le prix réel moyen payé au producteur s'est établi à 924,42 €/1 000 l, soit une progression de 8,5 % (soit + 72,1 €/1 000 l) par rapport à 2022 sur la même période (figure 7-11). En effet, déjà amorcée depuis le second semestre de 2022 pour faire face à la hausse des charges, la revalorisation du prix du lait s'est poursuivie en 2023, renforcée par l'amélioration de la composition du lait en matière grasse et protéique.

Parallèlement, les coûts de production en élevage caprin sont restés stables en moyenne sur l'année 2023. En effet, l'IPAMPA lait de chèvre a été de 136,1 points, tout comme sur les douze premiers mois de 2022. Toutefois, l'indice a connu des variations au cours de l'année 2023, avec notamment un ralentissement entre janvier et juillet (passant de 141,2 à 134,0), dû en particulier à une baisse conjointe de l'indice aliments achetés et celui de l'énergie, qui ont chuté respectivement de 7,3 % et 7,0 %. L'IPAMPA s'est relativement stabilisé ensuite malgré la baisse continue du poste aliments achetés. L'indice énergie est en revanche reparti à la hausse avant de baisser de nouveau en octobre.

En parallèle, les prix de vente industriels (PVI) des fromages de chèvre ont augmenté de 12,0 % sur 12 mois (figure 7-11) malgré un ralentissement depuis avril. Une tendance similaire a été également observée pour l'IPVI fromages tous laits confondus, enregistrant une hausse de 15,2 % sur la même période.

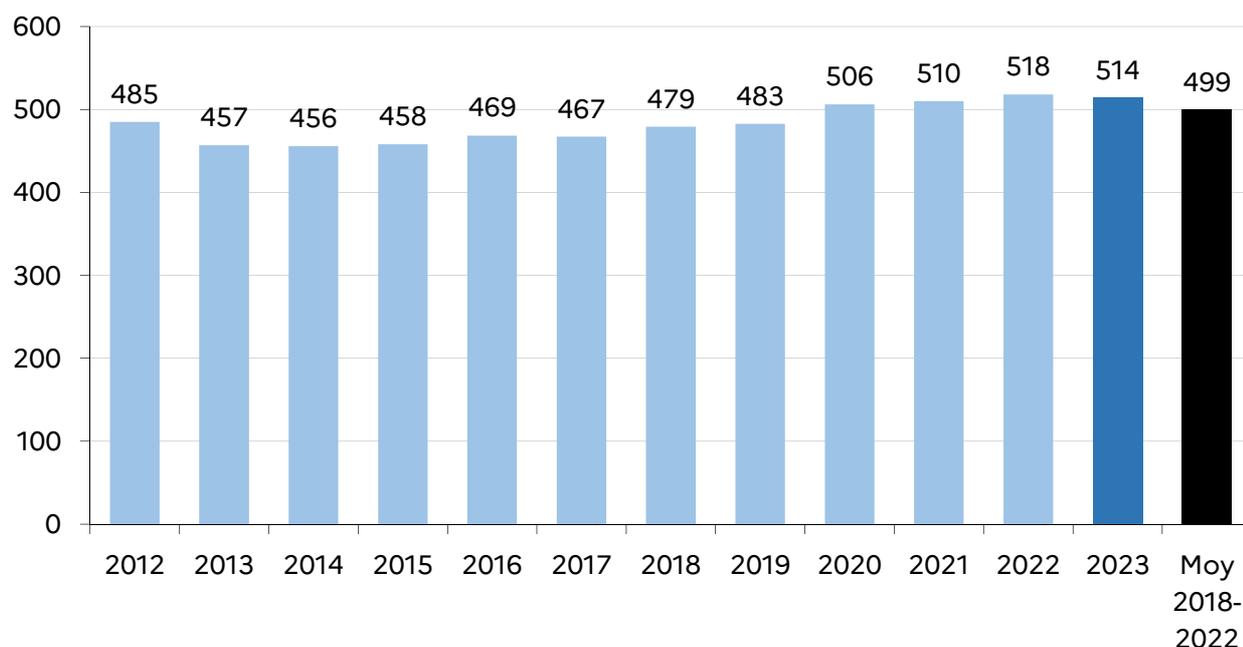
### 7-1 Collecte française de lait de chèvre

1 000 litres	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Janvier	24 390	25 790	25 849	26 362	27 047	2,6
Février	29 845	32 936	31 914	32 668	32 413	-0,8
Mars	46 579	50 408	49 490	50 437	49 793	-1,3
Avril	52 084	55 022	54 960	55 011	55 040	0,1
Mai	54 257	56 672	57 591	57 719	58 047	0,6
Juin	50 327	52 593	53 138	53 121	53 330	0,4
Juillet	46 046	48 265	49 346	49 809	49 389	-0,8
Août	41 102	42 589	43 517	44 584	43 696	-2,0
Septembre	37 662	39 046	40 325	40 758	40 591	-0,4
Octobre	39 155	39 427	41 190	42 469	41 640	-2,0
Novembre	33 371	34 778	34 502	36 379	34 653	-4,7
Décembre	28 049	28 610	28 413	28 973	28 341	-2,2
<b>TOTAL</b>	<b>482 867</b>	<b>506 136</b>	<b>510 235</b>	<b>518 290</b>	<b>513 980</b>	<b>-0,8</b>

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 7-2 Collecte annuelle française de lait de chèvre

Millions de litres



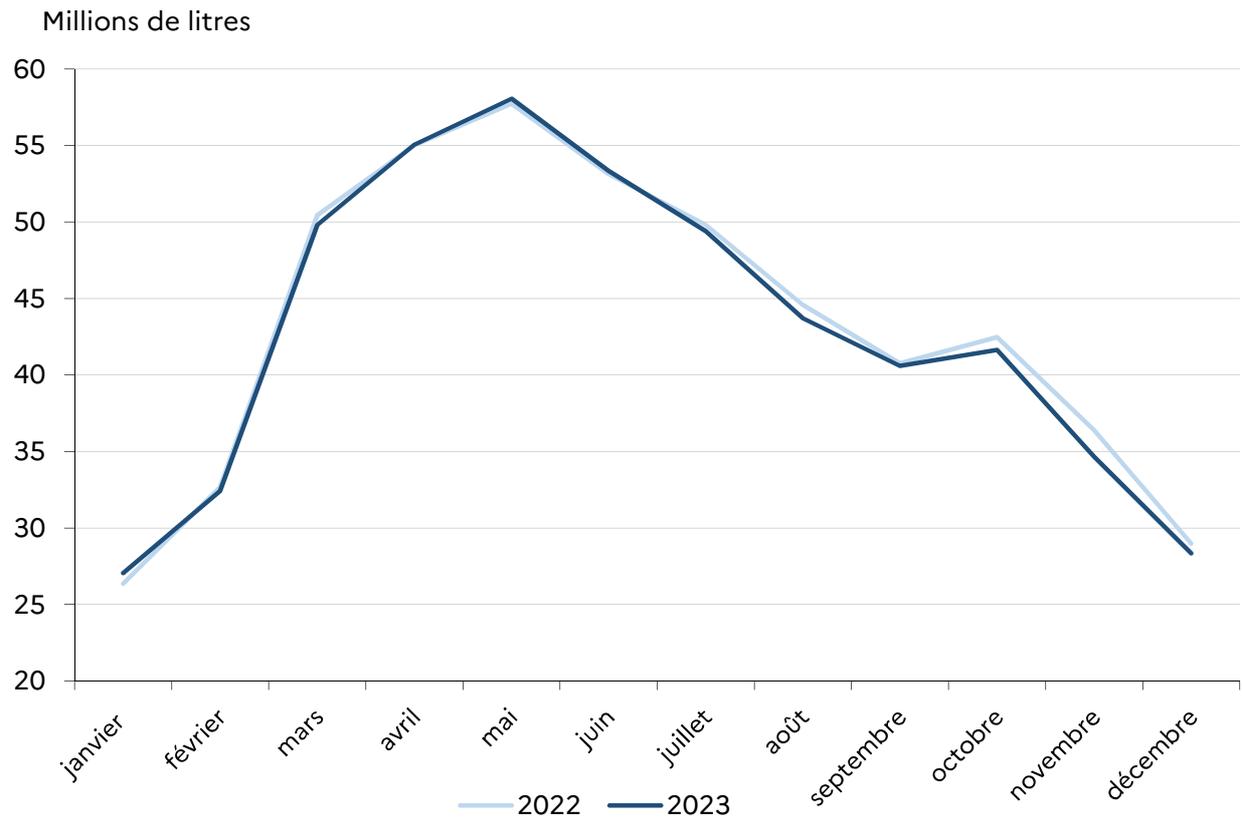
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 7-3 Cheptel caprin français

1 000 têtes	2017	2018	2019	2020	2021	2022	% 22/21
Chèvres	831	851	850	933	935	896	-4,2
Chevrettes saillies	208	207	208	245	240	221	-7,9
<b>Femelles saillies</b>	<b>1 039</b>	<b>1 058</b>	<b>1 058</b>	<b>1 178</b>	<b>1 175</b>	<b>1 117</b>	<b>-4,9</b>
Autres caprins	174	194	184	235	213	191	-10,3
<b>Total caprins</b>	<b>1 213</b>	<b>1 252</b>	<b>1 242</b>	<b>1 413</b>	<b>1 387</b>	<b>1 307</b>	<b>-5,8</b>

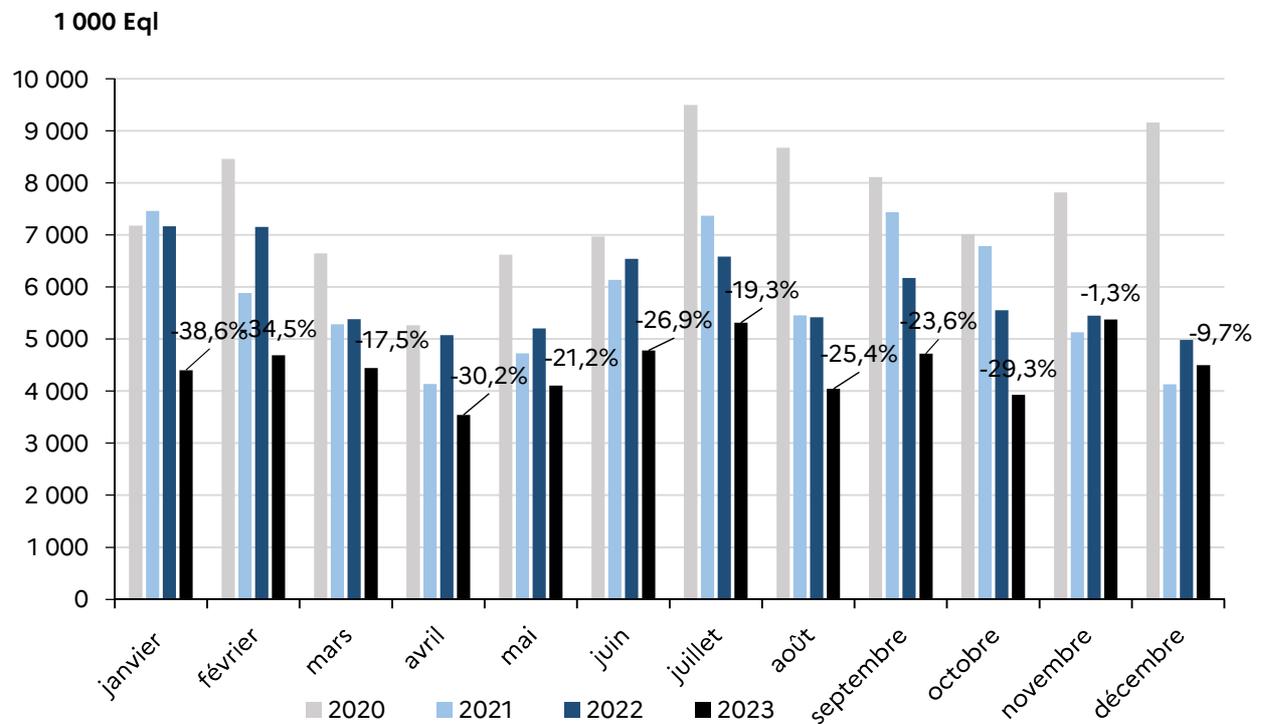
Source : FranceAgriMer d'après SSP

### 7-4 Collecte mensuelle française de lait de chèvre



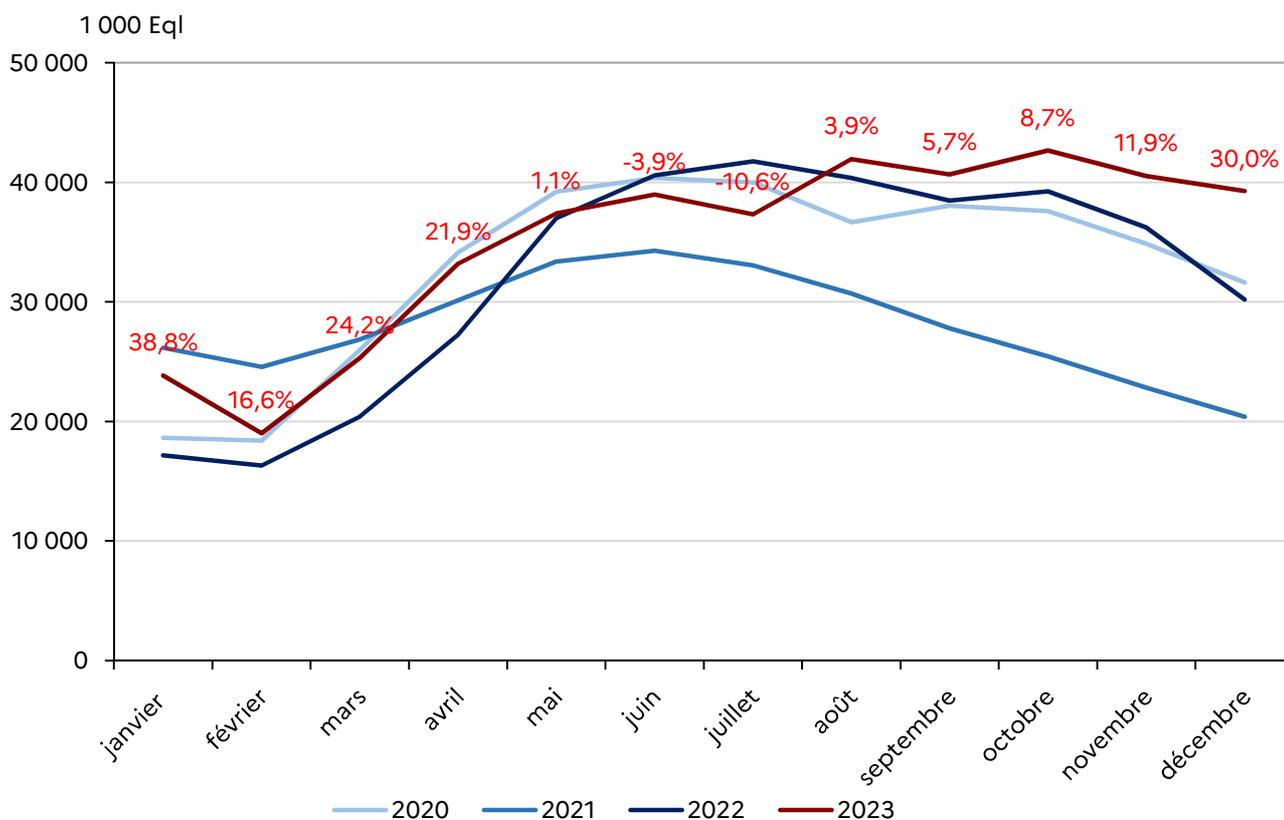
Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 7-5 Importations de produits de reports



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 7-6 Stocks des produits de report



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

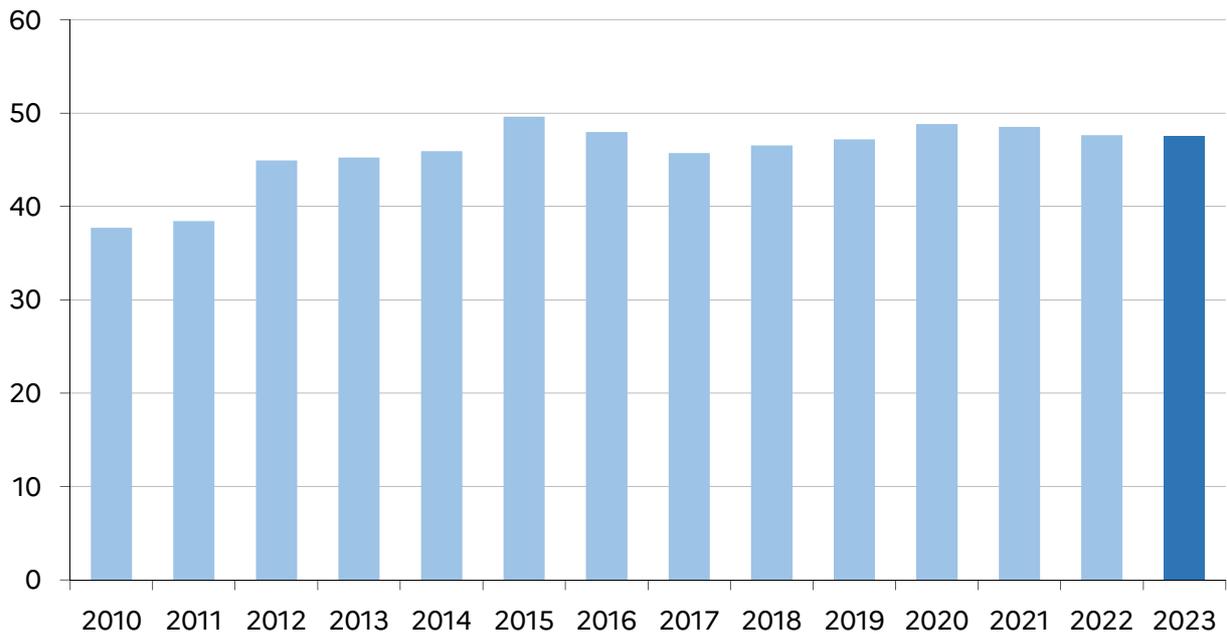
## 7-7 Fabrications françaises de bûchettes au lait de chèvre

Tonnes	2019	2020	2021	2022*	2023	% 23/22
Janvier	3 991	3 770	3 959	3 828	3 874	1,2
Février	3 436	3 436	3 585	3 304	3 523	6,6
Mars	3 837	4 263	4 322	4 176	4 160	-0,4
Avril	4 025	4 558	4 341	4 111	3 954	-3,8
Mai	4 110	4 383	3 988	4 067	4 107	1,0
Juin	3 657	3 902	3 774	3 961	3 967	0,2
Juillet	4 092	4 252	4 191	4 123	4 089	-0,8
Août	4 142	4 087	4 176	4 271	4 320	1,1
Septembre	3 893	3 922	4 057	4 041	3 750	-7,2
Octobre	4 282	4 285	4 177	4 176	3 999	-4,2
Novembre	3 999	4 136	4 077	3 840	3 962	3,2
Décembre	3 733	3 834	3 896	3 739	3 808	1,8
<b>TOTAL</b>	<b>47 197</b>	<b>48 828</b>	<b>48 543</b>	<b>47 637</b>	<b>47 513</b>	<b>-0,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

### 7-8 Fabrications annuelles françaises de bûchettes au lait de chèvre

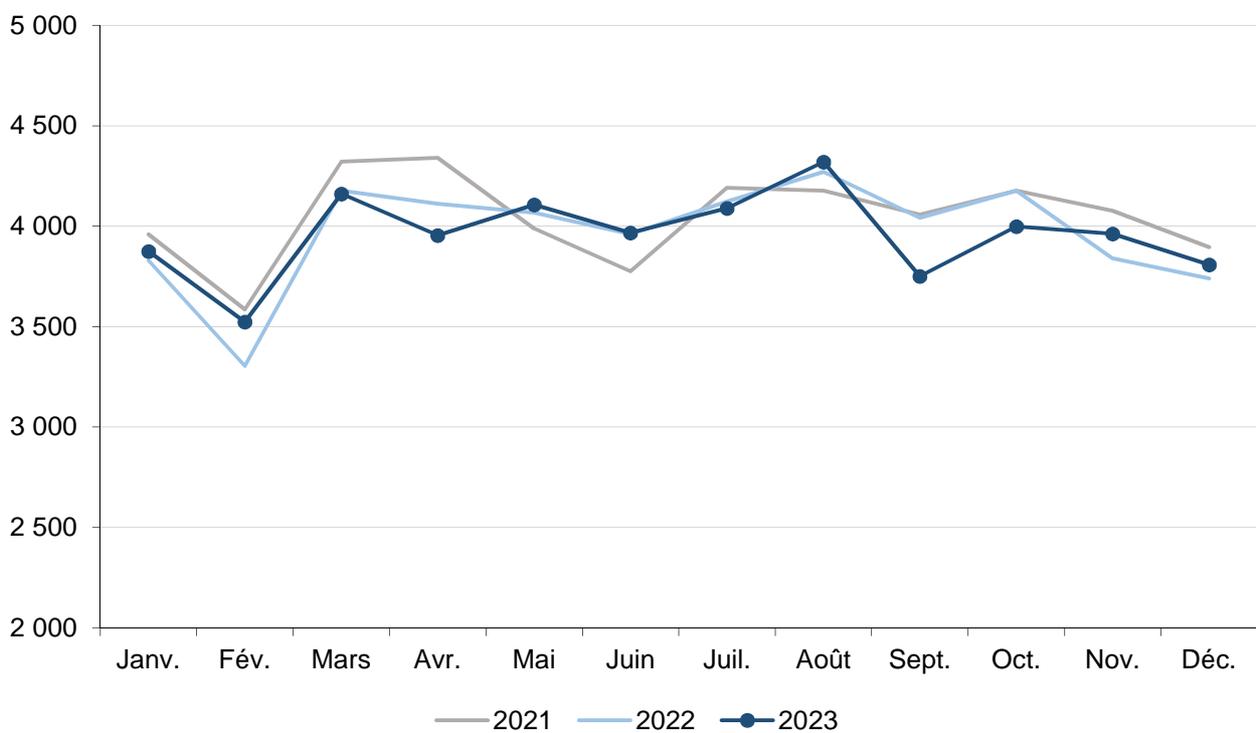
1 000 tonnes



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

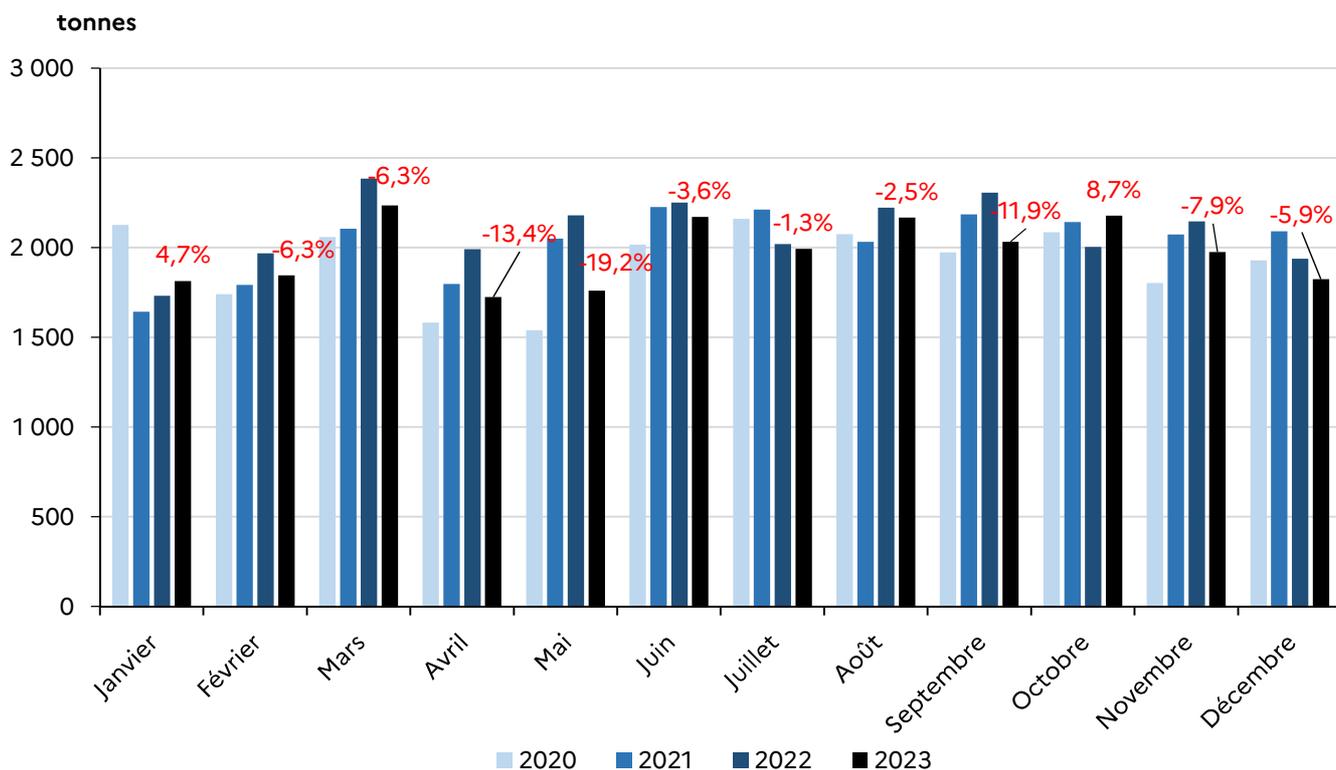
### 7-9 Fabrications mensuelles françaises de bûchettes au lait de chèvre

Tonnes



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

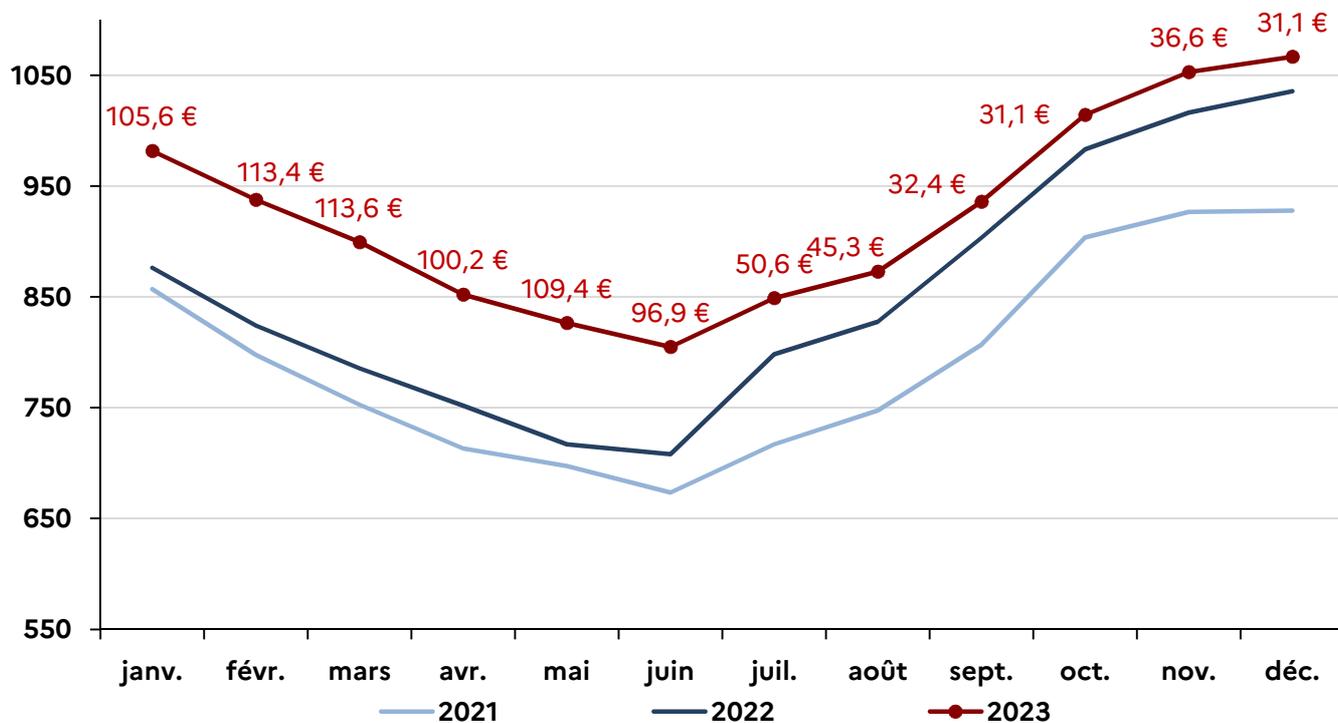
## 7-10 Exportations de fromages de chèvre



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 7-11 Prix moyen du lait de chèvre payé au producteur en France

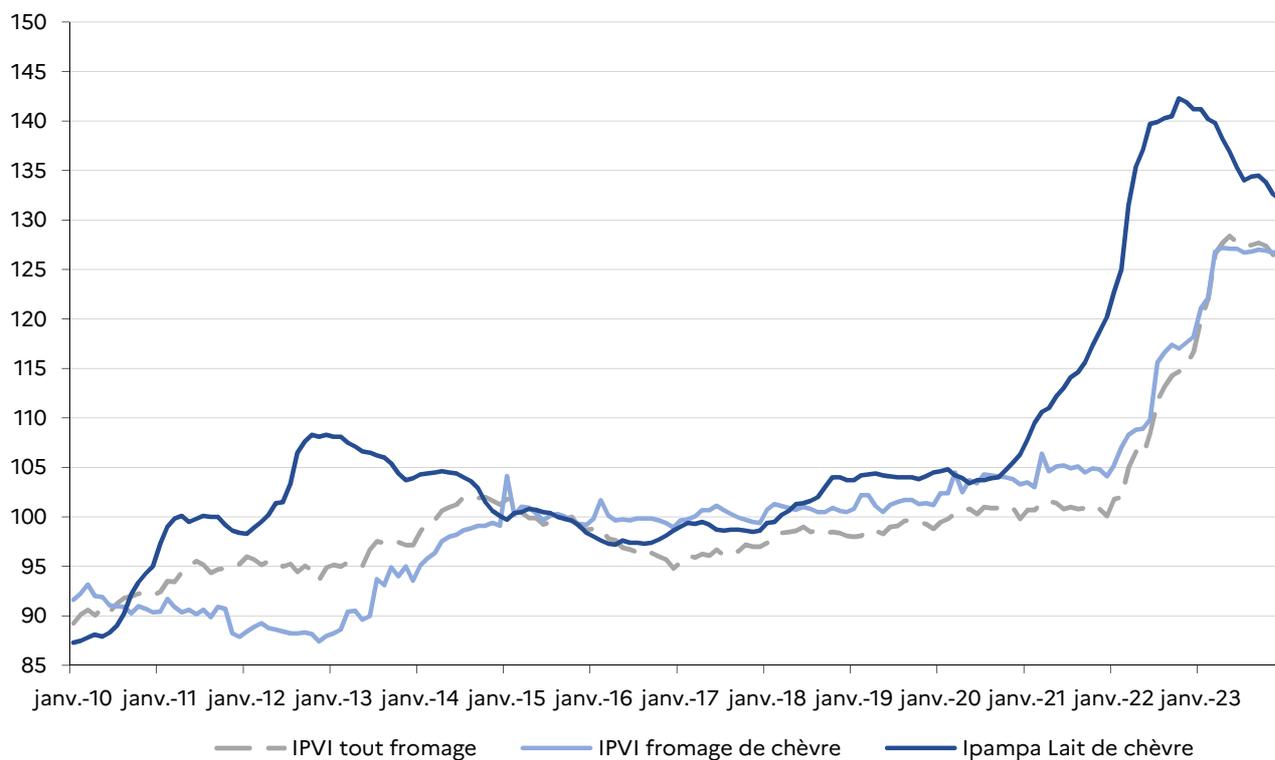
€/ 1 000 l



Source : FranceAgriMer d'après enquête mensuelle laitière SSP-FranceAgriMer

## 7-12 Évolution comparée du prix du lait de chèvre sortie industrie et des coûts de production depuis 2010

Indice base  
100 : 2015



Source : FranceAgriMer d'après Idele et Insee



# Le marché du lait de chèvre dans l'Union européenne

## › Le cheptel européen est de nouveau en recul

D'après les enquêtes de cheptel de décembre 2022, le nombre de chèvres saillies et de chèvres ayant déjà mis bas dans l'Union européenne s'est réduit de 2,2 % par rapport à 2021, atteignant près de 8,6 millions de têtes. Après cinq années successives de baisse, la Grèce qui détient le premier cheptel caprin en Europe, a conservé un effectif stable à 2,3 millions de têtes (figure 7-13). C'est également le cas de la Roumanie, 3<sup>e</sup> cheptel européen, avec 1,2 million de têtes en 2022. En revanche, les cheptels de reproductrices ont nettement baissé en Espagne et en France respectivement de - 3,4 % (- 63 900 têtes) et - 4,9 % (- 58 000 têtes). En effet, ces deux pays ont été touchés par les conséquences de la sécheresse en 2022, notamment en ce qui concerne l'approvisionnement en aliments pour le bétail. Les conditions climatiques associées à la hausse des coûts de production, en particulier celle de l'aliment ont incité les éleveurs à réformer davantage.

## › La collecte espagnole est en baisse pour la deuxième année consécutive

En 2022, le secteur laitier en Espagne a été sévèrement touché par la sécheresse qui a fortement pénalisé la disponibilité et les prix des fourrages ainsi que la rentabilité des exploitations. Cela s'est traduit dans la filière lait de chèvre par une chute de la collecte espagnole de lait de chèvre (- 7,3 % par rapport à 2021). En 2023, cette tendance s'est poursuivie et a été accentuée par une nouvelle baisse marquée du cheptel caprin espagnol (figure 7-13). Ainsi, sur 12 mois, la collecte a atteint près de 423 millions litres, inférieure de 3,0 % à son niveau de 2022 et de 10,1 % à celui de 2021.

Parallèlement, sur les 11 premiers mois de 2023, le prix du lait payé aux producteurs espagnols a connu une hausse très marquée de 24,3 % (+ 205,1 €/ 1000 l) par rapport à la même période en 2022 (figure 7-16). Afin de compenser la nette hausse des coûts de production, le prix du lait payé aux producteurs espagnols a augmenté sur tous les mois en 2023, avec des fortes progressions comprises entre 17,0 % et 28,0 %.

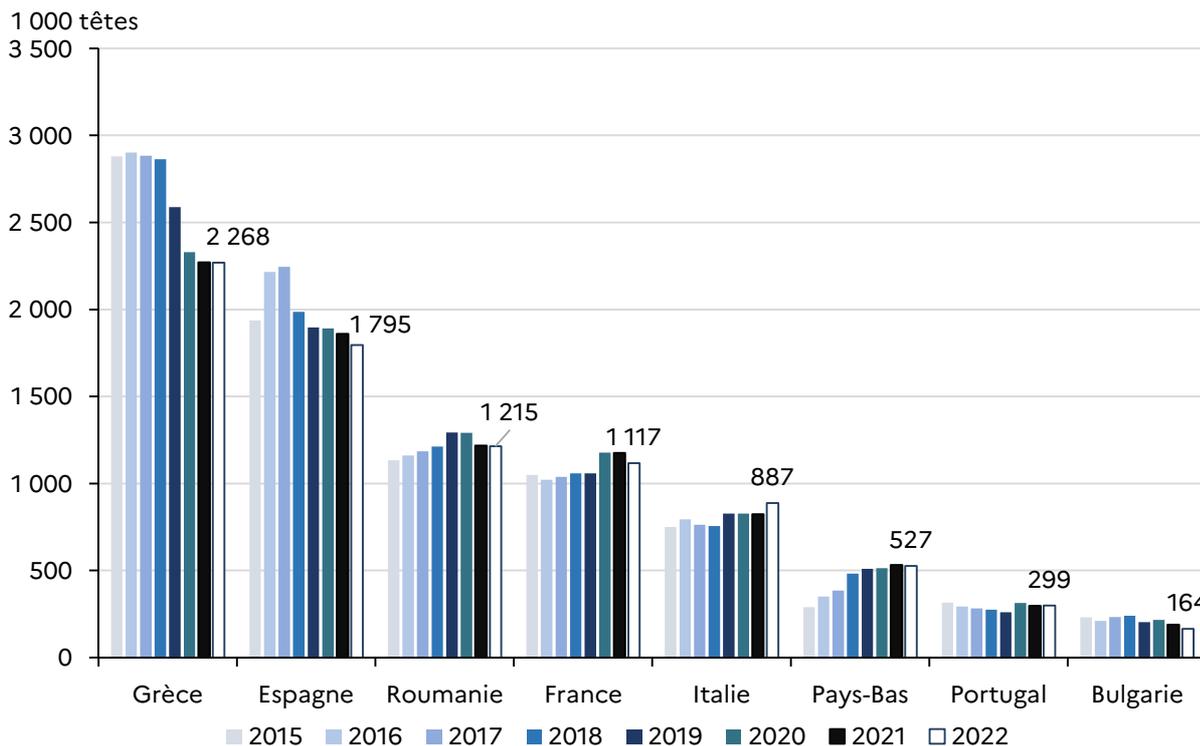
## › Nette augmentation de la production néerlandaise de lait de chèvre en 2022

En 2022, à 527 000 têtes, le cheptel néerlandais a légèrement reculé, de 0,9 %, par rapport à 2021 (figure 7-13). Cette légère baisse s'inscrit dans la politique néerlandaise visant à réduire de près d'un tiers le nombre des exploitations caprines d'ici à 2040, dans le but de limiter les émissions d'azote.

Dans le même temps, à 445 millions de litres, la production néerlandaise de lait de chèvre a bondi de 14,8 % par rapport à 2021. Ces quantités ont été principalement valorisées sous forme de fromages et de poudre de lait infantile, exportée majoritairement vers la Chine.

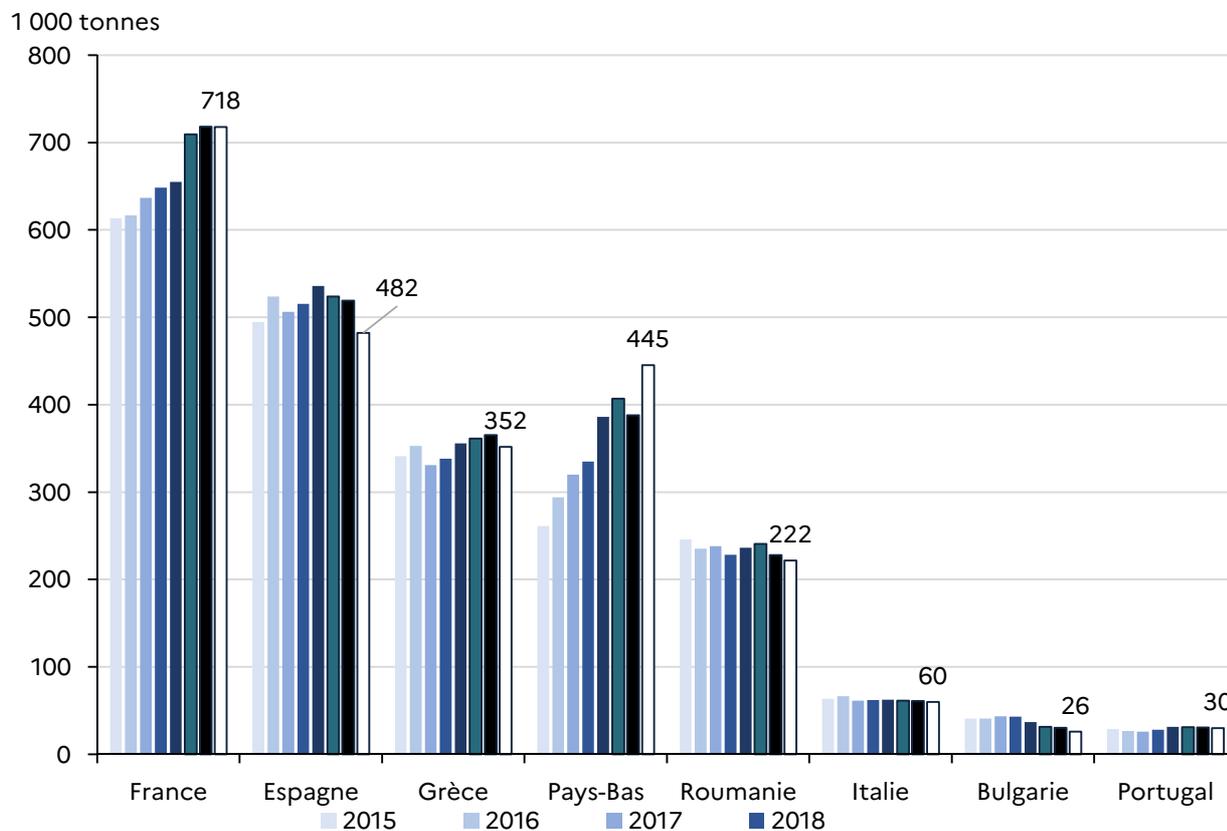
Par ailleurs, sur les 10 premiers mois de 2023, le prix moyen du lait néerlandais a augmenté de 11,2 % par rapport à 2022 (figure 7-17).

### 7-13 Cheptel des femelles caprines (total chèvres saillies et chèvres ayant déjà mis bas) dans les principaux pays européens de 2015 à 2022 (enquêtes de décembre)



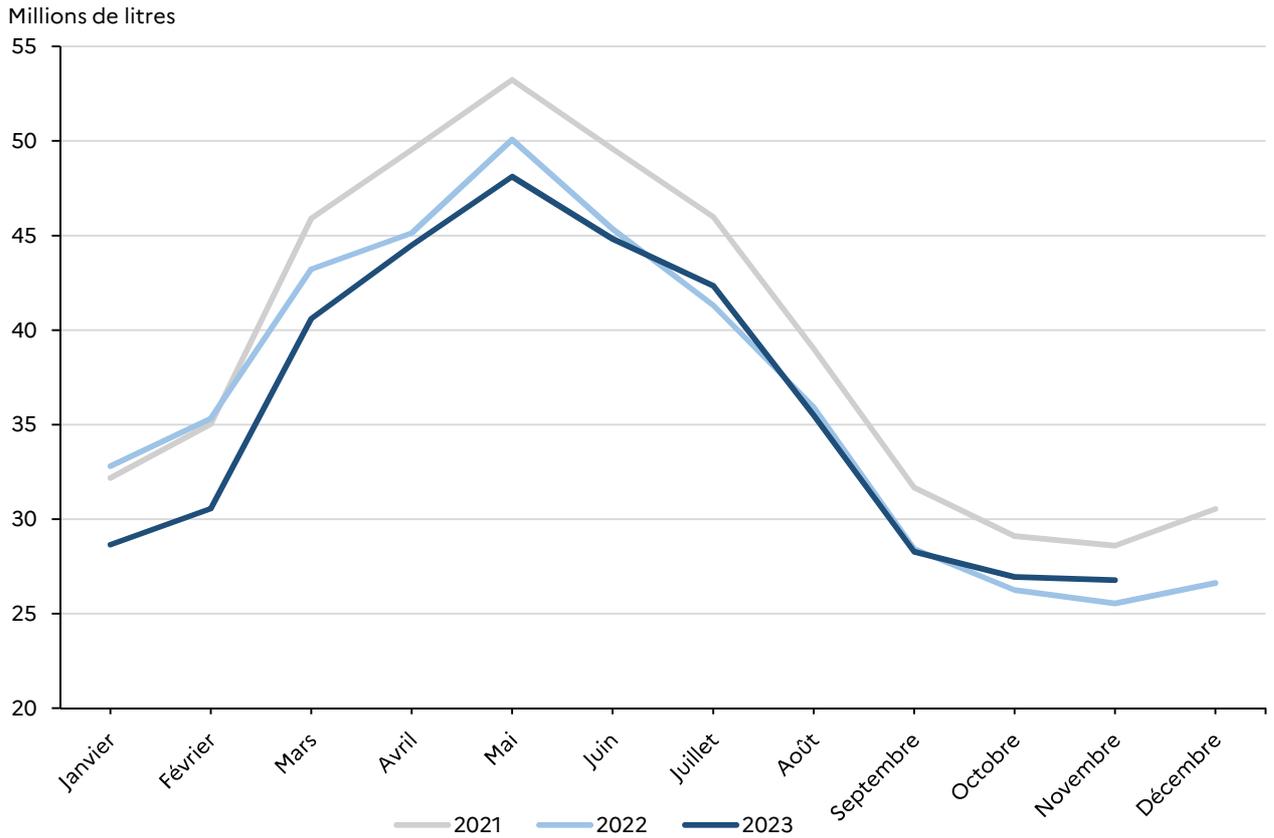
Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

### 7-14 Production de lait de chèvre des principaux producteurs européens de 2015 à 2022



Source : FranceAgriMer d'après Eurostat

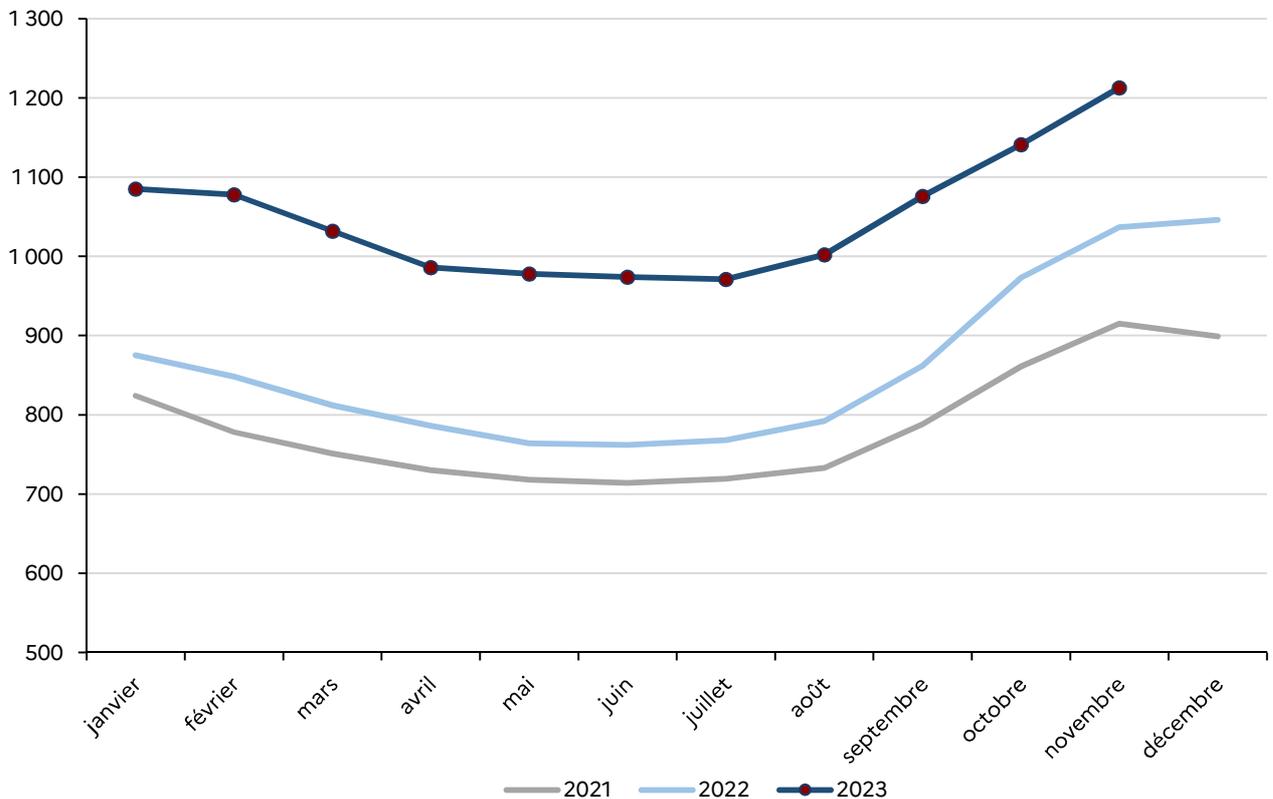
### 7-15 Collecte de lait de chèvre en Espagne



Source : FranceAgriMer d'après FEAGA

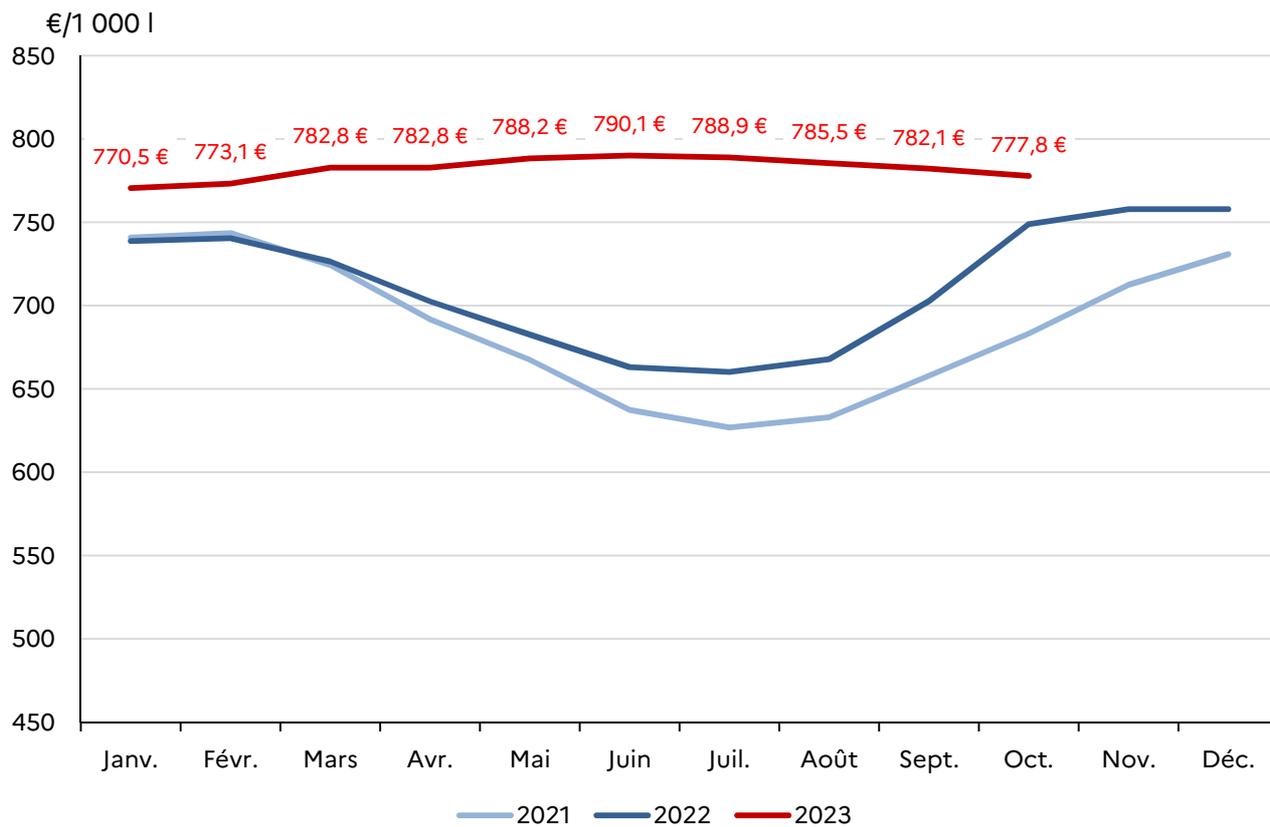
### 7-16 Prix du lait de chèvre en Espagne

€/ 1000 l



Source : FranceAgriMer d'après FEAGA

## 7-17 Prix moyen du lait de chèvre aux Pays-Bas



Source : FranceAgriMer d'après Geiten Houderij

# ANNEXES



## Tableau 1 : Production indigène brute<sup>(1)</sup>

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs*	Volailles	TOTAL
<b>1970</b>	1 235	389	117	1 304	637	<b>3 682</b>
1980	1 560	405	180	1 570	1 125	<b>4 840</b>
1981	1 614	370	183	1 600	1 238	<b>5 005</b>
1982	1 504	389	195	1 571	1 333	<b>4 992</b>
1983	1 540	397	186	1 564	1 284	<b>4 971</b>
1984	1 704	418	185	1 576	1 250	<b>5 133</b>
1985	1 652	387	187	1 571	1 265	<b>5 062</b>
1986	1 675	394	179	1 591	1 325	<b>5 164</b>
1987	1 741	389	180	1 646	1 408	<b>5 364</b>
1988	1 652	351	175	1 779	1 448	<b>5 405</b>
1989	1 530	312	175	1 689	1 538	<b>6 933</b>
1990	1 599	313	177	1 727	1 665	<b>7 208</b>
1991	1 714	312	170	1 773	1 781	<b>5 750</b>
1992	1 763	316	156	1 859	1 840	<b>5 934</b>
1993	1 908		155	2 017	1 891	<b>5 971</b>
1994	1 821		147	2 116	2 004	<b>6 088</b>
1995	1 896		147	2 140	2 098	<b>6 281</b>
1996	1 982		152	2 149	2 230	<b>6 513</b>
1997	1 986		149	2 228	2 275	<b>6 638</b>
1998	1 883		145	2 333	2 083	<b>6 444</b>
1999	1 798		140	2 294	1 994	<b>6 226</b>
2000	1 764		137	2 262	2 027	<b>6 191</b>
2001	1 781		139	2 258	2 100	<b>6 278</b>
2002	1 897		137	2 302	1 991	<b>6 327</b>
2003	1 889		138	2 290	1 924	<b>6 241</b>
2004	1 818		133	2 271	1 864	<b>6 086</b>
2005	1 772		134	2 239	1 819	<b>5 964</b>
2006	1 731		132	2 230	1 677	<b>5 770</b>
2007	1 740		130	2 255	1 773	<b>5 898</b>
2008	1 700		119	2 252	1 743	<b>5 813</b>
2009	1 706		110	2 226	1 706	<b>5 748</b>
2010	1 763		111	2 232	1 722	<b>5 828</b>
2011	1 819		115	2 217	1 746	<b>5 898</b>
2012	1 731		110	2 173	1 733	<b>5 748</b>
2013	1 632		106	2 151	1 722	<b>5 611</b>
2014	1 643		106	2 158	1 708	<b>5 616</b>
2015	1 668		106	2 182	1 751	<b>5 708</b>
2016	1 680		109	2 208	1 707	<b>5 705</b>
2017	1 664		108	2 222	1 714	<b>5 663</b>
2018	1 698		107	2 235	1 787	<b>5 775</b>
2019	1 661		108	2 260	1 757	<b>5 786</b>
2020	1 670		108	2 272	1 731	<b>5 780</b>
2021	1 660		109	2 251	1 685	<b>5 705</b>
2022	1 584		105	2 188	1 586	<b>5 432</b>
<b>2023</b>	<b>1 511</b>		<b>98</b>	<b>2 092</b>	<b>1 590</b>	<b>5 291</b>
<b>% 23/22</b>	<b>-4,6</b>		<b>-7,2</b>	<b>-4,4</b>	<b>0,3</b>	<b>-3,0</b>

<sup>(1)</sup> Production indigène brute (P.I.B.) = abattages contrôlés redressés + solde du commerce extérieur de tous les animaux vivants

\*Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

## Tableau 2 : Consommation indigène brute<sup>(2)</sup>

1 000 tec	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs*	Volailles	TOTAL
<b>1970</b>	1 133	387	151	1 551	616	<b>3 838</b>
1980	1 408	359	225	1 904	860	<b>4 756</b>
1981	1 364	350	232	1 930	884	<b>4 760</b>
1982	1 339	358	241	1 916	901	<b>4 755</b>
1983	1 356	360	244	1 950	942	<b>4 852</b>
1984	1 388	373	248	1 972	934	<b>4 915</b>
1985	1 395	357	255	1 949	963	<b>4 919</b>
1986	1 397	362	265	1 979	1 019	<b>5 022</b>
1987	1 396	361	280	2 032	1 031	<b>5 100</b>
1988	1 369	326	287	2 106	1 087	<b>5 175</b>
1989	1 401	305	300	2 008	1 183	<b>5 197</b>
1990	1 371	314	313	2 010	1 244	<b>5 252</b>
1991	1 391	317	321	2 023	1 246	<b>5 298</b>
1992	1 390	314	321	2 057	1 231	<b>5 313</b>
1993	1 648		317	2 076	1 222	<b>5 263</b>
1994	1 586		312	2 089	1 287	<b>5 274</b>
1995	1 625		309	2 083	1 315	<b>5 332</b>
1996	1 539		309	2 097	1 473	<b>5 418</b>
1997	1 568		298	2 071	1 457	<b>5 394</b>
1998	1 615		296	2 238	1 453	<b>5 608</b>
1999	1 593		299	2 222	1 443	<b>5 501</b>
2000	1 561		306	2 191	1 286	<b>5 290</b>
2001	1 532		258	2 169	1 409	<b>5 369</b>
2002	1 698		273	2 186	1 361	<b>5 518</b>
2003	1 672		264	2 195	1 354	<b>5 486</b>
2004	1 665		263	2 150	1 360	<b>5 437</b>
2005	1 670		262	2 128	1 348	<b>5 407</b>
2006	1 643		261	2 135	1 357	<b>5 396</b>
2007	1 669		251	2 182	1 450	<b>5 552</b>
2008	1 644		243	2 171	1 470	<b>5 528</b>
2009	1 643		233	2 144	1 474	<b>5 495</b>
2010	1 680		233	2 142	1 529	<b>5 570</b>
2011	1 653		214	2 104	1 538	<b>5 508</b>
2012	1 625		209	2 110	1 571	<b>5 516</b>
2013	1 579		201	2 104	1 577	<b>5 463</b>
2014	1 585		201	2 167	1 628	<b>5 583</b>
2015	1 572		194	2 208	1 681	<b>5 656</b>
2016	1 549		190	2 182	1 713	<b>5 634</b>
2017	1 532		188	2 180	1 745	<b>5 645</b>
2018	1 562		188	2 201	1 855	<b>5 806</b>
2019	1 544		188	2 131	1 888	<b>5 752</b>
2020	1 501		180	2 111	1 891	<b>5 684</b>
2021	1 499		177	2 142	1 914	<b>5 732</b>
2022	1 510		179	2 161	1 909	<b>5 760</b>
<b>2023</b>	<b>1 454</b>		<b>171</b>	<b>2 078</b>	<b>1 968</b>	<b>5 672</b>
<b>% 23/22</b>	<b>-3,7</b>		<b>-4,5</b>	<b>-3,8</b>	<b>3,1</b>	<b>-1,5</b>

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

<sup>(2)</sup> Consommation indigène brute (C.I.B.) = abattages contrôlés redressés - solde du commerce extérieur de viandes + variation de stock de viandes entre le premier et le dernier jour de l'année considérée

\*Redressement des séries porcines de 1989 à 1994

Source : FranceAgriMer d'après SSP

### Tableau 3 : Consommation annuelle moyenne par habitant

kgec/hab	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs*	Volailles	TOTAL	Nb hab. (millions)
<b>1970</b>	22,4	7,6	3,0	30,7	12,1	<b>75,8</b>	50,5
1980	26,1	6,7	4,1	35,5	16,0	<b>88,4</b>	53,9
1981	25,2	6,5	4,3	35,6	16,3	<b>87,9</b>	54,2
1982	24,6	6,6	4,4	35,2	16,5	<b>87,3</b>	54,5
1983	24,8	6,6	4,4	35,6	17,2	<b>88,6</b>	54,8
1984	25,3	6,8	4,5	35,9	17,0	<b>89,5</b>	55,0
1985	25,3	6,5	4,6	35,3	17,5	<b>89,2</b>	55,3
1986	25,2	6,5	4,8	35,7	18,4	<b>90,6</b>	55,6
1987	25,1	6,5	5,0	36,5	18,5	<b>91,6</b>	55,8
1988	24,5	5,8	5,1	37,7	19,4	<b>92,5</b>	56,1
1989	24,9	5,3	5,3	35,7	21,0	<b>92,2</b>	56,3
1990	24,3	5,5	5,5	35,4	22,0	<b>92,7</b>	56,6
1991	24,5	5,5	5,6	35,5	21,9	<b>93,0</b>	56,9
1992	24,3	5,4	5,6	35,9	21,5	<b>92,7</b>	57,2
1993	27,9		5,4	36,0	20,8	<b>90,1</b>	58,9
1994	26,8		5,3	36,1	21,8	<b>89,9</b>	59,1
1995	27,4		5,2	35,1	22,2	<b>89,9</b>	59,3
1996	25,9		5,2	35,2	24,7	<b>91,0</b>	59,5
1997	26,3		5,0	34,7	24,4	<b>90,3</b>	59,7
1998	26,9		4,9	37,4	24,2	<b>93,6</b>	59,9
1999	25,4		5,0	36,9	24,0	<b>91,3</b>	60,2
2000	25,1		5,1	36,2	21,2	<b>87,6</b>	60,5
2001	26,4		4,2	36,4	23,1	<b>90,2</b>	61,0
2002	26,9		4,4	36,3	22,2	<b>89,9</b>	61,4
2003	25,3		4,3	36,1	21,9	<b>87,5</b>	61,9
2004	25,5		4,2	34,9	21,8	<b>86,5</b>	62,3
2005	26,1		4,2	34,4	21,5	<b>86,2</b>	62,8
2006	25,5		4,1	34,7	21,5	<b>85,7</b>	63,2
2007	25,6		3,9	34,7	22,8	<b>87,1</b>	63,6
2008	25,1		3,8	34,2	23,0	<b>86,1</b>	64,0
2009	25,3		3,6	33,3	22,9	<b>85,1</b>	64,4
2010	25,4		3,4	33,4	23,6	<b>85,8</b>	64,7
2011	24,8		3,3	32,5	23,7	<b>84,3</b>	65,0
2012	24,4		3,2	32,4	24,1	<b>84,1</b>	65,3
2013	23,7		3,1	32,1	24,0	<b>82,9</b>	65,6
2014	23,5		3,0	32,6	24,6	<b>83,8</b>	66,2
2015	23,5		2,9	32,8	25,3	<b>84,6</b>	66,5
2016	23,2		2,9	32,4	25,7	<b>84,3</b>	66,6
2017	22,9		2,8	32,5	26,1	<b>84,4</b>	66,8
2018	23,3		2,8	32,9	27,7	<b>86,8</b>	66,9
2019	23,0		2,8	31,7	28,1	<b>85,6</b>	67,2
2020	22,4		2,7	31,4	28,1	<b>84,4</b>	67,3
2021	22,2		2,6	31,8	28,4	<b>85,0</b>	67,4
2022	22,3		2,6	31,9	28,1	<b>84,9</b>	67,8
<b>2023</b>	<b>21,4</b>		<b>2,5</b>	<b>30,5</b>	<b>28,9</b>	<b>83,3</b>	<b>68,1</b>
<b>% 23/22</b>	<b>-4,0</b>		<b>-4,9</b>	<b>-4,2</b>	<b>2,7</b>	<b>-1,9</b>	<b>0,3</b>

À partir de 1995, les consommations avec DOM incluses.

\*Redressement des séries porcines de 1989 à 1994, ancienne présentation avec panne, rognons et diaphragme

Source : FranceAgriMer d'après SSP

**Tableau 4 : Taux d'auto-provisionnement  
(PIB/CIB x 100)**

	Gros Bovins	Veaux	Ovins-caprins	Porcs	Volailles	TOTAL
<b>1970</b>	109,0	100,5	77,5	84,1	103,4	<b>95,9</b>
1980	110,8	112,8	80,0	82,5	130,8	<b>101,8</b>
1981	118,3	105,7	78,9	82,9	140,0	<b>105,1</b>
1982	112,3	108,7	80,9	82,0	147,9	<b>105,0</b>
1983	113,6	110,3	76,2	80,2	136,3	<b>102,5</b>
1984	122,8	112,1	74,6	79,9	133,8	<b>104,4</b>
1985	118,4	108,4	73,3	80,6	131,4	<b>102,9</b>
1986	119,9	108,8	67,5	80,4	130,0	<b>102,8</b>
1987	124,7	107,8	64,3	81,0	136,6	<b>105,2</b>
1988	120,7	107,7	61,0	84,5	133,2	<b>104,4</b>
1989	109,2	102,3	58,3	84,1	130,0	<b>133,4</b>
1990	116,6	99,7	56,5	85,9	133,8	<b>137,2</b>
1991	123,2	98,4	53,0	87,6	143,0	<b>108,5</b>
1992	126,8	100,6	48,6	90,4	149,5	<b>111,7</b>
1993	116,1		48,9	97,2	154,7	<b>113,5</b>
1994	115,1		47,1	101,3	155,8	<b>115,5</b>
1995	116,7		47,6	102,7	159,5	<b>117,8</b>
1996	128,8		49,2	102,5	151,4	<b>120,2</b>
1997	126,7		50,0	107,6	156,2	<b>123,1</b>
1998	116,6		48,8	104,0	143,3	<b>114,9</b>
1999	117,5		46,8	105,7	138,2	<b>114,3</b>
2000	116,0		44,8	105,6	157,6	<b>117,6</b>
2001	110,7		53,9	104,4	149,0	<b>115,3</b>
2002	114,7		50,2	105,9	146,3	<b>115,8</b>
2003	120,6		52,4	105,0	142,1	<b>116,3</b>
2004	114,5		50,6	106,4	137,0	<b>114,1</b>
2005	108,0		51,0	107,0	134,9	<b>111,6</b>
2006	107,6		50,6	106,1	123,5	<b>108,0</b>
2007	106,8		51,8	105,0	122,3	<b>107,9</b>
2008	105,6		48,9	105,4	118,5	<b>106,9</b>
2009	104,7		47,2	105,5	115,7	<b>106,3</b>
2010	107,5		50,7	105,1	112,6	<b>106,4</b>
2011	112,8		54,0	107,2	113,5	<b>108,8</b>
2012	108,6		52,9	105,0	110,3	<b>105,8</b>
2013	105,1		52,5	104,7	109,2	<b>104,3</b>
2014	91,5		52,7	102,7	104,9	<b>98,4</b>
2015	93,7		54,6	102,6	104,2	<b>98,8</b>
2016	95,3		57,1	104,3	99,6	<b>98,8</b>
2017	95,1		57,2	102,4	98,2	<b>97,7</b>
2018	94,5		57,2	101,6	96,3	<b>96,6</b>
2019	93,0		57,5	106,1	93,0	<b>96,7</b>
2020	96,1		60,0	107,6	91,5	<b>97,8</b>
2021	95,5		61,4	105,1	88,0	<b>95,9</b>
2022	90,6		59,0	101,2	83,1	<b>91,1</b>
<b>2023</b>	<b>89,9</b>		<b>57,3</b>	<b>100,7</b>	<b>80,8</b>	<b>89,7</b>

Source : FranceAgriMer d'après SSP

Tableau 5 : Indices des prix à la consommation (base 100 : moyenne 2015)

	Indice général des prix	Viandes	Viandes de bœuf et veau	Viandes d'ovin et de caprin	Viandes de porc	Volailles	Lait, fromage et œufs	Crème	Yaourts	Desserts lactés	Fromages et laits caillés	Œufs	Beurre
1999	<b>78,6</b>	<b>69,2</b>	64,2	58,3	65,9	61,5	<b>82,3</b>	85,4	92,9	98,8	80,7	81,3	<b>79,8</b>
2000	<b>79,9</b>	<b>71,2</b>	65,5	60,2	70,5	63,4	<b>84,2</b>	87,2	94,6	101,5	82,8	83,1	<b>82,7</b>
2001	<b>81,2</b>	<b>77,0</b>	68,6	68,4	78,8	70,1	<b>88,5</b>	90,9	99,6	106,7	87,0	87,2	<b>86,7</b>
2002	<b>82,8</b>	<b>78,3</b>	69,6	71,8	77,3	71,1	<b>90,7</b>	93,1	101,7	109,2	89,1	89,4	<b>88,2</b>
2003	<b>84,5</b>	<b>79,1</b>	71,2	72,6	77,8	71,4	<b>92,4</b>	95,4	103,1	110,3	91,1	91,0	<b>90,3</b>
2004	<b>86,3</b>	<b>80,9</b>	74,2	74,8	79,1	74,2	<b>92,7</b>	96,0	103,1	108,7	91,6	91,3	<b>90,3</b>
2005	<b>87,9</b>	<b>82,0</b>	76,9	76,6	80,4	73,7	<b>91,4</b>	96,2	100,4	104,1	91,1	87,8	<b>89,9</b>
2006	<b>89,3</b>	<b>83,7</b>	80,4	79,0	83,0	74,6	<b>91,4</b>	93,4	99,6	105,1	91,2	86,0	<b>89,6</b>
2007	<b>90,7</b>	<b>85,5</b>	82,6	81,4	84,9	78,2	<b>91,7</b>	92,6	98,4	103,7	91,5	87,5	<b>90,5</b>
2008	<b>93,2</b>	<b>89,3</b>	86,2	85,2	87,5	87,0	<b>100,7</b>	103,9	106,4	109,7	99,5	99,5	<b>99,9</b>
2009	<b>93,3</b>	<b>90,5</b>	87,3	86,1	88,6	88,1	<b>99,2</b>	102,1	103,8	105,2	98,5	100,0	<b>94,6</b>
2010	<b>94,7</b>	<b>90,9</b>	88,1	87,5	88,6	88,5	<b>97,8</b>	101,5	101,0	104,1	97,4	99,6	<b>94,2</b>
2011	<b>96,7</b>	<b>93,2</b>	90,2	90,6	91,1	94,8	<b>100,2</b>	103,2	102,3	106,3	99,6	100,7	<b>98,5</b>
2012	<b>98,6</b>	<b>96,1</b>	94,1	93,9	95,3	97,2	<b>101,5</b>	105,3	103,9	107,9	100,3	104,2	<b>99,3</b>
2013	<b>99,5</b>	<b>98,8</b>	97,7	96,5	99,2	100,5	<b>100,6</b>	103,6	101,0	105,6	99,5	104,2	<b>98,4</b>
2014	<b>100,0</b>	<b>99,6</b>	99,0	98,6	100,2	100,7	<b>101,3</b>	103,2	101,2	103,0	101,2	102,4	<b>99,5</b>
2015	<b>100,0</b>	<b>100,0</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	<b>100,0</b>	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	<b>100,0</b>
2016	<b>100,2</b>	<b>100,4</b>	100,9	101,3	99,9	100,0	<b>99,0</b>	99,6	97,7	99,1	98,4	100,8	<b>100,5</b>
2017	<b>101,2</b>	<b>101,5</b>	102,1	103,6	101,4	100,6	<b>99,2</b>	100,1	98,1	99,0	98,3	101,4	<b>105,3</b>
2018	<b>103,1</b>	<b>102,8</b>	103,5	104,5	102,4	101,2	<b>101,2</b>	104,2	99,9	99,1	100,5	103,2	<b>119,7</b>
2019	<b>104,2</b>	<b>105,4</b>	104,9	106,7	105,3	103,5	<b>103,7</b>	108,2	102,6	100,3	103,3	105,8	<b>129,0</b>
2020	<b>104,7</b>	<b>108,2</b>	106,7	108,6	110,2	104,4	<b>103,9</b>	108,8	102,8	100,1	103,5	105,8	<b>129,0</b>
2021	<b>106,5</b>	<b>109,2</b>	108,5	111,7	109,2	107,3	<b>104,1</b>	108,8	102,1	99,8	103,9	105,6	<b>128,5</b>
2022	<b>112,0</b>	<b>117,8</b>	118,2	122,5	116,0	120,0	<b>112,4</b>	117,5	109,4	107,9	112,3	114,6	<b>142,9</b>
<b>2023</b>	<b>117,4</b>	<b>130,5</b>	<b>127,3</b>	<b>131,0</b>	<b>127,0</b>	<b>130,8</b>	<b>130,8</b>	<b>140,3</b>	<b>127,7</b>	<b>128,7</b>	<b>129,6</b>	<b>131,4</b>	<b>167,5</b>
<b>% 23/22</b>	<b>4,8</b>	<b>10,8</b>	<b>7,8</b>	<b>6,9</b>	<b>9,5</b>	<b>9,0</b>	<b>16,4</b>	<b>19,4</b>	<b>16,8</b>	<b>19,3</b>	<b>15,4</b>	<b>14,7</b>	<b>17,3</b>

Source : FranceAgriMer d'après Insee

Tableau 6 : Bilan dans le secteur bovin 1980-2023

	1980	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Cheptel (1) (1 000 têtes)	23 570	21 377	20 216	19 842	19 559	19 432	18 737	18 470	18 200	17 863	17 416	17 039	-2,2
dont - vaches laitières	7 452	5 489	4 424	3 748	3 576	3 552	3 512	3 471	3 403	3 331	3 266	3 167	-3,0
- vaches nourrices	2 753	3 595	4 071	4 204	4 263	4 259	4 141	4 075	4 039	3 984	3 893	3 793	-2,6
<b>Abattages redressés</b> (1 000 têtes)	7 852	6 672	5 476	5 121	4 677	4 649	4 681	4 562	4 512	4 487	4 279	4 059	-5,1
dont veaux	3 219	2 343	1 891	1 503	1 268	1 261	1 269	1 258	1 211	1 200	1 119	1 052	-6,0
<b>Abattages redressés</b> (1 000 tec)	1 838	1 679	1 528	1 558	1 463	1 447	1 470	1 432	1 440	1 430	1 365	1 305	-4,4
dont veaux	307	277	241	207	180	181	183	184	178	178	164	154	-6,2
<b>Production indigène brute</b> (1 000 tec)	1 965	1 912	1 764	1 763	1 680	1 664	1 698	1 661	1 670	1 660	1 584	1 511	-4,6
Achats publics (1 000 tec)	106	65	11	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
stock fin d'année (1 000 tec)	85	60	25	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
variation de stock (1 000 tec)	16	41	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	
<b>Consommation indigène</b> brute (1 000 tec)	1 775	1 685	1 561	1 680	1 549	1 532	1 562	1 544	1 501	1 499	1 510	1 454	-3,7
<b>Exportations (1 000 tec)</b>	451	618	549	498	457	459	476	467	461	485	467	426	-8,8
- animaux vivants	141	191	256	213	221	221	234	238	239	238	225	211	-6,1
- viandes fraîches	158	241	225	248	194	196	201	193	183	193	189	171	-9,9
- viandes congelées	139	176	50	27	25	24	23	20	22	34	31	29	-6,6
- viandes transformées	13	10	18	10	17	18	17	15	18	21	21	14	-30,8
<b>Importations (1 000 tec)</b>	277	432	347	415	326	328	340	350	292	325	393	369	-6,2
- animaux vivants	14	32	19	8	4	4	6	9	9	8	6	5	-10,8
- viandes fraîches	242	377	278	302	213	210	212	221	177	201	243	235	-3,2
- viandes congelées	17	18	38	86	91	97	102	97	85	89	115	101	-12,3
- viandes transformées	4	5	12	19	17	16	20	22	21	26	29	27	-6,0
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1 000 tec	174	186	202	83	131	131	136	117	169	161	74	57	-22,7
- millions (2)	2 873	4 490	1 001	604	836	897	958	860	1 026	924	634	621	-2,1

(1) Enquêtes de décembre de l'année précédente ; nouvelle série à partir de l'enquête de décembre 2009

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

## Tableau 7 : Prix\* à la production dans le secteur bovin 1980-2023

	1980	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Veaux de 8 jours à 3 semaines</b>													
- Engraissement 45-50 kg (€/tête)	-	1 134,0	186,7	114,9	92,0	90,0	95,4	72,2	63,5	64,8	75,2	81,6	8,5
- Veaux mâles croisés légers		2	2	275,5	269,8	259,0	275,1	241,6	222,4	224,0	*	*	*
- Veaux mâles croisés laitiers R											209,3	245,1	*
<b>- Veaux mâles croisés mixtes R</b>											291,7	326,0	*
Veaux de boucherie													
- Prix moyen pondéré (€/kg vif)	11,24	20,73	5,31	5,69	5,73	5,63	5,69	5,35	5,34	5,69	6,50	6,84	5,2
- Veau sous la mère :													
rosé clair U Grand Sud (€/kg vif)					8,09	8,06	8,27	8,35	8,38	8,52	8,70	9,29	6,8
<b>Animaux maigres</b>													
(mâles 6-12 mois) (€/kg vif)													
- Limousin U - 350 kg					2,59	2,61	2,72	2,71	2,61	2,59	3,22	3,55	10,4
- Charolais U - 350 kg					2,54	2,64	2,76	2,71	2,63	2,62	3,32	3,49	5,2
- Croisé R - 300 kg					2,39	2,46	2,66	2,61	2,47	2,42	2,98	3,15	5,7
<b>Animaux finis (€/kg net)</b>													
- Prix moyen pondéré gros bovins			2,80	2,96	3,46	3,60	3,56	3,56	3,54	3,81	4,97	5,19	4,4
- Cotation													
- boeuf R3	16,23	23,50	3,01	3,15	3,60	3,74	3,66	3,67	3,69	3,86	5,02	5,35	6,6
- boeuf O3	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3,25	3,23	3,13	3,38	4,73	4,87	3,0
- génisse U3	18,22	27,95	3,72	3,87	4,50	4,53	4,48	4,49	4,54	4,75	5,45	5,85	7,3
- jeune bovin O3	14,46	20,84	2,51	2,73	3,07	3,30	3,35	3,29	3,23	3,43	4,69	4,91	4,7
- jeune bovin R3	15,34	22,06	2,84	3,14	3,64	3,83	3,78	3,80	3,69	3,92	5,03	5,24	4,2
- jeune bovin U3	16,08	23,33	3,04	3,40	3,83	4,01	3,95	3,98	3,86	4,09	5,15	5,37	4,2
- vache O3	13,47	19,06	2,46	2,65	3,04	3,22	3,19	3,16	3,06	3,34	4,70	4,79	1,9
- vache R3	15,25	22,21	2,95	3,19	3,72	3,81	3,73	3,79	3,89	4,12	5,11	5,43	6,3
- vache U3	17,05	25,71	3,39	3,69	4,44	4,47	4,37	4,40	4,47	4,73	5,47	5,85	6,9

\*Les prix sont exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998

Source : FranceAgriMer

Tableau 8 : Bilan dans le secteur des ovins-caprins 1980-2023

	1980	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Cheptel <sup>(1)</sup> (1 000 têtes)</b>													
Ovins	12 969	11 495	9 510	7 528	7 056	7 156	6 877	7 166	7 105	6 999	6 995	6 597	-5,7
dont brebis mères + agnelles saillies	9 157	8 662	7 391	5 770	5 370	5 354	5 213	5 405	5 329	5 125	5 138	4 833	-5,9
Caprins	1 125	1 022	1 075	1 318	1 250	1 199	1 213	1 252	1 242	1 414	1 388	1 307	-5,8
<b>Abattages redressés</b> (1 000 têtes)	10 706	11 262	8 457	6 260	6 114	5 967	5 980	5 951	5 863	5 905	5 749	5 318	-7,5
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	17,6	17,2	16,6	17,4	17,7	17,8	17,9	17,9	18,0	18,3	18,1	18,1	0,1
<b>Abattages redressés</b> (1 000 tec)	188	194	140	109	108	106	107	107	106	108	104	96	-7,4
<b>Production indigène brute</b> (1 000 tec)	180	177	137	111	109	108	107	108	108	109	105	98	-7,2
<b>Consommation indigène brute</b> (1 000 tec)	225	313	307	219	190	188	188	188	180	177	179	171	-4,5
<b>Exportations</b> (1 000 tec)	1	17	19	19	15	16	15	15	15	45	48	55	13,3
- animaux vivants	0	10	8	8	4	4	3	4	5	5	5	5	2,5
- viandes fraîches	1	6	8	8	8	9	9	8	7	37	40	47	15,7
- viandes congelées	0	1	3	4	3	3	2	3	2	3	3	3	-1,0
<b>Importations</b> (1 000 tec)	46	153	188	127	97	96	95	95	87	113	122	128	4,9
- animaux vivants	8	27	10	5	4	3	3	2	3	4	3	4	2,2
- viandes fraîches	34	113	146	94	75	76	74	76	70	96	100	110	10,2
- viandes congelées	4	13	31	28	18	18	19	17	14	13	19	14	-23,4
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1 000 tec	-45	-136	-169	-108	-82	-80	-80	-80	-72	-68	-73	-73	
- millions	-820	-2 466	-520	-471	-427	-420	-410	-389	-412	-453	-525	-500	
<b>Prix à la production <sup>(2)</sup></b> cotation nationale (€/kg net)	19,94	21,93	4,26	5,81	6,22	6,21	6,30	6,17	6,73	7,36	7,98	8,26	3,6

<sup>(1)</sup> Enquêtes de décembre de l'année précédente

<sup>(2)</sup> Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

## Tableau 9 : Bilan dans le secteur du porc 1980-2023

	1980	1990	2000	2011	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023*	% 23*/22
<b>Cheptel <sup>(1)</sup> (1 000 têtes)</b>	11 353	12 276	15 993	13 837	13 280	13 315	13 044	13 240	13 211	12 987	12 660	12 146	-4,1
dont truies	1 222	1 180	1 467	1 144	1 007	1 001	979	955	943	931	907	878	-3,2
<b>Abattages redressés (1 000 têtes)</b>	19 599	21 304	26 967	25 074	23 840	23 408	23 503	23 559	23 299	23 320	22 983	21 879	-4,8
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	85,9	83,6	85,9	89,6	92,7	93,0	92,9	93,5	94,4	94,6	93,7	94,4	0,7
<b>Abattages redressés (1 000 tec)</b>	1 683	1 780	2 317	2 225	2 209	2 178	2 183	2 202	2 202	2 205	2 154	2 065	-4,1
<b>Production indigène brute</b> (1 000 tec)	1 570	1 727	2 262	2 218	2 209	2 178	2 183	2 260	2 272	2 251	2 188	2 092	-4,4
Variation de stock (1 000 tec)	0	0	-6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0,0
<b>Consommation indigène brute</b> (1 000 tec)	1 905	2 010	2 136	2 104	2 182	2 180	2 201	2 131	2 111	2 142	2 161	2 078	-3,8
<b>Exportations (1 000 tec)</b>	93	223	653	778	669	638	641	711	722	736	668	618	-7,4
- animaux vivants	16	13	17	79	54	50	57	64	77	66	35	29	-18,1
- viandes fraîches	9	79	216	306	259	271	291	298	278	199	216	223	3,1
- viandes congelées	16	53	209	203	209	172	159	202	218	312	264	226	-14,4
- charcuterie	24	55	167	122	110	112	99	99	104	108	115	107	-7,2
- graisses	28	23	45	69	37	33	35	48	48	52	37	34	-9,7
<b>Importations (1 000 tec)</b>	430	507	527	593	574	582	603	579	556	607	641	605	-5,5
- animaux vivants	129	67	24	9	3	3	0	3	3	3	3	3	0,0
- viandes fraîches	178	222	266	294	250	251	261	231	221	223	233	245	5,1
- viandes congelées	71	86	82	100	85	94	91	91	84	97	93	71	-23,7
- charcuterie	40	91	113	162	187	190	214	218	217	248	274	253	-7,5
- graisses	12	41	42	28	50	45	37	36	35	37	38	34	-10,3
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1 000 tec	-337	-284	126	185	95	56	38	133	166	129	116	1	
- millions (hors abats)	-3 218	-4 079	136	-75	-211	-337	-381	-188	-94	-165	-131	-341	
<b>Prix à la production <sup>(2)</sup></b>													
cotation classe U (€/kg net)	8,02	10,94											
cotation classe S (€/kg net)			1,40	1,47	1,47	1,57	1,39	1,67	1,59	1,52	1,91	2,28	

<sup>(1)</sup> Enquêtes de décembre de l'année précédente.

<sup>(2)</sup> Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

Tableau 10 : Bilan dans le secteur des volailles principales<sup>(1)</sup> 1980-2023

	1980	1990	2000	2010	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
<b>Animaux finis prêts à l'abattage</b> (millions de têtes)	740	993	999	942	929	926	935	910	893	865	818	818	0,0
Poids moyen d'abattage (kg/tête)	1,515	1,68	2,03	1,79	1,79	1,79	1,84	1,86	1,87	1,88	1,84	1,87	1,9
<b>Animaux finis prêts à l'abattage</b> (1 000 tec)	1 122	1 660	1 990	1 687	1 661	1 660	1 724	1 694	1 670	1 625	1 501	1 531	0,0 2,0
<b>Production indigène totale</b> (1 000 tec)	1 124	1 665	2 027	1 722	1 707	1 714	1 787	1 757	1 731	1 685	1 555	1 590	2,8 2,2
Variation de stock (1 000 tec)	1	-35	-22	-3	0	-5	0	-2	8	3	-12	10	-183,3
<b>Consommation indigène brute</b> (1 000 tec)	860	1 244	1 286	1 529	1 713	1 745	1 855	1 888	1 891	1 914	1 909	1 968	3,1 3,1
<b>Exportations (1 000 tec)</b>	290	528	958	677	622	621	616	566	510	552	510	495	-3,0
- animaux vivants	7	13	48	54	74	81	102	98	94	92	74	84	13,7
- viandes	283	515	910	622	549	540	514	468	416	461	436	411	-5,8
<b>Importations (1 000 tec)</b>	22	72	194	472	603	623	648	664	637	757	839	860	2,6
- animaux vivants	3	8	8	11	3	2	3	2	3	6	7	2	-76,9
- viandes	19	64	185	461	601	621	646	662	634	752	832	859	3,2
<b>Solde commerce extérieur</b>													
- 1 000 tec	268	456	764	204	19	-2	-33	-98	-127	-205	-329	-366	
- millions de francs // d'euros	1 545	4 455	1 196	276	-70	-114	-169	-254	-332	-445	-1 024	-1 102	

(1) Gallus, canards, dindes, oies, pintades

(2) Exprimés en francs jusqu'en 1997 et en euros à partir de 1998.

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française

## Tableau 11 : Bilan dans le secteur des oeufs 1990-2023

	1990	2000	2010	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	% 23/22
Production d'œufs à couvrir (1 000 téoc)	73	81	79	82	82	81	78	75	73	70	66	-	
<b>Production d'œufs de consommation (1 000 téoc)</b>	<b>829</b>	<b>957</b>	<b>868</b>	<b>896</b>	<b>872</b>	<b>910</b>	<b>871</b>	<b>827</b>	<b>937</b>	<b>973</b>	<b>907</b>	<b>942</b>	<b>3,9</b>
<b>Consommation alimentaire (1 000 tec)</b>	<b>852</b>	<b>936</b>	<b>889</b>	<b>888</b>	<b>867</b>	<b>903</b>	<b>872</b>	<b>829</b>	<b>934</b>	<b>944</b>	<b>933</b>	<b>958</b>	<b>2,6</b>
<b>Exportations (1 000 tec)</b>	<b>51</b>	<b>117</b>	<b>124</b>	<b>138</b>	<b>138</b>	<b>142</b>	<b>135</b>	<b>131</b>	<b>128</b>	<b>136</b>	<b>119</b>	<b>114</b>	<b>-4,3</b>
- œufs coquilles	34	39	33	33	28	24	20	21	32	34	20	18	-12,4
- ovoproducts	0	71	81	88	97	101	96	94	96	102	98	96	-2,6
<b>Importations (1 000 tec)</b>	<b>73</b>	<b>98</b>	<b>146</b>	<b>126</b>	<b>137</b>	<b>140</b>	<b>138</b>	<b>144</b>	<b>134</b>	<b>126</b>	<b>164</b>	<b>137</b>	<b>-16,8</b>
- œufs coquilles	40	59	71	42	62	68	61	63	56	47	69	60	-13,1
- ovoproducts	0	37	73	78	71	69	74	78	77	79	95	76	-19,5
<b>Solde commerce extérieur œufs et ovoproducts (1 000 téoc)</b>	<b>-22</b>	<b>19</b>	<b>22</b>	<b>12</b>	<b>1</b>	<b>2</b>	<b>-3</b>	<b>-13</b>	<b>-6</b>	<b>10</b>	<b>-46</b>	<b>-23</b>	

Source : FranceAgriMer d'après SSP, douane française



# LES DONNÉES

Les marchés des produits laitiers, carnés et avicoles - Bilan 2023 - Perspectives 2024  
édition février 2024



Directrice de la publication : Christine Avelin  
Rédaction : direction Marchés, études et prospective  
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial  
Photographie : ©Xavier Remonginagriculture.gouv.fr  
Édition en ligne : ISSN 2803-080X / Édition imprimée : ISSN 2729-1464

12 rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex  
Tél. : 01 73 30 30 00 [www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

 FranceAgriMer  
 @FranceAgriMerFR